

Deuxième partie :

ATTACHE 11 :

Etude d'incidences et résumé non technique



SPW-DGO3-DPA
Direction de Liège

Entré le 26. 10. 2022

ETUDE D'INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation
d'exploiter une exploitation agricole sise rue de Bihay à Warzée et
comprenant deux poulaillers d'engraissement pour une capacité
supérieure à 40.000 animaux*

Introduite par :

***Le Réveil Avicole srl
Rue de l'Eglise 22
4950 OUFFET***

Etude d'incidences n°137

Septembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	1
Index des figures.....	4
Index des photos.....	5
Index des tableaux.....	6
Identification du projet.....	7
 1. Introduction	 8
2. Forme et contenu de l'étude d'incidences	9
3. Etat de l'environnement du site	11
3.1. Localisation de l'exploitation	11
3.2. Accès au site	11
3.3. Statut juridique des terrains	16
3.3.1 Plan de secteur	16
3.3.2. Autres dispositions et prescrits légaux	18
3.4. Situation cadastrale et propriétés des terrains.....	19
3.5. Cadre physique	20
3.5.1. Topographie et hydrographie	20
3.5.2. Sol et sous-sol	24
3.5.3. Hydrogéologie.....	34
3.5.4. Qualité des eaux de surface	39
3.5.5. Climatologie	44
3.5.6. Qualité de l'air	46
3.6. Cadre acoustique	49
3.6.1. Matériel et méthode	49
3.6.2. Résultats et circonstances de mesure	51
3.6.3. Interprétation.....	51
3.7. Cadre paysager	54
3.7.1. Cadre paysager régional.....	54
3.7.2. Cadre paysager local	54
3.7.3. Vue du site depuis les alentours	56
3.7.4. Périmètres d'Intérêt Paysager « ADESA » (PIP)	60
3.8. Cadre bâti	62
3.8.1. Monuments et sites	62
3.8.2. Sites archéologiques.....	62
3.8.3. Lotissements.....	62
3.8.4. Cadre bâti local	62
3.9. Cadre biologique	65
3.9.1. Introduction	65
3.9.2. Zones biologiquement intéressantes classées en Wallonie	65
3.9.3. Site Natura 2000	66
3.9.4. Sites de grand intérêt biologique et autres sites non classés.....	68
3.9.5. Arbres et haies remarquables.....	68
3.9.6. Convention « Bords de route »	69
3.9.7. La Convention « Combles et clochers ».....	69
3.9.7. Plan Communal de Développement de la Nature (PCDN).....	69
3.9.8. Observation du site	69

3.10. Circulation locale	70
3.10.1. Généralités.....	70
3.10.2. Quantification du trafic	70
3.10.3. Plan communal de mobilité (PCM).....	71
3.10.4. Cheminements lents	71
3.11. Configuration de l'égouttage local	73
3.12. Cadre agricole	75
4. Description de l'établissement.....	76
4.1. Introduction.....	76
4.1.1. Contexte général.....	76
4.1.2. Présentation succincte de l'exploitation originelle	78
4.2. Implantation des poulaillers	82
4.3. Bâtiments.....	83
4.3.1. Dimensions	83
4.3.2. Bâtiment B1 et B2 : Poulaillers.....	83
4.3.3. Bâtiment B3 : Hangar agricole	84
4.4. Equipements du site d'exploitation	85
4.4.1. Hébergement des animaux.....	85
4.4.2. Adduction d'eau	86
4.4.3. Electricité	87
4.4.4. Chauffage	88
4.4.5. Ventilation et brumisation.....	89
4.4.6. Alimentation	90
4.4.7. Gestion centrale – station météo	92
4.4.8. Autres dépôts et équipements	92
4.5. Modalités d'exploitation	95
4.5.1. Engraisements des poulets.....	95
4.5.3. Soins vétérinaires	98
4.5.4. Horaires de fonctionnement.....	99
4.5.5. Label	99
4.5.6. Surfaces agricoles	99
4.6. Gestion des effluents.....	100
4.6.1. Gestion des effluents d'élevage.....	100
4.6.2. Gestion des eaux	102
4.6.3. Gestion des déchets	103
5. Evaluation des incidences	104
5.1. Introduction.....	104
5.2. Cadre légal	104
5.2.1. Introduction	104
5.2.2. Réunion d'information préalable.....	105
5.2.3. Aménagement du territoire et urbanisme	106
5.2.4. Modalités d'exploitation.....	106
5.2.5. Conditions sectorielles	108
5.2.6. Directive IED.....	113
5.2.7. Bien-être des animaux	123
5.3. Impact sur le cadre physique.....	126
5.3.1. Impact sur la qualité de l'air	126
5.3.2. Problématique énergétique.....	139

5.3.3. Impact sur les eaux de surface	140
5.3.4. Impact sur le sol et les eaux souterraines	142
5.4. Impact acoustique du projet	151
5.5. Impact paysager	153
5.5.1. Introduction	153
5.5.2. Evaluation de l'impact paysager de l'exploitation	153
5.6. Impact sur le cadre bâti	155
5.7. Impact sur le cadre biologique	156
5.8. Impact sur la circulation locale	157
5.9. Autres incidences	159
5.9.1. Lutte contre l'incendie	159
5.9.2. Gestion des déchets	159
5.9.3. Présence d'insectes, de vermine, de rongeurs	159
5.9.4. Impacts cumulatifs	160
5.9.5. Impacts sur une entité voisine	161
5.9.6. Désinfection et aspects sanitaires	161
5.9.7. Pollution lumineuse	163
6. Mesures proposées	164
6.1. Introduction	164
6.2. Respect du cadre légal	164
6.3. Cadre physique	165
6.4. Cadre acoustique	166
6.5. Cadre paysager	166
6.6. Cadre bâti	167
6.7. Cadre biologique	167
6.8. Circulation locale	169
7. Synthèse	170
7.1. Préalable	170
7.2. Synthèse	170
8. Informations complémentaires	171
8.1. Aperçu des difficultés rencontrées	171
8.2. Glossaire	171
8.3. Abréviations	175
8.4. Sources et références	177

INDEX DES FIGURES

Figure 1 : extrait de la carte administrative de Belgique.....	12
Figure 2 : localisation du site au 1/20.000 (source IGN)	13
Figure 3 : localisation du site au 1/10.000 (source IGN)	14
Figure 4 : itinéraire d'accès au site.....	15
Figure 5 : extrait du plan de secteur de Huy-Waremme.....	17
Figure 6 : situation cadastrale du site d'étude.....	19
Figure 7 : réseau hydrographique local.....	22
Figure 8 : cartographie des zones inondables	23
Figure 9 : extrait de la carte des sols de Belgique	25
Figure 10 : extrait de la carte géologique de Belgique	27
Figure 11 : cartographie du ruissellement concentré	30
Figure 12 : cartographie du ruissellement diffus	31
Figure 13 : risque d'érosion hydrique diffuse pour une culture de type sarclée	33
Figure 14 : localisation des captages les plus proches	38
Figure 15 : rose des vents annuelle moyenne, à la station synoptique de Bierset....	46
Figure 16 : localisation des points de mesures sonométriques.....	50
Figure 17 : localisation des prises de vue	59
Figure 18 : inventaire ADESA	61
Figure 19 : zone de présomption archéologique	63
Figure 20 : approche schématique du bâti local.....	64
Figure 21 : extrait de l'Atlas des chemins et sentiers vicinaux	72
Figure 22 : extrait du PASH	74
Figure 23 : implantation de la ferme historique et du site d'étude	77
Figure 24 : implantation générale de l'établissement.....	82
Figure 25 : installations et dépôts de l'établissement.....	93
Figure 26 : modalités de déversement et de rejet des eaux.....	103
Figure 27 : rayon de gêne olfactive	136
Figure 28 : localisation des parcelle de l'exploitation (1)	146
Figure 29 : localisation des parcelle de l'exploitation (2)	147
Figure 30 : localisation des parcelle de l'exploitation (3)	148
Figure 31 : localisation des parcelle de l'exploitation (4)	149
Figure 32 : proposition d'aménagements	167

INDEX DES PHOTOS

Photo 1 : vue depuis le site vers l'ouest et le village de Warzée.....	55
Photo 2 : vue depuis le site vers le nord et le tige de Hody.....	55
Photo 3 : vue depuis le site vers le sud.....	56
Photo 4 : vue depuis le site vers le sud-ouest.....	56
Photo 5 : vue du site depuis la rue de Bihay à l'ouest.....	57
Photo 6 : vue du site depuis la rue de Bihay à l'est.....	57
Photo 7 : vue du site depuis la Vieille Route de Huy au sud-est.....	57
Photo 8 : vue du site depuis la rue de Bihay au nord-ouest, vers Warzée.....	58
Photo 9 : vue du site depuis la rue de Bihay au nord-ouest, à l'entrée de Warzée ...	58
Photo 10 : vue du site depuis la rue Ponsay au nord-ouest.....	58
Photo 11 : vue lointaine du site depuis la chaussée de Huy (RN66), au sud.....	59
Photo 12 : vue du corps de logis.....	78
Photo 13 : étable rue de l'Eglise (vue extérieure)	79
Photo 14 : étable rue de l'Eglise (vue intérieure stabulation libre)	79
Photo 15 : hangar à paille rue de l'Eglise.....	79
Photo 16 : étable Tige de Hody (vue extérieure).....	80
Photo 17 : étable Tige de Hody (vue intérieure stabulation libre).....	80
Photo 19 : appentis Tige de Hody.....	81
Photo 19 : vue du pignon avant du bâtiment B1	84
Photo 21 : vue du pignon avant du bâtiment B2	84
Photo 21 : vue du hangar agricole B3.....	85
Photo 25 : vue de la salle d'élevage de B1	85
Photo 23 : tête du puits	86
photo 24 : groupe électrogène de secours.....	87
photo 25 : tableau électrique de l'installation photovoltaïque	88
photo 26 : citerne à gaz alimentant les canons à chaleur	88
photo 30 : ventilateur d'appoint	90
photo 28 : vue des silos du poulailler B2.....	91
photo 29 : trémie et système de balance sous l'appentis de B2	91
photo 33 : vue d'une machine « Nestborn » déposant les œufs prêts à éclore.....	96
photo 31 : vue d'un poulailler d'engraissement vide et nettoyé	97
photo 32 : bande boisée le long de B1.....	154

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : forme et contenu de l'étude d'incidences	10
Tableau 2 : principales dispositions applicables	18
Tableau 3 : état de la masse d'eau souterraine « RWM021 » en 2009.....	36
Tableau 4 : captages en activité officiellement recensés dans un rayon de 2 km.....	37
Tableau 5 : état de la masse d'eau de surface « OU30R » en 2013.....	40
Tableau 6 : objectifs de qualité de la masse d'eau de surface « OU30R » en 2013..	41
Tableau 7 : état des différents éléments de qualité physico-chimique	42
Tableau 8 : normales pluviométriques à Ouffet (1991-2020)	45
Tableau 9 : normales thermométriques à Ouffet (1991-2021)	45
Tableau 10 : répartition des vents dans les 16 directions	45
Tableau 11 : résultats de la campagne sonométrique en période de jour [en dB(A)]	51
Tableau 12 : valeurs-guides flamandes	52
Tableau 13 : valeurs guides luxembourgeoises	53
Tableau 14 : valeurs limites (Léq) pour les conditions d'exploitation.....	53
Tableau 15 : comparaison des résultats des mesures sonométriques.....	53
Tableau 16 : situation agricole à l'échelle de la commune	75
Tableau 17 : bâtiments de l'établissement.....	82
Tableau 18 : dimensions des bâtiments de l'établissement	83
Tableau 19 : capacité des poulaillers B1 et B2	86
Tableau 20 : liste des installations de l'établissement.....	94
Tableau 21 : liste des dépôts de substance de l'établissement.....	94
Tableau 22 : caractéristiques moyennes de la croissance.....	95
Tableau 23 : production d'effluents au niveau de l'exploitation (kg N).....	100
Tableau 24 : capacité d'épandage de l'exploitation (kg N)	101
Tableau 25 : correspondance des points abordés lors de la RIP	105
Tableau 26 : installations classées de l'établissement.....	107
Tableau 27 : examen des conditions intégrales – élevages avicoles	110
Tableau 28 : examen des conditions intégrales - distribution d'hydrocarbures	112
Tableau 29 : meilleures techniques disponibles.....	121
Tableau 30 : facteurs de conversion des émissions d'ammoniac	128
Tableau 31 : émissions d'ammoniac de l'établissement	130
Tableau 32 : dépôts acidifiants autour du site d'exploitation	131
Tableau 33 : évaluation des émissions GES pour les poulets	137
Tableau 34 : production de GES résultant des dépenses énergétiques	138
Tableau 35 : émissions globales GES	139
Tableau 36 : consommation énergétique par volaille.....	140
Tableau 37 : évaluation du pic pluviométrique pour une pluie de retour de 30 ans	141
Tableau 38 : consommation théorique des poulaillers	143
Tableau 39 : analyse physico-chimique de l'eau du puits	143
Tableau 40 : analyse bactériologique de l'eau du puits (juin 2022).....	144
Tableau 41 : évaluation de la production d'effluents agricoles pour Ouffet.....	145
Tableau 42 : évaluation des capacités d'épandage sur la SAU d'Ouffet.....	145
Tableau 43 : évaluation du trafic imputable à l'établissement	157
Tableau 44 : synthèse des recommandations.....	170

IDENTIFICATION DU PROJET

TITRE DU PROJET :

Demande de permis d'environnement pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter un établissement agricole comprenant un élevage de plus de 40.000 poulets de chair, sis rue de Bihay à Warzée, sur le territoire communal de Ouffet.

REQUÉRANT :

Le Réveil Avicole sprl
Rue de l'Eglise, 22
B-4590 OUFFET
Tél. : 0476/30.40.97
e-mail : lereveilavicole@outlook.com

Gérant de la société : M. Jean-Paul Collin

AUTEUR DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES :

EurECO. s.p.r.l.
Rue de Seraing-le-Château, 1
B-4537 VERLAINE
Tél. : 019/54.60.88
e-mail : robert.bissot@skynet.be

*Avec la collaboration de : Robert Bissot, ingénieur agronome
Charlie Guffens, ingénieur agronome
Dominique Pesesse, ingénieure agronome*

AUTORITÉ COMPÉTENTE :

Collège communal de Ouffet
Rue du Village, 3
B-4590 OUFFET
Tél. : 086/36.61.36
e-mail : commune@ouffet.be

ADMINISTRATION COMPÉTENTE :

Service Public de Wallonie
DGO3 – Département des Permis et Autorisations
Direction extérieure de Liège
Montagne Sainte Walburge, 2
B-4000 Liège
Tél. : 04/224.57.57

1. INTRODUCTION

M Jean-Paul Collin et son épouse exploitent une ferme dans le village de Warzée sur le territoire de la commune de Ouffet. Cette exploitation comprend des hangars à fourrages et matériel, des étables pour bovins ainsi que deux poulaillers d'engraissement d'une capacité de 49.600 animaux.

Les poulaillers sont toutefois implantés sur un site distinct de la ferme originelle et exploités par la société « Le Réveil Avicole » de M. Collin et son épouse. Ils sont couverts par leur propre permis d'exploiter délivré par la Députation permanente du Conseil provincial de Liège en date du 7 novembre 2002. Ce permis vient à échéance le 7 novembre 2022 et doit dès lors être renouvelé.

Au sens de la législation sur le permis d'environnement, l'établissement, dont la capacité est de plus 40.000 poulets de chair relève de la classe 1 en vertu de la rubrique 01.24.01.02.03. de la liste des projets soumis à étude d'incidences.

Tout permis d'environnement ou permis unique de classe 1 nécessite la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement. Cette étude ne peut être réalisée que par un bureau d'études dûment agréé en Région wallonne. Dans ce cadre, le demandeur a choisi de faire appel au bureau d'études EurECO sprl, dûment agréé pour réaliser ce type d'étude en Région wallonne (cf. annexe 1).

Ce choix a été notifié à l'administration de l'environnement (SPW-ARNE) dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 septembre 2017 relatif au formulaire de notification du choix de l'auteur d'étude pour l'évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement.

Par ailleurs, en vertu de l'article D29-5 à R41-3 du Code de l'Environnement, le demandeur a organisé une réunion d'information du public en date du 26 avril 2022 à 18h30 à la salle du Conseil de la Maison Communale de Ouffet, rue du Village, 3 à 4590 Ouffet. Le procès-verbal de cette dernière figure en annexe 2.

La présente étude d'incidences est destinée à être jointe au dossier de demande de permis d'environnement que va introduire le demandeur. Elle a été élaborée sur base des informations et documents fournis par le demandeur ainsi que des investigations menées par le bureau d'études.

Le dossier sera introduit auprès de l'Autorité compétente qui dispose d'un délai de rigueur de 140 jours pour prendre sa décision, à dater du constat du caractère complet et recevable du dossier de demande.

Au cours de ce délai, une enquête publique de 30 jours sera réalisée. La décision finale de l'Autorité est affichée et une possibilité de recours est ouverte pendant 20 jours au demandeur, aux administrations et à tout tiers intéressé. S'il n'émane pas des administrations, le recours n'est pas suspensif.

2. FORME ET CONTENU DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES

En vertu de l'article R55 de la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, la forme et le contenu de l'étude d'incidences sont déterminés par l'annexe VII du Code, modifiée par l'AGW du 6 septembre 2018. Etant donné que cette annexe ne constitue pas à proprement parler une table des matières, la correspondance suivante peut être établie.

Annexe VII - Arrêté du Gouvernement Wallon du 6 septembre 2018	Correspondance EIE
1° auteur de l'étude	
a) bureau d'étude agréé	§ 0
b) collaborateurs extérieurs associés pour l'étude	§ 0
2° projet étudié	
a) demandeur	§ 0
b) siège d'exploitation (coordonnées précises)	§ 3.1.
3° description du projet	
a) description de la localisation du projet	§ 3.1.
b) description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet (...)	§ 4.2 § 4.3 § 4.4.
c) description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet (...)	§ 4.5.
d) estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions (...) durant les phases de construction et de fonctionnement du projet proposé.	§ 4.6.
4° description des solutions de substitution raisonnables	§ 6.
5° description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement dénommé scénario de référence et de son évolution probable (...)	§ 3.2. à 3.12.
6° description des facteurs précisés à l'article D62 §2 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet	§ 3.2. à 3.12.
7° description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant entre autres:	
a) de la construction et de l'existence du projet (...)	§ 5.2. § 5.5. § 5.6.
b) de l'utilisation des ressources naturelles (...)	§ 5.3. § 5.7.
c) de l'émission de polluants (...)	§ 5.3. § 5.4.
d) des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement imputables, notamment, à des accidents ou à des catastrophes	§ 5.3.4. § 5.8. § 5.9.1.
e) du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (...)	§ 5.9.4.
f) des incidences du projet sur le climat notamment l'ampleur et la nature des émissions de gaz à effet de serre (...)	§ 5.3.1.
g) des technologies et de substances utilisées	§ 5.3. § 5.4

8° description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement, notamment:	
a) le détail des difficultés (...)	§ 8.1.
b) les principales incertitudes	§ 8.1.
9° description des mesures suggérées	§ 6.1. à 6.8.
10° description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné	§ 5.9.1..
11° un résumé non technique des informations transmises (...)	volume séparé
12° une liste de références (...)	§ 8.4.

Tableau 1 : forme et contenu de l'étude d'incidences

La différence de présentation entre l'étude d'incidences et l'annexe VII dont il est question au tableau 1 est justifiée par la volonté d'optimiser la lisibilité du document. Les points repris à l'annexe VII sont en effet avant tout la répercussion d'impositions juridiques européennes et ne sont pas toujours en parfaite adéquation avec la réalité des problèmes observés dans le cadre de la réalisation concrète d'études d'incidences sur l'environnement.

Afin de cadrer au maximum avec la réalité du terrain et de suivre une démarche logique pour faciliter la lisibilité et la compréhension du document, il a toujours été retenu par le bureau de présenter les études d'incidences en quatre grands points.

Tout d'abord, un premier chapitre procède à l'examen général de la situation environnementale locale. Il s'agit d'une démarche systématique permettant, le cas échéant, de mettre en évidence des particularités devant être prises en compte.

Il découle ensuite à la description précise du projet ou de l'entreprise lorsque celle-ci existe, afin de bien en apprécier les implications environnementales et de clarifier vis à vis des lecteurs (population, autorités, administrations, ...) les intentions précises du demandeur.

Sur base de l'analyse des conditions environnementales locales et de la description précise de l'établissement, l'évaluation des incidences peut alors être réalisée. Enfin, dans une dernière partie, des mesures peuvent être proposées afin de résoudre certains problèmes observés ou d'améliorer la situation environnementale de l'établissement.

3. ETAT DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. LOCALISATION DE L'EXPLOITATION

Le site du demandeur se trouve sur le territoire communal de Ouffet et fait partie de l'arrondissement administratif de Huy situé en province de Liège. Comme l'illustre l'extrait de la carte administrative de Belgique à la figure 1, cette commune est adjacente aux 5 communes belges suivantes :

- Tinlot et Anthisnes, au nord ;
- Hamoir, à l'est ;
- Durbuy, au sud ;
- Clavier, à l'ouest.

L'établissement se trouve au nord-ouest du territoire communal de Ouffet, en périphérie est du village de Warzée, le long de la rue de Bihay. Les coordonnées Lambert d'un point central approché du site sont les suivantes :

X = 226.100 km Y = 127.450 km

3.2. ACCÈS AU SITE

Le site peut être rejoint au départ du réseau routier en empruntant la RN63 reliant Liège à Marche-en-Famenne jusqu'à Soheit - Tinlot. Il faut ensuite prendre la RN66 Huy - Hamoir en direction de Ouffet jusqu'au village de Warzée. Au centre du village de Warzée, au niveau de l'église, il faut quitter la nationale par la gauche et prendre la rue de l'Eglise et ensuite poursuivre sur son prolongement, la rue de Bihay.

Celle-ci est signalée en impasse mais elle permet de rallier l'établissement quelques centaines de mètres après la sortie du village. Le site se positionne au carrefour de la rue de Bihay et de la Vieille route de Huy.

Il est également possible d'atteindre le site d'exploitation en venant de l'autoroute E25 Liège - Bastogne, en la quittant à la sortie 48, Werbomont - Ferrières, et d'emprunter la RN66 en direction de Ferrières. Quelques kilomètres après la traversée du village de Ouffet, on atteint le centre de Warzée, qui permet de rallier la rue de l'Eglise en direction du site.

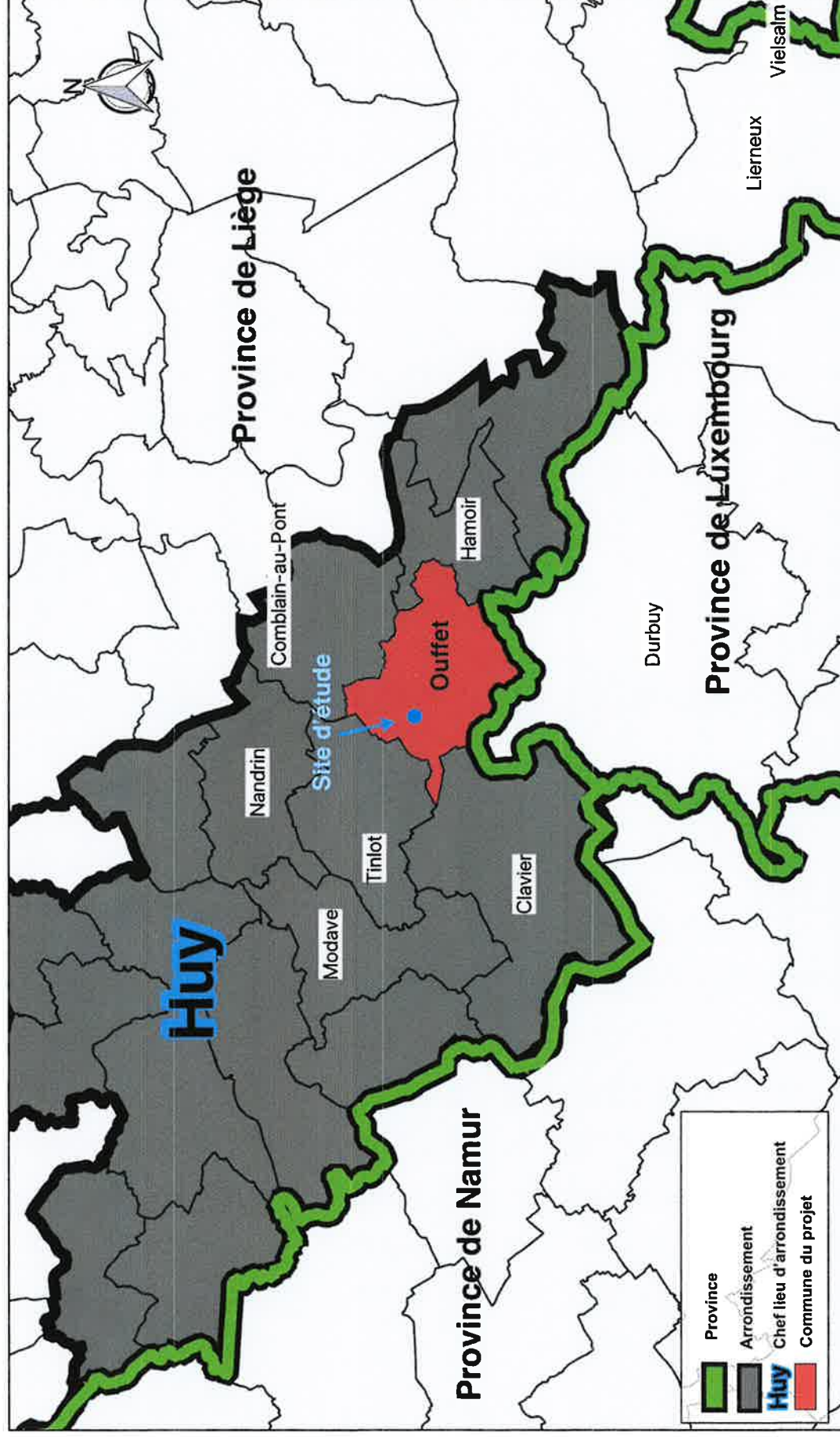


Figure 1 : extrait de la carte administrative de Belgique

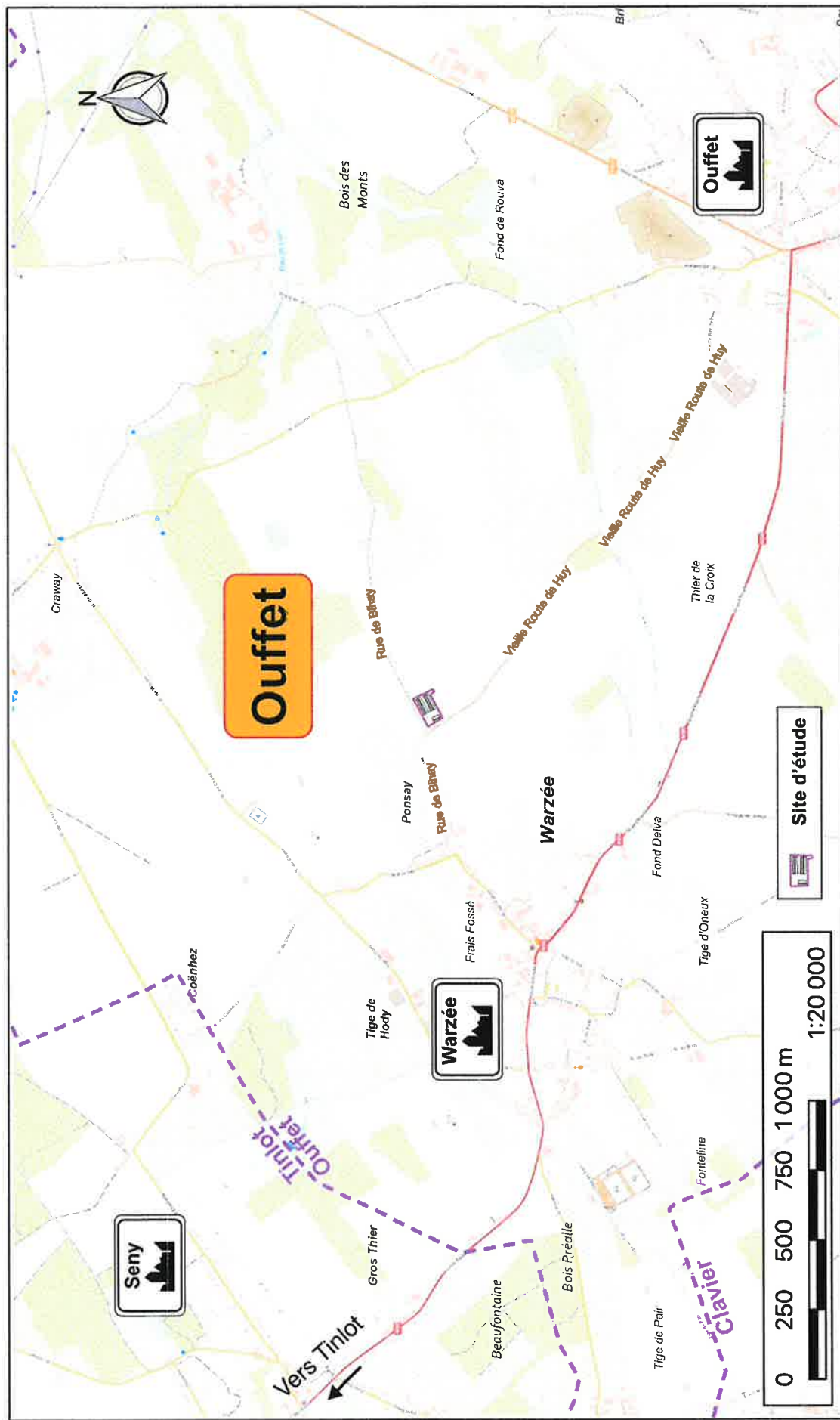


Figure 2 : localisation du site au 1/20.000 (source IGN)

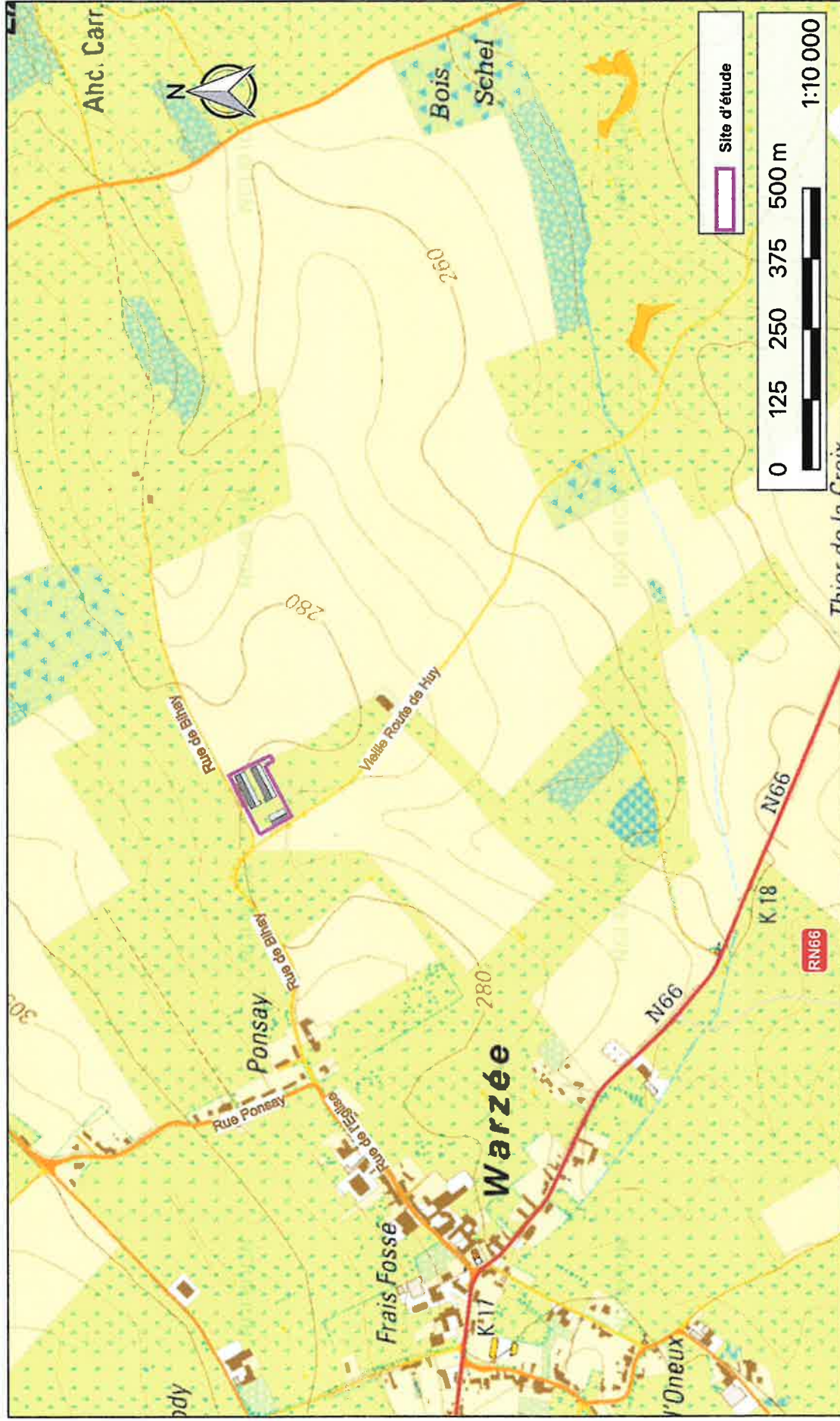


Figure 3 : localisation du site au 1/10.000 (source IGN)

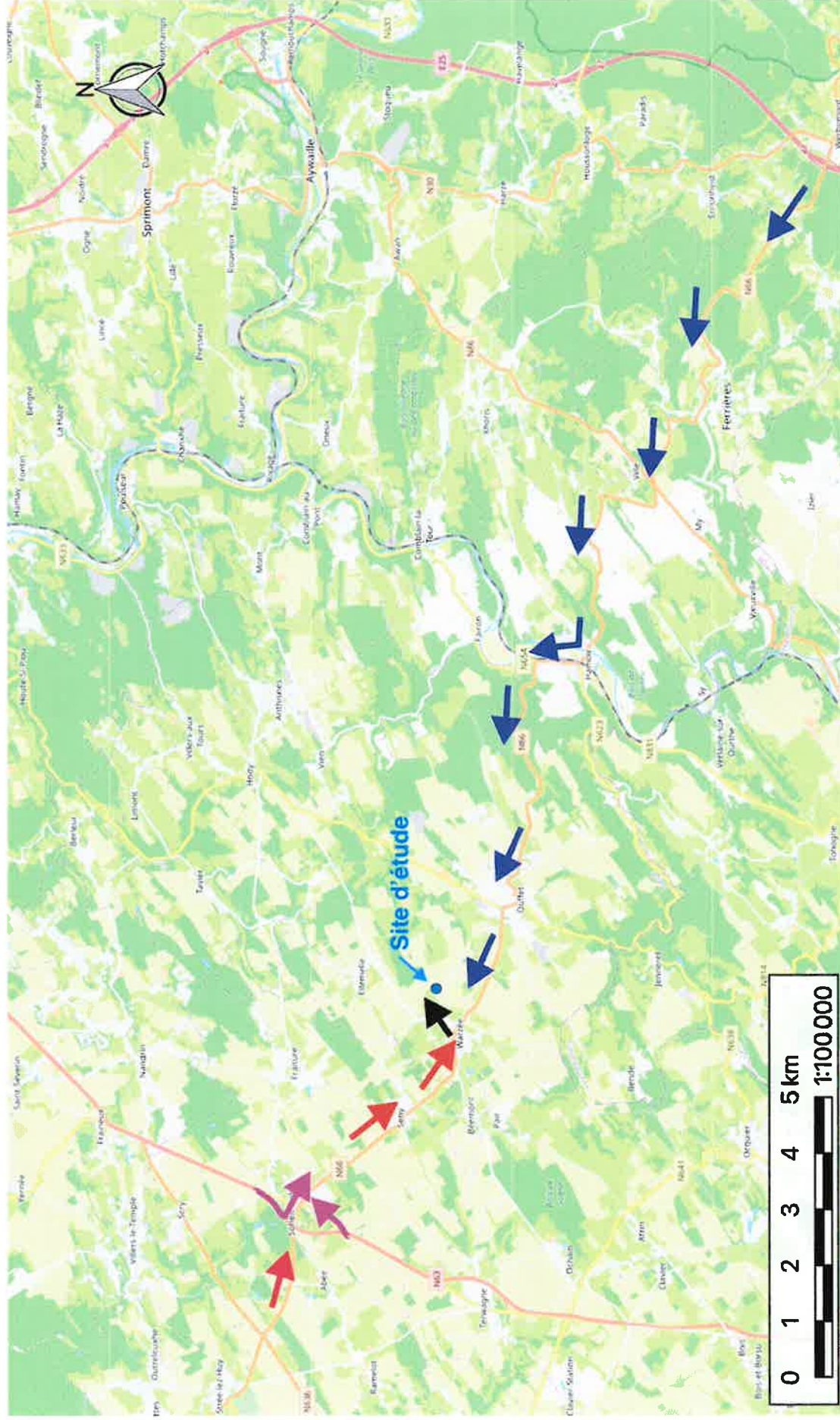


Figure 4 : itinéraire d'accès au site

3.3. STATUT JURIDIQUE DES TERRAINS

3.3.1 Plan de secteur

De l'examen de la figure 5 extraite du plan de secteur de Huy-Waremme adopté le 20 novembre 1981, il ressort que l'ensemble du site des poulaillers des demandeurs se trouve en zone agricole.

En dehors de cette zone agricole, la zone la plus proche est la zone urbanisable d'habitat à caractère rural à 325 m à l'ouest du site et qui correspond au village de Warzée. Il faut également signaler la présence aux alentours d'autres zones répertoriées au plan de secteur, à savoir :

- une zone forestière à 300 m au nord-est de l'exploitation.
- une zone de réservation d'infrastructure à 400 m à l'ouest.

L'affectation des zones du plan de secteur était précédemment régie par le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP). Depuis le 1^{er} juin 2017, le CWATUP a été remplacé par le Code de Développement Territorial (CODT) et l'affectation des zones du plan de secteur fait à présent l'objet des articles D.II.24 à D.II.42 du CODT. La zone agricole est régie par les prescriptions de l'article D.II.36 qui peut être récapitulé comme suit.

"De la zone agricole.

§1^{er}. La zone agricole est destinée à accueillir les activités agricoles c'est- à-dire les activités de production, d'élevage ou de culture de produits agricoles et horticoles, en ce compris la détention d'animaux à des fins agricoles ou le maintien d'une surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture sans action préparatoire allant au-delà de pratiques agricoles courantes ou du recours à des machines agricoles courantes.

Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage ainsi qu'à la conservation de l'équilibre écologique. Elle ne peut comporter que les constructions et installations indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des activités de diversification complémentaires à l'activité agricole des exploitants.

§2. Dans la zone agricole, les modules de production d'électricité ou de chaleur, qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, sont admis pour autant qu'ils ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone. Elle peut également comporter une ou plusieurs éoliennes pour autant que :

1° elles soient situées à proximité des principales infrastructures de communication ou d'une zone d'activité économique aux conditions fixées par le Gouvernement ;

2° elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.

Elle peut être exceptionnellement destinée aux activités récréatives de plein air pour autant qu'elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone. Pour ces activités récréatives, les actes et travaux ne peuvent y être autorisés que pour une durée limitée sauf à constituer la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment existant. Les refuges de pêche ou de chasse et les petits abris pour animaux y sont admis pour autant qu'ils ne puissent être aménagés en vue de leur utilisation, même à titre temporaire, pour la résidence ou l'activité de commerce.

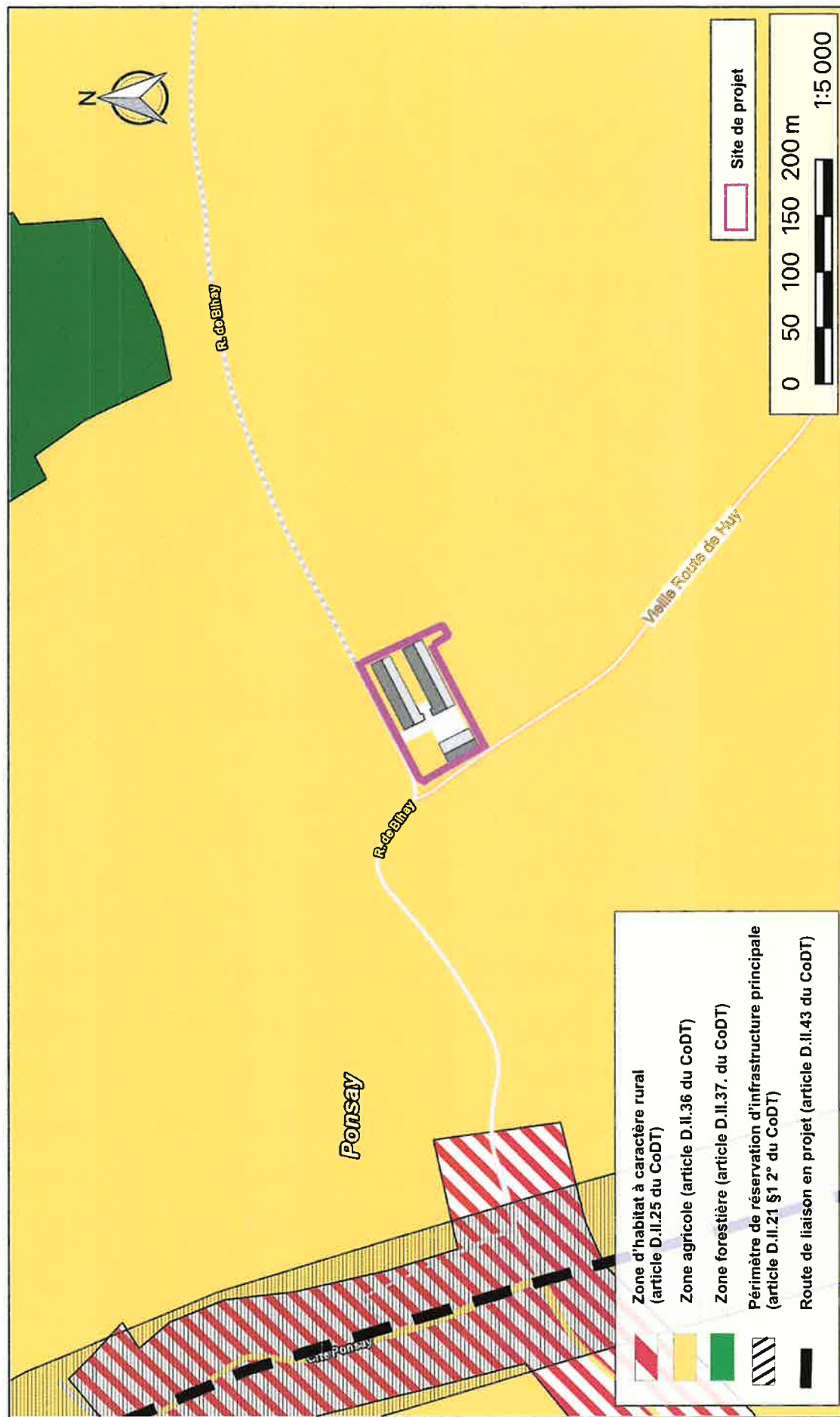


Figure 5 : extrait du plan de secteur de Huy-Waremme

Peuvent également y être autorisés des boisements ainsi que la culture intensive d'essences forestières, les mares et la pisciculture.

§3. Le Gouvernement détermine les activités de diversification visées au paragraphe 1er, alinéa 3. Le Gouvernement détermine les conditions de délivrance dans cette zone du permis relatif au boisement, à la culture intensive d'essences forestières, aux mares, à la pisciculture, aux refuges de pêche ou de chasse, aux petits abris pour animaux, aux activités récréatives de plein air, aux modules de production d'électricité ou de chaleur ainsi qu'aux actes et travaux qui s'y rapportent

3.3.2. Autres dispositions et prescrits légaux

Outre le plan de secteur, d'autres prescrits légaux sont susceptibles de s'appliquer au site. Les prescriptions applicables à l'échelle communale ainsi que les dispositions territoriales locales sont récapitulées dans le tableau suivant, sur base des renseignements transmis par les services communaux et la DGO4.

Dispositions communales			
Dispositions	Existence	Applicable au site	Remarques
Schéma de développement communal	Non		
Guide communal d'urbanisme	Non		
PCDR	Oui		Approuvé par le Gouvernement wallon en mars 2013 pour une durée de 10 ans
PCDN	Non		
PCM	Oui		PICM Ourthe-Ambève-Condroz depuis mai 2003
Dispositions territoriales locales			
Dispositions	Existence	Applicable au site	Remarques
Schéma d'Orientation Local	Oui	Non	
Lotissement	Oui	Non	Le plus proche est situé à 550 m à l'Ouest, rue de l'Eglise
Site à réaménager	Oui	Non	Le plus proche à 2 Km au Sud dans le village de Ouffet ; moulin à farine
Périmètre de reconnaissance économique	Oui	Non	Le site le plus proche est la zone artisanale de Ouffet à environ 3,5 km à l'Est
Zone franche	Oui	Non	
Périmètre de remembrement urbain	Non		
Rénovation urbaine	Non		
Revitalisation urbaine	Non		
Programme d'actions en matière de logement	Oui	Non	
Zone d'initiative privilégiée	Non		
Sites classés	Oui	Non	Le plus proche est le « Donjon de Lizin » à environ 1,5 km à l'Est A.R. 24/08/89
Sites SEVESO	Non		
Réserves naturelles	Non		
Natura 2000	Oui	Non	Le plus proche est le site BE33015 « Bois d'Anthisnes et d'Esneux » à environ 2. 300 mètres au Nord-Est du site de l'exploitation
Wateringues	Non		
Zones de prévention de captages	Oui	Non	La plus proche : à 1.600 m au Sud ; zone de prévention éloignée IIb, captage du Néblon ; exploitant CILE
Sentiers et chemins vicinaux	Oui	Non	Le site n'est pas traversé par un chemin ou un sentier vicinal
RAVEL et assimilés	Oui	Non	

Tableau 2 : principales dispositions applicables

3.4. SITUATION CADASTRALE ET PROPRIÉTÉS DES TERRAINS

Le site d'exploitation faisant l'objet de la présente étude est cadastré sur la commune de Ouffet, division 2 'Warzée section B. Comme l'illustre la figure ci-dessous, les parcelles correspondant à l'établissement sont numérotées 211B et 211E.

Ces parcelles sont les propriétés des demandeurs.

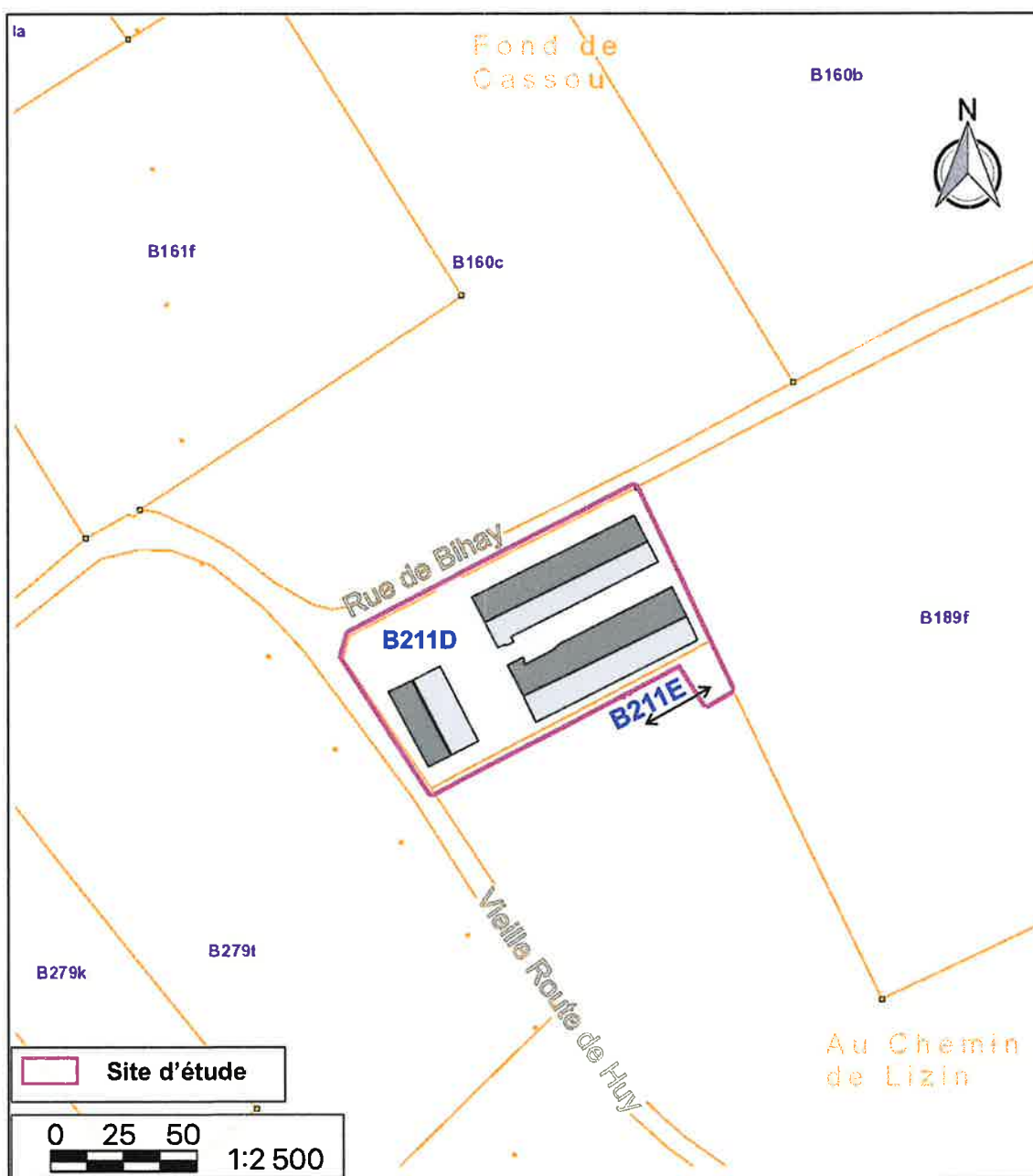


Figure 6 : situation cadastrale du site d'étude

3.5. CADRE PHYSIQUE

3.5.1. Topographie et hydrographie

L'établissement et le village de Warzée se situent au sein de la région condrusienne.

Cette région siège sur la moyenne Belgique et surplombe la vallée mosane qui se trouve au nord et la dépression de la Famenne au sud.

Le Condroz est un plateau légèrement incliné, présentant une altitude de deux cents mètres au nord pour atteindre les trois cents mètres au sud.

Ce plateau présente un relief ondulé dont les axes de pli sont parallèles entre-eux et orientés à l'est de la Meuse, du sud-ouest vers le nord-est. Cette structure de relief se caractérise par une alternance de crêtes gréseuses au sols secs et pauvres, les tiges, et de dépressions calcaires plus humides, les chavées, dans lesquelles s'écoulent des cours d'eau.

Le nord du village de Warzée est dominé par une tige d'une altitude de 305 m, la tige de Hody. L'établissement se trouve dans le versant d'une chavée sèche à une altitude de l'ordre de 278 m.

La zone agro-géographique du Condroz constitue une spécificité unique en Wallonie et même en Europe. Elle appartient à l'openfield mixte formant un espace de transition entre l'openfield à cultures dominantes typique de la Hesbaye et l'openfield à prairies dominantes présente au sud, de la Famenne à la Lorraine belge. Le Condroz présente un équilibre des usages des terres agricoles, partagé entre parcelles labourées et parcelles pâturées.

Le plateau du Condroz est drainé par des cours d'eaux assez nombreux mais relativement courts appartenant tous au bassin de la Meuse.

Aux abords de l'établissement, comme illustré par la représentation cartographique ci-après, aucun cours d'eau ne se trouve à proximité immédiate. Un écoulement non recensé peu s'opérer au fond du vallon sec où se trouve le site en direction du ruisseau de la Fontaine de Lizin, repris en troisième catégorie. Celui-ci s'infiltre dans le sol mais est repris dans le bassin du ruisseau de Bloquay, affluent de l'Ourthe à Comblain-Fairon.

On signalera par ailleurs que les fonds de vallées constituent des zones inondables. Sur base des informations récoltées sur le site de la DGO3, on distingue trois types d'aléas par débordement, à savoir :

- **une valeur d'aléa élevée** : avec une période retour des crues inférieure à 25 ans et une submersion pouvant dépasser 130 cm ;
- **une valeur d'aléa moyenne** : avec une période de retour des crues comprise entre 25 et 50 ans et une submersion généralement comprise entre 30 et 130 cm ;

- **une valeur d'aléa faible** : avec une période de retour des crues supérieure à 50 ans et une submersion maximale de 130 cm.

On caractérise également quatre types d'aléas d'inondations par ruissellement, à savoir :

- **une valeur d'aléa très faible** : pour une période de retour de débit supérieure à 100 ans ou une occurrence très rare, moins d'une fois en 50 ans ;
- **une valeur d'aléa faible** : pour une période de retour de débit entre 51 et 100 ans ou une occurrence rare, moins d'une fois en 10 ans ;
- **une valeur d'aléa moyenne** : pour une période de retour de débit entre 26 et 50 ans ou une occurrence occasionnelle, une à deux fois en 10 ans ;
- **une valeur d'aléa élevée** : pour une période de retour de débit inférieure ou égale à 25 ans ou une occurrence fréquente, plus de deux fois en 10 ans.

Il ressort de la cartographie locale, dont un extrait est fourni à la figure 8, que l'établissement n'est logiquement pas situé dans une zone d'aléa d'inondation par débordement ou par ruissellement.

Enfin, la cartographie des zones à risque d'érosion hydrique diffuse, également consultable sur le portail cartographique de la Région Wallonne, vise la représentation du risque de perte en sol sur le territoire wallon. Elle représente la longueur de pente critique pour deux seuils de perte en sol fixés (5 et 10 t /ha.an) et selon trois occupations du sol.

Les trois occupations du sol sont les suivantes :

- une occupation du sol exclusivement de cultures de type sarclé (sarclé ≈ couvert végétal peu dense tel que la betterave, le maïs,...) ;
- une occupation du sol exclusivement de cultures de type non-sarclé (non-sarclé ≈ couvert végétal moyennement dense tel que les céréales) ;
- une occupation du sol exclusivement recouverte de prairie et/ou forêts.

Comme l'illustre la figure ci-après, le site de l'exploitation se trouve dans une zone à risque d'érosion hydrique diffuse très élevé dans le cas d'une occupation du sol par une culture de type sarclée, occupation du sol néanmoins la plus défavorable.

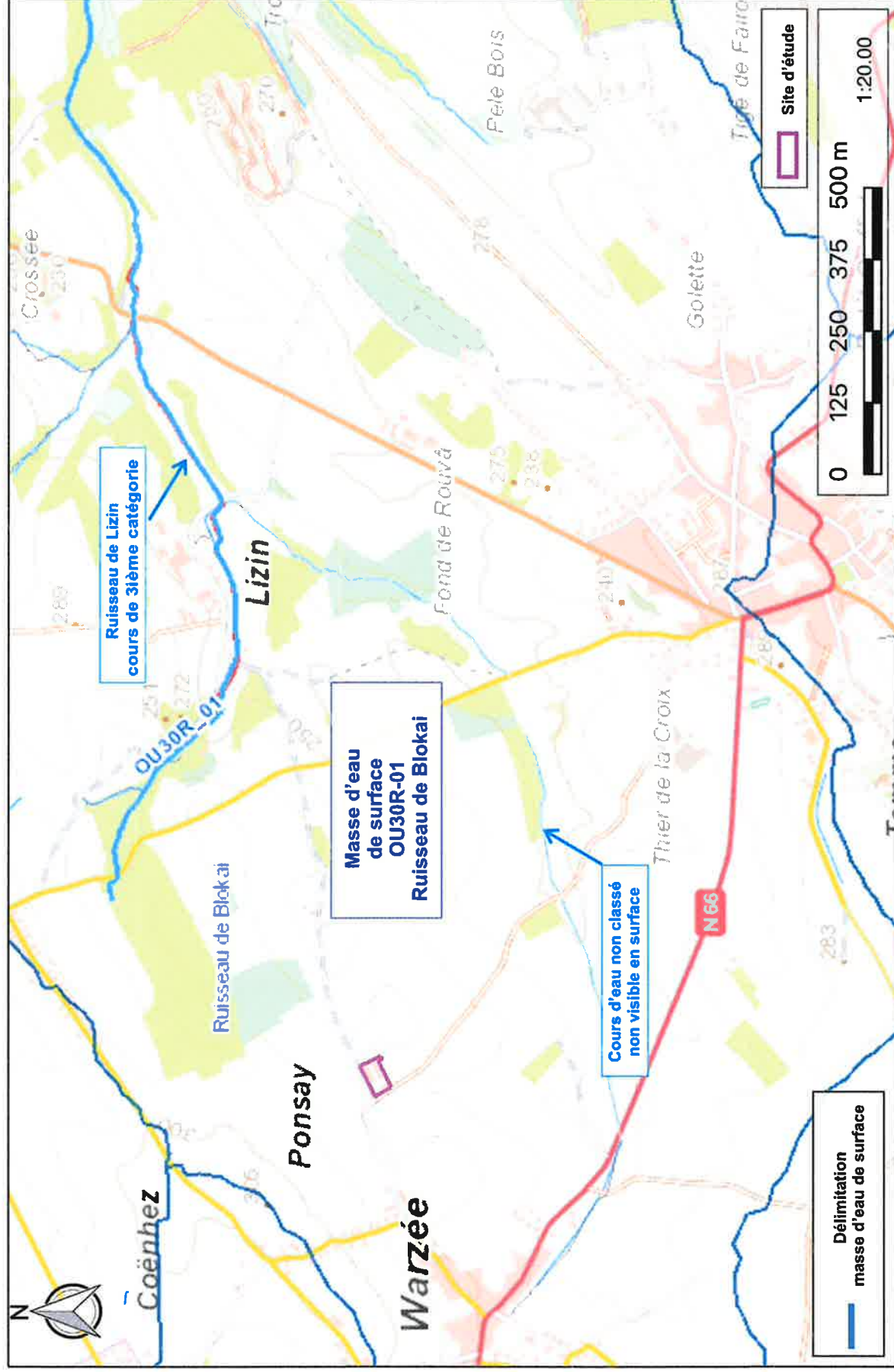


Figure 7 : réseau hydrographique local



3.5.2. Sol et sous-sol

a) Pédologie

Sans détailler les principes et subtilités adoptés pour la carte des Sols de Belgique, rappelons que l'unité principale est la SERIE de sols, déterminée au sondage à la tarière (1,20 m) et caractérisée dans la région par les critères essentiels suivants :

- la texture de la partie supérieure du profil, définie par une première lettre majuscule;
- la classe de drainage naturel, représentée par une deuxième lettre le plus souvent minuscule, basée sur les phénomènes de gleyification;
- le développement de profil, indiqué par une troisième lettre minuscule;
- éventuellement la nature de la pierrosité, représentée par une quatrième lettre minuscule.

Lorsqu'un substrat aberrant apparaît à faible profondeur, le symbole de la série est précédé d'une lettre minuscule désignant ce substrat ; la série est alors dite dérivée. En outre, la plupart des séries sont divisées en phase sur base de caractères secondaires du sol. La phase est un caractère commun à plusieurs séries de sols et est représentée par un chiffre ou une lettre ajoutée au symbole.

Les diverses séries de sols rencontrés sont subdivisées en deux grands groupes : les sols des plateaux et des pentes, les sols des vallées et des dépressions.

Les sols des vallées et des dépressions sont récents et exempts de développement de profil : ce sont des colluvions et alluvions tapissant les zones basses de la topographie.

Les sols des plateaux et des pentes sont subdivisés en sols limoneux, argileux et limono-caillouteux. C'est ce type de sol que l'on retrouve au droit du site étant donné sa position sur un plateau.

A l'examen de la figure suivante reprenant un extrait de la Carte des Sols de Belgique, le site d'étude repose principalement sur des sols limoneux à drainage naturel modéré ou imparfait.

Plus spécifiquement, pour l'essentiel, le site repose sur un sol limoneux à drainage modéré à imparfait, de faiblement à modérément gléyifié, et présentant, un horizon B textural.

Sur l'ouest du site, on retrouve plutôt un sol limono-caillouteux à drainage naturel favorable présentant un horizon B textural à charge de silicite (entre 15% et 50%) et à substrat débutant entre 20 cm et 40 cm de profondeur.

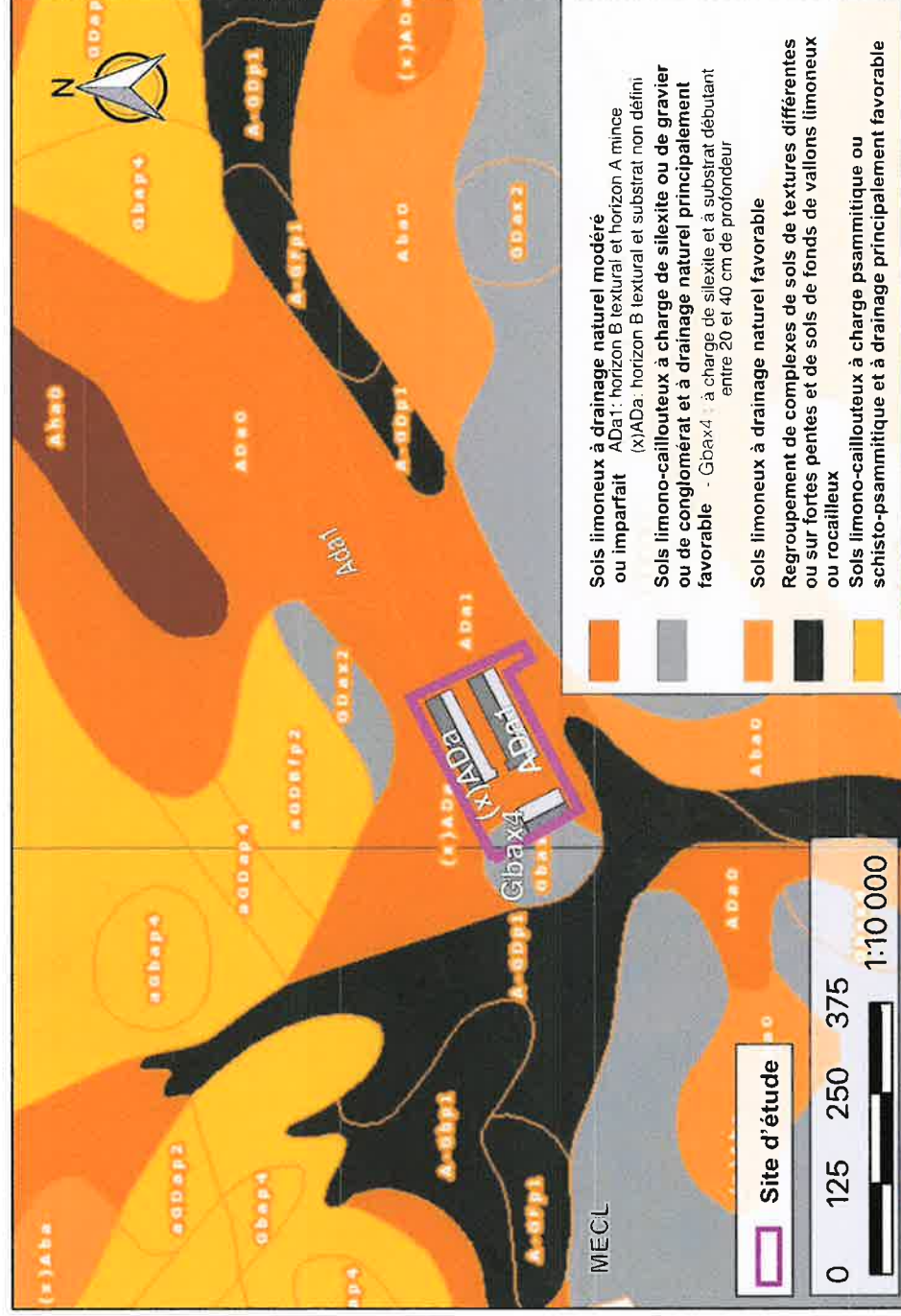


Figure 9 : extrait de la carte des sols de Belgique

b) Géologie

A la suite de l'orogénèse hercynienne qui a plissé les roches cohérentes paléozoïques formant le soubassement du pays, les divers étages de la région condruzienne affleurent en bandes plus ou moins parallèles de direction générale sud-ouest/nord-est.

Plus particulièrement le site se trouve à l'intersection de roches paléozoïques datant du Dévonien supérieur et de roches datant du Carbonifère.

Formations du Dévonien

→ Le Regroupement des **formations de Montfort, Evieux et Comblain-au-Pont (MECL)** : d'une épaisseur totale de 250 m et daté du Famennien supérieur

- **La formation de Montfort** est constituée de micro-quartzites arkosiques micacées, souvent calcarifères, se présentant en bancs plaquetés pluri-centimétriques et en bancs massifs pluri-décimétriques à plurimétriques. Cet ensemble gréseux épais de 60 à 70 m, comporte des intercalations, généralement minces, de niveaux silteux de teinte gris-bleu. Lorsque les roches de cette formation ont subi les effets de l'altération atmosphérique (dans les régions de plateaux) elles deviennent relativement poreuses et sont colorées en ocre dans leur masse.

La formation de Montfort, encadrée stratigraphiquement par des formations dont l'érosion est plus aisée est responsable de la présence de la plupart des crêtes allongées parallèles, tiges du condroz

- **La formation d'Evieux** débute aux premiers niveaux rouges, lie-de-vin de pélites et de siltites gréseuses, bien que quelques bancs de grès rouges apparaissent au sommet de cette formation. D'une épaisseur de l'ordre de 150 m, elle est constituée par une alternance de bancs décimétriques voire pluri décimétriques de grès silteux gris-vert, brun ou rouge et de niveaux argilo-silteux de teinte gris-brun, verte ou rouge.
- **La formation de Comblain-au-Pont** : débute par des grès verts et bruns en bancs décimétriques. Ils alternent avec des shales carbonatés, très fossilifères auxquels succèdent des calcaires argileux, bruns à jaunâtres. Cette formation, épaisse d'une trentaine de mètres, constitue une transition, depuis des sédiments détritiques terrigènes du Famennien vers une sédimentation de plus en plus carbonatée qui annonce le passage à la formation d'Hastièrre et de façon plus générale aux calcaires carbonifères.



Figure 10 : extrait de la carte géologique de Belgique

Formations du Carbonifère

→ Le **Groupe d'Anseremme (Ans)** : regroupe sur la carte, les formations d'Hastière et de Pont d'Arcole en raison de leurs faibles épaisseurs.

- **La formation d'Hastière** date de l'Hastarien inférieur (premier étage du Tounaisien) elle est constituée de calcaire crinoïdique parfois accompagné de shales faiblement argileux à lits pluricentrimétriques à décimétriques. Son épaisseur est d'environ 7 mètres.
- **La formation de Pont d'Arcole** est constituée de schistes fins, gris brun à noir, de calcshistes avec des nodules de calcaires et au sommet de bancs de calcaires, gris sombre, de plus en plus serrés. Cette formation date également de l'Hastarien et présente une épaisseur d'environ 7 mètres.

c) Atlas du karst wallon

L'établissement est positionné au droit de la zone karstique des Calcaires du Carbonifère. Néanmoins, après consultation du géoportail, il apparaît qu'il ne se trouve pas dans un périmètre à risques, résultant de la présence de puits ou issues de mines, d'ouvrages miniers ou de travaux souterrains divers, nécessitant l'avis de la Direction Générale des Risques Géologiques Industriels et Miniers.

d) Risques de ruissellement diffus et concentré et d'érosion hydrique diffuse

Les cartographies illustrant les zones à risque de ruissellements diffus et concentré sont consultables sur le Géoportail de la Région wallonne.

La cartographie des zones à risque de ruissellement diffus vise la représentation du taux de ruissellement potentiel sur le territoire wallon, ce qui permet de mettre en évidence des zones productrices de ruissellement. Elle est établie sur base de la méthode SCS (Soil Conservation Service of USA) largement validée en Région wallonne. La méthodologie permet de définir le taux de ruissellement potentiel en réponse à une pluie de référence, fixée en intensité, durée et fréquence.

La cartographie des zones à risque de ruissellement diffus représente le coefficient de ruissellement selon l'occupation du sol de 2005 (COSW, DGO3-FUSAGx) et pour les pluies suivantes :

- Intensité-Durée-Fréquence (IDF) de la station d'Uccle (fréquences : 25, 50 et 100 ans ; durée : 1h) ;
- 60 mm pendant 1 h (courbe des pluies exceptionnelles de Ruthy).

Cette cartographie est réalisée uniquement sur les terres agricoles et forestières, donc elle ne tient pas compte de la production de ruissellement potentiel relative aux zones urbanisées.

A l'examen de la cartographie dont un extrait est fourni à la figure ci-après, on constate que les bâtiments de l'exploitation du demandeur se trouvent au centre d'une zone de ruissellement diffus élevé.

La cartographie des zones à risque de ruissellement concentré met en évidence les zones susceptibles d'inondation par ruissellement et/ou de coulée boueuse apparaissant suite à la concentration naturelle des eaux de ruissellement de surface (thalwegs secs).

Elle ne tient pas compte de toute déviation de l'axe naturel de ruissellement par une route, un fossé, des talus et autres éléments perturbateurs de la concentration «naturelle» des eaux de surface. Dès lors, il est très important d'utiliser la carte avec le réseau de voirie et une approche de terrain, de manière à définir les points noirs.

La carte des zones à risque de ruissellement concentré présente 3 classes de risques définis par la taille des bassins versant afférents en chaque point :

- risque faible : les axes de ruissellement concentré drainent les eaux d'un bassin versant dont la superficie est comprise entre 1 et 9 ha ;
- risque moyen : les axes de ruissellement concentré drainent les eaux d'un bassin versant dont la superficie est comprise entre 9 et 18 ha ;
- risque élevé : les axes de ruissellement concentré drainent les eaux d'un bassin versant dont la superficie est de plus de 18 ha.

Plus la superficie du bassin versant afférent est importante, plus le risque de concentration des eaux de ruissellement au droit de l'axe peut être important. Les points de confluence entre des axes de ruissellement représentent aussi une augmentation de risque.

A l'examen de la figure ci-après, on remarque que le site n'est pas traversé par un axe de ruissellement concentré.

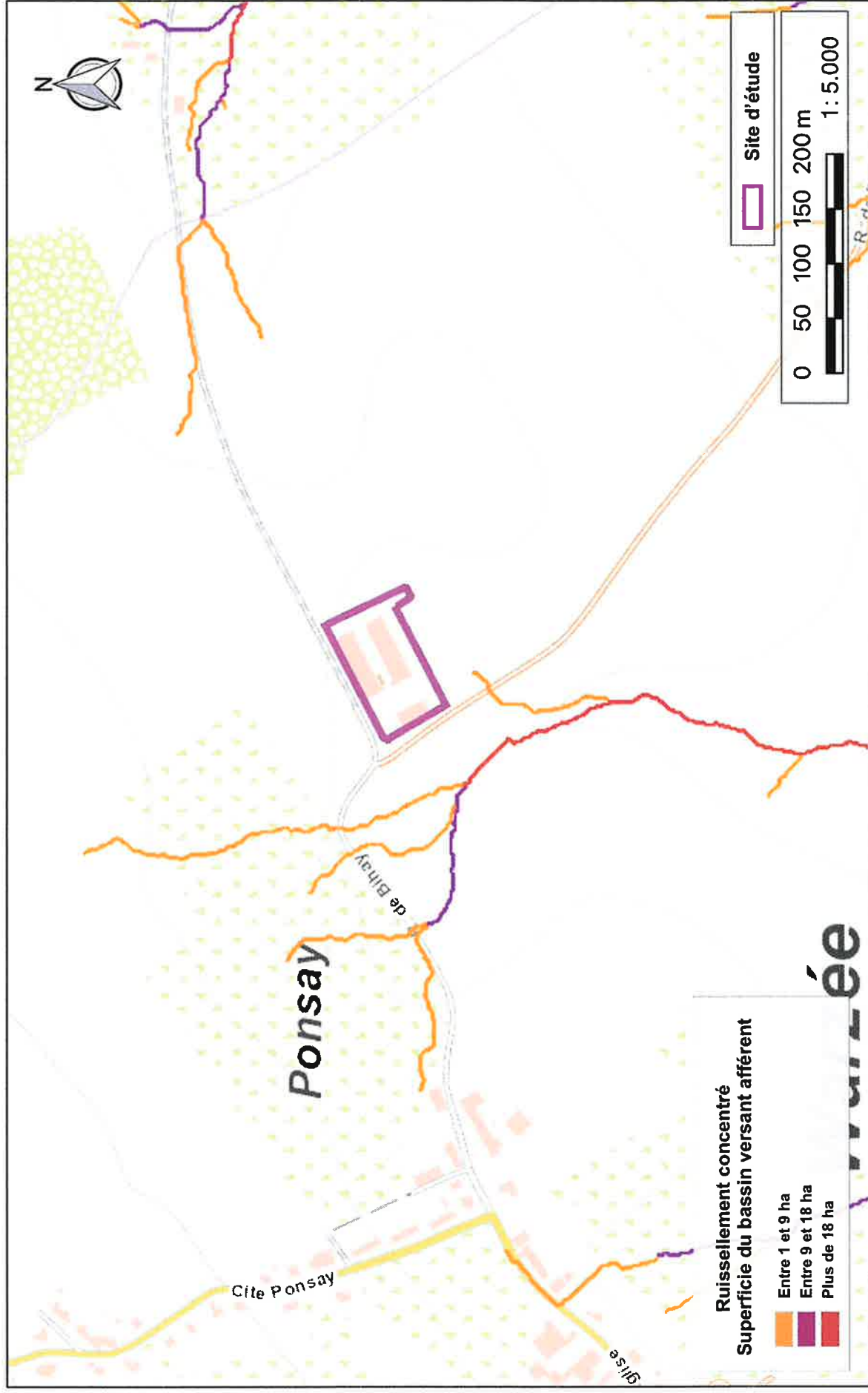


Figure 11 : cartographie du ruissellement concentré

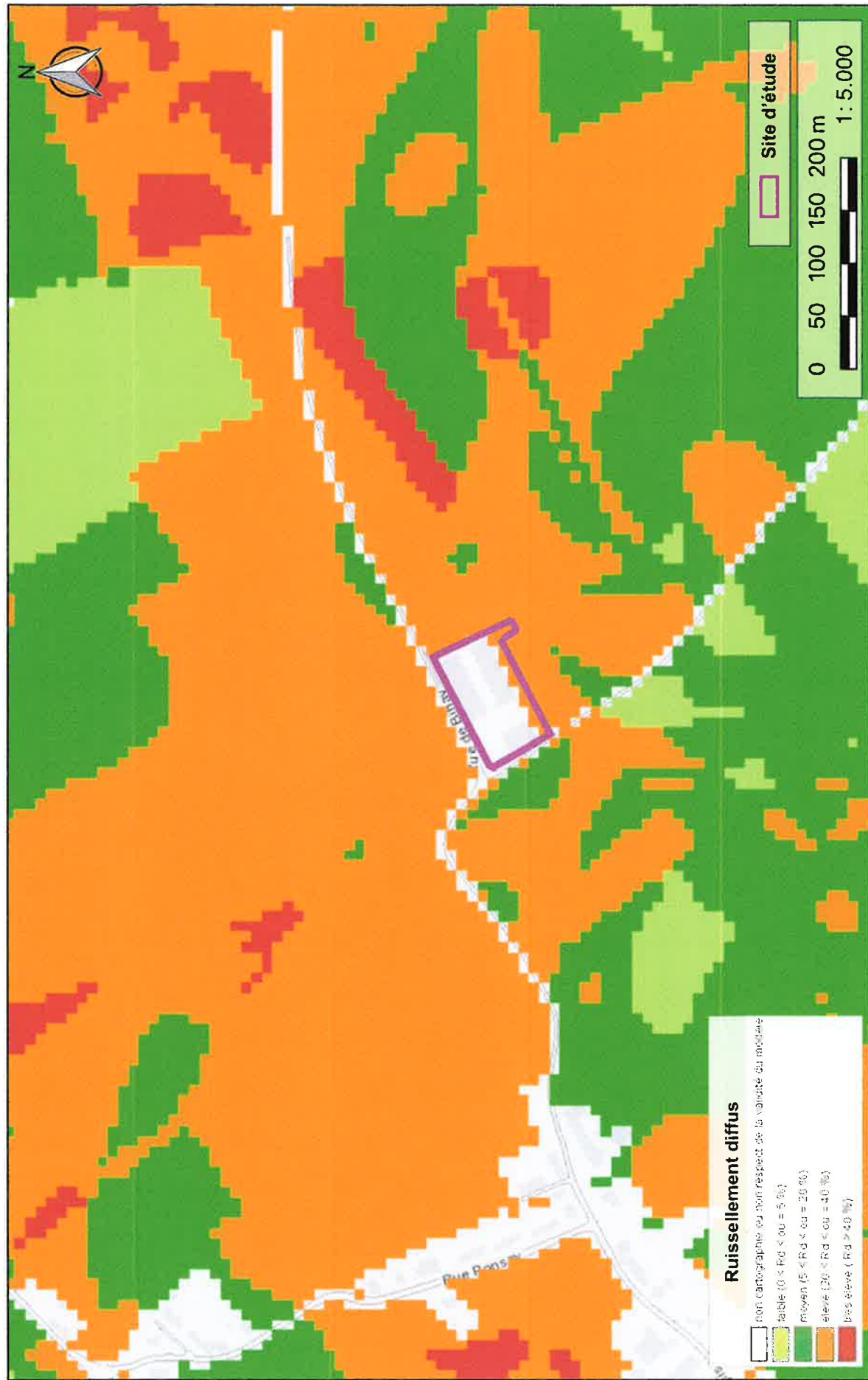


Figure 12 : cartographie du ruissellement diffus

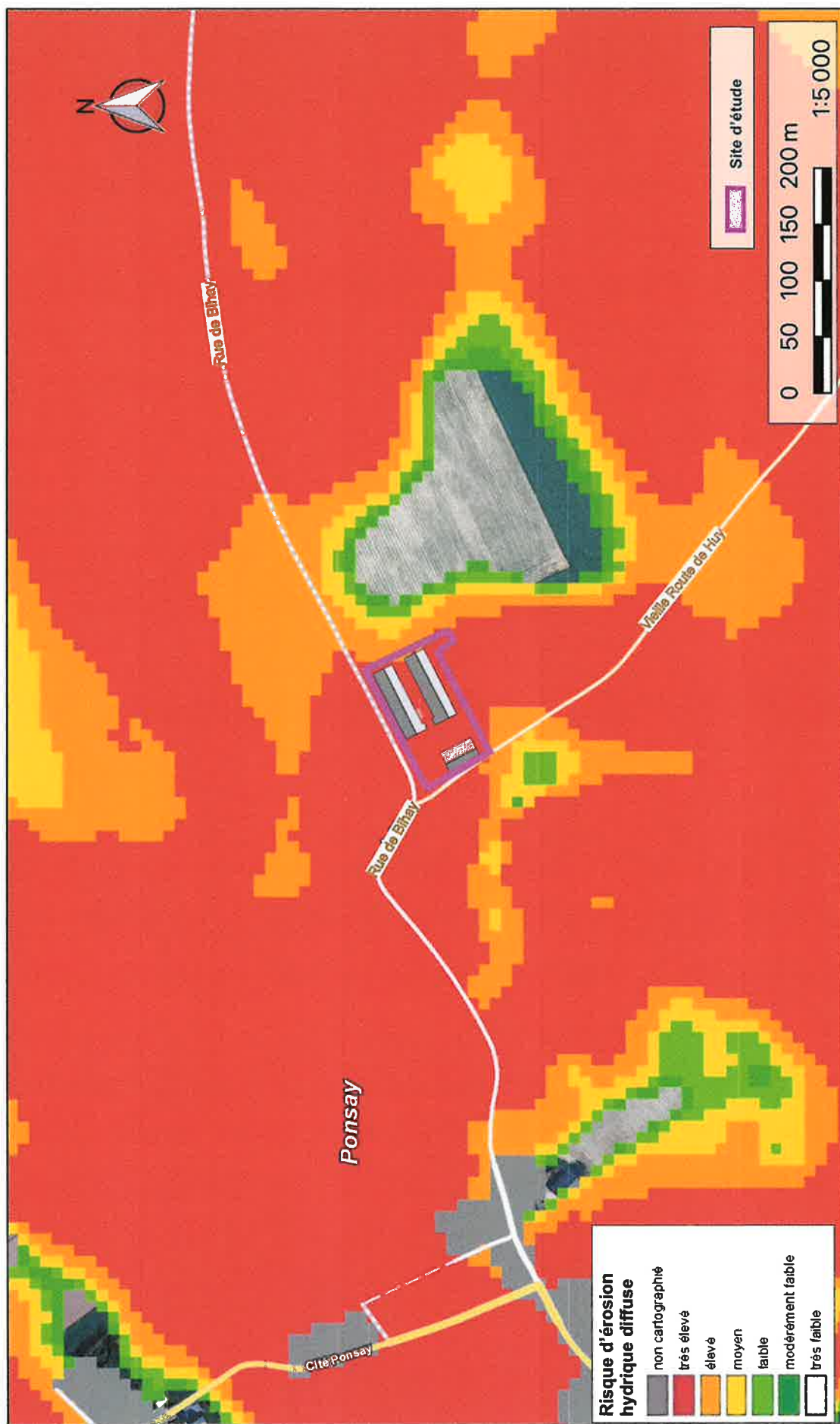


Figure 13 : risque d'érosion hydrique diffuse pour une culture de type sarclée et un taux de perte de 10 t/ha/an

3.5.3. Hydrogéologie

a) Objectifs environnementaux

La Directive-cadre européenne sur l'eau (DCE) impose aux Etats-membres l'atteinte d'objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau souterraine présente sur leur territoire. Ces objectifs définis au sein d'un plan de gestion établi par masse d'eau devaient être atteints pour 2015 (sauf dérogation) via un programme de mesures adaptées, également incorporé au plan de gestion précité.

L'objectif global est « **l'atteinte du bon état** ». Les dispositions à cet égard sont précisées au sein de la directive fille 2006/118/CE relative à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration. En Région wallonne, cette directive est transposée par le chapitre 1er du Titre III de la Partie II de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Conformément à ces dispositions, une masse d'eau souterraine est en bon état si tous les sites de surveillance de cette masse d'eau indiquent un bon état, sauf si, pour certains sites, une investigation appropriée montre que le mauvais état constaté ne porte pas sur une étendue significative de la masse d'eau (20 %) et ne compromet pas les autres usages de l'eau souterraine.

Une masse d'eau souterraine est en bon état si elle est jugée à la fois :

- en bon état chimique impliquant le respect de normes de qualité, de valeurs-seuils et de conditions particulières pour la protection des masses d'eau de surfaces associées et leurs écosystèmes ;
- en bon état quantitatif défini comme étant celui où le niveau de l'eau souterraine dans la masse d'eau est tel que le taux annuel moyen de captage à long terme ne dépasse pas la ressource disponible de la masse d'eau souterraine ;

On précisera que des objectifs spécifiques aux captages d'eau destinée à la consommation humaine doivent en outre être rencontrés.

Les masses d'eau souterraines wallonnes sont actuellement en cours de caractérisation. A l'instar des plans de gestion pour les eaux de surface, seuls des avant-projets de plans de gestion par masse d'eau souterraine sont actuellement disponibles.

Des projets de plans de gestion globaux établis à l'échelle des principaux bassins hydrographiques sont présents en Wallonie (Meuse, Escaut, Rhin, Seine). Celui se rapportant à la Meuse est consultable depuis janvier 2013. Une adaptation du plan de gestion de la Meuse a été effectuée le 28 avril 2016.

b) Description de la masse d'eau et des aquifères locaux

L'établissement se trouve au droit de la masse d'eau souterraine **RWM021 « Calcaires et grès du Condroz »**.

La masse d'eau souterraine RWM021 occupe une position centrale en Wallonie, elle est en majeure partie située à cheval sur les provinces de Namur (2/3 ouest) et de Liège (1/3 est). D'une superficie de 1660 km², son étendue correspond à peu de choses près à celle de la région naturelle et agricole du Condroz. Elle représente une ressource en eau souterraine d'importance capitale dans la mesure où près de 25% des prélèvements totaux actuels en eau souterraine de Wallonie y sont effectués, essentiellement dans l'aquifère des calcaires du Carbonifère.

La morphologie caractéristique du Condroz associée à des formations géologiques aux lithologies très diversifiées et contrastées (calcaires, grès et schistes) s'inscrit dans un contexte tectono-structural plissé et faillé qui induit une compartimentation importante des écoulements souterrains. Les grandes structures synclinales en dépression occupées par les formations aquifères des calcaires du Carbonifère sont séparées les unes des autres par les crêtes anticlinales schisto-gréseuses du Famennien globalement moins perméables.

Les nappes d'eau souterraine majoritairement libres contenues dans les synclinaux calcaires sont alimentés par infiltration diffuse et ponctuelle (karst) ainsi que par le déversement latéral diffus souterrain des nappes contenues dans les anticlinaux schisto-gréseux. Leur direction d'écoulement est parallèle à l'axe des plis et se fait vers les niveaux de base constitués par les cours d'eau qui recoupent ces structures transversalement. Le réseau hydrographique en assure également un drainage longitudinal efficace.

Ceci détermine de fortes interactions entre les nappes d'eau souterraines et les cours d'eau.

Les nappes d'eau souterraine libres contenues dans les anticlinaux schisto-gréseux, alimentés exclusivement par infiltration diffuse d'une partie des précipitations, présentent une structuration des écoulements souterrains beaucoup plus étroitement associés au relief. A l'échelle des grandes structures anticlinales, les écoulements souterrains se font transversalement de part et d'autre des crêtes topographiques et contribuent par drainage naturel à l'alimentation du réseau hydrographique et par écoulement de base à l'alimentation souterraine diffuse des synclinaux calcaires aquifères contigus.

En conséquence, la masse d'eau souterraine RW021 présente dans son ensemble une vulnérabilité globalement moyenne mais cependant significative aux diverses pressions qualitatives qui s'exercent à sa surface.

Par ailleurs, la masse d'eau RW021 se caractérise par une recharge moyenne annuelle importante et relativement rapide des réserves en eau et par une karstification plus ou moins poussée des aquifères calcaires permettant à des eaux contaminés en surface d'atteindre très rapidement la surface de la nappe.

Les réserves en eau souterraine contenues dans le sous-sol de la masse d'eau souterraine RW021 représentent une ressource naturelle d'une grande importance en raison du double rôle qu'elles assurent :

- une fonction naturelle essentielle d'alimentation de base du réseau hydrographique qui parcourt l'étendue de la masse d'eau. L'alimentation des cours d'eau en période de récession hydrologique est essentiellement à exclusivement tributaire de la vidange des nappes d'eau souterraines
- un usage anthropique principal (Plus de 95% des volumes prélevés) de production-distribution publique d'eau potable plus que significatif à l'échelle de la Wallonie en terme de volume prélevés et de populations dépendantes. Cette eau potable est destinée pour tiers aux populations situées à l'intérieur ou dans les régions immédiatement limitrophes de la masse d'eau et pour les 2/3 restant aux agglomérations liégeoise et bruxelloise. Les autres usages relèvent essentiellement des secteurs industriels, agricoles et privés (camping, puits domestiques,...)

c) Etat des masses d'eaux locales

Sur base du diagnostic posé en 2009, l'état de la masse d'eau « RWM021 » est le suivant.

Etat chimique	Etat quantitatif	Etat global	Paramètres à surveiller
Bon	Bon	Bon	Nitrates, pesticides Interaction ESO ESU Développement secteur carrier

Tableau 3 : état de la masse d'eau souterraine « RWM021 » en 2009

Une analyse de tendance statistique réalisée en 2014 confirme une tendance à la baisse généralisée des concentrations en nitrates dans les eaux souterraines. La même tendance à la baisse a également été observée pour les pesticides et en particulier pour l'atrazine et son métabolite la déséthylatrazine.

En ce qui concerne l'état quantitatif, l'exploitation de certaines prises d'eau souterraine gravitaires importantes situées à proximité immédiate du réseau hydrographique (bassins hydrographiques du Bocq, du Hoyoux et du Néblon) montre une influence significative avérée sur le débit et les conditions physico-chimiques de certains cours d'eau.

Cependant, jusqu'à présent, aucune étude n'a permis d'évaluer de manière détaillée l'impact réel de ces prélèvements en eau souterraine sur les cours d'eau ni de statuer sur leur caractère plus ou moins préjudiciable à l'état chimique et écologique de ceux-ci.

d) Présence de captages d'eaux souterraines

En collaboration avec la Direction des Eaux Souterraines du Service Public de Wallonie, une recherche des captages officiellement recensés dans un rayon de 2.000 m autour d'un point central de l'exploitation a été effectuée.

Il ressort de cette recherche que 9 captages en activité ont été répertoriés officiellement dans ce rayon.

N°	Distance	Direction	x (m)	y (m)	Titulaire	Code ouvrage	Nappe	Type	Usage
1	sur site		226157	127439	Le réveil avicole	49/5/1/021	MSG BD	PF	Agri.
2	846	0	225350	127185	Famerée M-L	48/8/3/008	nd	PT	Dom.
3	1149	O	225059	127102	Commune Ouffet	48/8/3/001	MSG BD	SE	Horti.
4	1290	N-E	227080	128340	Simon J-F	49/1/7/010	nd.	SE	nd.
5	1367	S-O	225030	126666	Delvaux M-C	48/8/3/010	CC BD	PF	Agri.
6	1421	N	226268	128856	Mullens C.	49/1/7/004	n.d.	PF	Agri.
7	1426	N-E	227450	128040	inc.	49/5/1/005	CC BD	SE	Inc.
8	1598	S-E	227347	126372	Marcourt D.	49/5/1/022	nd	PF	Agri.
9	1953	N-O	224531	128520	Germis J-Ph.	48/4/9/003	CC BD	PF	Agri.

Tableau 4 : captages en activité officiellement recensés dans un rayon de 2 km autour du site

Nature de l'ouvrage

PF = puits foré

PT = puits traditionnel

SE = Source à l'émergence

Nappe

nd = non précisé

MSG BD = Massif schisto-gréseux du Bassin de Dinant

CC = Calcaires carbonifères du Bassin de Dinant

Usage

Agri = Agriculture et élevage

Horti = Horticulture

Dom = Usage domestique et sanitaire

L'ouvrage mentionné sur le site tel que localisé à la figure suivante, appartient au demandeur.

Les autres captages appartiennent majoritairement à des particuliers et sont utilisés essentiellement à des fins agricoles et sanitaires, hormis un ouvrage appartenant à la commune d'Ouffet et utilisé à des fins horticoles.

En termes de protection de captage, le site de l'exploitation ne se trouve dans aucune zone de prévention rapprochée ou éloignée de captage.

Il faut toutefois signaler la présence à 1.600 m au sud du site de la zone de prévention éloignée IIb des captages du Néblon. Ceux-ci sont exploités par la CILE, Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux.

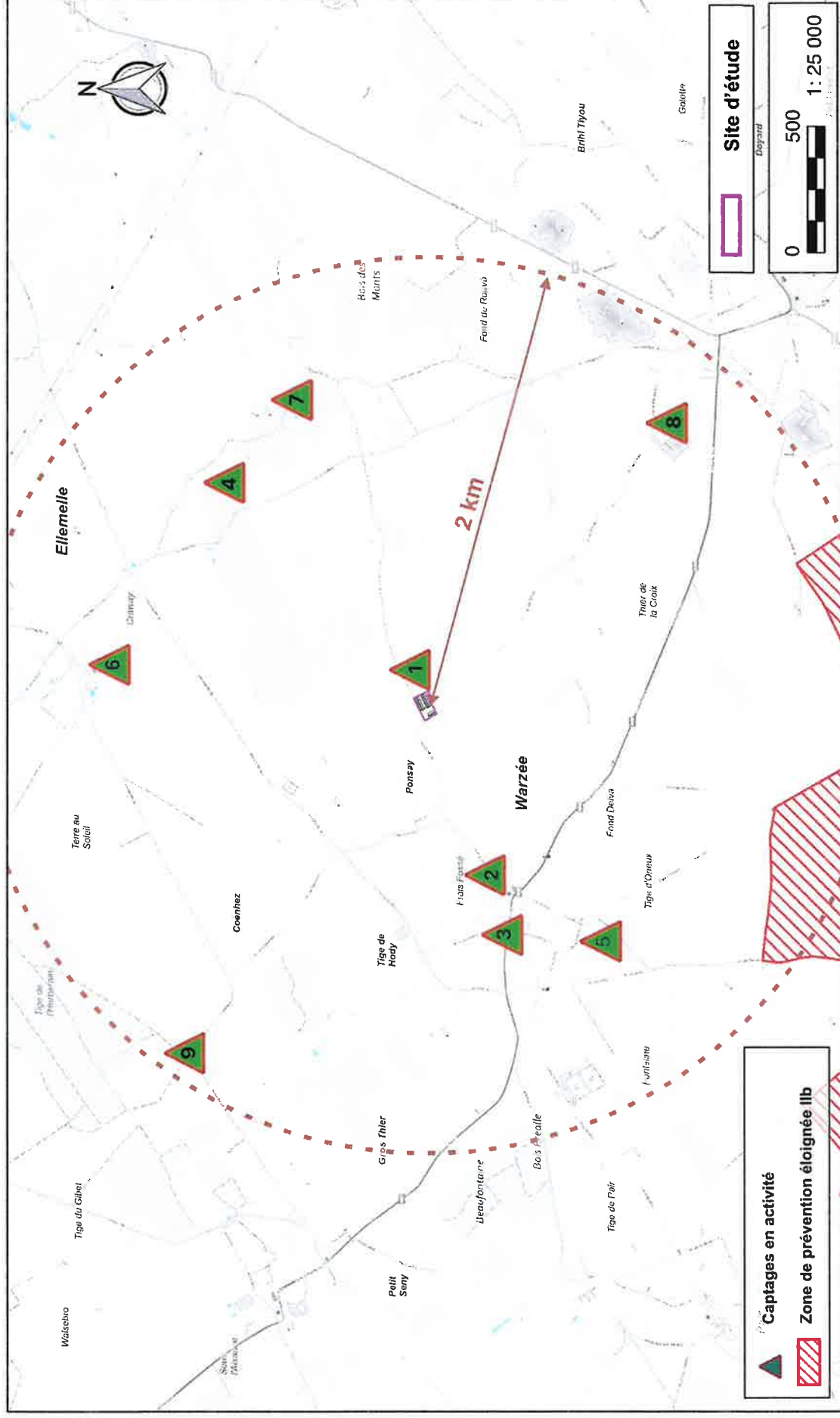


Figure 14 : localisation des captages les plus proches

e) Zone vulnérable

Dans le cadre de la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, l'Union européenne a élaboré en 1991, la Directive "Nitrates" (91/676/CEE) qui impose aux États membres de désigner des zones dites "vulnérables". Celles-ci sont soumises à des contraintes environnementales particulières visant à réduire la pollution par le nitrate d'origine agricole affectant particulièrement ces zones.

Parmi celles-ci, on peut citer l'interdiction d'épandre des engrais azotés pendant certaines périodes de l'année, la nécessité d'adapter les capacités des cuves de stockage des effluents en conséquence et la limitation des quantités maximales d'azote organique épandable, sous une valeur normative fixée à 170 kg d'azote organique par hectare.

En Région wallonne, l'ensemble des mesures jugées appropriées ont été édictées dans le Programme de Gestion Durable de l'Azote en agriculture (PGDA).

Ce Programme fut adopté pas uniquement en zones vulnérables comme l'impose la législation européenne, mais bien sur l'ensemble du territoire wallon. Cela étant, un certain nombre de mesures plus contraignantes sont d'application uniquement dans les zones vulnérables désignées entre 1994 et 2007.

Le site d'étude est inclus dans la zone vulnérable « **Sud Namurois** », désignée par arrêté ministériel le 1 janvier 2013.

3.5.4. Qualité des eaux de surface

a) Objectifs environnementaux

La directive-cadre européenne sur l'eau (DCE) prévoit de remplacer progressivement les objectifs de qualité jusqu'à présent utilisés pour les cours d'eau de la Wallonie par des objectifs environnementaux qui devront être définis pour chaque type de masse d'eau.

Parmi ceux-ci, l'objectif phare prévu par l'article 4 de la DCE est l'atteinte du bon état, c'est-à-dire l'atteinte du bon état écologique ou du bon potentiel écologique et du bon état chimique.

La définition du bon état écologique et des états écologiques en général doivent être établis par type de masse d'eau. Pour les masses d'eau fortement modifiées, la notion de bon état écologique est remplacée par celle de bon potentiel écologique.

L'état écologique est évalué sur base de paramètres biologiques et de paramètres soutenant la biologie (paramètres physico-chimiques généraux et polluants spécifiques).

L'état écologique se décline en 5 classes d'état (très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais). Chaque Etat membre doit proposer des méthodologies et des outils qui répondent aux exigences de la DCE.

Pour les éléments biologiques, les valeurs de référence et les seuils du bon état font l'objet d'harmonisation au sein de l'exercice d'intercalibration. La qualité hydromorphologique est également prise en compte.

En ce qui concerne l'état chimique, il s'agit de respecter des Normes de Qualité Environnementale (NQE) fixées par la Commission européenne dans la directive 2008/105/CE du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau.

Ces normes s'appliquent à toutes les masses d'eau de surface quel qu'en soit le type. Contrairement à l'état écologique, seulement deux classes d'état sont prévues : le respect ou le non-respect de la norme.

Les paramètres concernés sont 33 substances dangereuses qui figurent à l'annexe IX et 8 substances prioritaires de l'annexe X (article 16 § 7) de la DCE.

A l'échelle de la Région wallonne, les objectifs environnementaux sont définis au sein du Code de l'eau adopté par décret wallon le 27 mai 2004. Sur base des échéances imposées par la directive DCE, le bon état des eaux de surface devait être atteint, sauf dérogation, pour le 22 décembre 2015 sur base d'un plan de gestion mis en place par masse d'eau et incluant un programme de mesures adaptées.

Depuis janvier 2012, un projet global de plan de gestion existe pour chacun des bassins hydrographiques présent sur le territoire wallon (Escaut, Meuse, Rhin, Seine). Les plans de gestion par masse d'eau, précédemment établis en avant-projet, commencent à être finalisés.

Le plan de gestion applicable à la masse d'eau **OU30R** « Ruisseau de Blokai » a été adopté en 2016 pour la période 2016-2021. Il s'agit d'une masse d'eau naturelle dont la typologie correspond aux ruisseaux condrusiens à pente forte. Elle présente une longueur de 8,43 km et son bassin couvre une superficie de 30,16 km².

La masse d'eau est située en tête de bassin.

Sur base de ce plan de gestion, l'état de la masse d'eau **OU30R** déterminé en 2013 est le suivant.

Eléments de la qualité écologique		Potentiel écologique	Etat chimique	Etat global
Biologie	Moyen	Moyen	Pas Bon	Moyen
Physico-chimie	Bon			
Hydromorphologie	Bon			

Tableau 5 : état de la masse d'eau de surface « OU30R » en 2013

Les paramètres déclassants responsables de l'état global moyen de la masse d'eau sont :

- Biologiques : Macroinvertébrés
- Chimiques : PBT ubiquistes : mercure (biote).

L'objectif de bon état à l'horizon 2015 n'a donc pas été atteint tant en ce qui concerne l'état écologique que pour l'état chimique, ces deux volets nécessitant une dérogation. Le plan de gestion prévoit dès lors différentes mesures visant à inverser la tendance et à atteindre un état satisfaisant au niveau de la masse d'eau.

Objectif écologique	Obj. chimique hors PBT	Obj. chimique avec PBT
Dérogation	Dérogation	Dérogation

Tableau 6 : objectifs de qualité de la masse d'eau de surface « OU30R » en 2013

Aucune de ces mesures n'est spécifiquement à même d'influer le projet faisant l'objet de la présente étude. Dans ce contexte de mauvais état de la masse d'eau de surface, il est toutefois évident qu'aucun déversement d'eaux résiduelles ne peut être toléré.

b) Suivi de la qualité des eaux de surface - Réseaux de surveillance

Un des objectifs supplémentaires de la DCE est de s'assurer que la qualité des masses d'eau ne se dégrade pas, y compris dans les masses d'eau qui atteignent le bon état. La surveillance a donc pour enjeu de vérifier à l'échelle de la masse d'eau, l'atteinte de ces objectifs.

Pour définir les programmes de contrôle imposés par la directive DCE, la région wallonne dispose d'un réseau de sites de contrôle couvrant tout son territoire. De nouveaux sites de contrôle sont en outre créés depuis plusieurs années afin de mieux répondre aux objectifs de la Directive en matière de surveillance.

Les données récoltées par les différents réseaux de mesure de la qualité des eaux de surface sont disponibles sur le site Internet de la Région wallonne « Aquaphyc » (DGARNE). Il existe une station pour la masse d'eau OU30R, à savoir :

Station 40213 – Ruisseau de Blockai – Comblain-Feron (Hamoir)

- Masse d'eau : OU30R
- Typologie : Ruisseaux condrusiens à pente forte (RIV_14)
- Ichtyologie : Salmonicole
- Coordonnées Lambert : X : 233.478 km Y : 126.597 km
- Distance au site : ± 8,2 km à l'est

c) Qualité physico-chimique et chimique des eaux de surfaces locales

La qualité physico-chimique est essentielle dans la détermination de l'état et/ou du potentiel écologique des eaux de surfaces. Les paramètres physico-chimiques pris en compte présentent en effet une incidence directe sur les éléments de la qualité biologique. Présentés à l'annexe Xter de la partie réglementaire du Code de l'eau (AGW du 12/10/2012), ces paramètres sont regroupés en « éléments de qualité physico-chimiques ». Ces derniers sont applicables aux masses d'eau naturelles, fortement modifiées et artificielles.

Élément de qualité (=altérations)	Paramètres	Mode d'intégration	Typologie des masses d'eau	Limites inférieures des classes d'état				
				Mauvais	Médiocre	Moyen	Bon	Très bon
Bilan en oxygène	Oxygène dissous (mgO ₂ /l)	P10	RIV_01 → RIV_25	<3	3	4	6	8
	Carbone organique dissous - DCO (mg C/l)	P90	RIV_01 → RIV_23, RIV_25	>15	15	10	7	5
	Demande biochimique en oxygène - DBO ₅ (mg O ₂ /l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>25	25	10	6	3
	Demande chimique en oxygène (mg O ₂ /l)	P90	RIV_01 → RIV_23, RIV_25	>80	80	40	30	20
Matières phosphorées	Phosphore total (mg P/l)	P90	RIV_17, RIV_19 → RIV_23, RIV_25	>1	1	0,75	0,5	0,13
			RIV_01 → RIV_16, RIV_18, RIV_24	>1	1	0,5	0,2	0,05
	Orthophosphates (mg P/l)	P90	RIV_17, RIV_19 → RIV_23, RIV_25	>0,66	0,66	0,5	0,33	0,086
			RIV_01 → RIV_16, RIV_18, RIV_24	>0,66	0,66	0,33	0,16	0,033
Matières azotées	Nitrates (mg N/l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>16,94	16,94	11,3	5,65	1,13
	Nitrites (mgN/l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>0,3	0,3	0,15	0,09	0,03
	Azote ammoniacal (mg N/l)	P90	RIV_17, RIV_19 → RIV_23, RIV_25	>3,9	3,9	1,56	0,78	0,16
			RIV_01 → RIV_16, RIV_18, RIV_24	>3,9	3,9	1,56	0,39	0,078
	Azote Kjeldahl (mg N/l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>10	10	4	2	1
Température	Température (°C)	P90	RIV_17, RIV_19 → RIV_23, RIV_25	>28	28	27	25,5	24
			RIV_01 → RIV_16, RIV_18, RIV_24	>28	28	25	21,5	20
Acidification	pH minimum	P10	RIV_01 → RIV_23, RIV_25	>4,5	4,5	5,5	6	6,5
	pH maximum	P90	RIV_01 → RIV_23, RIV_25	>10	10	9,5	9	8,2
Matières en suspension	Matières en suspension (mg/l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>150	150	100	50	25
Tensioactifs	Tensioactifs anioniques (mg/l)	P90	RIV_01 → RIV_25	>2	2	1	0,5	0,2
Minéralisation	Chlorures (mg/l)	Moyenne	RIV_01 → RIV_25	>350	350	250	150	50
	Sulfates (mg/l)	Moyenne	RIV_01 → RIV_25	>350	350	250	150	50

Tableau 7 : état des différents éléments de qualité physico-chimique au droit de la station 40213 en 2017

Les paramètres physico-chimiques se répartissent en deux groupes : les paramètres généraux et les substances spécifiques.

Les paramètres généraux sont classés en cinq niveaux (de 0 à 100 par classe de 20). Les seuils proposés s'inspirent du système d'évaluation SEQ-Eau (Système d'Evaluation de la Qualité de l'eau des cours d'eau mis au point en France par les Agences de l'Eau et le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable), des normes de qualité antérieure et de dires d'experts.

Les substances spécifiques sont, quant à elles, des substances chimiques dangereuses pour les milieux aquatiques issues de différentes listes figurant en annexe à la Directive européenne et d'autres Directives associées. La substance est jugée pertinente dès lors qu'elle est détectée avec une concentration supérieure à la limite de détection utilisée.

Deux types de normes sont proposés par substance, une basée sur la moyenne annuelle et garantissant la qualité à long terme du milieu aquatique, l'autre sur les valeurs ponctuelles et visant à limiter les pics de pollution.

Pour les paramètres généraux, les valeurs inférieures des limites de classe sont affichées au tableau ci-avant.

Les données analysées sont celles de 2009 à 2015. Elles font état d'une qualité moyenne à très bonne. Toutefois, les teneurs en nitrates sont trop élevées et caractéristiques d'un état physico-chimique médiocre.

d) Qualité biologique des eaux de surfaces locales

La qualité biologique est le deuxième critère essentiel intervenant dans l'évaluation de l'état ou du potentiel écologique global des eaux de surfaces. Les éléments pertinents de la qualité biologique sont également décrits à l'annexe Xter de la partie réglementaire du Code de l'eau (AGW du 12/10/2012). L'évaluation de la qualité biologique se réalise à partir de l'analyse de diverses communautés animales et/ou végétales peuplant les eaux à caractériser.

Dans le cas des masses d'eau de surface naturelles, on dénombre les communautés indicatrices suivantes :

- Les Diatomées benthiques, avec l'IPS (Indice de Polluosensibilité Spécifique) comme indicateur de qualité ;
- Les Macroinvertébrés benthiques, avec l'IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) comme indicateur de qualité ;
- Les poissons, avec l'IBIP (Indice Biotique d'Intégrité Piscicole) comme indicateur de qualité ;
- Les Macrophytes, avec l'IBM (Indice Biologique Marcophytique en Rivière) comme indicateur de qualité.

Ces indices suivent les mêmes principes de classification que pour le SEQ-Eau et sont donc classés, en fonction de leur valeur, en cinq niveaux (mauvais, médiocre, moyen, bon, très bon).

Concernant la station de mesure 40213, les données communiquées par le Département de l'Etude des Milieux Naurels (DEMNA) traduisent un état biologique « **moyen** » pour la masse d'eau OU30R.

e) Conclusion quant à la qualité des eaux de surface

Les différentes données disponibles laissent entrevoir, à l'échelle de la masse d'eau considérée, une qualité moyenne sur le plan écologique et une qualité très sensiblement meilleure sur le plan physico-chimique et chimique.

Toutefois, plus localement, au niveau de la station de suivi du Blokai, la plupart des paramètres témoignent d'une bonne voire d'une très bonne qualité. Quelques valeurs plus défavorables demeurent néanmoins dont notamment les nitrates. On signalera également que l'indice de qualité biologique présent pour la station de suivi est moyen.

f) Contrat de rivière

Le Contrat de Rivière permet de rassembler autour d'une même table tous les acteurs du bassin hydrographique en vue de définir ensemble un programme d'actions pour restaurer, protéger et valoriser les ressources en eau d'un bassin donné.

Le texte légal (Circulaire ministérielle du 20 mars 2001 - M.B. 25.04.2001) instituant les Contrats de Rivière définit ces derniers comme *"un protocole d'accord entre un ensemble aussi large que possible d'acteurs publics et privés sur des objectifs visant à concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du bassin."*

Ceci se résume en :

- une concertation et une coordination entre les différents gestionnaires des cours d'eau;
- un dialogue entre les citoyens et l'administration;
- une responsabilisation et une solidarité de tous les acteurs liés au bassin.

Il existe un contrat de rivière en vigueur sur la commune de Ouffet, le Contrat de Rivière Ourthe (CRO). Dans l'inventaire du programme d'actions 2020-2022 de ce contrat, aucune action ne concerne les abords du site.

3.5.5. Climatologie

Dans le cadre de l'approche climatologique, les informations issues de deux stations météorologiques ont été utilisées, à savoir : Ouffet pour la pluviométrie et la thermométrie, et Bierset pour la caractérisation des vents.

Bierset :

- latitude Nord : 50, 65 °
- longitude Est : 05, 45°
- altitude : 186 m
- distance par rapport au site : ± 20 km au Nord

Les normales pluviométriques mensuelles et annuelles à Ouffet sont présentées au tableau suivant.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
Valeur (mm)	80,4	72,4	64,5	52,1	67,7	77,4	85	89,2	68,4	71,9	75,1	100,7	904,8

Tableau 8 : normales pluviométriques à Ouffet (1991-2020)

Il s'avère à l'examen de ce tableau que les précipitations sont relativement bien réparties sur toute l'année. Toutefois deux périodes pluvieuses plus marquées ressortent, la première durant les mois de juillet et d'août et la seconde au cours des mois de décembre et de janvier.

Par ailleurs ces chiffres indiquent que les mois les plus secs se retrouvent au printemps avec notamment le mois d'avril, le plus sec de l'année.

Il est également à noter que la pluviométrie annuelle (904,8 mm) est similaire à la pluviométrie moyenne de la Région wallonne (± 900 mm).

Les normales thermométriques des moyennes mensuelles des températures maximales (Tx) et des températures minimales (Tn) de la station de Ouffet sont reprises dans le tableau ci-après.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moy
Tx (°C)	5,2	6,2	10,2	14,2	17,9	20,8	23	22,8	18,9	14,3	9,1	5,7	14
Tn (°C)	0,0	-0,1	2,0	4,4	8,1	11,2	13,2	12,8	9,8	6,9	3,5	0,9	6,1

Tableau 9 : normales thermométriques à Ouffet (1991-2021)

De l'examen de ce tableau, Il ressort que la température moyenne annuelle est de l'ordre de 10,05°, décembre, janvier et février étant les mois les plus froids, juin, juillet et août étant les mois les plus chauds.

Pour les directions des vents, les valeurs fournies dans le tableau 10 ont été calculées à partir des données relatives à la période 1991 – 2021 pour la station de Bierset.

Secteur	N	NNE	NE	ENE	E	ESE	SE	SSE	S	SSO	SO	OSO	O	ONO	NO	NNO
Proportions (%)	2,9	5,0	5,8	3,2	1,7	2,1	4,5	7,2	9,0	12,8	11,5	10,7	6,5	4,6	3,4	3,4

Tableau 10 : répartition des vents dans les 16 directions

La rose des vents ci-après a été dressée à partir de ces valeurs.

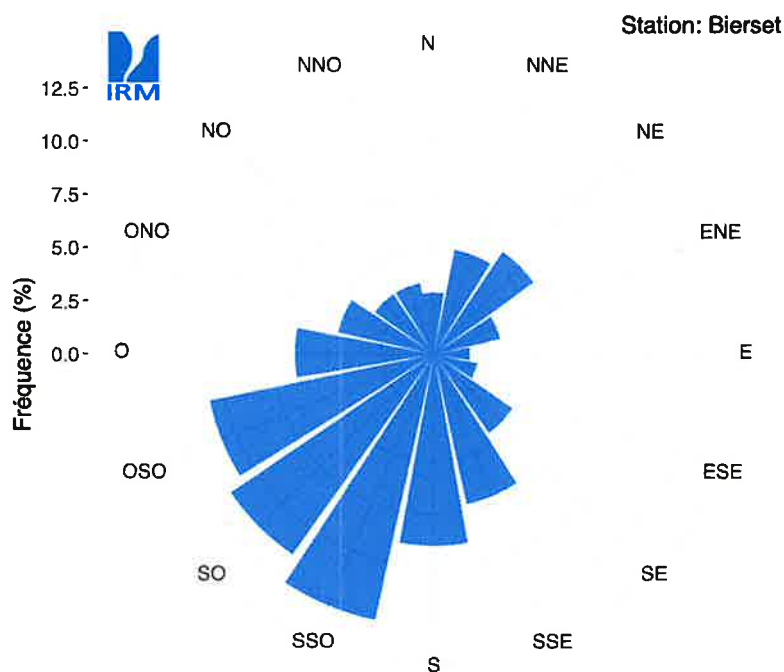


Figure 15 : rose des vents annuelle moyenne, à la station synoptique de Bierset (1991-2020)

On en déduit que les vents proviennent en majorité du secteur compris entre le sud et l'ouest-sud-ouest. La somme de ces vents représente, en effet, 44% du régime total des vents.

Le site étant situé sur un plateau assez large, des phénomènes particuliers liés à un microclimat local ne sont pas à craindre. D'autre part, les cours d'eau de taille importante étant assez éloignés du site, des problèmes liés à des brouillards hivernaux denses ne se rencontrent pratiquement jamais.

3.5.6. Qualité de l'air

a) Généralités

L'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) a mis au point un indicateur de la qualité de l'air pour chaque commune wallonne. Cet outil fournit une information synthétique permettant de situer la qualité de l'air d'une commune par rapport à celle de l'ensemble de la Région. Le principal atout de cet outil est sa simplicité, tant au niveau de son mode de calcul que de son interprétation.

Contrairement à l'indice communiqué lors des bulletins météo, l'indicateur de qualité de l'air par commune ne tient pas compte de l'impact sanitaire des polluants ou du respect des normes de qualité de l'air. L'objectif est uniquement de situer la qualité de l'air de la commune par rapport à celle de la Région wallonne et prendre connaissance de son évolution au cours du temps. Quatre paramètres sont pris en compte dans le calcul de l'indicateur de qualité de l'air par commune, à savoir :

- l'ozone (O₃),
- le dioxyde d'azote (NO₂),
- les particules fines dont le diamètre est inférieur à 2.5 µm (PM2.5),
- les particules dont le diamètre est compris entre 2.5 µm et 10 µm (PM10-2.5).

Les 23 stations automatiques (ISSeP-AWAC) réparties sur le territoire wallon enregistrent en continu les valeurs pour chacun de ces polluants. Elles fournissent des indicateurs journaliers qui sont comparés à la moyenne de la Région wallonne. Les Indicateurs Communaux sont ensuite moyennés par période de trois ans afin de limiter l'influence d'épisodes exceptionnels de pollution et/ou de mauvaises conditions de dispersion atmosphérique.

L'interprétation de cet indicateur s'établit sur les bases suivantes :

- indicateur = 0 : qualité de l'air de la commune identique à la moyenne wallonne
- indicateur < 0 : qualité de l'air de la commune supérieure à la moyenne wallonne
- indicateur > 0 : qualité de l'air de la commune inférieure à la moyenne wallonne

La valeur de cet indicateur est de l'ordre de **0,17** pour la commune de Ouffet entre 2017 et 2019, ce qui signifie que la qualité de l'air y est moins bonne que dans l'ensemble du territoire de la Wallonie.

b) Réseaux de mesures

Plus précisément, la qualité de l'air est évaluée par la concentration des polluants dans l'air. En Wallonie, l'Institut Scientifique de Service Public (ISSeP) gère pour le compte du SPW, différents réseaux de mesure de la qualité de l'air.

Aucune station de ces réseaux n'est présente au niveau du territoire communal, la plus proche étant à Engis dans un environnement non comparable.

c) Plan Air Climat Energie

L'effet de serre correspond à l'absorption du rayonnement thermique par certains gaz atmosphériques appelés "gaz à effet de serre" (GES). En 1992, la Conférence de Rio a suscité une prise de conscience mondiale sur les causes et impacts de l'effet de serre et sur la nécessité de limiter les concentrations en GES dans l'atmosphère.

Le Protocole de Kyoto, en 1997, a permis de fixer des objectifs chiffrés de réduction des émissions des pays développés pour six gaz à effet de serre (le CO₂, le CH₄, le N₂O, les HFC, le PFC et le SF₆).

L'Union européenne étant partie prenante de ce protocole, la Belgique s'est engagée à mettre en place une réduction des émissions de GES.

En Wallonie, plusieurs plans ont été suivis pour mettre en œuvre cette réduction : plan de lutte contre les GES (2001), plan wallon de l'air (2003) et le plan air-climat (2008).

L'actualisation du plan air-climat de 2008 est le Plan Air Climat Energie (PACE 2016-2022), adopté le 23 janvier 2014.

Ce document est constitué de deux grandes parties :

- La première traite des objectifs généraux wallons à l'horizon 2022 qui découlent des engagements belges issus des négociations européennes. Elle présente également les évolutions passées et définit différents scénarios pour les évolutions attendues.
- La seconde partie du PACE regroupe les différentes mesures qui peuvent être prises afin d'atteindre les objectifs wallons de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour protéger la qualité de l'air.

Pour le secteur agricole, les actions envisagées consistent tout d'abord à poursuivre et à renforcer les politiques et mesures mises en œuvre. Ces mesures déjà proposées s'articulaient autour des grands axes suivants :

- La gestion durable de l'azote
- La promotion des sources d'énergie renouvelable, de chaleur renouvelable et/ou de la cogénération biomasse
- La gestion territoriale

L'objectif principal est de soutenir la diffusion des meilleures techniques par la réalisation d'actions de démonstration avec les centres spécialisés (sensibiliser les agriculteurs à l'usage des pesticides et engrais, à des pratiques culturales et techniques d'élevage moins émettrices).

Le Gouvernement wallon a décidé de formaliser conjointement les actions en matière d'énergie, de climat et de qualité de l'air dans un nouveau Plan Air Climat Énergie à l'horizon 2030 (PACE 2030). Ce plan a été remis à jour et approuvé le 18 décembre 2018.

Les mesures proposées par le PACE 2030 contribueront à :

- La réduction des émissions d'ammoniac (NH_3) issues de l'agriculture.
- Le développement de bâtiments « basses émissions » pour les grosses exploitations d'élevage de porcs et volailles, nouvelles ou sujettes à d'importantes rénovations.
- L'adaptation des techniques d'application d'effluents d'élevage pour limiter les émissions et pertes d'azote.

L'objectif principal est d'assurer une réduction des émissions en ammoniac (NH_3) par le biais d'actions telles que la modification des pratiques culturales (enfouissement,...) et des substances minérales utilisées pour la fertilisation, l'application limitée des épandages de fertilisants azotés, l'adaptation des techniques d'épandage, etc.

3.6. CADRE ACOUSTIQUE

Afin de caractériser le cadre acoustique de l'établissement et de ses alentours, une campagne de mesures sonométriques a été réalisée le 12 août 2022. Cette campagne de mesures a été réalisée en période de jour, alors que les poulaillers existants étaient en fonctionnement de routine et en fin de ronde.

3.6.1. Matériel et méthode

Les mesures de bruit ont été réalisées à l'aide d'un sonomètre Sauter :

- de classe I, type SW1000;
- muni d'un microphone type MP231/480305;
- source étalon : type BK4231 (93,8 dB – 1.000 Hz);
- normes applicables : IEC61672-1:2014-07
ANSI S1.4-1983
ANSI S1.43-1997
GB/T3785.1-2010
1/1 octave selon IEC61260-1:2014
- support télescopique permettant de placer le sonomètre à 1,20 m du sol;
- muni d'un abri-vent.

Les paramètres de mesures sont :

- caractéristique dynamique rapide (Fast);
- incidence aléatoire;
- pondération en fréquence A;
- sonomètre à 1,20 m du sol;
- T = 10 minutes.

Les paramètres fournis par le sonomètre muni de l'analyseur statistique sont :

- L10 : niveau de bruit dépassé pendant 10% du temps en dB(A);
- L50 : niveau de bruit dépassé pendant 50% du temps en dB(A) (assimilé au bruit moyen);
- L90 : niveau de bruit dépassé pendant 90% du temps en dB(A);
- L95 : niveau de bruit dépassé pendant 95% du temps en dB(A) (assimilé au bruit de fond);
- Lmin : niveau de bruit minimum en dB(A);
- Lmax: niveau de bruit maximum en dB(A);
- Léq : niveau de bruit équivalent calculé sur la période de mesure (en dB(A). C'est le niveau de bruit constant sur la période T équivalent en termes de pressions acoustiques au bruit observé pendant la période T.

Il est donné par : $L_{eq} = 10 \log_{10} \left[(1/T) \int_0^T (p(t)/p_0)^2 dt \right]$

avec T : période de mesure;

p(t) : pression acoustique instantanée en Pa;

p₀ : pression acoustique de référence (20 x 10⁻⁶ Pa);

t : temps.

Les mesures ont été réalisées en cinq points choisis de manière à circonscrire au mieux l'établissement. Ces points sont les suivants :

Point 1 : à la sortie du village de Warzée en direction du site.

Point 2 : dans la cour avant de l'établissement, au droit des deux poulaillers.

Point 3 : à l'arrière de l'établissement, au droit des deux poulaillers.

Point 4 : au coin de l'établissement, entre la rue de Bihay et la Vieille Route de Huy.

La localisation exacte de ces différents points de mesure est indiquée sur la figure de la page suivante.



Figure 16 : localisation des points de mesures sonométriques

L'ensemble de ces mesures, réalisées avec le sonomètre précité, a été effectué de manière à rencontrer les exigences en la matière de la norme internationale ISO-1996 et de la norme belge NBN 501-402.

L'objectif est de pouvoir apprécier l'ambiance sonore générale du site et ses alentours en situation de routine, à savoir en présence de poulets à l'intérieur des poulaillers existants et avec le fonctionnement en continu de la ventilation.

3.6.2. Résultats et circonstances de mesure

Les conditions météorologiques durant cette campagne étaient les suivantes : temps sec et ensoleillé, vent modéré de secteur nord-est. Les mesures ont été effectuées de 11h30 à 13h00 et ont fourni les résultats repris au tableau suivant.

Points	L _{max}	L ₁₀	L ₅₀	L ₉₀	L ₉₅	L _{min}	Leq
1	64,1	40,1	34,7	30,8	29,9	27,8	38,0
2	61,4	51,9	51,2	49,1	48,8	47,0	51,0
3	65,5	54,8	54,3	53,7	53,6	52,5	54,3
4	55,8	42,9	41,2	40,2	40,0	38,5	42,3

Tableau 11 : résultats de la campagne sonométrique en période de jour [en dB(A)]

Les circonstances de mesures observées aux différents points peuvent être récapitulées comme suit :

Point 1 : - passage d'un avion

Point 2 : - fonctionnement des vis silos
- bruit des ventilateurs des poulaillers

Point 3 : - fonctionnement des ventilateurs arrières des poulaillers

Point 4 : - rien de particulier.

3.6.3. Interprétation

a) Rappel législatif

En matière de bruit, les régions sont à présent pleinement compétentes et possèdent en ce domaine une autonomie totale, à l'exception des normes de produits, ces dernières étant définies en accord avec les normes fédérales.

Au niveau des immissions de bruit dans l'environnement, aucune valeur-guide permettant de caractériser les niveaux de bruit de fond mesurés n'est à ce jour disponible en Région wallonne.

Il existe cependant à présent des conditions générales d'exploitation en matière de bruit qui sont définies par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 4 juillet 2002. Ces conditions portent sur les valeurs à l'immission du bruit particulier émis par l'établissement considéré. Elles ne portent donc pas sur les valeurs globales mesurées.

Afin de suivre une approche plus générale, il y a lieu de se référer à d'autres législations. En Belgique, l'ensemble législatif le plus cohérent est sans conteste celui établi par la réglementation flamande. Celui-ci est basé sur des valeurs-guides définies en termes de "L95", paramètre caractérisant le bruit de fond enregistré durant une période de mesures.

Ces valeurs guides sont telles que présentées au tableau 12 ci-après.

Zone	Valeurs-guides en dB(A) pour le L95		
	le jour (7-19 h)	le soir (19-22 h)	la nuit (22-7 h)
1° zones rurales et zones de récréation avec séjour, à l'exception des zones visées sous 2°, 3° et 8°.	40	35	30
2° zones d'habitat, zones rurales, à l'exception des zones tampon et des zones de récréation avec séjour à moins de 500 m des zones industrielles mentionnées sous 3°	50	45	45
3° zones d'habitat, zones rurales à l'exception des zones tampon et des zones de récréation avec séjour à moins de 500 m des zones artisanales et des zones de petites et moyennes entreprises ou zones de services	50	45	40
4° zones d'habitat à l'exception des zones mentionnées sous 2° et 3°	50	40	35
5° zones industrielles et zones de services	60	55	55
6° zones de récréation à l'exception des zones de récréation avec séjour	50	45	40
7° toutes les autres zones, à l'exception des zones tampon, domaines militaires, aéroports et celles pour lesquelles des valeurs-guides ont été fixées dans des arrêtés particuliers	45	40	35
8° zones tampon	55	50	50

Tableau 12 : valeurs-guides flamandes

Par ailleurs, afin d'interpréter plus complètement les mesures réalisées, une seconde réglementation en matière d'immission sonore mérite également d'être retenue, à savoir la réglementation du Grand-duché de Luxembourg, basée quant à elle sur des valeurs-guides définies en termes de "Léq", paramètre intégrant l'ensemble des bruits enregistrés sur une période de mesure.

Ces valeurs guides, reprises au tableau 13, sont des recommandations ne pouvant être dépassées de plus de 10 dB(A) de manière permanente ou à intervalle régulier, sauf dans les cas de chantier temporaire, n'excédant pas un an au maximum.

Enfin, il faut bien sûr mentionner les valeurs limites définies par l'AGW du 4 juillet 2002 évoqué ci-avant. Ces valeurs limites ne permettent pas d'apprécier les niveaux de bruit généraux mesurés dans la zone mais permettent d'établir le caractère avéré d'une éventuelle nuisance sonore produite par un établissement. Dans le cas présent, elles permettent de discuter l'impact de l'établissement, ce qui est évoqué au chapitre 5 traitant de l'évaluation des incidences. Dans le cadre du présent paragraphe, visant à apprécier l'ambiance sonore de la zone en période de jour et sans activité particulière au niveau de l'établissement, les valeurs limites de l'AGW du 4 juillet 2002 ne sont donc pas utilisables.

Zone	Nature du milieu d'habitat	Niveau de bruit (dB(A))	
		Jour	Nuit
I	hôpitaux, quartier de récréation	40	35
II	milieu rural, habitat calme, circulation faible	50	35
III	quartier urbain, majorité d'habitat, circulation faible	55	40
IV	quartier urbain avec quelques usines ou entreprises, circulation moyenne	60	45
V	centre ville, entreprises, commerces, bureaux, divertissement, circulation dense	65	50
VI	prédominance industrie lourde	70	60

Tableau 13 : valeurs guides luxembourgeoises

	Types de zones	Jour	Trans.	Nuit
I	Toutes zones, à moins de 500m d'une zone d'activité économique industrielle ou d'extraction, ou à moins de 200m d'une zone d'activité économique mixte	55	50	45
II	Toutes zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, à l'exception de celles visées en I	50	45	40
III	Zones rurales (agricoles, forestières, d'espaces verts, de parcs, d'isolement), à l'exception de celles visées en I	50	45	40
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	55	50	45

Tableau 14 : valeurs limites (Léq) pour les conditions d'exploitation d'un établissement existant (AGW du 4 juillet 2002)

b) Interprétation des résultats

La comparaison des résultats obtenus lors de la campagne de mesures sonométriques avec les différentes normes présentées ci-avant permet de tirer les constatations reprises ci-après.

Points	L95 mesuré	Zone	Valeur limite	Leq mesuré	Zone	Valeur limite
1	29,9	1°	40	38,0	II	50
2	48,8	1°	40	51,0	II	50
3	53,6	1°	40	54,3	II	50
4	40,0	1°	40	42,3	II	50

Tableau 15 : comparaison des résultats des mesures sonométriques

Ces résultats attestent de niveaux de bruit très calmes et en accord avec les valeurs de référence attendues aux abords de l'établissement pour les zones rurales. Ces valeurs sont dépassées, tant en bruit de fond qu'en bruit équivalent au sein même du périmètre, principalement du fait du fonctionnement du système de ventilation.

3.7. CADRE PAYSAGER

3.7.1. Cadre paysager régional

Au niveau de la carte des territoires paysagers de Wallonie, le site de projet se trouve dans l'ensemble paysager du moyen plateau condrusien.

Le plateau condrusien correspond à la vaste zone étirée du sud-ouest au nord-est qui se situe entre les vallées de la Sambre et de la Meuse au nord, celle de l'Eau d'heure à l'Ouest, la dépression de la Fagne-Famenne au sud et l'Ardenne au nord-est et à l'est.

Il s'agit d'un moyen plateau légèrement incliné et présentant une altitude d'environ deux cents mètres au Nord et de trois cents mètres au sud. Le relief du plateau se caractérise par une succession de crêtes gréseuses appelées tiges et de dépressions, appelées chavées, creusées dans les calcaires.

L'impact de cette topographie particulière sur les paysages est accentué par le couvert végétal. En effet, les crêtes, aux sols secs et pauvres, ainsi que les parties pentues des crêtes sont occupées par de la forêt. Néanmoins, lorsque les conditions pédologiques locales sont favorables elles permettent aux labours de se trouver une place sur certaines étendues sommitales. Mais c'est sur les versants légèrement pentus que l'on trouve le plus souvent les cultures. Les prairies s'appropriant les fonds humides et les dépressions.

Les villages, de grès ou de calcaire, présentent des profils variés, tantôt allongés le long des lignes de crêtes sur le sommet des tiges, tantôt groupés à mi-versant.

Plus précisément, l'entité d'Ouffet se situe sur le territoire paysager du Moyen plateau du vrai Condroz. Celui-ci présente une topographie relativement plane sur les calcaires. On y trouve de très beaux villages en silhouette sur le sommet des tiges qui ponctuent des chavées peu creusées. Sur ses bordures, le creusement plus important des chavées modifie quelque peu cette disposition.

3.7.2. Cadre paysager local

Le cadre paysager de l'établissement et de ses alentours s'inscrit assez fidèlement dans les caractéristiques régionales évoquées ci-avant, le site étant implanté dans le versant d'une chavée assez douce et à proximité du tige de Hody constituant le point culminant au nord du site.

Le tige de Hody n'est pas boisé et voit se développer la partie haute du village de Warzée au nord-ouest du site et celle du village d'Ellemelle au nord-est. Un petit massif boisé se développe toutefois au lieu-dit al Copette, à 400 m au nord-est du site.

Pour le reste, les abords de l'établissement sont quasiment intégralement occupés par des terres de culture qui s'étendent dans toutes les directions vers les villages de Warzée, d'Ellemelle, de Lizin et l'agglomération d'Ouffet.

Il en résulte un paysage d'une grande cohérence, quasi exclusivement dédié à une affectation rurale et ne souffrant d'aucune discordance notable. Cette plus-value est renforcée par le relief mollement ondulé caractéristique du Condroz, qui offre de larges perspectives dans toutes les directions.

Quelques éléments de diversité, essentiellement des bosquets isolés ou des reliquats de haies apportent également une plus-value en atténuant la relative uniformité de certaines terres de culture. La silhouette du village de Warzée constitue également un point d'appel visuel assez intéressant en direction du nord-ouest.

Les photographies reprises ci-après, dont les angles de vue sont localisés sur la figure suivante fournissent une bonne illustration de ce cadre paysager local qui peut être considéré comme de bonne valeur.



Photo 1 : vue depuis le site vers l'ouest et le village de Warzée



Photo 2 : vue depuis le site vers le nord et le tige de Hody



Photo 3 : vue depuis le site vers le sud



Photo 4 : vue depuis le site vers le sud-ouest

3.7.3. Vue du site depuis les alentours

L'enveloppe visuelle du site de projet, c'est-à-dire l'ensemble des points depuis lesquels l'établissement est perceptible, est relativement ouverte étant donné le relief peu marqué des abords et l'absence d'écrans visuels, la zone n'étant ni bâtie ni arborée à proximité immédiate de l'établissement. Elle se limite toutefois pour l'essentiel aux chemins agricoles desservant les terres présentes aux abords, sauf en direction du sud où elle s'étend jusqu'à la RN66 entre Warzée et Ouffet.

Le reportage photographique ci-après fournit un aperçu des principales vues pouvant s'offrir sur l'établissement. Les angles de vue sont également localisés à la figure suivante.



Photo 5 : vue du site depuis la rue de Bihay à l'ouest



Photo 6 : vue du site depuis la rue de Bihay à l'est



Photo 7 : vue du site depuis la Vieille Route de Huy au sud-est



Photo 8 : vue du site depuis la rue de Bihay au nord-ouest, vers Warzée



Photo 9 : vue du site depuis la rue de Bihay au nord-ouest, à l'entrée de Warzée



Photo 10: vue du site depuis la rue Ponsay au nord-ouest



Photo 11 : vue lointaine du site depuis la chaussée de Huy (RN66), au sud

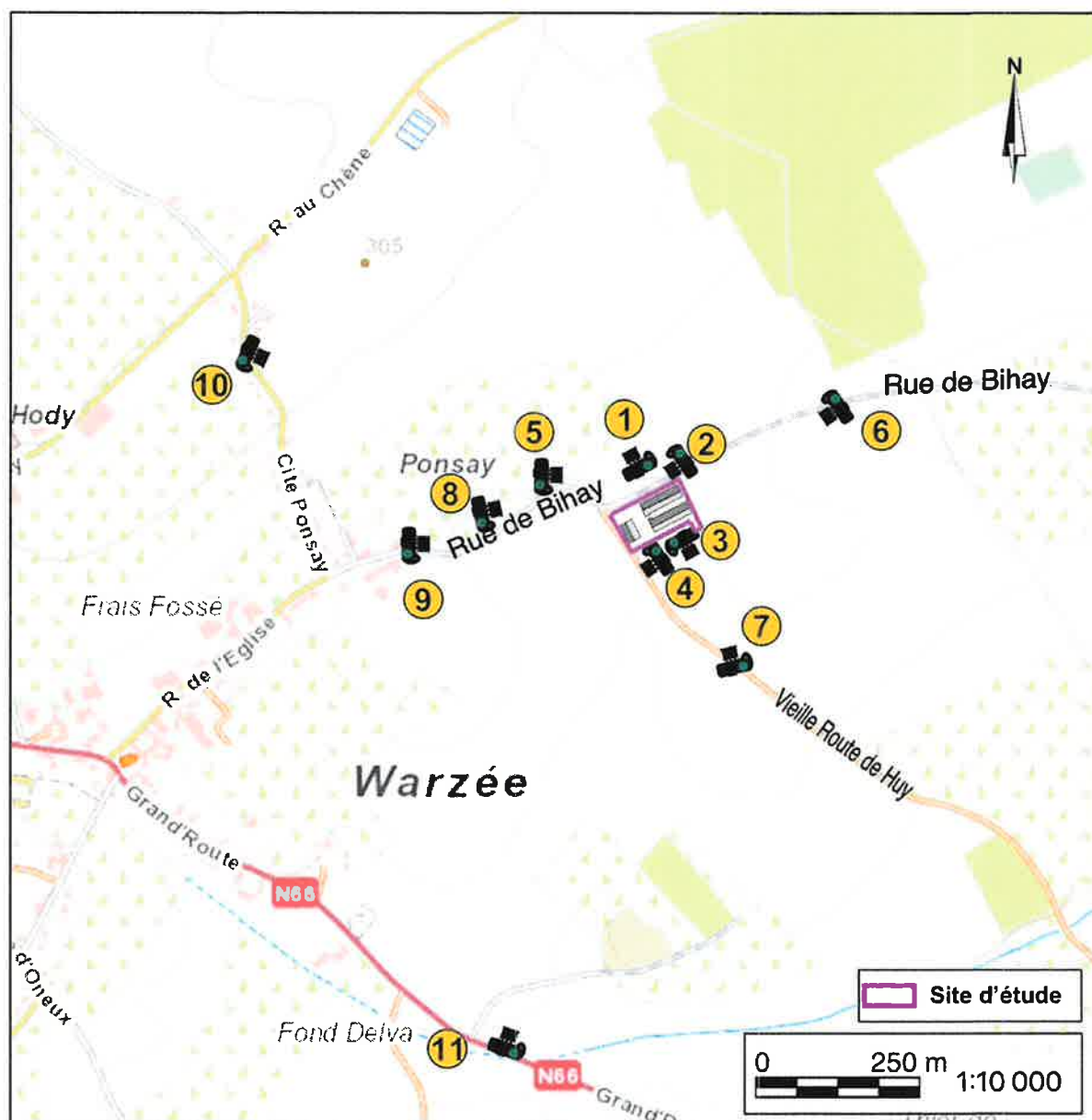


Figure 17 : localisation des prises de vue

3.7.4. Périmètres d'Intérêt Paysager « ADESA » (PIP)

L'ADESA est une association active depuis 1971 dont l'objectif est d'entreprendre ou promouvoir toute action concernant la sauvegarde du patrimoine naturel, paysager et bâti, le développement harmonieux du cadre de vie, la protection de l'environnement, dans l'optique d'une citoyenneté responsable et d'une démocratie participative en Région wallonne.

Parmi ces tâches, il lui a notamment été confié par la Région wallonne de dresser un inventaire des périmètres d'intérêt paysager et des points de vue remarquables sur le territoire wallon, en vue de la révision future des plans de secteurs. La méthodologie adoptée, qui fait largement appel à la participation citoyenne, a été appliquée à ce jour à plus des trois-quarts du territoire wallon.

Il apparaît que, pour certaines portions du territoire, les zones d'intérêt paysager proposées par ADESA correspondent peu aux périmètres d'intérêt paysager repris au plan de secteur, ces derniers ayant parfois été déterminés sur base de critères peu définis.

Au niveau de la zone de projet, l'inventaire a été réalisé conformément à la figure suivante. Le site de projet se trouve dans l'unité 8F4.

Ni ADESA ni le plan de secteur n'ont inscrit le site d'étude dans une zone d'intérêt paysager.

Par ailleurs, aucun point de vue ni ligne de vue remarquable n'est orientée vers le site d'exploitation.

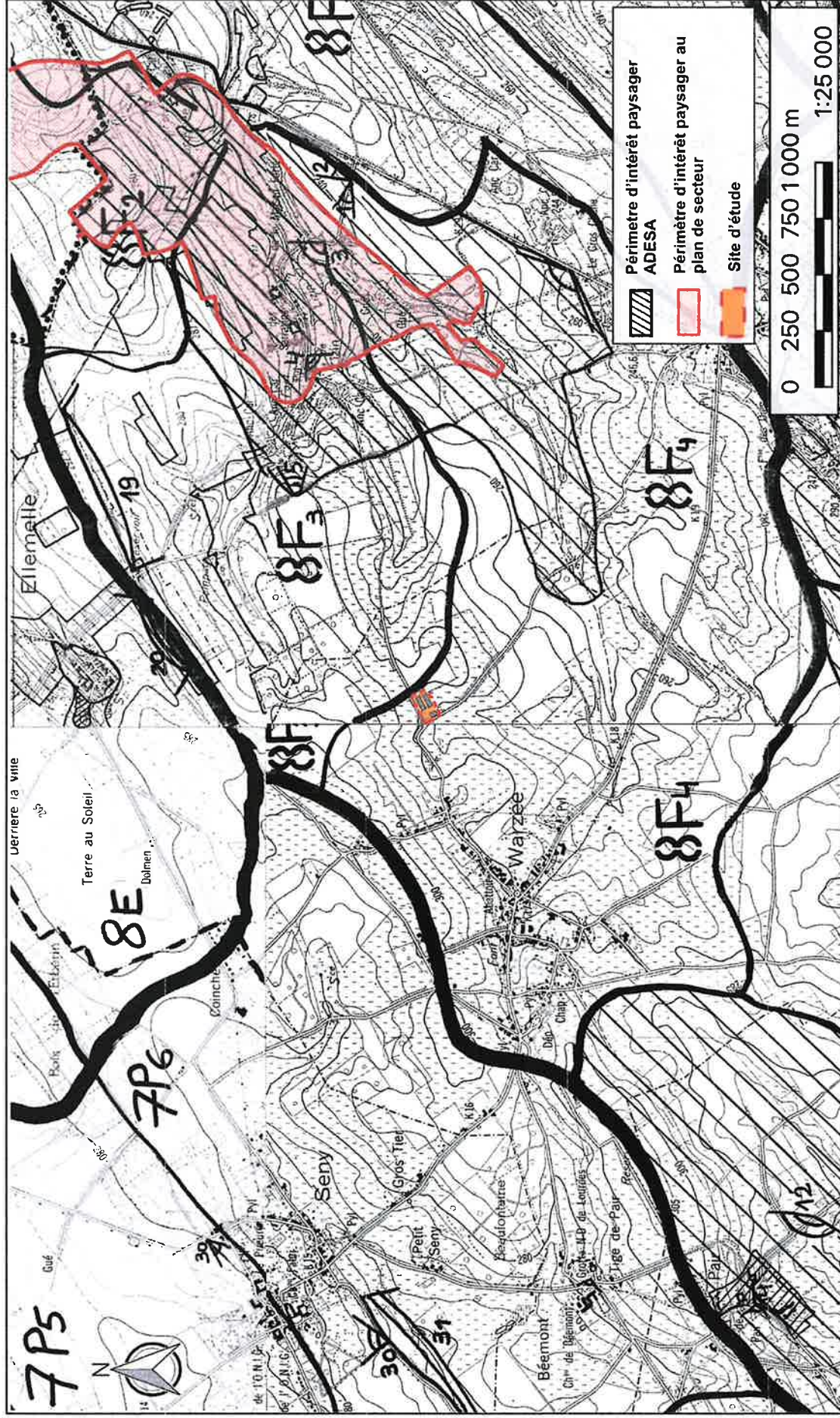


Figure 18 : inventaire ADESA

3.8. CADRE BÂTI

3.8.1. Monuments et sites

De la consultation du site internet de la DGATLP qui reprend la liste des monuments, sites, ensembles architecturaux et sites archéologiques classés en Région wallonne ; il ressort qu'aucun site ou monument classé n'est recensé à proximité de l'établissement.

Le bien classé le plus proche est le « donjon de Lizin » situé dans le hameau éponyme au nord de la localité de Ouffet, à 1.800 m du site. C'est une maison forte médiévale de style roman, bâtie probablement au XIII^e siècle en moellons de grès et pierre de taille. Ce site est classé en raison de sa valeur historique et esthétique par arrêté du 24 août 1989.

Par ailleurs, après consultation de l'inventaire du patrimoine culturel immobilier de Wallonie, il ressort que huit bâtisses du village de Warzée ont été identifiées comme présentant un intérêt à cet égard. Aucune d'entre elles ne se situe à proximité immédiate du site qui est isolé dans les campagnes.

3.8.2. Sites archéologiques

La liste reprise dans l'arrêté du Gouvernement Wallon du 6 octobre 2016 déterminant la liste du patrimoine immobilier exceptionnel de la Région wallonne ne renseigne aucun site sur le territoire communal de Ouffet. Par ailleurs, aucune sensibilité archéologique n'est cartographiée au droit de l'établissement dans les données disponibles auprès du Service Public de Wallonie. Les zones de présomption de vestiges les plus proches se trouvent à 400 m en direction du sud.

3.8.3. Lotissements

Le village de Warzée est composé de bâtisses anciennes mais comprend également quelques petits lotissements. Les deux plus proches se trouvent à environ 540 m à l'ouest du site rue du Ponsay (12 lots – 2013) et rue de l'Eglise (4 lots – 1994).

3.8.4. Cadre bâti local

L'exploitation du demandeur est implantée dans une zone agricole non bâtie. L'habitation la plus proche se positionne à 335 mètres à l'ouest du hangar agricole présent sur le site d'étude.

La représentation cartographique ci-après illustre l'éloignement et l'affectation du cadre bâti local, principalement résidentiel.



Figure 19 : zone de présomption archéologique

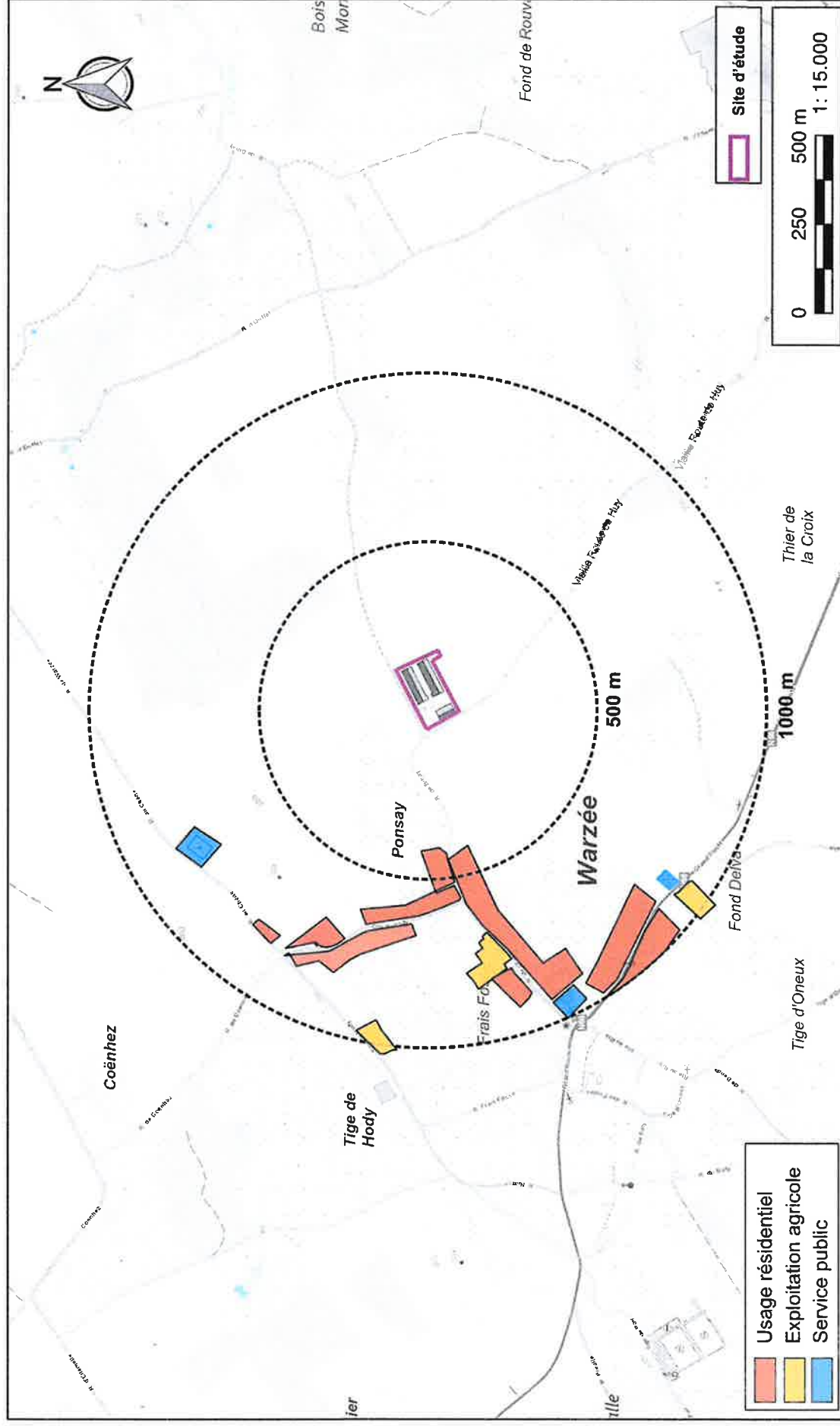


Figure 20 : approche schématique du bâti local

3.9. CADRE BIOLOGIQUE

3.9.1. Introduction

L'approche du cadre biologique du site et de ses environs s'est effectuée selon les axes suivants :

- la recherche des zones biologiquement intéressantes classées ;
- la recherche des sites candidats au réseau Natura 2000 (zones de protection spéciale et zones spéciales de conservation) ;
- la recherche des sites de grand intérêt biologique et autres sites biologiquement intéressants non classés ;
- la recherche des arbres remarquables ;
- l'observation du site.

3.9.2. Zones biologiquement intéressantes classées en Wallonie

La loi du 12 juillet 1973 (MB du 11 septembre 1973) relative à la conservation de la nature prévoit divers types de statut de protection de sites biologiquement intéressants. Le législateur a ainsi défini :

- les réserves naturelles domaniales (terrains appartenant à la Région Wallonne) ;
- les réserves naturelles agréées (terrains privés reconnus par un agrément délivré par la Région Wallonne) ;
- les réserves forestières (forêts ou parties de forêts appartenant à la Région wallonne, ou, moyennant l'accord du propriétaire, des forêts ou parties de forêt n'appartenant pas à la Région wallonne).

Par ailleurs, deux types de milieux particulièrement menacés sont venus compléter la loi de 1973, à savoir :

- les zones humides d'intérêt biologique (Arrêté du 12 septembre 1989, modifié par l'Arrêté du 10 juillet 1997) ;
- les cavités souterraines d'intérêt scientifique (Arrêté du 26 janvier 1995).

Enfin, le décret du 16 juillet 1985 qui définit comme parcs naturels les vastes territoires ruraux présentant un haut intérêt biologique et géographique. Ceux-ci sont soumis à des mesures destinées à protéger le milieu en harmonie avec les aspirations de la population et le développement économique et social du territoire concerné. Le pouvoir organisateur d'un parc doit nécessairement être une autorité publique locale (commune, province, intercommunale), mais en définitive, c'est le Gouvernement wallon qui crée le parc sur proposition du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses compétences.

Les listes consultées ont donc été les suivantes :

- réserves naturelles domaniales ;
- réserves forestières ;
- réserves naturelles agréées ;
- zones humides d'intérêt biologique (ZHIB) ;
- cavités souterraines d'intérêt scientifique (CSIS) ;
- liste des parcs naturels.

Ces recherches ont été entreprises via le site Internet de la DGARNE. Aucun site n'est renseigné sur la commune d'Ouffet.

3.9.3. Site Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites d'importance patrimoniale. Ces sites sont identifiés sur base de deux directives européennes, la Directive concernant la conservation des oiseaux sauvages et la Directive 92/43/CEE appelée directive "Habitats" ou "Faune-Flore-Habitats".

La première directive concerne uniquement les oiseaux alors que la seconde prend en compte une large diversité d'animaux et de végétaux ainsi que des habitats ou milieux. Ces deux directives définissent des statuts généraux de protection des espèces et des habitats sur l'ensemble du territoire européen.

Le Gouvernement wallon a adopté le 06 décembre 2001, le décret transposant dans la législation régionale la Directive 92/43/CEE. Ce nouveau décret d'importance modifie la loi sur la Conservation de la Nature. Dans une décision du 26 septembre 2002, le Gouvernement wallon a également établi une liste des sites proposés à la désignation en tant que sites Natura 2000.

Il s'agit d'une liste de 231 sites pour une surface totale de 217.672 hectares. Une nouvelle liste de sites proposés à la désignation a été adoptée le 4 février 2004 et complétée par la décision du 24 mars 2005. Actuellement, 240 sites sont candidats au réseau Natura 2000 en Wallonie, soit une surface totale de 220.945 hectares.

En 2009, les arrêtés de désignation des 8 premiers sites Natura 2000 en Wallonie ont été adoptés et publiés officiellement. Une cinquantaine de nouveaux arrêtés de désignation ont été publiés en 2014, une trentaine en 2015, plus de 150 en 2016 et un en 2017.

Au niveau du territoire communal d'Ouffet, trois sites Natura 2000 sont renseigné, à savoir :

- site BE33015 « Bois d'Anthisnes et d'Esneux »
- site BE34001 « Vallée et affluents du Néblon »
- site BE33026 « Vallée de l'Ourthe entre Hamoir et Comblain-au-Pont »

Le site **BE33015** « Bois d'Anthisnes et d'Esneux », situé à environ 2,3 km au nord de l'exploitation. Ce site est majoritairement forestier. Il est dominé par des forêts du métaclimax de la hêtraie à luzule. Dans les zones périphériques et le long des vallées encaissées qui parcourent le site, la géologie permet l'apparition de forêts calcicoles et neutrophiles et de forêts de pente formant des chapelets le long de certains versants. Les zones plus humides liées aux fonds de vallée et aux suintements abritent quant à elles des chênaies-frênaies climaciques et des forêts alluviales.

Ces différents types forestiers servent d'habitat au pic mar et au pic noir, ainsi qu'au lucane cerf-volant. Diverses espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire y trouvent également une partie de leur terrain de chasse. Les milieux ouverts, malgré leur faible surface à l'échelle du site, sont variés : prairies de fauche, mégaphorbiaies, pelouses calcaires.

Ces zones ouvertes participent par ailleurs à l'habitat de diverses espèces animales, dont la cigogne noire ou la grande aigrette.

Les milieux aquatiques ne manquent pas non plus d'intérêt puisqu'ils englobent aussi bien des rivières présentant des phénomènes karstiques que des mares à Characeae et un ruisseau calcaire incrustant.

Le site **BE33026** « Vallée de l'Ourthe entre Hamoir et Comblain-au-Pont » situé à 3,5 km à l'est. Le site présente une grande variété d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire. Les versants boisés sont essentiellement occupés par des forêts indigènes du métaclimax des hêtraies calcicole, neutrophile et acidophile. Sur les pentes les plus abruptes et instables apparaissent des forêts de ravin, tandis que des forêts alluviales et des chênaies-frênaies humides occupent les fonds de vallée.

Ces zones forestières contribuent à l'habitat de diverses espèces, parmi lesquelles le pic mar, le pic noir, le lucane cerf-volant et des chauves-souris. Les milieux ouverts comportent des prairies intensives, des prairies de fauche plus extensives, des mégaphorbiaies ainsi que des pelouses calcaires de grande valeur écologique. Les milieux rocheux sont quant à eux constitués d'éboulis, de pelouses et de falaises constituant l'habitat du hibou grand-duc, tandis que les grottes et cavités sont favorables à de nombreuses espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire.

Le site **BE34001** « Vallée et affluents du Néblon », situé à 3,5 km au sud est essentiellement forestier. On y retrouve notamment des forêts du métaclimax de la hêtraie subatlantique mais aussi des chênaies pédonculées, des forêts de ravin et de pente et des forêts alluviales. Ces dernières forment des cordons rivulaires le long du Néblon.

Ce cours d'eau est un habitat d'espèces pour le Martin Pêcheur et la cigogne noire. Les milieux ouverts, moins représentés mais d'une grande importance. En effet, on y retrouve des pelouses calcicoles, des mégaphorbiaies formant avec les forêts rivulaires un ensemble cohérent, ainsi que des milieux rocheux et des cavités, habitats d'espèces de chiroptères.

3.9.4. Sites de grand intérêt biologique et autres sites non classés

Les sites de grand intérêt biologique (SGIB) correspondent à des unités géographiques homogènes qui ont un grand intérêt biologique. Celui-ci est motivé par la présence d'espèces ou d'habitats protégés, d'espèces ou d'habitats menacés ou d'habitats que les naturalistes jugent intéressants.

La recherche des SGIB les plus proches du site faisant l'objet de l'étude s'est effectuée via le site Internet de la DGO3.

Les sites anciennement répertoriés sous d'autres classements, à savoir les sites ISIWAL, CORINE ainsi que les ZHIB et réserves naturelles non désignées officiellement, sont maintenant incorporés dans la base de données unique établie dans le cadre du programme SGIB.

Après consultation de la base de données susmentionnée, il apparaît qu'un SGIB est recensé sur la commune de Ouffet, à savoir :

- **SGIB n°3211 – Les Floxhes**, situé à 3,8 km au nord-est de l'exploitation sur les territoires d'Ouffet et d'Anthisnes.

Ce SGIB est en partie repris dans le site Natura 2000 BE33015 décrit ci-avant. Il est occupé principalement par une végétation forestière apparentée à la chênaie-charmaie calcicole mais comporte également quelques éléments de pelouse sèche et de pré maigre d'un grand intérêt floristique. Plusieurs orchidées y sont présentes comme l'orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*) et le platanthère des montagnes (*Platanthera chlorantha*), ainsi que d'autres plantes peu communes dont la réglisse sauvage (*Astragalus glycyphyllos*), l'oeillet velu (*Dianthus armeria*) ou encore le genêt des teinturiers (*Genista tinctoria*).

3.9.5. Arbres et haies remarquables

Sur base des informations disponibles auprès du SPW-DGO3, il ressort que de nombreux arbres remarquables sont présents dans la commune de Ouffet et en particulier dans le village de Warzée. Néanmoins, aucun arbre recensé comme remarquable n'est présent à proximité immédiate du site. Les plus proches sont :

- une aubépine (*Crataegus* sp), à environ 520 m à l'est
- deux saules blanc (*Salix alba*) à environ 550 m à l'est, à proximité de la rue de Bihay
- une autre aubépine (*Crataegus* sp), à 660 m au sud-ouest, près du cimetière.

Ces arbres ont été recensés en raison de leur valeur patrimoniale.

3.9.6. Convention « Bords de route »

La commune d'Ouffet n'a pas signé la convention « Bords de route » avec la Région wallonne.

3.9.7. La Convention « Combles et clochers »

En vue de favoriser l'occupation des combles et des clochers de bâtiments publics par les chauves-souris, les chouettes effraies, les choucas et les martinets noirs et donc de maintenir, restaurer ou créer un vaste réseau de gîtes favorables à leur reproduction, le SPW propose, à la signature des communes, une "convention combles et clochers". Pour aider à la réalisation des aménagements nécessaires, elle octroie des subsides aux communes participantes. La commune d'Ouffet n'est pas associée à cette opération.

3.9.7. Plan Communal de Développement de la Nature (PCDN)

La commune d'Ouffet ne fait pas l'objet d'un PCDN.

3.9.8. Observation du site

Le site de projet est dans sa majeure partie urbanisé. Il est en effet occupé par les poulaillers et le hangar ainsi que par la cour et les quelques cheminements de desserte bétonnés. Il ne présente pas d'intérêt notable au plan biologique.

Néanmoins, les demandeurs ont implanté en bordure de la rue de Bihay, tout le long des poulaillers, une haie libre composée d'un mélange d'essences indigènes telles aubépine, cornouillers, noisetiers. A celle-ci vient s'ajouter un petit verger de six pommiers basse tige implanté entre les poulaillers.

Pour terminer, indiquons que les terres en contre-bas du hangar, le long de la Vieille route de Huy sont agrémentées par une jeune plantation de lierre et que la zone d'une dizaine d'ares non végétalisée située au coin ouest de l'établissement vient d'être ensemencée d'un mélange de pré fleuri.

3.10. CIRCULATION LOCALE

3.10.1. Généralités

L'axe unique de desserte de l'établissement est la rue de Bihay, anciennement dénommée rue de Lizin. C'est une petite voirie de campagne asphaltée d'une largeur de l'ordre de 4 m. Elle est signalée en impasse à la sortie de l'agglomération de Warzée et se poursuit jusqu'au site d'exploitation, au-delà elle n'est plus que moyennement carrossable puisqu'elle prend la forme d'un chemin empierré en direction de Lizin.

Une autre voirie de campagne longe le côté ouest du site. Il s'agit de la Vieille route de Huy. Elle est sensiblement détériorée et par ailleurs est signalée en impasse en venant de l'agglomération d'Ouffet. Elle permet toutefois une connexion entre le site et cette dernière qui est toutefois peu avantageuse car indirecte et peu viabilisée.

La rue de Bihay, à l'approche des premières habitations de Warzée, s'élargit quelque peu et devient la rue de l'Eglise. Celle-ci se connecte, quelques centaines de mètres plus loin, directement à la RN66, principal axe de circulation desservant le village de Warzée. La RN66 est une voirie classique à deux bandes de circulation différenciée.

Vers le nord-ouest, à environ 5 km, au niveau de Tinlot, la RN66 permet de rejoindre la « Route du Condroz », la RN63, Marche-en-Famenne - Liège. Dans l'autre direction, elle permet également de railler l'autoroute E25, Liège-Bastogne, à environ une vingtaine de kilomètres du site d'exploitation, au-delà des agglomérations d'Ouffet et de Hamoir.

3.10.2. Quantification du trafic

La quantification du trafic des principaux axes de circulation est assurée par le Service Public de Wallonie Mobilité et Infrastructures (SPW-MI, ex-DGO1, ex-MET). Ce service réalisait en effet des comptages réguliers sur les principales voiries régionales. Depuis quelques années, cette mission n'est plus assurée et les résultats qui restent disponibles pour le réseau régional sont assez anciens.

Des campagnes de comptage ont été réalisées sur la RN66 en particulier sur son tronçon entre Tinlot et Ouffet. Le dernier, effectué en 2007, a relevé une circulation quotidienne de 4.341 équivalents voitures particulières (EVP) dans les deux sens de circulation.

Les EVP correspondent au nombre total d'essieux qui sont passés sur un dispositif de comptage, divisé par deux, comme pour une voiture ordinaire. Ainsi, un poids-lourd semi-remorque avec trois essieux sur le tracteur et trois essieux sur la semi-remorque sera compté pour 3 EVP. Le nombre de véhicules est donc légèrement moins important.

3.10.3. Plan communal de mobilité (PCM)

La commune d'Ouffet ne fait pas l'objet d'un plan communal de mobilité à proprement parlé, mais bien d'un Plan InterCommunal de Mobilité, le PICM du secteur Ourthe-Amblève-Condroz. Réalisé entre les communes d'Anthisnes, Aywaille, Comblain-au-Pont, Esneux, Hamoir, Nandrin, Neupré, Ouffet, Sprimont et Tinlot, ce plan comprend un ensemble d'actions applicable aux différentes communes.

Au niveau du territoire d'Ouffet, on peut noter que la traversée du village de Warzée a été identifiée comme un tronçon dangereux de la RN66. Dès lors, des mesures visant à la sécurisation ont été formulées. Parmi celles-ci, retenons l'amélioration du carrefour de cette nationale avec la rue de l'Eglise et l'interdiction du charroi des poids lourds de plus de 7,5t.

Aucune mesure n'a été formulée pour les alentours directs de l'établissement.

3.10.4. Cheminements lents

La commune de Ouffet n'est pas traversée par une ligne de RaVeL. Toutefois, en collaboration avec la commune de Clavier, elle a lancé un projet de RaVeL en site propre qui permettrait de relier la ligne 126 « de Ciney à Huy » au W7, « de Visé à Bouillon » itinéraire régional traversant les provinces de Liège et de Luxembourg selon un axe nord-sud.

Une promenade balisée dite « la balade des Sarrasins » passe au droit de l'exploitation. Au départ du centre d'Ouffet, cette balade conduit vers Warzée à travers champs via la vieille route de Huy. Cette voirie empruntée par des usagers lents fait découvrir les charmes et la quiétude du paysage condruzien. Au niveau du site d'exploitation, l'itinéraire se poursuit en direction de Lizin via la rue de Bihay. Arrivé au hameau de Lizin, implanté dans un vallon marécageux, le promeneur pourra découvrir le donjon du 13^e siècle, bien classé décrit précédemment.

Une seconde balade passe par la rue de Bihay, au droit du site d'exploitation. Il s'agit de la balade de l'Herberin. En provenance du village d'Ellemelle, village reconnu pour son patrimoine architectural typique grâce à son bâti de grès, la balade de l'Herberin conduit vers Tinlot puis au village de Warzée, à travers les champs et le magnifique bois de l'Herberin. Elle se dirige ensuite à travers les nombreuses pâtures vers le hameau de Lizin.

Concernant les chemins vicinaux, aucun sentier ou chemin ne traverse le site d'exploitation concerné par la présente étude d'incidence. Toutefois, celui-ci est entouré par deux chemins :

- le chemin n°5 qui reprend le tracé de la rue de Bihay entre Warzée et Lizin.
- le chemin n° 2 qui correspond en partie au tracé de la Vieille route de Huy.

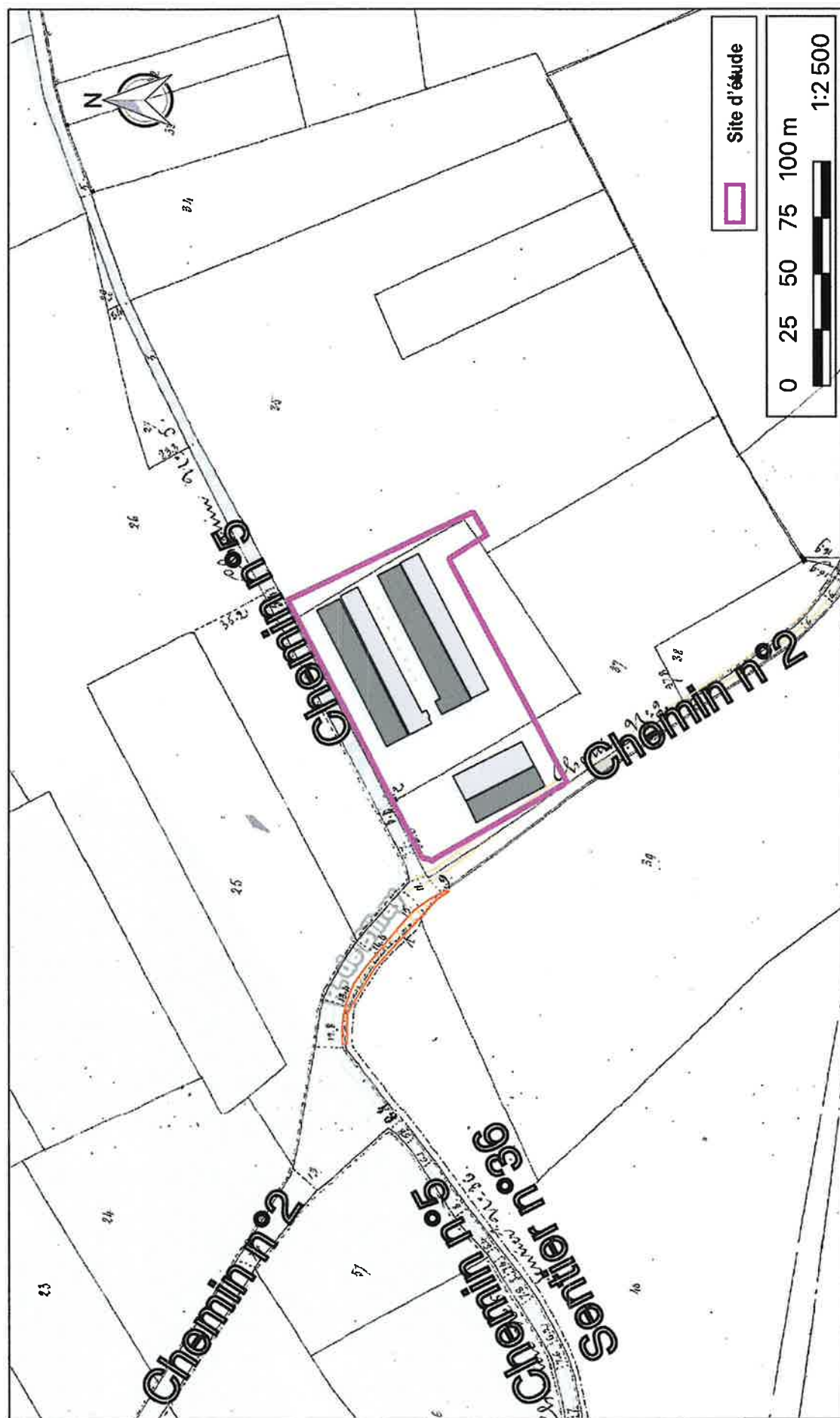


Figure 21 : extrait de l'Atlas des chemins et sentiers vicinaux

3.11. CONFIGURATION DE L'ÉGOUTTAGE LOCAL

A l'examen de l'extrait du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique (PASH) fourni à la figure suivante, on voit que le site d'étude n'est inscrit dans aucune zone d'assainissement définie et n'est pas pourvue d'un réseau d'égouttage, tout comme d'ailleurs l'ensemble de la rue de Bihay.

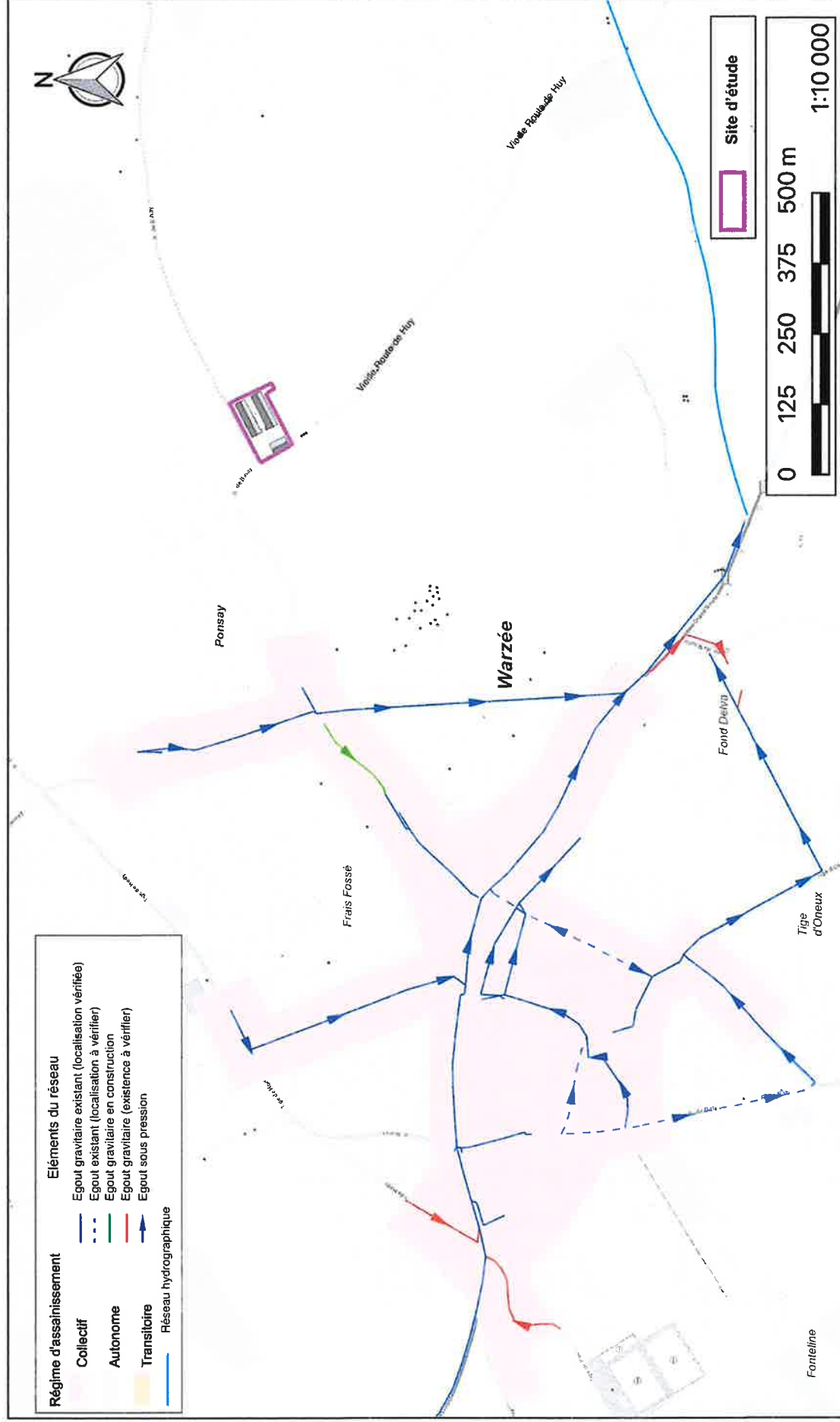


Figure 22 : extrait du PASH

3.12. CADRE AGRICOLE

Au sens de la carte agricole de Wallonie, le site se trouve dans la région agro-géographique du Condroz.

Le Condroz peut être qualifié de région mixte au niveau agricole. En effet, elle est orientée majoritairement vers la grande culture (69% de la SAU dont 35 % de cultures céréalières) au niveau des meilleures terres mais aussi vers l'élevage bovin avec des pâtures sur les terres de moindre valeur agronomique.

Les principales données provenant du recensement agricole de 2020 permettant de caractériser la situation agricole de la commune d'Ouffet de la manière suivante :

Données du recensement 2020	Valeur pour la commune de Ouffet
Nombre total d'exploitations agricoles	29
SAU (ha)	2 820
Terres arables (ha)	1 828
Céréales (ha)	870
Froment (ha)	572
Cultures Industrielles (ha)	183
Pommes de terre (ha)	117
Cultures fourragères (ha)	512
Maïs fourrager (ha)	341
Légumes en plein air (y.c .fraises)	118
Prairies (ha)	992
Nombre total de bovins	6 236
Nombre total de porcins	2 901
Nombre total d'ovins/caprins	70
Nombre total de volailles	54 000

Tableau 16 : situation agricole à l'échelle de la commune

Ces données communales reflètent bien le caractère mixte de la région considérée, à savoir la prédominance de terres arables (65% de la SAU), avec une majorité de cultures céréalières (30% de la SAU).

Par contre, les cultures industrielles (betteraves, chicorées, lin,...) occupent une place nettement moins importante dans la commune d'Ouffet que dans le reste du Condroz. En effet, elles ne représentent que 6% de la SAU. Notons par exemple, la présence anecdotique de la betterave sucrière (3% de la SAU).

Les spéculations animales sont principalement orientées vers l'élevage bovin.

4. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT

4.1. INTRODUCTION

4.1.1. Contexte général

La société Le Réveil Avicole exploite deux poulaillers situés le long de la rue de Bihay, tel que localisé ci-avant. Cette société dépend de M. Jean-Paul Collin et son épouse Madame Bernadette Charlier et le site des poulaillers constitue une diversification de leur exploitation originelle.

Cette dernière est orientée vers l'élevage bovin et les grandes cultures et est implantée sur deux sites au sein du village de Warzée, à savoir :

- La ferme historique située rue de l'Eglise.
- Une étable extérieure située Tige de Hody.

Avec le site des poulaillers, les demandeurs disposent dès lors de trois implantations, localisées sur la figure ci-après.

Les cultures des demandeurs sont principalement emblavées en escourgeon, en froment, en pomme de terre et en lin. Une partie de la production est destinée à être consommée en interne par les bovins et les poulets de chair.

Ils ont débuté leur activité professionnelle par de la spéculation laitière avant de se réorienter vers l'élevage bovin viandeux de race limousine. Les demandeurs sont éleveurs-naissseurs, le naissage consistant dans la production d'animaux jeunes qui seront vendus pour l'engraissement ou la reproduction.

La limousine se caractérise par sa grande fertilité et de très bonnes qualités maternelles, outre bien entendu, la qualité de sa viande. Elle vèle notamment avec facilité. Les vélages sans encombre facilitent le travail de l'éleveur, mais permettent également de voir naître des veaux vigoureux, pour lesquels la mortalité et les soins vétérinaires seront peu importants. La vache allaite bien ses veaux et leur assure ainsi une croissance rapide.

L'étude d'incidences porte plus spécifiquement sur le site des poulaillers, qui constitue un établissement distinct et dont la description est fournie au présent chapitre. Toutefois, afin de cerner les interactions avec la ferme historique et d'appréhender les impacts cumulatifs éventuels, une description succincte de celle-ci est néanmoins livrée ci-après.



Figure 23 : implantation de la ferme historique et du site d'étude

4.1.2. Présentation succincte de l'exploitation originelle

Comme illustré à la figure ci-avant, la ferme historique est située au centre du village de Warzée à 700 m du site d'étude. Elle est implantée en bordure de la rue de l'Eglise et se compose comme suit.

- un corps de logis ;
- un bâtiment dédié à l'hébergement des bovins ;
- un hangar dédié au stockage des pailles ;
- des silos couloirs pour le stockage du fourrage.

Le corps de logis est implanté perpendiculairement à la rue. Il s'agit d'une construction en pierre calcaire récemment rénovée.



Photo 12 : vue du corps de logis

Le bâtiment d'élevage situé rue de l'Eglise date de 1984. Il s'agit d'une construction en charpente métallique avec un parement en dalle de béton. Le bardage du fronton ainsi que les larges portes coulissantes sont métalliques et de teinte anthracite ou brun foncé. Un bandeau ouvert surmontant les dalles apporte de la lumière naturelle et permet une bonne ventilation des lieux. La toiture est composée de panneaux ondulés en fibro-ciment et ajourée de plaques translucides laissant passer la lumière naturelle.

Cette étable abrite deux larges stabulations libres paillées pouvant accueillir, en période hivernale, chacune un lot de vingt-cinq vaches avec leur veau ou un lot de génisses, accompagnées d'un taureau.

Un couloir d'alimentation parcourt les stabulations sur leur longueur et des trémies situées à l'extrémité ouest de l'étable proposent des compléments vitaminés spécifiques pour les veaux. L'alimentation des bovins est composée essentiellement de fourrages produits sur la ferme complémentés d'aliments du commerce.

Le hangar agricole se positionne à proximité immédiate de l'étable précédemment décrite. Il fut construit à la même époque et selon les mêmes principes que celle-ci. Il est uniquement affecté au stockage des pailles nécessaires aux litières des stabulations.



Photo 13 : étable rue de l'Eglise (vue extérieure)



Photo 14 : étable rue de l'Eglise (vue intérieure stabulation libre)



Photo 15 : hangar à paille rue de l'Eglise

La ferme originelle comprend un second site implanté en bordure de la rue Tige de Hody, à 350 m au nord de la ferme historique. Il s'agit d'un bâtiment d'élevage construit en 2002 par les demandeurs.

C'est une construction sur charpente métallique dont les parements sont constitués en dalle de béton surmontés d'un bandeau de bois en claire voie.

Les larges portes coulissantes métalliques situées dans les pignons avant et arrière du bâtiment sont de teinte brun foncé. La toiture est composée de tôles ondulées en fibro-ciment de ton gris moyen et ajouré de plaques en polycarbonate translucide pour laisser passer la lumière naturelle. Ce bâtiment comprend également un appentis pour le stockage des pailles utilisées pour la litière des stabulations.



Photo 16 : étable Tige de Hody (vue extérieure)



Photo 17 : étable Tige de Hody (vue intérieure stabulation libre)

Ce bâtiment abrite 6 box de 9 places et 12 box de 9 places en stabulation libre paillée.

L'alimentation à base de fourrage, complémentée en aliment du commerce, est distribuée dans un couloir latéral longeant les stabulations.



Photo 18 : apprentis Tige de Hody

Pour l'ensemble des deux sites de la ferme originelle, le cheptel bovin compte environ 180 têtes de bétail dont 80 vaches reproductrices et 5 taureaux de monte.

Les femelles sont saillies pour la première fois à l'âge d'environ 24 mois. Les saillies sont uniquement effectuées par les taureaux de monte de l'exploitation. Le temps de gestation est de 9 mois et les vélages sont de l'ordre de 80 annuellement.

Les naissances ont lieu principalement entre septembre et décembre, occasionnellement en mars et avril. Les veaux sont nourris au pis jusqu'à l'âge de 8 mois dans les stabulations libres paillées des étables ou au pré durant la saison d'herbage.

Vers l'âge de 8 mois, les veaux mâles sont sevrés et placés en stabulation libre paillée dans l'étable du Tige de Hody. Ils reçoivent une alimentation à base de fourrage et de céréales produites sur la ferme. Ils quitteront l'exploitation du demandeur vers l'âge de 10 mois en vue de leur engraissement.

Les veaux femelles seront élevés afin de renouveler le cheptel de reproduction ou vendus à un âge dépendant de l'offre du marché.

La période de pâturage pour l'ensemble du bétail débute entre le 15 avril et le 1er mai et se termine en général vers le 15 novembre. Le cheptel dispose d'un accès direct à un ensemble de prairie adjacentes aux étables situées rue de l'Eglise et Tige de Hody.

4.2. IMPLANTATION DES POULAILLERS

Le site où sont implantés les poulaillers constitue un établissement distinct de l'exploitation originelle et fait l'objet de son propre permis. Comme exposé au chapitre 3, il se trouve au croisement de la rue de Bihay et de la Vieille Route de Huy à l'est du village de Warzée.

Son implantation générale s'établit comme illustré à la figure suivante. Elle se compose de deux poulaillers et d'un hangar agricole. Ceux-ci sont desservis par une cour bétonnée dont le prolongement se raccorde à la rue de Bihay. Des aires enherbées occupent le solde de l'espace. La superficie du site est de l'ordre de 79 ares.

BATIMENTS	
N°	Intitulé
B1	Poulailler d'engraissement
B2	Poulailler d'engraissement
B3	Hangar agricole

Tableau 17 : bâtiments de l'établissement

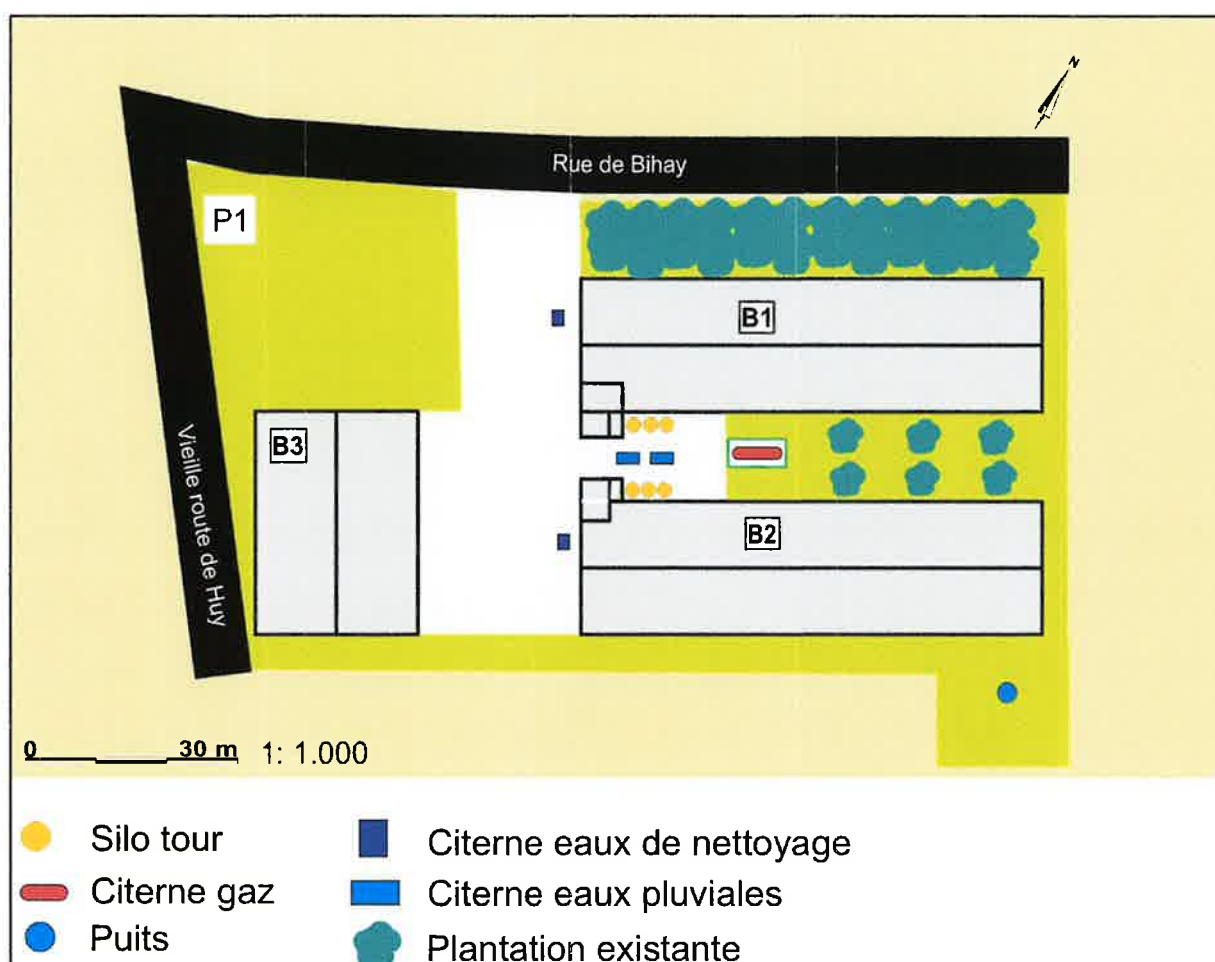


Figure 24 : implantation générale de l'établissement

4.3. BÂTIMENTS

4.3.1. Dimensions

Les dimensions indicatives des bâtiments composant l'établissement sont récapitulées au tableau suivant.

N°	Désignation	L (m)	I (m)	h goutt (m)	h fait (m)	surface (m²)
B1	Poulailler	65,00	18,18	2,70	5,70	1181,70
B2	Poulailler	65,00	18,18	2,70	5,70	1181,70
B3	Hangar agricole	30,00	20,00	4,50	7,00	600,00
Total bâtiments						2963,40
Aire bétonnée						1305,00
Aire empierrée						205,00
Total urbanisé						4473,40
Solde végétalisé						3426,60
TOTAL ETABLISSEMENT						7900,00

Tableau 18 : dimensions des bâtiments de l'établissement

4.3.2. Bâtiment B1 et B2 : Poulaillers

Les bâtiments B1 et B2 ont été mis en service respectivement en 1997 et en 2002. Ils sont de forme rectangulaire et se composent d'une grande salle à destination des animaux, complétée en façade avant par un local technique d'environ 10 m². Ces locaux abritent les installations de contrôle des dispositifs techniques équipant les poulaillers pour l'alimentation et l'abreuvement des poulets, de même que pour la ventilation.

Le bâtiment B2 abrite en outre un petit local sanitaire comportant un lave-mains et des toilettes. Pour le reste, les principes de construction sont identiques entre les deux bâtiments.

La salle d'élevage où les poulets circulent en liberté sur une litière paillée est accessible par une large porte à double battant donnant sur le pignon avant, ainsi que par des issues de secours, situées sur les façades, à l'arrière des bâtiments.

Les poulaillers B1 et B2 sont des constructions sur charpente métallique dont les parements sont constitués en dalles de silex lavé de ton beige. Les menuiseries et les bardages brise-vent posés protégeant les façades sont en PVC de ton brun. Les toitures sont constituées de plaques ondulées en fibro-ciment de ton gris anthracite.

Outre les portes évoquées ci-avant et les clapets d'aération en façade, les bâtiments disposent également d'ouvertures sur le pignon arrière où sont implantés les ventilateurs extracteurs.

Le sol des poulaillers est intégralement bétonné.



Photo 19 : vue du pignon avant du bâtiment B1



Photo 20 : vue du pignon avant du bâtiment B2

4.3.3. Bâtiment B3 : Hangar agricole

Le hangar agricole B3 a été construit en 2015. Ce bâtiment se situe face aux poulaillers décrits ci-avant. Il s'agit d'une construction sur charpente métallique avec un parement en panneau métallique de teinte brune. Les parements des pignons et de la façade, visibles depuis la Vieille route de Huy, sont quant à eux constitués pour partie de panneaux métallique brun et de panneaux de silex de teinte beige, similaire aux parements des poulaillers B1 et B2.

La toiture, à double pan, est composée de plaques ondulées métalliques de teinte foncée et ajourée par des plaques translucides. Le sol est bétonné dans son intégralité. Le bâtiment est scindé en deux halls séparés par une cloison entière formée de panneaux de béton surmontés par des panneaux métalliques.

Ces deux halls sont chacun accessibles par de large porte coulissante donnant sur la cour bétonnée face aux poulaillers. L'un est utilisé pour le stockage d'anas de lin qui sert de litière pour les poulaillers. Le second hall sert à l'entreposage des machines agricoles et abrite un atelier de petite mécanique.



Photo 21 : vue du hangar agricole B3

4.4. EQUIPEMENTS DU SITE D'EXPLOITATION

4.4.1. Hébergement des animaux

Les principales installations classées au sens de la législation sur le permis d'environnement sont celles relatives à l'hébergement des animaux. Dans le cadre de la présente exploitation, ces installations sont dédiées aux poulets.

Les poulets sont hébergés dans l'espace principal des bâtiments B1 et B2 qui leur sont spécifiquement dédiés. Comme précisé ci-avant, ceux-ci sont composés d'une salle unique sans équipements particuliers, si ce n'est les systèmes d'alimentation et de chauffage/ventilation qui seront évoqués ci-après. Les poulets circulent librement sur le sol des poulaillers, composé d'une dalle bétonnée recouverte de litière paillée.



Photo 22: vue de la salle d'élevage de B1

La capacité d'hébergement est déterminée sur base d'une densité moyenne et habituelle de l'ordre de 22 animaux par m². Sur cette base, le dénombrement des animaux s'établit comme suit.

Poulailler	Superficie utile (m ²)	Densité (poulets / m ²)	Capacité (poulets)
B1	1.125	22	24.750
B2	1.125	22	24.750
TOTAL :			49.500

Tableau 19 : capacité des poulaillers B1 et B2

En pratique, la densité est légèrement supérieure et il est plus réaliste de tabler sur une capacité de 24.800 poulets par bâtiments, soit 49.600 poulets pour l'ensemble de l'élevage.

4.4.2. Adduction d'eau

L'établissement n'est pas raccordé à l'eau de ville mais dispose d'un puits. Le prélèvement annoncé était de 4.200 m³/an correspondant à l'abreuvement de 54.000 poulets ainsi qu'à des besoins agricoles. La consommation effective est toutefois sensiblement plus faible, de l'ordre de 2.268 m³/an selon les relevés du compteur pour l'année 2021.

Le puits se situe à l'arrière du poulailler B2, comme localisé sur la figure 24 ci-avant. Il est foré sur une profondeur de 60 m avec un diamètre de 125 mm et alimenté par la masse d'eau souterraine des calcaires et grès du Condroz. Il est équipé d'une pompe immergée de 1,5 kW avec un débit maximal de 3,5 m³/h. Le groupe hydrophore, d'un volume de 328 litres se trouve dans le local technique du bâtiment B1.



Photo 23 : tête du puits

4.4.3. Electricité

L'alimentation en électricité se fait au départ du réseau aérien de la rue de Bihay. Une ligne souterraine se connecte aux poulaillers au départ d'un poteau situé à la sortie du village de Warzée.

En 2021, les relevés de consommations indiquent une consommation annuelle pour les poulaillers de 21.981 kWh. A défaut d'un relevé détaillé de l'ensemble des moteurs, les forces motrices équipant l'établissement peuvent être évaluées comme suit et correspondent à une puissance globale de l'ordre de 53 kW.

- système de ventilation des poulaillers : 2 x 12 kW
- moteurs clapets et ventiles air : 2 x 0,38 kW
- moteurs vis silos : 2 x 5,5 kW
- moteurs ligne alimentation : 2 x 1,85 kW
- chauffage des poulaillers : 2 x 1,08 kW
- éclairage de l'ensemble des bâtiments : 2 x 0,76 kW
- brumisation : 2 x 1,1 kW
- pompe puits : 1,5 kW
- compresseur et outillage de l'atelier de petite mécanique: 8 kW

En cas de panne d'électricité, les appareils de gestion de l'air ambiant des poulaillers ne fonctionnent plus et les conditions d'élevage peuvent vite se dégrader selon l'âge des volailles. Afin de pallier à d'éventuels problèmes de mortalité, en cas de panne électrique, un groupe électrogène prend automatiquement le relai afin de maintenir des conditions d'élevage à un niveau optimal.

Le groupe électrogène de secours fonctionne au mazout et présente une puissance de 65 kVA. Il est installé dans un appentis adjacent au poulailler B1. Un petit stockage de mazout d'une vingtaine de litres lui est associé.

Par ailleurs, une installation de panneau photovoltaïque d'une puissance de 10 kWc installée sur la toiture du poulailler B2 vient compléter le système électrique.



photo 24 : groupe électrogène de secours



photo 25 : tableau électrique de l'installation photovoltaïque

4.4.4. Chauffage

A l'arrivée des œufs en fin d'incubation et ensuite au début du cycle d'engraissement, il est nécessaire de chauffer les bâtiments à une température de 35°C pour assurer le bien-être des poussins qui viennent d'éclore. Ce chauffage est réalisé à l'aide d'aérothermes alimentés au gaz. La puissance thermique est de l'ordre de 190 kWth par bâtiment.

La citerne d'une contenance de 4.850 litres est placée entre les poulaillers. La consommation pour l'année 2021 est de 36.470 litres de gaz propane pour les deux poulaillers.



photo 26 : citerne à gaz alimentant les canons à chaleur

4.4.5. Ventilation et brumisation

Au niveau des poulaillers, afin d'assurer un climat sain à l'intérieur du bâtiment, une ventilation dynamique est mise en place. Cette ventilation est opérée par les dispositifs suivants au niveau de chacun des poulaillers ;

- les clapets (B1) et les ventiles (B2) d'entrée d'air : l'air de ventilation entre par des clapets basculants de 40 cm de hauteur ou des ventiles installés tout le long des murs latéraux, en partie supérieure. Ils sont protégés et dissimulés par un bardage brise-vent. Ils sont actionnés par 2 petits moteurs de 0,19 kW. Leur ouverture est réglée par le système de contrôle central des poulaillers en fonction des besoins de la ventilation ;
- les gros extracteurs de pignon, au nombre de 2 (B1) ou de 3(B2) , situés en pignon à l'arrière des bâtiments et développant des capacités unitaires de 40.000 m³/h ;
- les petits extracteurs de toiture au nombre de 12 et développant une capacité unitaire de 8.000 m³/h pour B1 et, au nombre de 5 avec une capacité unitaire de 24.000 m³/h pour B2 ;
- les ventilateurs de circulation appelés également « brasseurs d'air », au nombre de quatre par bâtiment. Ils sont utilisés pour minimiser la stratification thermique en améliorant l'uniformité de la température et ainsi, faire des économies d'énergie. Ces ventilateurs, en augmentant les déplacements d'air au niveau du sol, assure une litière plus sèche et donc des pattes en meilleure santé chez les animaux ;
- les trois ventilateurs d'appoint, mis en fonction uniquement en cas de forte chaleur.

La capacité totale des extracteurs de ventilation pour le poulailler B1 est de 176.000 m³/h et pour le poulailler B2 de 240.000 m³/h.

Il faut ajouter qu'afin d'assurer un climat optimal au niveau du poulailler, le système de ventilation est complété par un système de brumisation, ce qui permet un meilleur contrôle de la température et donc une meilleure gestion de la qualité de l'ambiance intérieure pendant les périodes les plus chaudes.

Le système est composé d'une pompe de mise sous pression de 1,1 kW raccordée à 2 tuyaux installés le long des murs latéraux équipés d'ajutages fins qui, sous pression, créent un brouillard léger rafraîchissant l'air ambiant du poulailler. L'eau ainsi nébulisée s'évapore ou se dépose sur la litière.

La consommation d'eau du puits liée à ce système est tout à fait marginale.

4.6.2. Gestion des eaux

Le réseau de collecte des eaux de pluie et eaux de nettoyage peut être appréhendé par la représentation de la figure suivante. Il en ressort que :

- Les eaux de pluie des toitures des poulaillers s'écoulent dans des fossés drainants longeant les poulaillers et sont orientées vers les citernes de récolte de 2 X 40 m³ dont le trop-plein est repris par un égouttage interne. Les eaux pluviales du local technique et de l'appentis de B2 sont collectées et dirigées également vers les citernes D3.
- Les eaux de pluie du hangar agricole sont collectées et rejoignent le réseau d'égouttage interne.
- L'ensemble de ces eaux est finalement rejeté dans le fossé communal longeant la Vieille route de Huy.
- Les eaux usées issues du processus de nettoyage des poulaillers sont reprises par les deux citernes D1 et D2 de 20 m³, chacune, sans trop plein. Ces citernes sont périodiquement vidangées et leur contenu épandu sur les terres agricoles de l'exploitation.
- Les eaux usées du lave-main du local technique de B1 sont dirigées vers la citerne de récupération des eaux usées D1.
- Le poulailler B2 est doté d'une petite installation sanitaire ; les eaux de vannes des toilettes sont orientées vers la citerne de récupération des eaux usées D2.

Le réseau peut être schématisé conformément à la figure suivante.

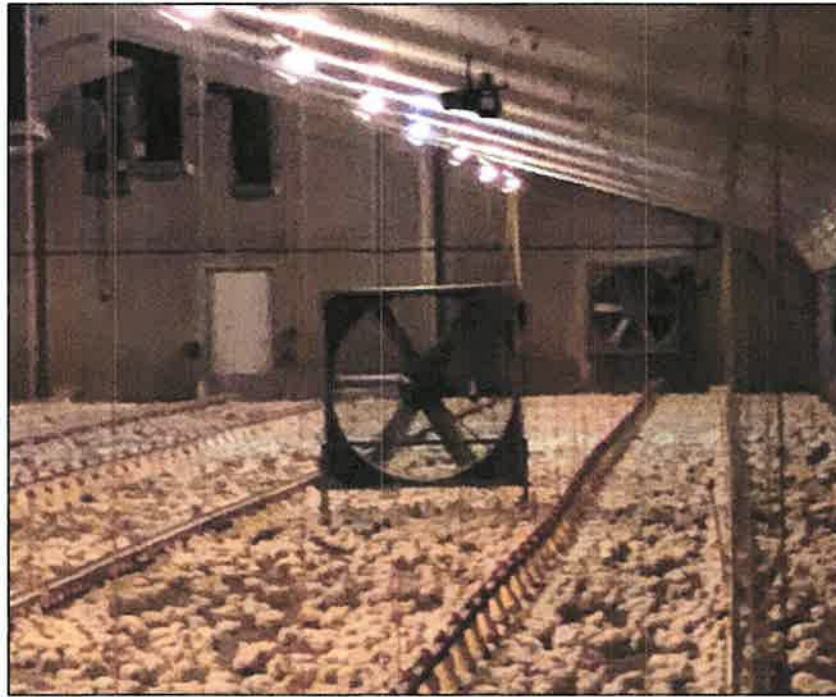


photo 27 : ventilateur d'appoint

4.4.6. Alimentation

Les poulaillers B1 et B2 sont chacun équipés de deux silos de 15 tonnes destinés aux aliments du commerce et d'un silo de 15 tonnes à céréales à incorporer à l'alimentation des volailles.

Les aliments sont mis à disposition des poulets par 4 chaînes de distribution automatique à vis sans fin au sein de chaque poulailler. Les chaînes déversent les aliments dans des assiettes suspendues.

Le système est équipé de balances qui permettent de doser avec précision les quantités mises à disposition, et d'adapter la composition (rapport céréales/farines) au stade de développement des animaux. On signalera que les systèmes de balance sont protégés des intempéries dans un petit appentis adjacent à chaque poulailler.

Les aliments du commerce sont de trois types:

- aliment de démarrage, destiné aux poussins, de 0 à 10 jours;
- aliment de croissance, destiné aux poulets entre 2 et 4 à 5 semaines;
- aliment de finition, destiné aux poulets les deux dernières semaines.

La consommation globale par ronde pour les deux poulaillers est de l'ordre de:

- 143 tonnes d'aliments du commerce
- 50 tonnes de céréales incorporées

Soit une consommation annuelle de l'ordre de 1.000 tonnes d'aliments du commerce et 350 tonnes de céréales incorporées.



photo 28 : vue des silos du poulailler B2



photo 29 : trémie et système de balance sous l'appentis de B2

Les aliments du commerce sont livrés par des camions citernes d'une capacité de 30 tonnes. Le déchargement des camions est opéré par soufflement des aliments dans les silos qui équipent les poulaillers.

Pour l'abreuvement, comme signalé précédemment, l'approvisionnement en eau de l'exploitation est assuré par un puits dont le forage a été autorisé par le permis du 6 juillet 2015. Au niveau des poulaillers, l'eau de boisson est distribuée par des pipettes placées dans des « cups » et suspendues en 5 (B1) ou 7 lignes (B2) d'abreuvement par bâtiment.

4.4.7. Gestion centrale – station météo

Le climat des poulaillers (température, humidité, vitesse de l'air,...) est suivi et régulé en permanence par un ordinateur en connexion avec une station météo analysant les conditions extérieures. L'exploitant a donc manuellement ou automatiquement la possibilité d'optimiser le climat intérieur des bâtiments en fonction du stade de développement des animaux.

4.4.8. Autres dépôts et équipements

Outre les installations évoquées ci-avant et les dépôts qui y sont liés, l'établissement existant dispose encore de quelques autres stockages et équipements, à savoir :

- deux citernes communicantes de 40 m³ pour la récolte des eaux de pluies issues des toitures des bâtiments B1 et B2.
- deux citernes de 20 m³ pour la récolte des eaux de nettoyage des poulaillers; Il s'agit des eaux usées résultant du nettoyage par voie humide des poulaillers après le départ des poulets et l'évacuation des fumiers secs. Ces eaux sont chargées d'un reliquat d'effluents agricoles. Elles sont captées par les citernes sans trop plein prévues à cet effet. Ces citernes sont vidangées périodiquement et valorisées comme amendement agricole sur les terres du demandeur ;
- un stockage réfrigéré pour les poulets morts pendant la ronde et qui sont ensuite évacués par le clos d'équarrissage ;
- une armoire pour le stockage des produits phytos d'une capacité de 20 kg dans le hangar agricole B3 ;
- deux citernes de mazout équipées chacune d'un pistolet pour le ravitaillement des engins agricoles de l'exploitation ;
- un petit stockage de 50l d'adjuvant « addblue » ;
- un atelier de petite mécanique dans le hangar B3 ;
- un stockage de maximum 150 m³ d'anas de lin permettant d'assurer le paillage de 4 rondes dans le hangar agricole B3.

La figure suivante fournit un aperçu des installations et des dépôts évoqués ci-avant et composant l'établissement.

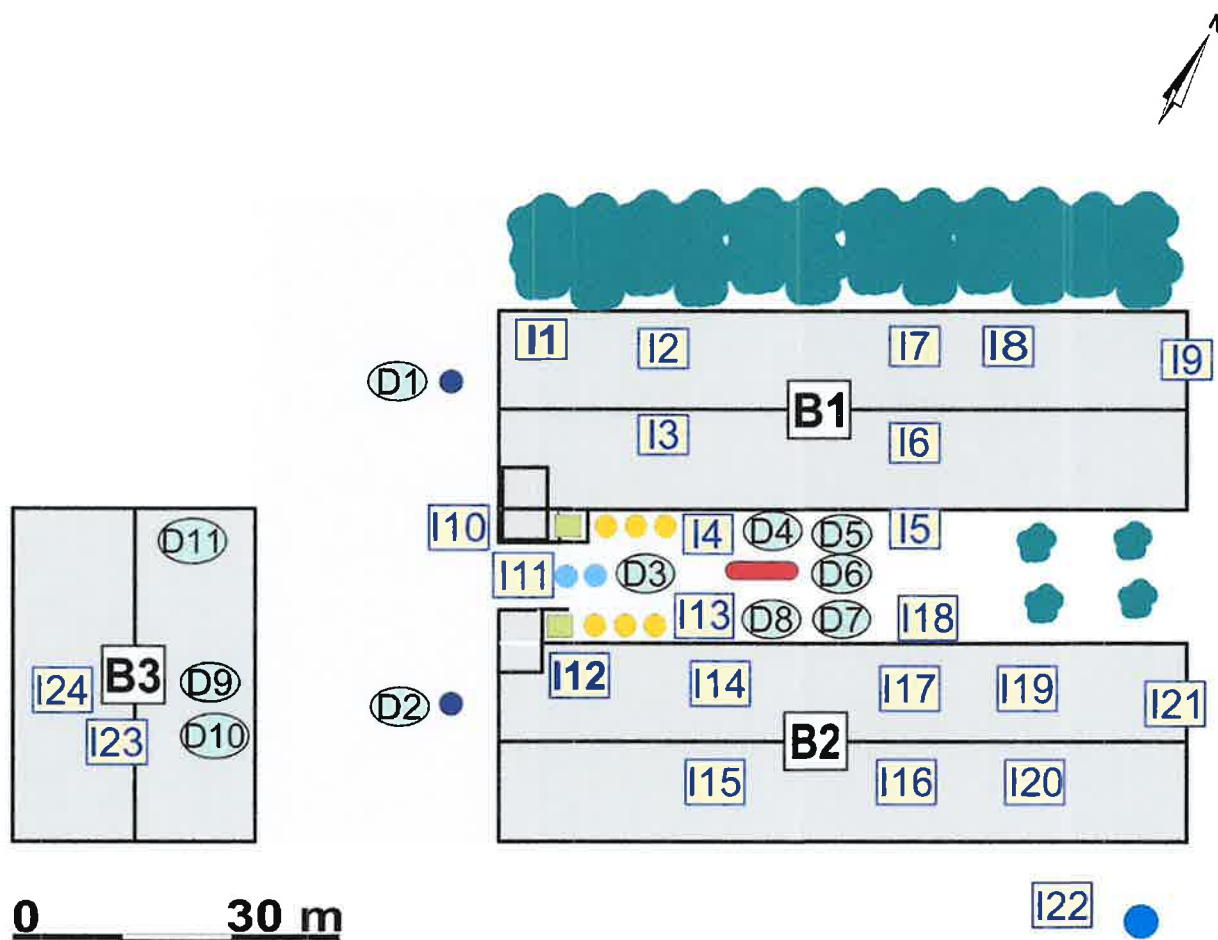


Figure 25 : installations et dépôts de l'établissement

INSTALLATIONS		
I1	Poulailler d'engraissement	24.800 poulets
I2	Extracteurs de toiture	12 x 8.000 m ³ /h
I3	Lignes d'alimentation	4 x 0,37 kW
I4	Moteurs silos et alimentation	2 x 1,85 kW
I5	Aérothermes	190 kWth
I6	Brumisation	1,1 kw
I7	Brasseurs d'air	4 x 40.000 m ³ /h
I8	Ventilateurs d'appoint	3 x 40.000 m ³ /h
I9	Extracteurs de pignon	2 x 40.000 m ³ /h
I10	Groupe électrogène de secours	65 kVA
I11	Chambre froide cadavres	0,7 kW
I12	Poulailler d'engraissement	24.800 poulets
I13	Moteurs silos et alimentation	2 x 1,85 kW
I14	Lignes d'alimentation	4 x 0,37 kW
I15	Extracteurs de toiture	5 x 24.000 m ³ /h
I16	Panneaux photovoltaïques	10 kWc

I17	Brumisation	1,1 kw
I18	Aérothermes	190 kWth
I19	Brasseurs d'air	4 x 40.000 m ³ /h
I20	Ventilateurs d'intérieur d'appoint	3 x 40.000 m ³ /h
I21	Extracteurs de pignon	3 x 40.000 m ³ /h
I22	Puits	4.200 m ³ /an
I23	Installation de distribution mazout	2 pistolets
I24	Atelier de petite mécanique	8 kW

Tableau 20 : liste des installations de l'établissement

DEPOTS		
D1	Citerne eaux de nettoyage	20 m ³
D2	Citerne eaux de nettoyage	20 m ³
D3	Citernes eaux de pluie	2 x 40 m ³
D4	Silo céréales	15 tonnes
D5	Silos aliments du commerce	2 x 15 tonnes
D6	Citerne à gaz - propane	4.850 litres
D7	Silos aliments du commerce	2 x 15 tonnes
D8	Silo céréales	15 tonnes
D9	Local phyto	20 kg
D10	Citernes mazout agricole	2 x 2.500 litres
D11	Anas de lin	150 m ³

Tableau 21 : liste des dépôts de substance de l'établissement

4.5. MODALITÉS D'EXPLOITATION

4.5.1. Engraissements des poulets

a) Cycle général

Dans une exploitation d'engraissement de poulets, les poussins sont généralement livrés par un couvoir le jour de leur éclosion. Ils pèsent alors environ 40 grammes. Ils sont hébergés durant six semaines consécutives dans un bâtiment dont toute la superficie leur est allouée, sans aménagement particulier, outre les équipements évoqués ci-avant.

Ils sont nourris à volonté pour procéder à leur engraissement et circulent librement sur une litière de paille composée d'anas de lin, épandue sur un sol bétonné et poli. Le taux d'occupation est généralement de l'ordre 22 poulets/m².

A la fin de la période d'engraissement, les animaux pèsent environ 2 à 2,2 kg et ont ingéré \pm 4,3 kg d'aliments. Les poulets sont habituellement nourris à volonté en trois phases avec, pour chacune d'elles, un aliment différent. Durant les deux premières semaines, les teneurs en phosphore et protéines sont légèrement plus élevées.

Après 15 jours, les poulets reçoivent un aliment avec un produit coccidiostatique. A partir du sixième jour avant la fin du cycle d'engraissement, l'aliment distribué ne contient plus de produit coccidiostatique.

Le tableau suivant reprend les caractéristiques moyennes indicatives de la croissance et de la consommation du poulet de chair.

Semaines	Poids de l'animal (grammes)	Consommation journalière d'aliments (gr/animal/jour)	Indice de consommation (kg d'aliment/kg croissance)
0	40		
1	150	15-20	1,06
2	395	37-67	1,27
3	780	73-105	1,45
4	1240	108-129	1,57
5	1725	131-148	1,7
6	2250	151-168	1,82

Tableau 22: caractéristiques moyennes de la croissance et de la consommation du poulet de chair

A la fin de la période d'engraissement qui a lieu au 40^{ième} jour, les poulets sont chargés pour être conduits à l'abattoir. Une fois le poulailler vidé, le fumier est évacué et stocké en bord de champ ou directement épandu selon l'époque. Le nettoyage et le vide sanitaire avant le démarrage du lot suivant peuvent alors être effectués.

La particularité de l'exploitation des demandeurs est qu'ils appliquent depuis environ un an la technique dite du « Nestborn » en début de cycle. Celle-ci consiste à ne pas livrer des poussins mais des œufs à éclore.

Cela se passe au moment du transfert des œufs à 18 jours, après extraction des œufs non fertiles. Au lieu de passer de l'incubateur au couvoir, les œufs sont amenés directement aux poulaillers, dans un camion climatisé adapté au besoin des embryons à éclore.

Les œufs sont déposés par un robot directement sur la litière. Le bâtiment doit donc être propre, préalablement chauffé à la bonne température. Des ovoscan vont mesurer la température et l'hygrométrie sur la coquille de l'œuf, de la même façon que dans un couvoir. L'ovoscan est connecté à un ordinateur et alerte l'éleveur ou l'accoureur en cas de température ou de taux d'humidité à ajuster. Le processus d'éclosion peut alors commencer, comme au couvoir.



Photo 30: vue d'une machine « Nestborn » déposant les œufs prêts à éclore

Le processus d'éclosion dure entre deux et trois jours. Durant cette période, les conditions climatiques de température et d'humidité des poulaillers sont primordiales et font donc l'objet d'une surveillance continue. Grâce à une application sur son téléphone portable, le demandeur peut connaître en continu la température des coquilles et les facteurs d'ambiance des poulaillers.

L'éclosion au poulailler offre plusieurs avantages :

1. En termes de bien-être animal, elle permet tout d'abord d'éviter le stress du transport. Dans un couvoir, après la naissance, les poussins sont triés, vaccinés, mis dans des caisses puis transportés en camion. Toutes ces étapes peuvent être source de stress pour un poussin. Les piailllements sont d'ailleurs assez importants dans les couvoirs alors qu'au poulailler, les poussins sont calmes après l'éclosion, ils se reposent, se séchent, avant d'aller boire et manger, chacun à son rythme.
2. Au niveau sanitaire, chaque œuf contient un potentiel de contamination bactérienne. Cette concentration bactérienne n'est pas systématiquement source de maladie, mais elle représente néanmoins un risque accru. Avec les naissances en bâtiment, cette explosion bactérienne est diluée dans l'espace puisque celui-ci est beaucoup plus grand. Le risque est donc moins grand qu'au sein d'un couvoir.

3. Au niveau sanitaire, il faut également souligner que l'accès immédiat qu'ont les poussins aux aliments et à l'eau permettent un développement intestinal plus rapide et leur offre une meilleure immunité.
4. Le taux d'éclosion tend à être supérieur au poulailler par rapport au couvoir. L'éleveur doit toutefois organiser un passage pour retirer les œufs non éclos.
5. L'éclosion au poulailler permet souvent d'obtenir de meilleures performances avec des indices de consommation 2 à 4 points moins élevés que pour un système classique.
6. L'éclosion au poulailler nécessite plus de travail pour l'éleveur mais permet une économie, les œufs fécondés étant moins chers que les poussins.

Au terme de chaque lot, suit une période de vide sanitaire une fois les poulaillers vidés. Après l'évacuation du fumier, les murs, le plafond et le sol sont d'abord nettoyés par l'application d'une solution détergente puis désinfectés.

L'exploitant utilise un détergent spécifique pour l'industrie agroalimentaire, le KENOSAN de CID LINES.

Après le nettoyage, un désinfectant est appliqué dans l'ensemble de l'environnement intérieur. En l'occurrence, l'exploitant utilise du VIRKON S de LANXESS. Ce biocide est homologué comme bactéricide, fongicide et virucide (n° autorisation 4105/B°)

L'ensemble des opérations de nettoyage se fait à l'aide d'un nettoyeur à haute pression et requiert environ 10 m³ d'eau pour les deux poulaillers. Les eaux usées sont dirigées vers un sterfput positionné face à chaque poulailler et aboutissent dans les citernes de récolte de 20 m³, D1 et D2.

On compte généralement 7 lots de poulets engraisés par an, à raison de sept semaines de croissance, y compris les deux jours d'éclosion, et une semaine de vide sanitaire.

La photographie ci-après illustre un poulailler à la fin des opérations de nettoyage, juste avant le paillage. On remarquera que le sol du bâtiment est débarrassé des systèmes d'alimentation qui sont hissés au plafond afin de permettre le passage des engins de nettoyage et de paillage.

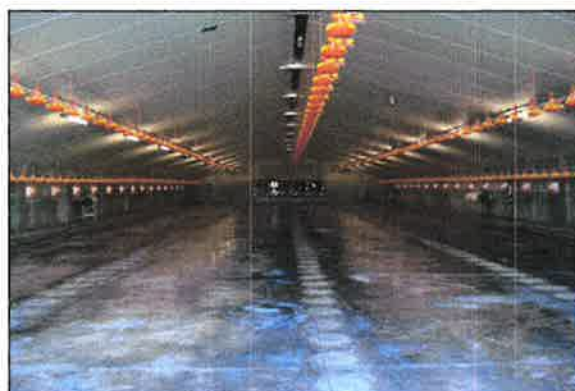


photo 31: vue d'un poulailler d'engraissement vide et nettoyé

Les demandeurs ont opté pour de la litière paillée composée d'anas de lin. En effet, cette litière possède une très grande capacité d'absorption permettant de maintenir le poulailler au sec pendant toute la ronde et de par ailleurs réduire les émissions d'ammoniac.

Il est à noter que les quantités nécessaires pour de telles litières sont réduites par rapport à celles constituées de paille de céréales.

Au niveau de l'exploitation du demandeur, la quantité utilisée pour les deux poulaillers est de l'ordre de 4.400 kg d'anas pour ronde, ce qui représente environ 31 tonnes annuellement, soit un volume total de l'ordre de 260 m³.

Avant le début de chaque ronde une couche uniforme d'environ 17 cm est déposée sur le sol bétonné, soit un volume d'environ 19 m³ pour chaque poulailler. C'est le seul et unique paillage qui a lieu pour un cycle complet d'engraissement.

Le demandeur entrepose dans le hangar agricole B3, situé en face des poulaillers, un volume de paille de lin nécessaire pour assurer la litière de 3 à 4 rondes.

Une fois le bâtiment paillé, le cycle peut recommencer avec l'arrivée de nouveaux œufs au stade de la fin d'incubation.

b) Surveillance de l'élevage

La surveillance du bon fonctionnement du bâtiment est assurée par l'exploitant plusieurs fois par jours.

En cas de panne, l'ordinateur central déclenche une alarme sonore installée sous le faite du local technique et envoie un signal d'alerte sur le GSM du M. Collin.

La surveillance du fonctionnement des poulaillers est donc permanente.

c) Mortalité

Dans ce type d'exploitation d'engraissement de poulets de chair, la mortalité est de 2 à 3 % selon les élevages. Dans le cas présent, elle est de l'ordre de 3 %. Les cadavres ramassés quotidiennement par l'exploitant sont stockés dans le dispositif réfrigéré I11.

Le clos d'équarrissage passe une fois par semaine pour assurer la vidange de ce dispositif.

4.5.3. Soins vétérinaires

Le suivi vétérinaire des poulaillers est assuré par la société Galluvet de Lummen. Cette société propose un service vétérinaire spécialisé en aviculture.

4.5.4. Horaires de fonctionnement

Les poulaillers étant fortement automatisés, ils ne nécessitent, en fonctionnement de routine, qu'un suivi quotidien effectué le plus souvent en milieu de journée. Les interventions tardives ne sont réalisées qu'en cas de problème.

Cependant, en fin de ronde, le chargement des poulets engraisés est réalisé de nuit. Le chargement des volailles est réalisé par des équipes professionnelles, qui placent 35 à 40 poulets dans des cages spéciales. Ces cages sont ensuite empilées et chargées dans un camion. Les opérations de chargement prennent environ 5 à 6 heures.

Les chargements nocturnes permettent d'attraper les volailles plus facilement et de se caler sur les horaires de fonctionnement des abattoirs, qui doivent être approvisionnés en animaux à la première heure.

4.5.5. Label

Pour les volailles, l'exploitation du demandeur adhère au système de gestion de la qualité intégrale mise en place dans le cadre de la filière Belplume. Cela signifie qu'il doit respecter le cahier des charges de cette filière. Sans entrer dans le détail de ce cahier des charges, on précisera que celui-ci porte sur les aspects suivants :

- les conditions de production, avec la prescription de différentes règles de travail et d'hygiène devant être respectées au niveau du poulailler, comme par exemple l'utilisation de vêtements spécifiques pour pénétrer dans l'élevage, le contrôle des visiteurs, etc.
- la prévention et le monitoring des zoonoses;
- la garantie des entreprises sous-traitantes et de services, avec par exemple la nécessité d'une certification GMP pour les fabricants d'aliments;
- la traçabilité, avec l'identification de l'ensemble de la filière.

Au niveau de l'exploitation, le respect du cahier des charges est contrôlé périodiquement par un organisme certificateur.

4.5.6. Surfaces agricoles

Outre les activités d'élevage, l'établissement intègre l'exploitation de terres agricoles affectées à la prairie ou à la culture. Sur base de la déclaration PAC de 2022, les superficies exploitées sont les suivantes :

- 44,31 hectares de prairies,
- 49,72 hectares de cultures.

Soit un total de 94,03 hectares.

4.6. GESTION DES EFFLUENTS

4.6.1. Gestion des effluents d'élevage

a) Généralités

La gestion des effluents agricoles est régie par le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'Eau, relatif notamment à la gestion durable de l'azote en agriculture.

C'est en fonction de ces dispositions que la situation de l'exploitation est établie pour la campagne 2021 par la Direction de la Protection de Sols du Service Public de Wallonie.

Les documents relatifs aux calculs officiels réalisés dans ce cadre sont repris en annexe 3 et établissent la liaison au sol de l'exploitation, telle que présentée ci-après.

Outre la problématique du lien au sol, la gestion des effluents impose également à chaque exploitant de disposer de capacités de stockage pour les différents types d'effluents produits.

b) Liaison au sol de l'exploitation

Sur base de l'AGW du 15 mars 2007, le Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, définit, en son annexe XXVI, des valeurs de production azotée par catégorie d'animaux. Sur cette base, la production totale de l'exploitation peut être établie en fonction du dénombrement du cheptel.

Le calcul établi dans ce cadre par la Direction de la Protection des Sols (DPS) au niveau de l'exploitation des demandeurs pour l'année 2021 quantifie la production d'effluents comme suit.

	Production kg N	Nombre	Production totale
Bovins de moins de 6 mois	10	31,33	313,3
Génisses 6-12 mois	28	14,52	406,56
Taurillons 6-12 mois	25	10,49	262,25
Génisses 1-2 ans	48	27,09	1300,32
Taurillons 1-2 ans	40	2,81	112,4
Vaches viandeuses	66	59,73	3942,18
Autres bovins + 2 ans	66	32,94	2174,04
Poulets	0,27	52000	14040
TOTAL			22551,05

Tableau 23 : production d'effluents au niveau de l'exploitation (kg N)

On notera que bien que l'étude concerne plus spécifiquement le site des poulaillers, les productions d'effluents résultant des activités des demandeurs intègrent bien évidemment celles du cheptel bovin détenu sur la ferme historique présentée en § 4.1.2.

On rappellera qu'il s'agit d'un cheptel moyen établi sur l'année. Cette valeur moyenne explique que ce dénombrement des bovins reprenne des valeurs avec des décimales.

D'autre part, pour la même année, les demandeurs exploitaient, en Wallonie, les superficies suivantes et disposaient des capacités d'épandage reprises au tableau suivant, en fonction des quantités maximales par hectare fixée par le PGDA.

	ha	Norme (kg N/ha)	Capacité (kg N)
SAU totale	93,69	170	15927,30
Prairies	42,51	230	9777,30
Cultures	51,18	115	5885,70
TOTAL zones vulnérables			15927,30
TOTAL hors zones vulnérables			15663,00

Tableau 24 : capacité d'épandage de l'exploitation (kg N)

Au total, cela représente **15.663 kg N** de capacité d'épandage sur base des normes les plus strictes, soient dans ce cas prévues celles hors zone vulnérable, étant donné que le parcellaire de l'exploitation se compose majoritairement de terres arables.

Sur cette base, l'exploitation se caractérise donc par un excédent d'effluent correspondant à une quantité de **6.888,05 kg N**.

Le demandeur dispose de contrats d'épandage et de pâturage avec des agriculteurs tiers afin de valoriser les excédents d'effluents provenant de l'exploitation. Ces contrats lui permettent de valoriser **10.748 kg N**, soit plus que l'excédent calculé.

L'exploitation est donc en ordre à ce niveau.

c) Mode de récolte et de stockage

Outre la problématique de la liaison au sol, la gestion des effluents pose également le problème de leur récolte et de leur stockage. La production volumétrique d'effluents au niveau de l'établissement peut être évaluée à **595 tonnes de fumier** de poulets par an pour les deux poulaillers.

Les fumiers de poulets ne sont pas stockés à la ferme mais dans les champs, en attendant les périodes autorisées à l'épandage. Il n'existe donc aucune infrastructure de stockage sur site, en dehors de la litière qui s'accumule au sein des poulaillers durant les rondes d'engraissement.

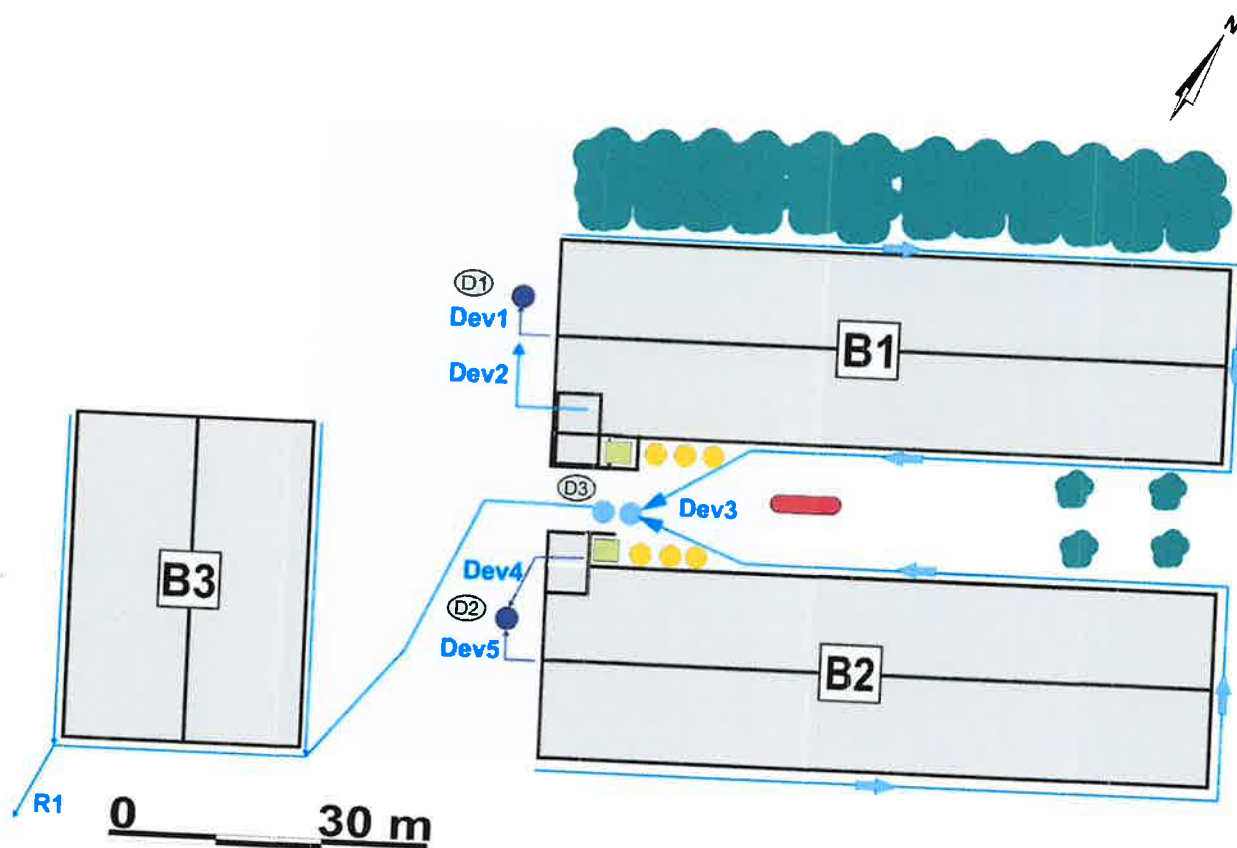


Figure 26 : modalités de déversement et de rejet des eaux

4.6.3. Gestion des déchets

Outre les effluents d'élevage, l'établissement ne produit que très peu de déchets. La gestion de ces déchets peut être présentée comme suit :

- Les animaux morts sont repris par le clos d'équarrissage. Il s'agit de la société Rendac. En attente de leur enlèvement, ils sont stockés temporairement dans la chambre froide I11.
- Les déchets médicamenteux pouvant résulter des soins aux animaux sont repris par le vétérinaire.
- Les déchets tout-venants sont repris par les exploitants pour être évacués par le service habituel de collecte.

5. EVALUATION DES INCIDENCES

5.1. INTRODUCTION

La demande à laquelle se rapporte la présente étude porte sur le renouvellement du permis d'exploiter d'un élevage de poulets de chair. Ce permis, délivré par la Députation permanente du Conseil provincial de Liège en 2002 porte sur une capacité totale de 59.000 poulets, supérieure à la capacité effective actuelle de l'établissement, de l'ordre de 49.600 places.

S'agissant uniquement d'un renouvellement d'autorisation, aucune extension ou modification de l'établissement actuel n'est envisagée dans le cadre de la présente demande.

L'évaluation des incidences développée ci-après porte donc sur l'exploitation des demandeurs, telle qu'elle se présente actuellement. Le cas échéant, elle doit toutefois également intégrer les impacts cumulatifs avec d'autres établissements présents à proximité.

En effet l'article D6 point 8° du Code de l'Environnement stipule que " l'étude d'incidences (...) doit décrire et évaluer les effets directs et indirects, synergiques et cumulatifs (...) d'un projet sur l'environnement."

5.2. CADRE LÉGAL

5.2.1. Introduction

De nombreux aspects liés à l'environnement ou l'aménagement du territoire font aujourd'hui l'objet de dispositions légales, via les impositions du Code de Développement Territorial (CoDT), du Code de l'Eau, du Code de l'Environnement ou encore des conditions générales ou sectorielles d'exploitation.

Préalablement à l'analyse des impacts effectifs de l'établissement sur son environnement proche, la conformité de celui-ci aux principales dispositions réglementaires applicables sur le plan environnemental fait l'objet des paragraphes suivants.

Dans un premier temps, avant d'examiner la conformité de l'établissement, le point suivant dresse le compte-rendu d'une obligation légale propre à la procédure d'évaluation des incidences lorsque celle-ci nécessite la réalisation d'une étude, à savoir la réunion d'information préalable. Ce compte-rendu permet d'apprécier le contexte local et les problèmes imputables à l'établissement tel que perçu par la population riveraine.

5.2.2. Réunion d'information préalable

Conformément aux dispositions des articles D29-5 et R41-3 du Code de l'Environnement, une réunion d'information a été organisée par le demandeur le 26 avril 2022 à 18h30, à la salle du Conseil Communal de Ouffet, rue du Village 3 à 4590 Ouffet.

Cette réunion a été présidée par Madame la Bourgmestre, Mme Mailleux-Cassart, accompagné de M. Massin, premier Echevin ainsi que par M. Imhauser, responsable du Service Urbanisme-Environnement.

Les demandeurs étaient présents pour exposer l'objet de leur demande. Le bureau EurECO, chargé de la réalisation de la présente étude était représenté par le chargé d'études Robert Bissot.

Aucun riverain n'assistait à la réunion mais il a été indiqué par les autorités communales qu'un courrier avait été reçu faisant état des problématiques suivantes.

1. Gestion des eaux pluviales
2. Gestion des eaux de rinçures
3. Problématique de nuisances olfactives
4. Problématique de la protection d'une conduite d'eau potable de la CILE

M. Collin a pris la parole et a apporté des précisions sur la problématique de la gestion des eaux de rinçure et de ruissellement. Le tableau suivant renvoie aux points de l'étude d'incidences traitant de ces différents aspects.

Points RIP	Renvoi EIE
Gestion des eaux usées	§ 5.3.3.
Gestion des eaux de toiture	§ 5.3.3.
Nuisances olfactives	§ 5.3.1.
Impact sur les infrastructures	§ 5.6.

Tableau 25 : correspondance des points abordés lors de la RIP

Le procès-verbal officiel de la réunion d'information est repris à l'annexe 2 de la présente étude d'incidences avec le courrier reçu avant la réunion.

Par ailleurs, comme le permet l'article R41-4 du Code de l'Environnement, dans les quinze jours suivant la réunion, la population avait encore la possibilité d'envoyer un courrier au Collège communal pour faire part de ses observations et remarques relatives au projet du demandeur. Aucun courrier supplémentaire n'a été envoyé dans ce cadre.

2. Permis d'exploiter délivré le 7 novembre 2002 pour 59.000 poulets d'engraissement.
3. Permis d'environnement délivré en date du 28 juillet 2011 concernant les modifications des conditions d'exploitation dans le cadre de la mise en conformité du permis existant avec la Directive européenne 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite IPPC.
4. Permis d'environnement délivré le 6 juillet 2015 couvrant le puits.
5. Permis unique délivré le 3 février 2020 pour une citerne de gaz propane de 9.100 l.

Sur base de la description de l'établissement reprise au chapitre 4, celui-ci se compose des rubriques suivantes au sens de l'actuelle législation sur le permis d'environnement. La plupart sont couvertes par les permis repris ci-avant mais certaines installations annexes ne sont pas spécifiquement désignées. Elles devront être reprises dans la demande de permis à introduire.

Rubriques	Intitulé	Classe	Permis
01.24.01.02.03.	Elevage de volailles - infrastructures d'hébergement de plus de 40.000 animaux	1	07.11.2002
01.49.01.01.01.	Dépôts en vrac ou en silos de céréales ou autres aliments d'une capacité de plus de 50 m ³ et de moins de 500 m ³ pour les silos verticaux	3	07.11.2002
01.49.01.01.03	Stockage en silo et/ou en vrac de céréales, de grains, d'autres produits alimentaires, d'une capacité supérieure à 50 m ³ pour les silos plats	3	Non
40.60.01.	Installation de combustion lorsque la puissance est supérieure à 0,1 MW et inférieure à 1 MW	3	07.11.2002
41.00.03.02.	Installation de prise d'eau non potabilisable, de plus de 3.000 m ³ /an	2	06.07.2015
50.50.01	Installations de distribution d'hydrocarbures liquides (55°C ≤ PE ≤ 100°C) pour véhicules à moteur destiné pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité sont comprise entre 3.000 et 25.000 litres	3	Non
63.12.07.02.	Dépôts de gaz butane/propane en réservoir fixe dont le volume est supérieur à 3.000 litres pour les réservoirs aériens et à 5.000 litres pour les réservoirs enterrés	2	03.02.20.
63.12.09.03.01.	Dépôt de liquide inflammable (55°C < PE < 100°C), d'une capacité comprise entre 3.000 et 25.000 litres	3	07.11.2002

Tableau 26 : installations classées de l'établissement

5.2.5. Conditions sectorielles

Certaines installations dont dispose l'établissement font l'objet de conditions sectorielles ou intégrales d'exploitation adoptées par le Gouvernement wallon. La conformité de l'exploitation du demandeur à ces différentes conditions est examinée ci-après.

a) Elevages avicoles (rubriques 01.24)

Le Gouvernement wallon n'a pas défini de conditions sectorielles pour les élevages avicoles relevant de la première ou de la deuxième classe, au sens de la liste des installations classées.

Toutefois, des conditions intégrales ont été définies pour les élevages de classe 3, soit ceux de faible capacité, à savoir :

- les élevages de moins de 1.500 volailles situés en zone d'habitat ou à moins de 300 m d'une habitation de tiers existante sauf si elle est sise en zone agricole, d'une zone d'habitat, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires comprenant une construction dans laquelle une ou de(s) personne(s) séjourne(nt) habituellement ou exerce(nt) une activité régulière, d'une zone de loisirs, ou d'une zone destinée au logement et à la résidence par un SOL au sens de l'article D.II. 1 1 du CoDT ;
- les élevages de moins de 20.000 animaux pour les autres situations que celles définies ci-avant.

Ces conditions ont fait l'objet de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 22 décembre 2005. Elles ne s'appliquent toutefois pas légalement aux installations d'engraissement de poulets de chair de classe 2 ou de classe 1. Néanmoins, s'agissant d'élevages de taille plus importante que ceux de classe 3, il semble logique qu'ils s'inscrivent également dans les conditions proposées. La conformité du projet à ces conditions est examinée à titre indicatif, pour les aspects pertinents

Article AGW	Disposition	Conformité des poulaillers
3.1.	(...) tout nouveau bâtiment ou toute nouvelle infrastructure d'hébergement d'animaux ne peut être implanté à moins :	Conforme
	- de 10 m d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;	
	- de 20 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre de volailles hébergées dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est inférieur ou égal à 2000;	
	- de 60 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre de volailles hébergées dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est supérieur à 2000.	
4	Tout bâtiment ou toute infrastructure d'hébergement d'animaux est positionné ou à défaut, aménagé de manière à bénéficier d'une aération naturelle optimale. Au besoin, une ventilation mécanique avec un dispositif de régulation du débit d'air en fonction de la température est installée dans les bâtiments d'hébergement	Conforme

5	Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux est couvert et conçu ou adapté de manière à répondre notamment aux exigences du type d'élevage.	Conforme
6.1	Tous les sols des bâtiments et des infrastructures d'hébergement des animaux, ainsi que toutes les aires de parcours ou d'attente en dur non couvertes fréquentées régulièrement par les animaux, à l'exception des aires de passage, sont étanches et maintenus en parfait état d'étanchéité.	Conforme
6.2	La pente des sols étanches permet l'écoulement des jus d'écoulement et des eaux de nettoyage vers des infrastructures de stockage étanches et de capacité suffisante, si nécessaire par des canalisations étanches et en parfait état de fonctionnement.	Conforme
6.4	Les sols, les aires et les ouvrages de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.	Conforme
7	Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durs, stables dans le temps et facilement lavables.	Conforme
8	Les infrastructures de stockage des effluents d'élevage, et des jus d'écoulement sont construites ou aménagées conformément aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.	Conforme
9.1	Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux font l'objet de nettoyages et éventuellement de désinfections régulièrement au moyen de produits adéquats.	Conforme
9.2	S'il y a présence d'une litière, celle-ci est suffisante, saine et régulièrement renouvelée.	Conforme
10	L'exploitant veille à l'entretien et à la propreté du lieu de stockage des cadavres d'animaux.	Conforme
11	Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont notamment l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.	Conforme
12	Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soin aux animaux et de désinfection sont stockés dans des endroits réservés à cet usage et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel. Ces produits sont agréés et leur utilisation respecte les normes en vigueur.	Conforme
13	Les aliments pour animaux sont entreposés dans des endroits spécifiques ou dans des silos.	Conforme
14	Des mesures nécessaires et efficaces sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.	Conforme
15	Les précautions sont prises pour assurer la sécurité du public et des personnes présentes au sein de l'exploitation et si nécessaire pourvoir à son évacuation rapide et sans danger. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.	Conforme
18	Tout rejet direct ou indirect de fertilisants et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.	Conforme
19	Le stockage et la manutention des fertilisants, des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement, de même que l'épandage des fertilisants sont conformes aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.	Conforme
20	Sans préjudice de l'application d'autres législations, les eaux pluviales collectées sur les toitures sont évacuées par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.	Conforme
21	L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour limiter les émissions d'odeurs provenant des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux ou des installations annexes. Le système de ventilation éventuel des bâtiments d'hébergement d'animaux est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié en direction des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers.	Conforme

22	Dans le cas d'une évacuation canalisée dans l'atmosphère, l'air rejeté respecte la valeur limite suivante : poussières totales : 50 mg/Nm ³ .	Conforme
23.2	L'exploitant avise un collecteur agréé pour l'enlèvement des cadavres d'animaux sans délai et au plus tard dans les 24 heures de la mort d'un animal. Dans l'attente de leur enlèvement, les cadavres d'animaux sont conservés dans un dispositif fermé et étanche, placé dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées.	Non conforme
25	L'exploitant tient les relevés des enlèvements de cadavres fournis par le collecteur ou le transporteur agréé.	Conforme

Tableau 27 : examen des conditions intégrales – élevages avicoles

L'établissement est donc globalement conforme aux conditions intégrales, si ce n'est pour l'article 23.2, le clos d'équarrissage ne passe pas dans les 24 heures mais toutes les semaines. Les cadavres sont toutefois placés dans un dispositif de stockage réfrigéré.

c) Installation de prise d'eau non potabilisable (rubrique 41.00.03.03.)

Les installations de prise d'eau relevant de la rubrique référencée ci-dessus sont des installations de classe 3 au sens de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 4 juillet 2002 définissant la liste des installations classées. Des conditions intégrales ont été définies pour ces installations par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 16.07 2015.

La conformité du puits existant à ces conditions peut être présentée comme suit.

Article AGW	Disposition	Conformité
3	La zone de prise d'eau est aménagée de manière à ce que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie. Les parties non bâties de la zone de prise d'eau sont aménagées de manière à empêcher toute contamination des eaux.	Conforme
4	L'ouvrage de prise d'eau, les piézomètres éventuels, ainsi que tout ouvrage annexe nécessaire à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, sont réalisés et aménagés de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée. Les caractéristiques des matériaux utilisés garantissent de façon durable la qualité des ouvrages et des eaux souterraines.	Conforme
5	Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, son accès est défendu à toute personne non autorisée par l'exploitant au moyen d'un dispositif étanche comportant un couvercle ou une porte et muni d'un système de fermeture à clef. L'ouvrage de prise d'eau est équipé d'un repère altimétrique identifié comme tel, inamovible, inaltérable, bien visible.	Non-conforme
6	L'ouvrage de prise d'eau est équipé d'un compteur d'eau.	Conforme
7	Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, il est équipé: 1° d'un dispositif permettant la prise d'échantillons représentatifs de l'eau brute; 2° d'un dispositif de mesure du niveau d'eau	Conforme
9	Sont interdites dans la zone de prise d'eau, toute activité et installation autres que celles nécessaires à l'usage de la prise d'eau.	Conforme

11	L'exploitant place là où il est possible de pénétrer dans la zone de prise d'eau une enceinte visant à en interdire l'accès pour autant que la zone de prise d'eau ne soit pas incluse dans une enceinte plus large protégée contre les intrusions.	Non conforme
12	Un panneau conforme au modèle visé à l'annexe I ^{re} est apposé de manière à être visible depuis tous les accès à la zone de prise d'eau.	Non conforme
17	L'eau prélevée est évacuée au moyen de conduites étanches à une distance suffisante de manière à éviter toute stagnation ou infiltration.	Conforme
25	L'exploitant de la prise d'eau est tenu de déclarer annuellement et au plus tard pour le 31 mars le volume d'eau prélevé au cours de l'année précédente à l'Administration.	Conforme
26	L'exploitant relève le niveau de l'eau dans le puits et/ou dans les piézomètres une fois par mois. Le résultat de ces relevés et celui des relevés de comptage des volumes sont immédiatement consignés dans un registre ad hoc, accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Administration à tout moment pour consultation sur les lieux de l'exploitation	Non Conforme

Tableau 35 : examen des conditions intégrales – prises d'eau

Le puits foré de l'exploitation fait l'objet de quelques non-conformités administratives mais dispose d'une zone de prise d'eau, d'une chambre de visite fermée et d'un compteur.

c) Installations de distribution d'hydrocarbures (rubrique 50.50.01.)

Les installations de distribution d'hydrocarbures relevant de la rubrique référencée ci-dessus sont des installations de classe 3 au sens de l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 4 juillet 2002 définissant la liste des installations classées et des projets soumis à étude d'incidences. Des conditions intégrales d'exploitation ont été définies pour ces installations par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 29 novembre 2007. La conformité des installations de l'établissement à ces conditions est la suivante.

Article AGW	Disposition	Conformité
4	La stabilité et la fixation des réservoirs sont assurées en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent provoquer leur renversement ou leur rupture.	Conforme
5	Chaque réservoir est équipé d'un système permettant un arrêt automatique de l'approvisionnement lorsque le réservoir a atteint 98 % de sa capacité nominale.	Conforme
6	Les réservoirs double paroi sont équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent équipé d'un système d'alarme visuel et sonore qui se déclenche en cas de perte d'étanchéité d'une des parois.	Sans objet
7	Tous les accessoires tels que tuyauteries, vannes et pompes sont situés à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.	Conforme
8	Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries et empêcher la diffusion d'hydrocarbures dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux liquides combustibles. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible. Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.	Conforme
9	Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.	Sans objet

10	Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre et qui est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet. Cet évent est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression à l'intérieur du réservoir.	Conforme
11	Les orifices de remplissage du réservoir ou de la canalisation sont équipées d'un dispositif à vis ou équivalent permettant d'assurer l'étanchéité de la connexion réservoir/camion.	Conforme
13	Le pistolet de distribution est muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.	Conforme
14	Les opérations de ravitaillement des véhicules à moteur et des réservoirs mobiles sont effectuées sur l'aire de ravitaillement. L'aire de ravitaillement est aménagée de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels d'hydrocarbures. L'aire de ravitaillement est reliée à un séparateur d'hydrocarbures (Dérogation Article 17). § 2. L'aire de ravitaillement est une aire imperméable. L'aire de ravitaillement comprend au minimum la portion de l'aire de roulage limitée au périmètre déterminé par une distance par rapport au point de distribution de carburant, équivalente à la longueur du flexible auquel est fixé le pistolet du distributeur augmentée d'un mètre. Cette distance ne peut être inférieure à 3 mètres. § 3. Lors du remplissage des réservoirs des véhicules, ceux-ci sont placés à l'aplomb de l'aire de ravitaillement.	Conforme
15	Lorsque les orifices de remplissage ne sont pas placés dans une enceinte de protection imperméable, une aire de remplissage imperméable de minimum 4 mètres sur 2 mètres est aménagée autour des orifices de remplissage des réservoirs fixes, de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels d'hydrocarbures. Lors du remplissage des réservoirs fixes, le camion-citerne se place à l'intérieur des limites de propriété et le collecteur de connexion du camion-citerne se positionne au-dessus de l'aire de remplissage.	Conforme
19	Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiqués : 1° le numéro et l'année de construction du réservoir; 2° le produit que contient le réservoir; 3° le volume du réservoir exprimé en litres.	Conforme
20	Le soutirage s'effectue par le haut du réservoir.	Conforme
21	Le jaugeage s'effectue par la partie supérieure des réservoirs.	Conforme
31	Avant la mise en service, une épreuve d'étanchéité est effectuée sur l'ensemble de l'installation par un expert compétent.	Conforme
37	Il est interdit d'effectuer le ravitaillement de véhicules sans avoir au préalable procédé à l'arrêt du moteur. Cette interdiction est visiblement affichée sur chaque distributeur de carburant.	Non-Conforme
38	Au moins un interrupteur général mettant hors tension le distributeur de carburant se trouve en un endroit facilement accessible par l'exploitant ou son préposé et les tiers et est bien signalé.	Conforme
40	Les réservoirs sont implantés au niveau du sol.	Conforme
41	Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN EN 12.285-2 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi et NBN I.03.002 pour le transport, l'installation et le raccordement ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente reconnue par l'Office wallon des déchets.	Sans objet
47	Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides combustibles.	Sans objet
48	Les tubes de niveau en verre ou en plastique, placés à l'extérieur du réservoir, sont interdits.	Conforme

Tableau 28 : examen des conditions intégrales - distribution d'hydrocarbures

5.2.6. Directive IED

a) Généralités

En Europe, les modèles de consommation et plus en amont les modèles de production (industrielle ou autre) n'entrent pas toujours dans le cadre du développement durable et ce même si de nombreux progrès ont été accomplis.

Cependant, les processus de production industrielle représentent toujours une part importante de la pollution totale en Europe (pour des polluants tels que les gaz à effet de serre, les substances acidifiantes, les composés organiques volatils et les déchets).

Il est donc primordial de continuer à réduire leur contribution au développement non durable. En outre, il est beaucoup plus facile de changer les modèles de production d'environ vingt mille entreprises que de changer les modèles de consommation de centaines de millions de citoyens à travers l'Union européenne.

Dans ce cadre, l'Union européenne a établi une série de règles communes sur l'octroi d'autorisations aux installations industrielles. Ces règles sont exposées dans une directive de 1996 appelée "Directive IPPC" (IPPC signifie « Integrated Pollution Prevention and Control »). Directive n°96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, JOCE n° L 257 du 10 octobre 1996)

Elle a été actualisée en 2008 par la Directive n°2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. En date du 24 novembre 2010, les dispositions de cette directive ont été remplacées par celles de la Directive n°2010/75/UE sur les émissions industrielles dite "Directive IED".

Cette modification a été transposée dans le droit wallon par l'AGW du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne les émissions industrielles.

Le principe reste toutefois semblable c'est-à-dire obliger les Etats membres à fournir aux exploitations industrielles et agricoles concernées un permis d'environnement basé sur le concept des Meilleures Techniques Disponibles (MTD ou BAT, Best Available Technologies).

A cet égard, les directives appelées « BAT reference document » ou « BREF » synthétisent quelles sont les meilleures techniques disponibles. Au niveau de l'agriculture, l'annexe 1 de la Directive 2010/75/UE reprend les installations suivantes:

Élevage intensif de volailles ou de porcs:

- avec plus de 40.000 emplacements pour les volailles;
- avec plus de 2.000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg);

- avec plus de 750 emplacements pour les truies.

Les établissements comprenant ce type d'installations sont dès lors soumis aux dispositions de la Directive IED.

En ce qui concerne le projet faisant l'objet de la présente étude, les installations d'élevage de volailles entrent dans le champ d'application de la Directive IED.

On signalera que les MTD concernant les poulaillers ont été déterminées en juillet 2003, à Séville par un groupe de travail européen. Elles sont reprises dans le « Reference Document on Best Available Techniques for Intensive Rearing of Poultry and Pigs ».

Il s'agit du BREF portant le code ILF. Une révision de ce BREF a toutefois été effectuée et les conclusions sur l'évolution des MTD applicables aux élevages de porcs et de volailles ont été adoptées par l'Union Européenne dans la Décision d'Exécution UE 2017/302 du 15 février 2017.

b) Exploitation du demandeur

Les dossiers de demande de permis relatifs à des établissements IED comme celui du demandeur doivent faire l'objet d'un dossier technique analysant le fonctionnement de l'établissement considéré en relation avec les MTD en vigueur.

Le dossier technique du demandeur a été établi en 2020 et envoyé à l'administration dans le cadre de la procédure de révision des MTD initiée par la Décision UE 2017/302.

De manière synthétique, la compatibilité de l'établissement aux MTD définies par la décision UE 2017/302 du 15 février 2017 peut être présentée conformément au tableau suivant.

N°	Conclusions	MTD	Application	Appliqué
1.	Conclusions générales			
1.1	SME	1	Toutes	NON, inadapté à l'exploitation
1.2	Bonne organisation interne	2	Toutes	TOUTES
1.2.a	Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités			Implantation isolée en zone agricole
1.2.b	Éduquer et former le personnel			Oui, non formalisé
1.2.c	Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus			Oui, procédure d'appel des services de secours et des autorités communales
1.2.d	Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements			Oui, non formalisé
1.2.e	Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.			Stockage des cadavres en dispositif réfrigéré
1.3	Gestion nutritionnelle			
1.3.1	Gestion nutritionnelle - Azote	3	Une ou plusieurs	PLUSIEURS
1.3.1.a	Azote - Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles.			Moins de 21 % via accroissement céréales incorporées
1.3.1.b	Azote - Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.			Alimentation multi-phase
1.3.1.c	Azote - Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.			Non
1.3.1.d	Azote - Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.			Non
1.3.2	Gestion nutritionnelle - Phosphore	4	Une ou plusieurs	UNE
1.3.2.a	Phosphore - Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.			Alimentation multi-phase
1.3.2.b	Phosphore - Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase).			Utilisation de phytase
1.3.2.c	Phosphore - Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.			Non
1.4.	Utilisation rationnelle de l'eau	5	Plusieurs	PLUSIEURS
1.4.a	Tenir un registre de la consommation d'eau.			Oui, non formalisé
1.4.b	Détecter et réparer les fuites d'eau.			Oui

1.4.c	Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements.			Oui
1.4.d	Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphonides, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).			Oui, cup/ pipettes ad libitum
1.4.e	Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.			Oui
1.4.f	Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.			Non
1.5	Emissions dues aux eaux résiduaires	6		
1.5.1	Emissions dues aux eaux résiduaires - Production			PLUSIEURS
1.5.1.a	Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduites que possible.		Plusieurs	Oui, pas d'animaux dans les cours
1.5.1.b	Limiter le plus possible l'utilisation d'eau.			Oui
1.5.1.c	Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement.			Oui, réseau séparatif
1.5.2	Emissions dues aux eaux résiduaires - Rejet	7		PLUSIEURS
1.5.2.a	Évacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier.			Oui, les eaux de nettoyage vers les citernes D1-D2
1.5.2.b	Traiter des eaux résiduaires		Une ou plusieurs	Non
1.5.2.c	Épandage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.			Oui
1.6	Utilisation rationnelle de l'énergie	8		PLUSIEURS
1.6.a	Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité.			Oui
1.6.b	Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air.		Plusieurs	Non
1.6.c	Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement.			Oui, 6 cm PUR dans les panneaux sandwich de parements
1.6.d	Utilisation d'un éclairage basse consommation			Oui, néons réglables basse consommation
1.6.e	Utilisation d'échangeurs de chaleur.			Non
1.6.f	Utilisation de pompes à chaleur pour récupérer la chaleur.			Non

1.6.g	Récupération de chaleur au moyen de sols recouverts de litière chauffés et refroidis (système combideck).			Non
1.6.h	Mise en œuvre d'une ventilation statique.			Non
1.7	Emissions sonores			
1.7.1	Plan de gestion du bruit	9	Toutes	Non ; Pas de nuisances sonores avérées
1.7.2	Réduction des émissions sonores	10	Une ou plusieurs	PLUSIEURS
1.7.2.a	Maintenir une distance appropriée entre l'unité/l'installation d'élevage et les zones sensibles			Oui, habitations à 380 m
1.7.2.b	Emplacement des équipements			Oui, ventilateurs en toiture et en pignon ; à l'opposé des premières habitations
1.7.2.c	Mesures opérationnelles		Une ou plusieurs	PLUSIEURS
	- fermeture des portes et principaux accès du bâtiment, en particulier lors de l'alimentation des animaux;			Oui
	- utilisation des équipements par du personnel expérimenté;			Oui
	- renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit et le week-end;			Non, chargement
	- précautions pour éviter le bruit pendant les opérations d'entretien.			Oui
	- utiliser les convoyeurs et les auges à pleine charge;			Sans objet
	- limiter le plus possible la taille des zones de plein air racless afin de réduire le bruit des tracteurs racless.			Sans objet
1.7.2.d	Equipements peu bruyants			Oui
1.7.2.e	Dispositifs antibruit			Non
1.7.2.f	Réduction du bruit			Non
1.8	Emissions de poussières	11	Une ou plusieurs	PLUSIEURS
1.8.a	Réduire la formation de poussières à l'intérieur des bâtiments d'élevage. À cet effet, il est possible de combiner plusieurs des techniques suivantes :			PLUSIEURS
	- utilisation d'une matière plus grossière pour la litière			Oui, anas de Lin
	- Appliquer la litière fraîche par une technique entraînant peu d'émissions de poussières			Pas de système spécifique
	- mettre en œuvre l'alimentation ad libitum;			Oui
	- Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche;			Non, aliments secs
	- Équiper de dépoussiéreurs les réservoirs d'aliments secs à remplissage pneumatique;			Oui, poussières aspirées par camion souffleurs de livraison des aliments

	- Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment.		Une ou plusieurs	Oui, principalement extracteurs basse vitesse
1.8.b	Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment en appliquant une des techniques suivantes:			Une
	- Brumisation d'eau			Oui
	- Pulvérisation d'huile			Non
	- Ionisation			Non
1.8.c	Traitement de l'air évacué au moyen d'un système d'épuration d'air			Non

1.9	Odeurs			
1.9.1	Plan de gestion des odeurs	12	Toutes	NON, pas de nuisances avérées
1.9.2	Réduction des odeurs	13	Plusieurs	PLUSIEURS
1.9.2.a	Maintenir une distance appropriée entre l'unité/l'installation d'élevage et les zones sensibles			Oui, habitations à 380 m
1.9.2.b	Utiliser un système d'hébergement qui met en œuvre un ou plusieurs des principes suivants:			PLUSIEURS
	- maintenir les surfaces et les animaux secs et propres			Oui, litière sèche
	- réduire la surface d'émission des effluents d'élevage			Non
	- évacuer fréquemment les effluents d'élevage vers une cuve ou fosse extérieure (couverte);			Non, pas de stockage en fosse
	- réduire la température des effluents d'élevage et de l'air intérieur;			Non
	- réduire le débit et la vitesse de l'air à la surface des effluents d'élevage;			Oui, extracteurs basse vitesse
	- maintenir la litière sèche et préserver les conditions d'aérobiose dans les systèmes à litière.			Oui, litière sèche
1.9.2.c	Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes:			PLUSIEURS
	- augmentation de la hauteur des sorties d'air			Oui extracteurs en toiture
	- augmentation de la vitesse de ventilation de la sortie d'air verticale;			Oui extracteurs haute vitesse en toiture
	- mise en place de barrières extérieures efficaces afin de créer des turbulences dans le flux d'air sortant;			Non
	- ajout de déflecteurs sur les sorties d'air situées dans la partie basse des murs afin de diriger l'air évacué vers le sol;			Non
	- dispersion de l'air évacué sur le côté du bâtiment d'hébergement qui est le plus éloigné de la zone sensible;			Oui

	- alignement de l'axe du faîtage d'un bâtiment à ventilation statique perpendiculairement à la direction du vent dominant.			Sans objet
1.9.2.d	Utiliser un système d'épuration d'air			Non
1.9.2.e	Stockage des effluents d'élevages :			Sans objet, pas de stockage
	- Couvrir les effluents d'élevages solides			
	- Choisir l'emplacement en tenant compte de la direction du vent			
	- Réduire l'agitation du lisier			
1.9.2.f	Traiter les effluents d'élevage avant ou pendant l'épandage		Plusieurs	Non
1.9.2.g	Epandage des effluents d'élevage			Oui, incorporation des fumiers poulets
	- rampe à pendillards, injecteur ou enfouisseur pour l'épandage du lisier			
	- Incorporation des effluents d'élevage le plus tôt possible			

1.10	Emissions dues au stockage des effluents d'élevage solides			
1.10.1	Emissions atmosphériques d'ammoniac	14	Une ou plusieurs	UNE
1.10.1.a	Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides			Oui
1.10.1.b	Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides			Non
1.10.1.c	Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar			Non
1.10.2	Emissions dans le sol et rejets dans l'eau	15	Plusieurs	PLUSIEURS
1.10.2.a	Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar			Oui, stockage temporaire de la litière dans les poulaillers
1.10.2.b	Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides			Non
1.10.2.c	Stocker les effluents d'élevage solides sur une aire imperméable équipée d'un système de drainage et d'un réservoir de collecte des jus d'écoulement			Non
1.10.2.d	Choisir une installation d'une capacité suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant laquelle l'épandage n'est pas possible			Non
1.10.2.e	Stocker les effluents d'élevage solides en tas dans les champs, à l'écart des cours d'eau de surface et/ou souterrains susceptibles de recueillir le ruissellement			Oui
1.11	Emissions dues au stockage du lisier (sans objet)			
1.12	Traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage	19	Une ou plusieurs	Non
1.12.a	Séparation mécanique du lisier			Sans objet
1.12.b	Installations de méthanisation			Non
1.12.c	Tunnel extérieur pour le séchage des effluents d'élevage (fientes de poules)			Sans objet
1.12.d	Digestion anaérobie du lisier			Sans objet
1.12.e	Nitrification-dénitrification du lisier			Sans objet

1.12.f	Compostage des effluents d'élevage solides			Non
1.13	Épandage des effluents d'élevage			
1.13.1	Réduction de rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens	20	Toutes	TOUTES
1.13.1.a	Évaluation du terrain d'épandage			Oui
1.13.1.b	Maintenir une distance appropriée entre les champs d'épandage et les zones à risques de ruissellement, les cours d'eau et les propriétés voisines			Oui
1.13.1.c	Éviter l'épandage lorsque le risque de ruissellement est trop élevé			Oui
1.13.1.d	Adapter le taux d'épandage des effluents en fonction de la teneur en azote et en phosphore des effluents			Oui
1.13.1.e	Synchroniser l'épandage des effluents avec la demande en éléments nutritifs des cultures			Oui
1.13.1.f	Inspecter les champs d'épandage pour prévenir les risques de ruissellement			Oui
1.13.1.g	Garantir un accès adéquat à l'installation de stockage des effluents et veiller à ce que le chargement des effluents puisse se faire sans perte			Oui
1.13.1.h	Vérifier que les machines d'épandage fonctionnent bien			Oui
1.13.2	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac pendant l'épandage de lisier	21		Sans objet
1.13.3	Incorporation rapide des effluents dans le sol afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac	22		Oui

1.14	Emissions résultant de l'ensemble du processus de production	23		Non, pas de suivi systématique
1.15	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé			
1.15.1	Surveiller l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage par calcul ou analyse	24		Oui, calcul annuel du taux de liaison au sol
1.15.2	Surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac	25		Oui, calcul par facteurs d'émissions
1.15.3	Surveiller périodiquement les odeurs	26		Sans objet, pas de nuisance avérée
1.15.4	Surveiller les émissions de poussières	27		Oui, calcul par facteurs d'émissions
1.15.5	Surveiller les émissions d'ammoniac, de poussières et/ou d'odeurs provenant de bâtiments équipés d'un système d'épuration d'air	28		Sans objet, pas d'impact en zone sensible
1.15.6	Surveiller les consommations d'eau, d'énergie etc	29	Toutes	TOUTES
1.15.6.a	Consommation d'eau			Oui - compteur
1.15.6.b	Consommation d'électricité			Oui - factures
1.15.6.c	Consommation de combustible			Oui - factures
1.15.6.d	Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès			Oui - factures
1.15.6.e	Consommations d'aliments			Oui - factures

1.15.6.f	Production d'effluents d'élevage			Oui - calcul LS
2	Conclusions sur les MTD pour l'élevage intensif de porcs			Sans objet
3	Conclusions sur les MTD pour l'élevage intensif de volailles			
3.1	Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de poulets de chair	32	Une ou plusieurs	PLUSIEURS
3.1.a	Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas			Oui
3.1.b	Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur			Oui
3.1.c	Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas			Sans objet
3.1.d	Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé			Sans objet
3.1.e	Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi			Non
3.1.f	Utilisation d'un système d'épuration d'air			Non

Tableau 29 : meilleures techniques disponibles

L'examen du tableau précédent montre que l'exploitation du demandeur reprend globalement bon nombre de meilleures techniques disponibles définies par la Décision UE 2017/302. Hormis les MTD n'ayant pas d'objet dans le cadre de l'établissement considéré, on notera que celui-ci ne satisfait pas aux MTD suivantes.

MTD 1 : Mise en place d'un système de management environnemental (SME)

Les SME sont des instruments technico-administratifs assez lourds à mettre en œuvre. Ils nécessitent de définir une politique environnementale, d'établir des objectifs et d'implémenter le système de management environnemental proprement dit qui formalise les pratiques en matière d'environnement en établissant et en diffusant des procédures et des instructions de travail. Le fonctionnement général du SME est également défini par des procédures mais également par le manuel environnemental.

Il est complété par la surveillance et le mesurage des performances environnementales de l'entreprise permettant de détecter toute déviance ayant un impact environnemental ainsi que par des audits internes et externes qui permettent de constater le non-respect éventuel des exigences environnementales (non-conformité) et d'établir des rapports servant de base à des actions d'amélioration.

Ces systèmes sont adaptés aux entreprises industrielles disposant d'installations multiples et de personnel devant disposer d'instructions claires et formalisées.

En Région wallonne, la plupart des élevages dit "industriels" et relevant de la classe 1 dans la liste des installations classées ne sont que des élevages intensifs s'inscrivant dans des exploitations fonctionnant toujours selon un mode familial. La formalisation administrative de certaines modalités d'exploitation y est en conséquence plus difficile à mettre en œuvre.

D'une manière générale, la mise en place d'un SME à l'échelle d'une exploitation agricole familiale wallonne apparaît comme une option inadaptée aux spécificités régionales. Les considérations techniques relatives à l'applicabilité reprises dans la Décision UE 2017/302 stipulent d'ailleurs que la portée et la nature du SME dépendent de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation d'élevage considérée.

MTD 9 : Mise en place d'un plan de gestion de bruit

L'applicabilité de cette MTD, telle que spécifiée dans la Décision UE 2017/302, ne vise que les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans les zones sensibles. Dans le cas présent, comme exposé au § 5.4., cette problématique n'est pas particulièrement sensible et ne nécessite pas la mise en place de la MTD considérée. Une attention mérite toutefois d'être portée aux chargements nocturnes.

MTD 12 : Mise en place d'un plan de gestion des odeurs

De la même manière que pour la MTD 9 ci-avant, l'applicabilité spécifiée dans la Décision UE 2017/302 ne vise que les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans les zones sensibles. Le § 5.3.1. repris ci-après évalue cette problématique et montre que, compte tenu du respect des valeurs de référence applicables, un plan spécifique n'est pas nécessaire.

MTD 19 : Traitement des effluents d'élevage dans l'installation

Pour les installations d'engraissement de poulets produisant des fumiers (mélange de pailles et de déjections), les deux techniques de traitement possible sont la digestion anaérobie et le compostage. L'applicabilité de ces deux techniques, telle que spécifiée dans la Décision UE 2017/302, n'est pas assurée dans le cas présent.

En effet, aucune installation de digestion d'effluents agricoles ne se trouve à proximité et l'implantation in situ d'une telle installation représente un investissement sortant du cadre du projet. Le compostage est quant à lui envisagé quand il n'est pas possible de transporter et d'épandre les effluents à un coût raisonnable, ce qui ne correspond pas au cas présent.

Il faut en outre ajouter que les fumiers de poulets constituent un amendement aujourd'hui très recherché et parfaitement valorisé dans des zones de grande culture, telle qu'il en existe à proximité de l'exploitation du demandeur.

La mise en place de la MTD 19 ne semble donc pas appropriée au cas présent.

MTD 23 : Estimation de la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue par l'application des MTD

La réduction des émissions atmosphériques sous-tend bon nombre de MTD. L'évaluation précise des abattements à attendre à l'échelle d'une exploitation nécessite la mise en œuvre d'un protocole d'étude complexe sortant du cadre des coûts d'exploitation admissibles.

Une évaluation théorique peut toujours être réalisée mais n'apportera pas d'information ciblée sur l'exploitation concernée et ne sera porteuse d'aucune plus-value environnementale.

Cette MTD est inappropriée aux spécificités régionales du secteur. Toutefois, un suivi intérieur des émissions d'ammoniac pourrait être mis en place.

c) Rapport de base

Enfin, on soulignera que depuis l'entrée en vigueur en 2014 de la Directive 2010/75/UE, les nouveaux établissements IED doivent faire l'objet d'un rapport de base.

Ce rapport décrit l'état du sol et des eaux souterraines, avant la mise en service d'un nouvel établissement IED ou avant la première actualisation des autorisations d'un établissement IED existant suite à la publication des conclusions sur les MTD.

Ce rapport de base est réalisé conformément au décret sols par un expert spécifiquement agréé. Il est ensuite utilisé comme référence pour la comparaison aux résultats de la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines, prescrite dans le permis d'environnement, et lors de la cessation de l'activité IED.

Dans un premier temps, les établissements IED du secteur agricole ont été logiquement dispensés de ce rapport. En effet, ces établissements s'implantent systématiquement sur des terres agricoles n'ayant historiquement fait l'objet d'aucune autre affectation. Sans préjudice pour les exploitants, on peut donc considérer une situation de départ saine du point de vue des sols et l'absence de pollutions historiques par des substances dangereuses pertinentes.

Toutefois, d'un point de vue juridique, il semble que l'exemption de ce rapport ne soit pas possible, sauf si une étude d'orientation, au sens du décret sur la gestion des sols, a été préalablement réalisée. Les dossiers de demande de permis visant à faire autoriser une nouvelle installation IED, doivent donc comprendre ce rapport.

Dans le cas présent, ce rapport a déjà été effectué en 2020 et transmis à l'administration.

5.2.7. Bien-être des animaux

Actuellement, la densité des animaux pris en compte dans les bâtiments d'élevage de volailles dits standard est de l'ordre de 20 à 23 animaux par m².

Néanmoins, en date du 13 juin 2010, un Arrêté Royal a fixé des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande. Cet arrêté, qui transpose la Directive européenne 2007/43/CE, s'applique à l'établissement du demandeur.

Il prévoit, en son annexe 1, différentes dispositions générales en termes de ventilation, chauffage, luminosité, contrôle quotidien, qui sont suivies au niveau de l'établissement faisant l'objet de la présente étude. L'article 3 de l'arrêté définit par ailleurs des densités maximales d'occupation des poulaillers. Celles-ci ne sont pas établies en nombre d'animaux par unité de surface mais en kilo de poids vifs par unité de surface. Les densités autorisées sont les suivantes :

- Norme de base : maximum de 33 kg/m²
- Norme maximale sous condition de l'annexe 2 de l'arrêté : 39 kg/m²
- Norme maximale sous condition des annexes 2 et 5 de l'arrêté : 42 kg/m²

Pour une exploitation comme celle du demandeur, en l'absence d'interventions liées aux dispositions de l'AGW considéré, la densité en fin de ronde serait de l'ordre de 21 animaux par m² compte tenu de la mortalité.

Cela correspond, compte tenu du poids des poulets la dernière semaine tel que présenté au tableau 30 du § 4.5.1., à 47,250 kg/m². Cette densité est donc trop importante et non conforme aux dispositions de l'Arrêté royal.

Le taux d'occupation des poulaillers doit donc, en fin de ronde, être revu à la baisse.

Le demandeur dispose des dérogations nécessaires pour exploiter son installation selon un remplissage supérieur à celui de la norme de base. En effet, les conditions de l'annexe 2 sont respectées. Elles portent sur les modalités de ventilation et de climatisation des installations d'hébergement, de manière à garantir :

- une concentration maximale de 20 ppm en NH₃ et 3.000 ppm en CO₂, à l'intérieur des bâtiments;
- une température dépassant de maximum 3°C la température extérieure en cas de fortes chaleurs;
- une humidité de l'air maximale de 70 % à l'intérieur du poulailler en cas de période de froid.

Les conditions de l'annexe 5 nécessitent quant à elles qu'aucune irrégularité à l'arrêté n'ait été constatée.

Pour l'heure, le demandeur fonctionne donc selon une densité autorisée à 42 kg/m², qui était régulièrement contrôlée par l'AFSCA, cette matière étant à présent en cours de régionalisation.

On signalera en outre qu'une densité trop importante risquerait d'engendrer des blessures sur les poulets et que ceux-ci pourraient alors être refusés lors du contrôle sanitaire opéré par l'AFSCA au niveau de l'abattoir.

Le respect des densités légales prévues est donc une contrainte qui doit impérativement être intégrée par l'exploitant.

Ces densités d'occupation étant prévues en poids, elles ne conditionnent pas vraiment le nombre d'animaux, sauf en fin de ronde, lorsque le poids unitaire des poulets peut conduire à une limitation de leur nombre au mètre carré.

En conséquence, l'option classiquement retenue par les éleveurs pour respecter ces normes de bien-être est de remplir le poulailler sur base de la densité habituelle et de procéder à un desserrage en cinquième semaine, ce qui est le cas ici.

Le desserrage consiste à prélever des poulets qui, en cinquième semaine, présentent déjà un poids compris entre 1,75 et 2 kg. Ces poulets présentent une conformation idéale pour le secteur de la rôtisserie. Ce prélèvement permet d'abaisser le poids au mètre carré et de respecter la norme de bien-être pour la dernière semaine, visant à produire des poulets de 2,25 à 2,5 kg, pour la découpe.

Par ailleurs, au-delà de ces dispositions légales, par rapport aux principaux indicateurs de bien-être renseignés dans la littérature, il faut noter les éléments suivants :

- Les animaux ne souffrent ni de soif, ni de faim, ni de malnutrition ; ils ont accès à de l'eau potable et à un régime alimentaire en accord avec leurs besoins.
- Les animaux ne souffrent d'aucun stress physique ou thermique ; ils jouissent d'un environnement adapté et d'une litière permettant le fouissement. Ils sont à l'abri des intempéries dans un bâtiment dont la température et l'aération sont en permanence régulées.
- Hors circonstance accidentelle, les animaux ne souffrent d'aucune douleur, lésion ou maladie, et ce grâce à une prévention adéquate et/ou un diagnostic et des soins rapides.
- Les animaux sont capables de réaliser la plupart de leurs comportements normaux, car ils disposent de l'espace nécessaire ainsi que d'installations adéquates, et qu'ils vivent avec d'autres individus de la même espèce.
- Les animaux ne connaissent ni peur ni stress, les conditions nécessaires pour éviter la souffrance mentale étant garanties. Une grande attention est portée par l'éleveur à toute intervention dans le bâtiment afin d'éviter de stresser le cheptel.
- Les animaux disposent d'une périodicité lumineuse calée sur les rythmes naturels et d'une période nocturne de repos de 8 h
- Le chargement des animaux s'opère en période nocturne avec des éclairages bleutés que les poulets ne voient pas ce qui évite le stress. Des contrôles vétérinaires sont effectués au chargement pour s'assurer de la manipulation correcte des animaux et les opérateurs sont spécifiquement formés pour ce faire.

5.3. IMPACT SUR LE CADRE PHYSIQUE

5.3.1. Impact sur la qualité de l'air

a) Introduction

Tout élevage peut produire des quantités importantes de poussières et de substances gazeuses. Une partie de ces substances provient de la respiration même des animaux (CO_2 et H_2O), et n'a pas, à l'unique échelle du projet, d'effet significatif sur l'environnement.

Une autre part provient de la décomposition partielle des déjections des animaux. Ceci conduit à l'émission de composés organiques volatils générateurs d'odeurs et d'ammoniac. Même s'il contribue aux odeurs générées par le type d'installation en projet, l'ammoniac constitue, de par son caractère acidifiant, un cas particulier.

Dès lors, le présent paragraphe sera divisé en quatre parties portant sur les impacts liés respectivement à l'émission d'ammoniac, de poussières, d'odeurs dans leur ensemble et à d'autres effluents gazeux.

En outre, étant donné la proximité d'autres établissements du même type, existants et en projet, l'impact cumulatif de ceux-ci sera envisagé.

b) Impacts liés à l'émission d'ammoniac

Avec le CO_2 , l' H_2O et les composés organiques, l'ammoniac constitue un des composants principaux des émissions d'un élevage. Bien que l'ammoniac en tant que tel ne soit pas une substance toxique (il est en effet une source d'azote pour la plante), en trop grande quantité, il peut induire des nuisances non négligeables.

La principale nuisance de ce type d'émissions réside dans son effet acidifiant sur l'environnement.

Des dépôts acidifiants sont en général causés par l'émission de dioxyde de soufre (SO_2), d'oxyde d'azote (NO_2) et d'ammoniac (NH_3). Le SO_2 et les NO_x peuvent être transportés sur de longues distances avant de se déposer. Ainsi, le transport d'éléments polluants provenant des régions ou pays environnants joue un rôle important dans l'acidification des eaux et des sols en Belgique et vice-versa.

→ La dispersion de l'ammoniac dans l'atmosphère

La dispersion de l'ammoniac est sensiblement plus basse que celle des autres composants acidifiants. L'ammoniac ne s'élève qu'à une faible hauteur au-dessus du sol.

De plus, sa dispersion par le vent autour de la source d'émission le dilue progressivement dans l'air et le transforme en ammoniacque (NH_4OH) et/ou en composés ammoniacaux (à base d'ions NH_4^+ , comme le $(\text{NH}_4)_2\text{SO}_4$).

Presque la moitié de l'ammoniac est transformée en ammonium endéans les deux heures qui suivent son émission avant de se déposer au sol de deux façons :

- dépôt sec : l'ammoniac (NH_3) se dépose sur le sol à une courte distance de la source d'émission tandis que l'ammonium (NH_4^+) se dépose à plus grande distance.

- dépôt humide : l'ammoniac et l'ammonium précipitent avec les eaux de pluie ou la neige. Ce dépôt se fait à une même distance de la source d'émission pour les deux formes.

Il en ressort que la plus grande partie du dépôt d'ammoniac se fait à courte distance de la source d'émission.

D'après Vanacker et al. (1990), à peu près la moitié de la quantité d'ammoniac émise se dépose dans un rayon de 500 m autour de la source d'émission, entraînant d'autres composés comme le SO_2 qui, en d'autres circonstances, ne seraient pas précipités. De plus, les dépôts secs seront les plus déterminants pour la contribution de l'exploitation au dépôt total d'ammoniac dans les environs immédiats de celle-ci.

En ce qui concerne les dépôts secs, la nature de la surface du lieu de dépôt joue un rôle important. Ainsi, le captage par une végétation haute (comme des bois) est double par rapport à celui d'une végétation basse.

Le tableau ci-après, provenant de recherches hollandaises (Ministerie van Volkhuysvesting, Ruimtelijk Ordening en Milieubeheer, Leidschendam), permet de calculer, en fonction de la quantité d'ammoniac émise, l'effet acidifiant de celui-ci, exprimé en mole de pouvoir acidifiant/ha/an, en fonction de la distance et des différentes formes de végétation.

Il s'agit de valeurs théoriques qui ne tiennent pas compte d'autres facteurs comme la direction et l'intensité des vents, la topographie, etc. Une mole de pouvoir acidifiant correspond à 17 g de NH_3 .

Ce calcul s'arrête à 3.000 mètres car, au-delà de cette distance, les chiffres deviennent insignifiants. Il faut souligner qu'à peu près 50 % du dépôt total d'ammoniac qui tombe dans le rayon de 3 km, est déposé dans un rayon d'environ 350 mètres.

→ Effet de l'ammoniac sur l'environnement

Il est à signaler que l'ammoniaque n'est pas une substance étrangère au sol. En effet, de l'ammoniac est libéré lors de la décomposition naturelle de matière organique contenant des acides aminés ou d'autres molécules azotées (exemple : l'urée).

L'azote libéré sous forme d'ammoniaque peut, dans certaines conditions particulières et de façon limitée, servir directement d'élément nutritif à la plante, mais, en règle générale, il est transformé par voie microbiologique en nitrates dans le sol et devient, ainsi, plus disponible pour la plante.

Dépôt (en mole de pouvoir acidifiant /ha/an) provenant de l'émission de 1 kg d' NH_3 par an		
distance en mètres	sur bois	sur toute autre végétation
20	7,00	3,50
30	4,61	2,30
40	3,22	1,61
50	2,37	1,19
60	1,82	0,91
70	1,42	0,71
80	1,14	0,57
90	0,94	0,47
100	0,78	0,39
150	0,38	0,19
200	0,22	0,11
250	0,15	0,073
300	0,10	0,051
400	0,057	0,028
500	0,036	0,018
600	0,025	0,013
700	0,018	0,0092
800	0,014	0,0070
900	0,011	0,0055
1000	0,0089	0,0044
1250	0,0057	0,0028
1500	0,0039	0,0020
1750	0,0029	0,0014
2000	0,0022	0,0011
2250	0,0017	0,00085
2500	0,0014	0,00069
2750	0,0011	0,00057
3000	0,00095	0,00047

Tableau 30 : facteurs de conversion des émissions d'ammoniac en dépôt acidifiant

On ne parlera donc des effets de l'ammoniac sur l'environnement que lorsqu'il sera présent en quantité excessive, de telle sorte que l'équilibre nutritionnel soit perturbé et/ou que les concentrations en ammoniac causent, dans les cas extrêmes, des dégâts physiques aux plantes.

Notons également que, dans la grande majorité des cas, les problèmes de dépôts d'ammoniac ne concernent que des terres non arables. Sur une terre de culture ou une prairie entretenue normalement, les apports d'azote sous forme d'ammoniac "de pollution" sont, en effet, rarement significatifs par rapport aux quantités d'azote apportées sous forme d'engrais (minéral ou organique) ou par la fixation biologique par les légumineuses. L'effet d'un apport d'ammoniac est même favorable pour des terres arables judicieusement fertilisées.

Dans ces terres, on n'observera pas de baisse systématique du pH du sol puisque celui-ci est corrigé régulièrement par des chaulages.

Les effets de l'ammoniaque sur l'environnement proviennent de l'absorption directe d'ammoniaque par les stomates des feuilles (effet direct) ou l'absorption racinaire d'ammoniaque via le sol et l'eau de surface (effet indirect).

Les effets directs surviennent localement par exposition de la plante à des concentrations relativement élevées en ammoniac et se traduisent par des dégâts à la cuticule cireuse de la feuille. Cette assimilation de l'azote induit l'excrétion d'autres matières, principalement des minéraux. Ceci peut se traduire par l'apparition de certains symptômes de carence.

Les effets indirects surviennent plutôt à des concentrations en ammoniac généralement plus faibles et à une échelle plus étendue. Ils sont principalement au nombre de trois :

- a) Acidification du sol : l'effet acidifiant de l'ammoniaque est causé par deux processus, l'un se produisant dans l'air, l'autre dans le sol. Dans l'air, l'ammoniac alcalin (NH_3) réagit avec les oxydes de soufre acides formant des sulfates d'ammoniac qui pénètrent dans le sol avec les eaux de pluie. Les ions ammoniums (NH_4^+) sont soit directement utilisés par les plantes et, dans ce cas, un proton reste dans le sol pour chaque ion utilisé par la plante, avec pour conséquence une acidification (Ministère de l'Agriculture, 1990), soit les ions ammoniums sont convertis en nitrates par oxydation microbienne (nitrification : $\text{NH}_4^+ + 2 \text{O}_2 \Rightarrow \text{NO}_3^- + \text{H}_2\text{O} + 2 \text{H}^+$). Dans ces deux cas, il y a augmentation de l'acidité du sol et libération de sulfate sous forme d'acide sulfurique (Decoster, 1989). Ce sont surtout les sols sableux pauvres en chaux et mal tamponnés qui sont sensibles à cette acidification. D'après Meeus (1985), la production globale d'azote d'origine animale devrait être inférieure à 300 kg par ha et par an. Cette condition est atteinte dans 84 % des communes belges.
- b) Déséquilibre nutritionnel : si aucune nitrification de l'ammoniac n'intervient, ce dernier s'accumule dans le sol avec comme conséquence une moins bonne assimilation des autres éléments nutritifs par effet d'antagonisme, surtout pour le magnésium.

Ce phénomène résulte de la désorption de certains cations fixés sur le complexe argilo-humique par d'autres. Les sols sableux pauvres en calcium (ce qui freine la nitrification en raison du pH bas) sont particulièrement sujets à ce phénomène.

- c) Eutrophisation : un autre effet provenant de l'augmentation de l'azote disponible dans le sol est l'eutrophisation de l'écosystème. Les écosystèmes liés à des milieux pauvres en azote y sont particulièrement sensibles.

Les principaux effets constatés, surtout dans les zones sensibles, à des degrés plus ou moins importants sont :

- une perturbation du rapport d'éléments fertilisants dans le sol, dans les aiguilles des conifères et dans les feuilles des feuillus;
- l'abaissement du pH du sol;

- une augmentation de la sensibilité à la sécheresse, au gel, aux maladies et aux insectes.

Dans des stades d'attaque plus grave, on parlera de :

- la diminution de la vitalité des arbres, pouvant conduire à leur mort,
- l'augmentation du lessivage des nitrates dans le sol,
- la disparition d'espèces végétales qui sont caractéristiques d'écosystèmes faiblement tamponnés, ce qui conduit à une uniformisation de la flore.

Il est souvent difficile de déterminer par quel mécanisme ou combinaison de mécanismes un de ces effets est provoqué.

Les types de sol qui sont sensibles à une acidification et où l'on peut s'attendre à la disparition de certaines espèces végétales sont : les podzols, les sols sableux pauvres en chaux, les sols tourbeux et pierreux ou l'association de 2 ou plusieurs types de sols dont au moins un est sensible.

Dans la région étudiée, aucun de ces types de sols n'est présent. Les terres de la région sont en général de type limoneux. De plus, les terres à proximité de l'exploitation, sont en partie constituées de parcelles agricoles peu sensibles à l'acidification.

→ Emission d'ammoniac de l'exploitation étudiée

En ce qui concerne les quantités d'ammoniac émises par une exploitation d'élevage, de nombreuses estimations existent et, parfois même, se contredisent.

Des normes ne prenant en compte que l'émission d'ammoniac au départ des bâtiments d'élevage sont préconisées au Pays-Bas par les directives de la "Richtlijn ammoniak en veehouderij (richtlijn in het kader van de hinderwet)". Lesdites normes sont détaillées, par type d'animal, comme suit :

- 0,05 kg NH₃ par an par emplacement de poulet élevé avec fumier sur litière.

Ces valeurs sont confirmées par le BREF de la directive IED pour des installations d'hébergement de poulets, la Décision UE 2017/302 faisant état de niveaux d'émissions associés aux MTD variant de 0,01 kg à 0,08 kg NH₃ par emplacement de poulets et par an.

Sur base de ces valeurs et du dénombrement des places de volailles, les émissions annuelles d'ammoniac résultant de l'établissement peuvent être estimées comme suit.

Animaux	Nombre	Emission unitaire (kg/an)	Emission totale (kg/an)
poulets	49600	0,05	2480
TOTAL	49600		2480

Tableau 31: émissions d'ammoniac de l'établissement

Les dépôts d'ammoniac autour des bâtiments de l'exploitation, exprimés en moles de pouvoir acidifiant par hectare et en fonction de la distance et du type de végétation sont estimés sur base des valeurs du tableau repris ci-avant. Le résultat est repris au tableau ci-après pour un panel représentatif de distances par rapport au site.

Distance (m)	Dépôt sur bois	Dépôt sur végétation basse
20	17360,00	8680,00
50	5877,60	2951,20
80	2827,20	1413,60
90	2331,20	1165,60
100	1934,40	967,20
150	942,40	471,20
200	545,60	272,80
250	372,00	181,04

Tableau 32: dépôts acidifiants autour du site d'exploitation

A l'heure actuelle, il n'existe pas de normes en région wallonne pour interpréter ces chiffres. Aux Pays-Bas, après de longues recherches scientifiques, des "charges critiques" ont été définies pour différents types de végétation. Sur cette base des objectifs de qualité à atteindre ont été formulés.

Les dépôts maxima à tolérer pour éviter des dégâts aux forêts et bruyères sont (en unités acidifiantes par ha et par an) :

- fagnes: 700
- forêt de conifères et bruyères sur terres pauvres: 1.400
- forêt d'arbres feuillus sur terres pauvres: 1.800
- forêt de feuillus sur terres moyennement riches: 2.400

En moyenne, l'objectif était un dépôt annuel maximum de 2.400 unités de pouvoir acidifiant pour atteindre, en 2010, 1.400 unités. En ce qui concerne les dépôts d'azote, on vise un dépôt maximum de 14 kg N/ha/an sur des forêts d'arbres feuillus et de 5,6 kg N/ha/an pour des systèmes fragiles. Il est à souligner qu'il s'agit ici d'objectifs de qualité et non pas de normes légales.

Le massif boisé le plus proche de l'établissement se trouve à environ 310 m au nord-est des poulaillers. A cette distance, les objectifs de qualité dont question ci-avant sont respectés.

Pour les zones non boisées, si on considère une charge acidifiante de 2.400 sur des terres moyennement riches pour tenir compte du caractère limoneux des sols, celle-ci est respectée au-delà d'une distance d'un peu plus de 80 m sur végétation basse. La courbe enveloppe de 80 m autour de l'établissement reprise ci-avant montre que ces retombées ne s'exercent que sur des terres agricoles.

Au niveau des terres agricoles, l'impact des retombées est limité et reste inférieur aux apports de la fertilisation. En outre, le pH de ces terres de cultures sont régulièrement corrigées à l'aide d'amendement calcique.

c) Impacts liés aux émissions de poussières

Des émissions de poussières peuvent être observées lors de différentes opérations liées à l'exploitation, essentiellement lors de la manipulation des aliments secs ou des nettoyages par voie sèche. Ces manipulations ont généralement lieu au sein des bâtiments et la diffusion éventuelle de poussières s'en trouve considérablement limitée. Dans le cas du remplissage des silos « tour », le camion souffleur aspire l'air vicié du silo en circuit fermé. De ce fait, les émissions de poussières sont très limitées.

Pour les poulaillers, le BREF ILF donne une valeur de production de poussières de l'ordre de 0,2 kg/an par animaux en ce qui concerne les poulets de chair. Sur cette base, la production des installations serait de $49.600 \times 0,2 = 9.920$ kg/an.

Ces quantités peuvent paraître importantes. Toutefois, si on considère la capacité de ventilation totale des poulaillers de l'ordre de 416.000 m³/h, cela correspond à une teneur de l'ordre de 2,72 mg/Nm³, largement inférieure au 50 mg/Nm³ constituant la valeur limite définie pour les conditions intégrales.

En outre, compte tenu de l'absence de riverains à proximité des sorties de ventilations des poulaillers, aucun impact significatif ne peut survenir suite à ces émissions de poussières, qui sont pour l'essentiel des poussières sédimentables. Ces poussières se déposent majoritairement à proximité immédiate de leur lieu d'émission.

Il s'agit le plus souvent de particules d'un diamètre supérieur à 50-100 µm. De par leur dimension, elles ne sont généralement pas inhalables et sont retenues au niveau du nez.

Ces poussières constituent avant tout une nuisance par la dégradation qu'elles provoquent sur les bâtiments, les végétaux, le paysage et le cadre de vie, en général. Dans le cas présent, vu la distance au voisinage, aucune dégradation de ce type n'est observée.

Elles sont en outre principalement orientées vers l'arrière des poulaillers par les ventilateurs de pignon, c'est-à-dire en direction des campagnes.

Les émissions de poussières observables ont lieu sur une distance d'une dizaine de mètres au droit des sorties de ventilations.

d) Impacts du projet en matière d'odeur

Introduction

Dans le cadre de dossiers relatifs aux autorisations d'exploiter des élevages en général, les gênes olfactives constituent souvent l'argument principal contre l'octroi d'une telle autorisation, surtout lorsque le projet concerné se trouve à proximité de zones d'habitat.

Le sujet est particulièrement compliqué, non seulement parce qu'il s'agit d'une donnée subjective, mais aussi parce que les méthodes existantes de mesure d'odeurs sont encombrantes, coûteuses et toujours discutables.

Cela explique en grande partie pourquoi jusqu'ici il n'existe pas de normes légales à ce sujet en Région wallonne.

Il existe cependant de nombreuses méthodes d'évaluation des productions d'odeurs. Pour mémoire, on citera les méthodes allemande, hollandaise, belge, suisse, autrichienne, québécoise, etc.

Le principe général de toutes ces méthodes est de déterminer la distance minimale à respecter entre les bâtiments d'élevage et les zones d'habitat pour que la gêne soit acceptable. Il ne s'agit donc pas d'une distance de perception olfactive, ni même d'une distance de nuisance.

Comme signalé ci-avant, les méthodes de ce type sont relativement nombreuses et les études d'incidences sur les projets d'élevage intensifs font classiquement référence aux méthodes allemandes (TA-Luft), à la méthode hollandaise (Hinderwet), à la méthode flamande (Université de Gand), à la méthode suisse (FAT) et à la méthode autrichienne.

Néanmoins, la Région wallonne a demandé en 2002 à l'Université de Liège (ULg) de procéder à une *"Etude comparative entre les différentes méthodes d'estimation de la nuisance minimum d'implantation pour des bâtiments d'élevage par rapport aux zones d'habitat et aux habitations isolées"*.

Suite à cette étude, l'Université de Liège (ULg) a établi en février 2006 un rapport destiné à la Division de la Prévention et des Autorisations du Ministère de la Région wallonne et visant à la « *validation d'une formule de calcul de la distance minimale d'implantation des porcheries et des poulaillers applicable à la Région wallonne* ».

Comme les autres méthodes évoquées ci-avant, cette méthode de calcul élaborée par l'ULg a pour but d'établir un rayon au-delà duquel la nuisance olfactive générée par l'établissement peut être considérée comme acceptable. Il ne s'agit donc pas d'un rayon au-delà duquel l'établissement considéré ne sera jamais perceptible.

La sensibilité aux odeurs se manifeste en effet par la perception des pics olfactifs, c'est-à-dire des émissions maximales et non d'une quelconque valeur moyenne.

Cet aspect est pris en compte par les méthodes d'olfactométrie, qui sont établies sur base de la valeur du P98 annuelle, c'est-à-dire les 2 % de l'année où les émissions d'odeur sont les plus importantes.

L'objectif est qu'une concentration en odeur caractérisant un seuil de perception (1 uO/Nm³) ou un seuil de gêne (10 uO/Nm³) ne soit pas atteinte durant 98 % du temps. Par réciprocity, cela signifie que durant 2 % du temps, ces seuils peuvent être dépassés, et qu'il peut y avoir perception ou gêne olfactive.

La ligne de conduite de la méthode est de considérer que lorsqu'on se trouve en zone agricole ou en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur, une certaine gêne peut être tolérée au départ des spéculations agricoles, pour lesquelles ces zones sont légalement et spécifiquement prévues.

Cette méthode prend en compte différents facteurs liés au type d'animaux présent, à la technique de ventilation, voire de traitements d'odeurs employés, aux conditions d'hébergement des animaux, à l'environnement du site, etc. Elle a été validée par l'étude d'une trentaine d'établissements en Région wallonne, pour lesquels des mesures olfactométriques ont été réalisées.

Calcul du rayon de gêne olfactive selon la méthode wallonne

La formulation établie et validée par les travaux de l'ULg est la suivante :

$$D = \alpha F_D F_R (N F_A F_T)^n$$

Les facteurs de cette formule sont les suivants :

- D = Distance calculée au-delà de laquelle la gêne olfactive est acceptable
- α = Un coefficient d'ajustement égal à 5 dans tous les cas
- F_D = Facteur de dispersion ; facteur caractéristique de la rugosité des abords dans l'environnement). Ce facteur varie de 0,8 pour des terrains très perturbés avec présence d'obstacle limitant la dispersion des odeurs à 1,2 pour des terrains plats avec obstacles ponctuels. En moyenne, il est de 1.
- F_R = Facteur de voisinage ; facteur caractéristique de l'occupation du sol en périphérie du projet étudié). Ce facteur est de 0,8 pour de la zone agricole, 1 pour de la zone d'habitat à caractère rural et 1,5 pour de la zone d'habitat et zone de loisir.
- F_A = Facteur animal :
 - o 0,025 pour les poulets de chair;
- F_T = Facteur technique issu du produit du facteur ventilation, du facteur litière et du facteur alimentation
- N = le nombre d'animaux

- n = un exposant égal à 0,5

Le facteur technique s'établit comme suit :

$$F_T = F_V \times F_{lse} \times F_f$$

F_V = facteur de ventilation

Avec: $F_V = 1$ dans le cas présent et correspondant principalement à une évacuation verticale avec cheminée arrivant au-dessus du faîte du toit

$$F_{lse} = F_l \text{ (facteur litière)} \times F_s \text{ (facteur stockage)} \times F_e \text{ (facteur évacuation)}$$

Avec : $F_l = 0,7$ pour les poulaillers avec litière sur sol plein

$F_s = 1$ pour un stockage du fumier en bord de champ

$F_e = 1$ pour une évacuation une fois par cycle

Le facteur F_f est le facteur alimentation, qui est égal à 1 pour des aliments solides, comme ceux utilisés au niveau de l'établissement.

Si on applique ces paramètres au site d'étude du demandeur, on a :

$N = 49.600$ poulets d'engraissement

$F_A = 0,025$

$F_D = 1$ (moyen, terrains légèrement accidentés avec quelques obstacles végétaux)

$F_R = 0,8$ (zone agricole)

$$F_T = 1 (F_V) \times 0,7 (F_l) \times 1 (F_s) \times 1 (F_e) = 0,7$$

Le calcul du rayon de gêne peut dès lors s'écrire comme suit:

$$D = 5 \times 1 \times 0,8 (49.600 \times 0,025 \times 0,7)^{0,5} = \mathbf{118 \text{ m}}$$

La figure ci-après localise le rayon d'odeur calculé selon la méthode wallonne pour le site d'étude.

Le report sur la photo aérienne du rayon de gêne calculé par la méthode wallonne montre que la courbe enveloppe correspondante ne comprend aucune habitation.



Figure 27 : rayon de gêne olfactive

e) Gaz à effet de serre

L'établissement est émetteur de gaz à effet de serre. Les gaz émis sont principalement les suivants :

- le dioxyde de carbone CO_2 provenant des consommations énergétiques et de la respiration des animaux ;
- le méthane CH_4 provenant des déjections des animaux ;
- le protoxyde d'azote N_2O provenant des déjections des animaux.

Le BREF et la littérature fournissent quelques productions de référence par animal pour ces différents gaz. Il n'existe toutefois pas de chiffres précis pour la totalité des gaz considérés. De nombreuses études non publiées ou certifiées sont en cours et fournissent des données variables.

Afin de fournir cependant une évaluation réaliste par rapport à cette problématique, différentes hypothèses ont été reprises et quelques fois adaptées en fonction des animaux présents. L'objectif est de fournir une évaluation indicative de la quantité de gaz à effet de serre émis au départ de l'établissement. Cette évaluation peut être établie de la manière suivante.

Métabolisme des animaux

Pour les volailles, les hypothèses suivantes ont été retenues.

- CH_4 : le BREF renseigne une production de 0,006 kg par emplacement de volailles et par an;

- N₂O : le BREF indique une production de 0,024 kg par emplacement de volailles et par an;
- CO₂ : le BREF ne fournit aucune valeur quant au CO₂ directement rejeté par les animaux. Il est juste précisé que celui-ci est proportionnel à la production de chaleur par l'animal. La littérature renseigne néanmoins entre 2,7 et 3,5 kg CO₂ par emplacement de poulets et par année.

Le méthane CH₄ est un GES dont l'activité est 21 fois supérieure à celle du CO₂, le protoxyde d'azote N₂O étant quant à lui 310 fois plus actif que le CO₂. Ces facteurs sont utilisés afin de calculer les tonnages équivalents de CO₂ (eqTCO₂).

Sur ces bases, les émissions peuvent être quantifiées comme suit.

Animaux	GES	Valeur d'émission (kg/an)	Nombre	Emission totale (kg/an)	Correspondance eqTCO ₂
Poulets	CH ₄	0,006	49600	298	6,25
	N ₂ O	0,024	49600	1190	369,02
	CO ₂	3,5	49600	173600	173,60
TOTAL					548,87

Tableau 33: évaluation des émissions GES pour les poulets

Dépenses énergétiques

→ Hypothèses de calcul

- Les données de consommation électrique ont été fournies par le demandeur. La consommation annuelle est de l'ordre de 21.981 kWh.
- Par ailleurs, l'exploitation dispose de panneaux photovoltaïques représentant 10 kWc. La production à attendre des panneaux photovoltaïques peut être évaluée sur base d'une valeur moyenne de 900 kWh/kWc à 9000 kwh annuellement.
- Il ressort des chiffres disponibles sur le portail énergie de la Région wallonne qu'un kwh produit en centrale électrique thermique génère en moyenne un rejet de 0,3 kg de CO₂
- Concernant la consommation en gaz pour le chauffage des poulaillers, celle-ci représente environ 36.470 l /an selon les données communiquées par le demandeur. Ce volume correspondant à 19.045 kg de gaz pour une température de 10°C
- Le PCI du gaz propane est de 12,66 kwh/kg et le rejet de CO₂ en provenance d'installation de chauffage est évalué à 0,270 kg CO₂/kwh PCI

→ Evaluation des quantités rejetées annuellement par le site d'exploitation

Les quantités de GES résultant des dépenses énergétiques peuvent être établies comme suit, sur base des hypothèses formulées ci-dessus et en tenant compte de la présence de panneaux photovoltaïques sur le toit du poulailler B2.

Poste	Consommation en litre	Consommation en kg (10°C)	PCI (kWh/kg)	Consommation (kWh)	Emission (kg CO ₂ /kWh)	Emission (eqTCO ₂)
Gaz propane	36470	19045	12,66	241110	0,27	65,10
Electricité	sans objet	sans objet	sans objet	21981	0,3	6,59
Panneaux	sans objet	sans objet	sans objet	-9000	0,3	-2,7
TOTAL :						71,69

Tableau 34 : production de GES résultant des dépenses énergétiques

Transports

Les transports constituent des émissions qui ne sont pas produites au départ de l'établissement mais qui sont liées au fonctionnement de ce dernier. Ils constituent le premier élément à poser le problème de la délimitation exacte de l'établissement dans la comptabilisation des rejets atmosphériques.

Un bilan complet des émissions pourrait en effet considérer la totalité des rejets se produisant en amont, pour la fabrication des aliments ou d'autres fournitures, ainsi que ceux produits en aval, notamment pour l'abattage des poulets.

La problématique est complexe car on peut également considérer que ces productions amont et aval auraient lieu indépendamment de la présence de l'établissement, avec d'autres clients ou d'autres fournisseurs.

Ce débat sort du cadre de la présente étude et l'objectif est ici d'évaluer les émissions de GES propres à l'établissement. Pour être complet, on y associera donc les transports qui ont un lien direct avec le fonctionnement de l'entreprise considérée.

Les émissions liées aux transports sont très variables et fonction des distances parcourues, des modalités de chargement, etc. Afin de fournir un ordre de grandeur, on retiendra l'hypothèse d'un kilométrage annuel de l'ordre de 27.000 km correspondant à :

- L'amenée des œufs en fin d'incubation, venant de Flandre ;
- La livraison des aliments du commerce, venant de Flandre ;
- l'amenée des pailles de lin par une entreprise locale;
- le passage des petits fournisseurs ;

- l'enlèvement des animaux vendus et leur transport vers l'abattoir situé en Flandre ;
- l'évacuation des effluents, à distance plus courte mais néanmoins non négligeable vu la nécessité de passer des contrats avec des agriculteurs tiers ;
- Le passage une fois par semaine du clos d'équarrissage.

Cette hypothèse peut être sujette à des nombreuses discussions mais semble constituer une estimation réaliste.

On considérera par ailleurs une émission de CO₂ des convois lourds de 1,5 kg/km afin de tenir compte des trajets à vide et des trajets chargés (les émissions des poids-lourds sont fonction du poids transporté et sont généralement données en g/T km. L'ADEME considère une émission de 79 g/Tkm).

Une émission globale liée au transport correspondant à une valeur de l'ordre de **40,50 eqTCO₂** peut donc être attendue sur ces bases.

Evaluation des émissions globales

Sur base des différentes estimations ci-avant, les émissions globales résultant du fonctionnement de l'établissement sont récapitulées au tableau suivant. Celui-ci fournit également le pourcentage que représentent ces émissions par rapport aux émissions globales de gaz à effet de serre pour la Wallonie et pour son secteur agricole (Etat de l'Environnement Wallon – données 2020).

Cette évaluation est à considérer à titre tout à fait indicatif car reposant sur certaines hypothèses simplifiées. Elle fournit néanmoins un ordre de grandeur réaliste et permet d'apprécier l'impact de l'établissement en matière de rejet de GES.

Poste	Emission (eqTCO ₂)
Animaux	548,87
Energie	71,69
Transports	40,50
TOTAL	661,06
% GES Wallonie	0,0018
% GES secteur agricole	0,0139

Tableau 35 : émissions globales GES

5.3.2 Problématique énergétique

Comme exposé ci-avant, les dépenses énergétiques annuelles liées à l'établissement représentent un total de 272.091 kWh, soit 0,808 kWh/poulet et par an.

A titre indicatif, afin d'avoir un aperçu de l'efficacité énergétique de l'installation, la consommation d'énergie par volaille vendue peut être établie comme suit.

cheptel de base	49.600
mortalité	3%
volailles vendues/lot	48.112
nombre de lot/an	7
volailles vendues/an	336.784
électricité (kWh)	12.981
chauffage (kWh)	241.110
énergie totale (kWh)	272.091
énergie/volaille vendue (kWh)	0,808

Tableau 36: consommation énergétique par volaille

Cette quantité peut être comparée avec des chiffres obtenus dans d'autres élevages étudiés par le bureau Eureco ainsi qu'à des valeurs de référence reprises dans le BREF ILF. Ces dernières sont largement supérieures puisqu'elles font état d'une consommation de 1,36 à 1,93 kWh par volaille vendue, ce qui est plus important que ce qui a été observé dans les élevages étudiés.

En effet, sur d'autres sites, des valeurs allant de 0,49 à 0,9 kWh par volailles ont été établies pour des élevages similaires. L'efficacité énergétique de l'établissement est donc moyenne et perfectible.

5.3.3. Impact sur les eaux de surface

a) Au niveau du site de l'exploitation

Eaux résiduelles

Les eaux de nettoyage sont intégralement collectées par deux citernes de 20 m³ chacune sans trop-plein, conformément à la description du § 4.6.2. Il en est de même des eaux des lave-mains et de la petite installation sanitaire.

Les eaux récupérées par ces citernes, et qui comprennent une faible charge liée aux reliquats de fumiers nettoyés sont gérées comme des effluents agricoles. On notera que ces eaux peuvent également contenir des traces du détergent utilisé pour le nettoyage du bâtiment. Celui-ci est un produit admis en agriculture biologique et ne présentant pas de critères de risque en termes de toxicité et de dangerosité pour l'environnement et le milieu aquatique.

Les agents de surface contenus dans cette préparation respectent les critères de biodégradabilité comme définis dans la réglementation (CE) no 648/2004 relatif aux détergents.

Ce mode de gestion est acceptable et aucun déversement d'eau résiduaire n'est donc opéré dans l'égouttage interne de l'établissement à destination du fossé de la Vieille Route de Huy. Lors de la présente étude, aucune présence de matières fécales n'a été observée dans ce fossé, comme évoqué lors de la phase d'information préalable.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales captées par les toitures des poulaillers B1 et B2 ne font pas l'objet d'une collecte directe, ces bâtiments n'étant pas équipés de gouttières. Les eaux de pluie tombent au sol et sont reprises par une tranchée équipée d'un drain à destination des citernes de récolte D3. Seul le local technique de B2 est équipé d'une gouttière directement orientée vers ces citernes.

Le trop plein des citernes de récolte d'eaux pluviales est orienté vers l'égouttage interne de l'établissement à destination du fossé de la Vieille Route de Huy. Les eaux de pluie collectées par des gouttières sur les toitures du hangar B3 sont directement orientées vers cet exutoire.

L'établissement ne dispose donc pas de dispositif de tamponnement car lorsque les citernes D3 sont pleines, elles ne permettent aucune rétention.

En matière de pics pluviométriques, on notera que selon les données disponibles auprès de l'IRM, pour une pluie de retour de 30 ans d'une durée de 20 minutes, une hauteur de 26,6 mm est à attendre au niveau du territoire communal de Ouffet. Les débits et volumes de ruissellement à attendre au niveau de l'établissement peuvent être estimés comme suit.

Type de précipitations			Durée (s)	Intensité (mm)
Pluie de retour de 30 ans			1200	26,6
Eléments	superficie (m ²)	coefficient de ruissellement	Débit généré (l/s)	Volume à stocker (m ³)
Ensemble bâtiments	2963,40	1	65,69	78,83
Zones bétonnées	1305,00	1	28,93	34,71
Zones empierrées	205,00	0,5	2,27	2,73
Zones végétales	3426,60	0,1	7,60	9,11
TOTAL	7900,00		104,48	125,38

Tableau 37 : évaluation du pic pluviométrique pour une pluie de retour de 30 ans

En cas de fortes pluies, c'est donc un débit très important qui peut être envoyé vers le fossé de la Vieille Route de Huy. Ce fossé s'achemine vers un point bas situé à environ 65 m du site et où se trouve un exutoire à destination d'un drain dans les campagnes, sous la parcelle située de l'autre côté de la route. En cas de fortes pluies, ce drain ne peut suivre et l'eau du fossé déborde sur la route.

Cette situation est moyennement problématique vu la faible fréquentation de ce chemin de campagne et l'absence de zones urbanisées aux alentours mais devrait être corrigée en retenant les eaux à la source.

Aucune extension n'étant prévue dans le cadre de la présente demande, aucun impact supplémentaire n'est à attendre en termes d'eaux pluviales.

b) Au niveau des parcelles d'épandage

Le Code de l'Eau prévoit explicitement en son article R 200 que tout épandage d'engrais organique est interdit à moins de 6 m d'une eau de surface. De l'observation de la localisation des parcelles des exploitants destinées à l'épandage, il ressort qu'aucune d'entre-elles n'est longée par un cours d'eau.

5.3.4. Impact sur le sol et les eaux souterraines

a) Au niveau du site de l'exploitation

Zone de prévention des eaux de distribution publique

L'exploitation du demandeur n'est pas située au sein d'une zone de prévention éloignée forfaitaire ou arrêtée d'une prise d'eaux de distribution publique.

Rejets d'eaux résiduaires

Au niveau du site de l'exploitation, comme évoqué ci-avant, aucun rejet d'eaux résiduaires non maîtrisé n'est susceptible de s'infiltrer à destination des eaux souterraines.

La totalité de la surface au sol des bâtiments est bétonnée. Les eaux usées provenant des opérations de nettoyage sont collectées et stockées dans des citernes étanches non munies de trop-plein.

Dépôts d'effluents

Les fumiers issus des poulaillers ne sont pas stockés sur l'exploitation mais directement en bord de champ, comme le permet le Code de l'Eau (article R193). Aucun dépôt d'effluent n'est donc organisé au niveau de l'établissement.

Autres dépôts

Mis à part quelques dépôts temporaires et en petit conditionnement de détergents et de désinfectants dans les locaux techniques, aucun stockage potentiellement impactant sur la qualité des eaux souterraines n'est à signaler, à l'exception du dépôt de mazout dans le hangar agricole B3. Ce stockage est opéré dans des citernes double paroi conformes.

Consommation et utilisation de l'eau

La prise d'eau de l'exploitation est réalisée dans un puits référencé dans les données du SPW sous le code ouvrage 46/6/9/002. Il est actuellement autorisé en classe 2 pour une capacité supérieure à 10 m³/jour et à 3000 m³/an et inférieure à 10.000.000 m³/an. La capacité effective du permis délivré pour l'ouvrage en 2015 est de 4.200 m³/an.

Cependant, suivant l'évaluation théorique de la consommation et le relevé réalisé sur le compteur du puits, la demande en eau est inférieure. La consommation en eau des poulets de chair peut en effet être évaluée sur les bases suivantes.

Type d'animaux	Consom. Moyenne (L/j)	Cheptel	Consom. Quoti. (L/j)	Consommation pour 1 an ou 7 rondes (m ³)
Poulets B1	0,2	24.800	4960	1.458
Poulets B2	0,2	24.800	4960	1.458
Total		49.600	9.920	2.916

Tableau 38 : consommation théorique des poulaillers

Selon les relevés, il semblerait qu'elle soit plutôt de l'ordre de 2.300 m³/an.

Ces quantités d'eau prélevée dans le puits sont peu significatives à l'échelle de la nappe des « Calcaires et grès du Condroz » qui alimente le puits de l'exploitation et dont l'état quantitatif était jugé bon dans le cadre des plans de gestion évoqué au § 3.5.3.

Par ailleurs, un prélèvement de l'eau de ce puits a été effectuée par AG Environnement en octobre 2019, dans le cadre du rapport de base dont question au § 5.2.6. C'est le laboratoire Eurofins accrédité Belac qui a réalisé l'analyse.

Les résultats obtenus sont repris au tableau suivant pour les paramètres faisant l'objet d'une norme de potabilité définie par l'annexe XXXI du Code de l'Eau. Ils n'indiquent pas de contamination notable des eaux du puits mais les nitrates se situent plutôt dans une fourchette haute.

Paramètres	Normes annexe XXXI du Code de l'eau Normes de potabilité	Résultat
Conductivité μS/cm à 20°C	2500	616
Ammonium mg/l NH ₄	0,5	0,12
Nitrites mg/l NO ₂	0,50	< 0,030
Nitrates mg/l NO ₃	50	41
pH	6,5 < pH < 9,5	9,25

Tableau 39 : analyse physico-chimique de l'eau du puits

D'autre part, l'eau du puits fait l'objet d'analyses régulières dans le cadre de l'auto-contrôle des filières de qualité. La dernière effectuée, en date du 14 juin 2022, à partir d'une ligne d'abreuvement du bâtiment B1, atteste que l'eau du puits rencontre les normes de potabilité.

Le tableau ci-dessous présente les résultats et, en vis-à-vis les normes légales à respecter.

Paramètres microbiologiques	Norme	Résultat
E. Coli (UFC/ 100 ml)	< 1.000	< 10
Levures et moisissures (UFC/ ml)	< 10.000	0
Entérocoques intestinaux (UFC/ 100 ml)	< 1	0
Germes totaux à 22°C (UFC/ ml)	< =100. 000	370
Germes totaux à 37°C (UFC/ ml)	< =100. 000	81

Tableau 40 : analyse bactériologique de l'eau du puits (juin 2022)

b) Au niveau des parcelles d'épandage

Comme exposé au § 4.6.1., l'exploitation est actuellement en équilibre en matière d'effluents et dispose des contrats d'épandage nécessaires pour épandre ceux-ci dans le respect des dispositions du Code de l'Eau.

La région où se trouve l'établissement est une région de grande culture ou conclure de tels contrats de valorisation ne pose pas de problème particulier. Les fumiers de poulets constituent une fumure recherchée par les agriculteurs et ce d'autant plus que les prix des engrais minéraux ont fortement augmentés ces dernières années.

Toutefois, afin de disposer d'une indication chiffrée quant aux possibilités effectives locales de valorisation d'effluents agricoles, la situation générale de la commune d'Ouffet a été caractérisée sur base des données du recensement agricole de 2020.

Ces données fournissent en effet un relevé du bétail présent sur la commune ainsi que du parcellaire agricole. Il est donc possible de calculer les productions d'effluents à l'échelle de la commune, de même que les capacités d'épandage. Celles-ci s'établissent conformément aux tableaux suivants.

Il en ressort que le solde de capacités encore disponibles sur la commune d'Ouffet correspond à 94.827 kgN en tenant compte de la norme la plus sévère, applicable hors zone vulnérable. Cette marge tient compte des productions liées à l'établissement qui est repris dans les statistiques étant donné son ancienneté.

	Production kgN	Nombre	Production totale
Veaux	10	923	9230,00
Génisses 6-12 mois	28	554	15512,00
Taurillons 6-12 mois	25	369	9225,00
Génisses 1-2 an	48	925	44400,00
Taurillons 1-2 an	40	477	19080,00
Bovins + 2 ans	66	2505	165330,00
Vaches laitières	90	483	43470,00
Porcs à l'engrais	7,8	2901	22627,80
Poulets de chair	0,27	54000	14580,00
Poules	0,62	0	0,00
TOTAL			343454,80

Tableau 41 : évaluation de la production d'effluents agricoles pour la commune d'Ouffet

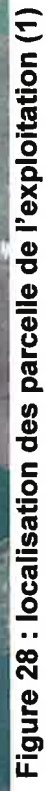
	ha	norme kgN/ha	capacité (kgN)
SAU totale	2819,53	170	479320,10
Prairies	991,62	230	228072,60
Cultures	1827,91	115	210209,65
TOTAL zones vulnérables			479320,10
TOTAL hors zone vulnérable			438282,25

Tableau 42 : évaluation des capacités d'épandage sur la SAU d'Ouffet

On signalera cependant que ce calcul fourni est indicatif, dans la mesure où la gestion des effluents agricoles ne se pratique pas à la stricte échelle communale, de nombreuses exploitations ayant des terres sur plusieurs communes. Les contrats d'épandage qui sont passés pour valoriser les excédents de l'établissement peuvent être établis avec des exploitants des communes voisines.

Quoi qu'il en soit, on rappellera que la gestion des effluents d'élevage est encadrée depuis 2002 par la Direction de la Protection des Sols qui évalue annuellement la situation de l'exploitation. Les demandeurs sont donc tenus de valoriser les effluents de leur exploitation dans le respect des dispositions légales.

A titre indicatif, la localisation des parcelles de l'exploitation est reprise aux figures suivantes. Celles-ci ne recevront toutefois qu'une partie des effluents, le reste étant valorisé par contrat.



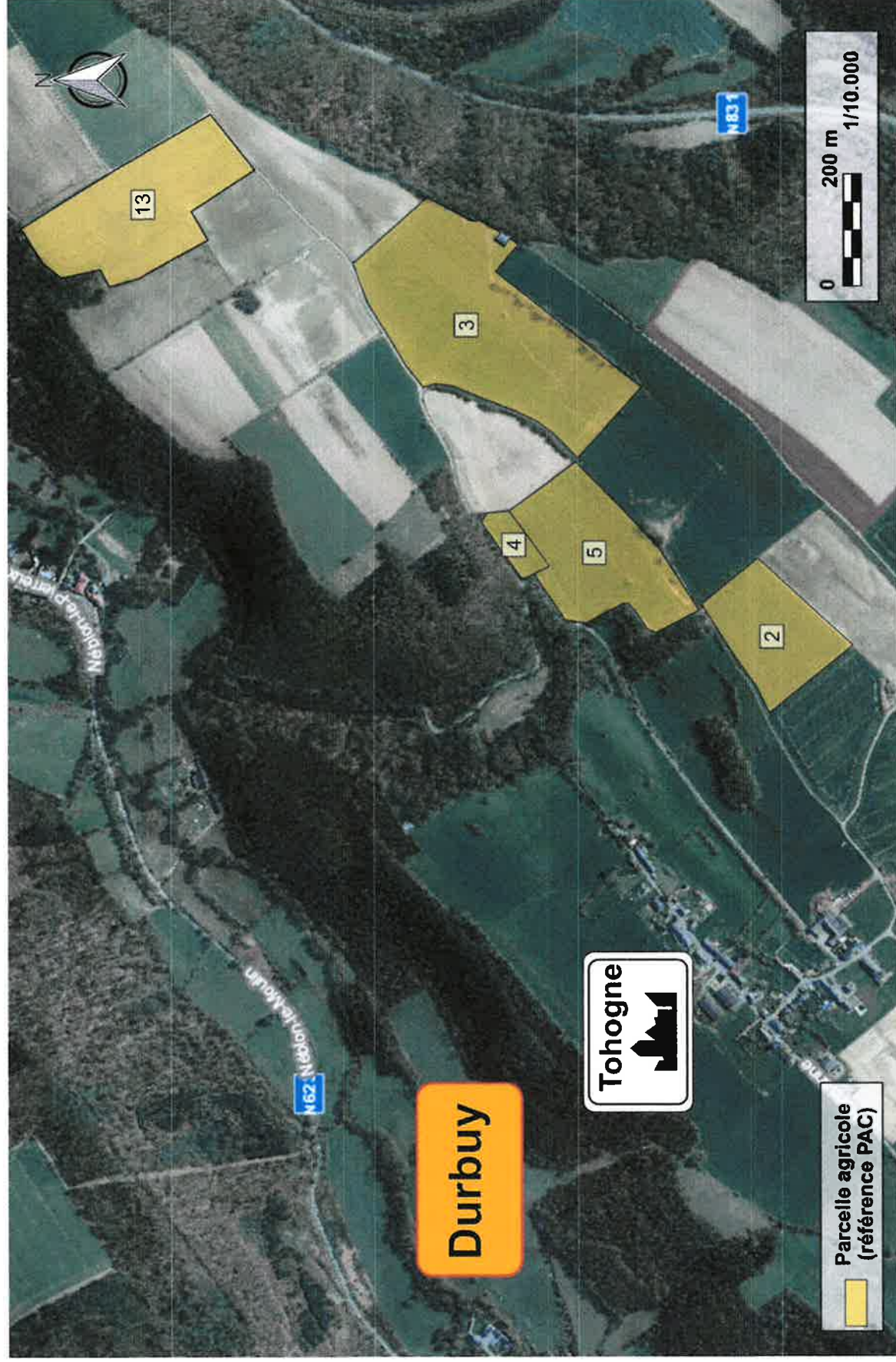


Figure 29 : localisation des parcelle de l'exploitation (2)



Figure 30 : localisation des parcelle de l'exploitation (3)



Figure 31 : localisation des parcelle de l'exploitation (4)

c) Impacts sur les sols

L'impact sur les sols est similaire à l'impact sur les eaux souterraines évoqués ci-avant et on rappellera à ce sujet qu'aucun écoulement non maîtrisé d'eaux résiduelles ou de substances dangereuses n'est susceptible de s'infiltrer dans le sol.

Il faut également souligner que :

- aucune structure karstique particulière n'est recensée à proximité ;
- le site de l'établissement n'est porteur d'aucun risque minier ;
- le site de l'établissement n'est pas repris à la banque de données de l'état des sols comme présentant un risque de pollution.

Cependant, comme précisé précédemment, étant donné que l'établissement est concerné par les dispositions de la Directive IED, il a dû faire l'objet d'un rapport de base sur la qualité des sols.

Ce rapport a été effectué en 2020 par le bureau sol agréé AG Environnement. Il n'a mis en évidence aucune pollution liée aux dépôts effectués au sein de l'établissement mais a révélé une légère contamination en cuivre et en chrysène au niveau du remblai mis en place pour constituer l'assise des poulaillers. Il s'agit d'une pollution historique, antérieure aux dispositions du décret sur la gestion des sols.

Ces dépassements ne présentent pas de risques pour la santé humaine ou les eaux souterraines mais le rapport de base n'écarte pas la possibilité d'un risque sur les écosystèmes. Il recommande en outre une surveillance régulière de l'étanchéité des citernes et des dépôts.

5.4. IMPACT ACOUSTIQUE DU PROJET

La campagne de mesures sonométriques effectuée dans l'état actuel a montré que l'ambiance sonore pouvait être considérée comme très calme aux abords de l'établissement. Quelques bruits ponctuels provenant de l'exploitation existante génèrent cependant quelques perturbations mineures.

L'établissement comprend peu de sources sonores continues, si ce n'est les systèmes de ventilation des poulaillers. Une mesure a pu être réalisée directement à l'arrière des poulaillers au droit d'un extracteur de pignons fonctionnant à pleine puissance. Cela représente une source sonore de 74,5 dB(A) à un mètre.

En se basant sur les règles d'atténuation sonores, ce type de source n'est pas à même de générer des dépassements des valeurs limites fixant les conditions d'exploiter, compte tenu de l'éloignement des habitations les plus proches par rapport au site.

Dans la situation actuelle, l'habitation la plus proche des pignons arrière se trouve à l'entrée du village de Warzée à 435 m. A cette distance, la répercussion de la source de bruit considérée peut être évaluée à 23 dB(A) et sera inférieure aux valeurs limites fixant les conditions d'exploiter, telles que définies par l'AGW du 4 juillet 2002, soit 50 dB(A) en période de jour, 45 dB(A) en période de transition et 40 dB(A) en période de nuit si on considère les normes applicables en zone rurale (cf. tableau 14).

En fonctionnement de routine, l'impact sonore de l'établissement peut être considéré comme admissible.

Toutefois, il faut également prendre en compte les sources de bruit plus ponctuelles inhérentes au fonctionnement de l'exploitation, dont les principales peuvent être récapitulées comme suit :

- la livraison d'aliments composés du commerce et le remplissage des silos tours par des camions souffleurs ;
- le remplissage des trémies à céréales du poulailler ;
- le chargement des poulets gras, se déroulant en période nocturne, les abattoirs commençant à fonctionner à la première heure ;
- le nettoyage des bâtiments durant les périodes de vide sanitaire ;

L'opération la plus sensible est bien sûr le chargement des poulets en période nocturne.

Celle-ci génère différentes sources sonores liées à la présence des opérateurs, des camions, des chariots-élévateurs pour manipuler les cages ainsi qu'aux différentes manipulations réalisées.

Durant cette opération, on note des niveaux de bruit allant jusqu'à 78 dB(A), tels que mesurés au chargement des poulets lors d'une étude antérieure sur un établissement similaire. On soulignera en outre que cette opération dure plusieurs heures. Cette opération se déroule dans la cour à l'avant des poulaillers et la distance à la maison la plus proche est de 360 m à cet endroit.

Eu égard aux règles d'atténuation acoustique déjà évoquée, ce niveau de bruit n'est toutefois pas non plus susceptible de générer un dépassement des valeurs limites fixant les conditions d'exploiter en période nocturne au droit de la première habitation.

Les bruits au chargement ne sont cependant pas continus mais constitués d'un ensemble de bruits ponctuels avec certains pics pouvant être perçus dans le voisinage. L'opération de chargement reste donc sensible, indépendamment des niveaux équivalents observés et du respect des normes de bruit.

L'éloignement de l'établissement aux premières habitations constitue toutefois un facteur limitant suffisant pour garantir l'absence d'impact avéré en matière de bruit, tant en fonctionnement de routine que lors d'opérations ponctuelles plus bruyantes.

Il n'est donc pas nécessaire de procéder à une étude acoustique par un organisme agréé au sens de l'AGW du 1^{er} juillet 2010.

5.5. IMPACT PAYSAGER

5.5.1. Introduction

La présence d'une exploitation comme celle des demandeurs provoque inmanquablement une modification du paysage originel suite à la construction des différents bâtiments utilisés pour l'hébergement des cheptels.

Une modification de ce type n'induit pas systématiquement une perte de valeur du cadre paysager puisqu'elle peut, en certaines circonstances, être sans effet notable, voire, dans quelques cas particuliers, rehausser la qualité esthétique de l'endroit.

Afin d'évaluer l'impact paysager de l'implantation d'une telle exploitation, il y a donc lieu d'envisager plusieurs aspects dont le premier est celui relatif aux caractéristiques esthétiques propres aux infrastructures qui sont en place.

Ces caractéristiques sont liées à l'architecture des bâtiments existants, aux matériaux utilisés, à l'agencement des infrastructures sur le site d'exploitation et aux divers aménagements qui y ont été réalisés.

Cependant, plus encore que la morphologie du projet sensu stricto, c'est surtout son intégration dans le milieu existant qu'il convient d'examiner. Pour ce, une notion importante est la notion de cohérence du paysage qui peut être définie comme l'adéquation entre les différents éléments paysagers s'inscrivant dans l'espace à analyser et la fonction principale de ce dernier. Par exemple, dans le cas de la présente étude, l'analyse du cadre paysager a révélé que ce dernier présentait une bonne cohérence puisque la quasi-totalité des éléments présents cadraient avec les caractéristiques rurales de la zone.

L'intégration d'un établissement à son environnement paysager dépend donc en premier lieu de la compatibilité qu'il présente avec son milieu récepteur et des incohérences, ou des discordances, qu'il est susceptible d'introduire.

Ensuite, en fonction des caractéristiques esthétiques propres des infrastructures mises en place, l'intégration de l'établissement doit faire l'objet d'une réflexion plus pragmatique prenant en considération son enveloppe visuelle, l'obturation éventuelle de perspectives, les aménagements paysagers existants, etc.

En fonction de ces différents aspects, une conclusion quant à l'impact paysager imputable à la modification conséquente à l'existence d'une exploitation peut être posée. C'est ce type de démarche qui a été appliqué au cas de l'exploitation du demandeur.

5.5.2. Evaluation de l'impact paysager de l'exploitation

En premier lieu, il importe d'insister sur le fait que la demande de permis à laquelle se rapporte la présente étude ne comprend pas de volet urbanistique.

Aucune modification ou extension de l'établissement n'est donc envisagée et aucun changement de la situation paysagère prévalant actuellement au niveau du site n'est donc à prévoir. Cela étant, il appartient tout de même à la présente étude d'analyser l'intégration paysagère de l'établissement existant et de voir si des améliorations ne sont pas souhaitables. Dans ce cadre, les aspects suivants méritent d'être soulignés :

1. Les bâtiments ne se distinguent par aucune caractéristique esthétique propre, il s'agit de constructions strictement fonctionnelles. Les poulaillers B1 et B2 présentent des rapports façades pignons de 3,6, ce qui s'écartent des standards traditionnels, de l'ordre de 2. Le hangar B3 présente quant à lui un rapport façade-pignon de 1,5, plus en accord avec ces standards.
2. Les matériaux utilisés sont basiques et sans valeur esthétique particulière mais on notera que l'ensemble est assez cohérent, toutes les constructions répondant à des principes architecturaux similaires et privilégiant les parements en dalles de silex lavé, plus ouvragées que les simples panneaux béton.
3. Le caractère agricole global reste visuellement présent, du fait de l'architecture générale assez basse avec toiture double pente et la présence des silos tours. De ce fait, l'ensemble n'introduit pas de réelle discordance dans le cadre rural environnant.
4. L'établissement se trouve dans un bon état de propreté et d'entretien, ce qui est un avantage au plan paysager par rapport au désordre et au manque de soin que l'on peut constater aux abords de certaines exploitations agricoles. Toutefois l'intégration paysagère reste actuellement assez limitée, notamment en direction du village. On notera cependant la présence d'une belle bande boisée le long de la rue de Bihay, au nord de l'établissement.
5. La visibilité de l'ensemble bâti dont fait partie l'établissement est relativement large mais donne principalement sur les campagnes. Seules quelques vues s'offrent sur le site depuis l'extrémité ouest du village de Warzée ainsi qu'au sud depuis la RN66 qui constitue un important lieu de passage pour les observateurs ordinaires. Ces vues mériteraient donc d'être traitées.



Photo 32 : bande boisée le long de B1

Il résulte de ces différents points que l'impact paysager de l'établissement existant peut être considéré comme acceptable mais qu'il constitue tout de même un ensemble bâti assez large et visuellement imposant. Quelques mesures d'intégration paysagère supplémentaire pourraient être envisagées.

5.6. IMPACT SUR LE CADRE BÂTI

Aucun volet urbanistique n'est inclus à la demande faisant l'objet de la présente étude. Aucun travail impliquant une quelconque démolition d'un édifice bâti n'est dès lors envisagé et aucun impact n'est à attendre à ce niveau.

Par ailleurs, il ressort de la consultation des listes des monuments et sites classés qu'aucun édifice de ce type ne se trouve à proximité du site d'étude ni au sein de son enveloppe visuelle. L'exploitation des demandeurs n'exerce donc pas d'impact sur le patrimoine par la dévalorisation ou l'obturation de perspectives sur un site classé ou exceptionnel.

En ce qui concerne l'impact existant de l'établissement sur les constructions alentours, du fait des activités qui y sont menées et des nuisances éventuelles, il convient de se référer aux différentes analyses thématiques développées dans le cadre du présent chapitre. Un problème souvent évoqué lorsqu'il s'agit d'autorisations portant sur des élevages intensifs est celui de la dévalorisation immobilière des biens locaux.

Si on se réfère aux données statistiques existantes en matière de prix de l'immobilier et de spéculations agricoles, aucun lien ne peut être établi entre les valeurs immobilières et la présence d'élevages intensifs. Ainsi, des communes flamandes présentant des densités d'élevage jusqu'à 10 fois plus importantes que ce qu'on observe en Wallonie se caractérisent par des valeurs immobilières deux à trois fois plus importantes.

Ces chiffres sont à considérer de manière indicative et ne constituent pas en soi une quelconque démonstration. Ils permettent cependant d'apprécier que les valeurs immobilières dépendent avant tout des grandes orientations du marché et des spécificités régionales.

L'impact d'un établissement tel que celui du demandeur ne peut donc s'exercer que de manière tout à fait locale, à partir du moment où un impact avéré est exercé sur une valeur immobilière à la vente, par exemple sur une maison se trouvant inscrite dans le rayon de gêne olfactive, pour autant que cela se traduise par une nuisance effective.

D'un point de vue paysager, comme évoqué précédemment, l'établissement est situé à l'écart du village et sa perception est limitée depuis les habitations voisines. La plus proche est une construction récente, de moins de deux ans.

En termes d'infrastructures, concernant la conduite de la CILE évoquée lors de la réunion d'information préalable, elle alimente le réservoir de Warzée situé à 667 m au nord de l'établissement, le long de la rue du Chêne qui prolonge le Tige de Hody.

Ce réservoir, installé sur un point haut, alimente gravitairement l'agglomération liégeoise et le Condroz. Il est lui-même alimenté au départ des captages du Néblon, situés à 5 km au sud, via la conduite précitée. Cette conduite ne passe pas dans le périmètre de l'établissement.

Enfin, on rappellera que le site n'est pas cartographié en matière de présomption de sites archéologiques.

5.7. IMPACT SUR LE CADRE BIOLOGIQUE

L'établissement des demandeurs est en grande partie urbanisé et son intérêt biologique est donc assez limité. Les espaces non urbanisés sont toutefois affectés à des plantations : bande boisée, vergers, pré fleuri et talus, comme exposé au § 3.9.8. La végétation mise en place reste relativement commune mais apporte une certaine diversité au sein de la vaste zone de cultures entourant l'établissement.

Le projet n'implique aucune construction puisqu'il s'agit simplement d'opérer un renouvellement du permis. Aucune urbanisation n'étant prévue, il n'y aura aucune destruction de milieu biologique par rapport à la situation existante.

Concernant les parcelles d'épandage de l'exploitation des demandeurs, la comparaison du parcellaire au périmètre des zones Natura 2000 ne renseigne aucune parcelle reprise au sein d'un site bénéficiant de ce statut de protection. On soulignera toutefois que la parcelle n°3 localisée ci-avant jouxte sur 170 m le site Natura 2000 BE34002 Vallée de l'Ourthe entre Bomal et Hamoir.

Pour le reste, comme détaillé au § 3.9., aucun site biologique protégé ou présentant un intérêt reconnu ne se trouve à proximité de l'établissement. Aucun impact n'est donc à attendre à ce niveau.

5.8. IMPACT SUR LA CIRCULATION LOCALE

Le trafic de l'établissement peut être évalué conformément au tableau suivant.

POSTES	Unité	Quantités annuelles	Quantité par convoi	Convoi/an	Passages/an (AR)
Amenée des oeufs en fin d'incubation	oeuf	347200	49600	7	14
Aliments du commerce	tonne	1000	30	33	66
Céréales par convoi agricole	tonne	350	15	23	46
Anas de lin par camion	tonne	31	10,3	3	6
Enlèvements poulets gras	animal	336784	8 000	42	84
Enlèvements cadavres	Passage 1 x par semaine			52	104
Enlèvement fumiers	tonne	595	15	40	79
Enlèvement eaux de nettoyage	m ³	70	15	5	10
Livraison gaz	litre	36470	4500	7	14
TOTAL				212	423
Moyenne quotidienne				0,58	1,16
Moyenne jour ouvrable				0,85	1,69

Tableau 43: évaluation du trafic imputable à l'établissement

En moyenne, cela représente environ un convoi par jour qui dessert l'établissement pour ses activités d'élevage, soit deux passages allers et retours. Il faut y ajouter les mouvements, difficilement quantifiables des engins agricoles pour les soins aux cultures, ces engins étant entreposés dans le hangar B3.

Quoiqu'il en soit, cette circulation ne présente pas de caractère exceptionnel ni particulièrement préoccupant, même compte tenu de la route de campagne desservant le site. Celle-ci, en l'occurrence la rue de Bihay, ne supporte pour l'essentiel que cette circulation, de même que celles liées à la desserte des autres terres agricoles de la zone.

La rue de Bihay ne supporte en effet pas de circulations de transit, étant donné qu'elle n'est empierrée au-delà du site en direction de Lizin. La connexion vers Ouffet via la Vieille Route de Huy offre très peu d'intérêt puisqu'elle est parallèle à la RN66 est peu praticable.

Cela implique également toutefois que le trafic lié à l'établissement doit emprunter la rue de l'Eglise pour rejoindre la RN66 et donc traverser le village de Warzée. Vu l'importance limitée de ce trafic, cela n'apparaît pas comme extrêmement problématique.

Il faut toutefois relever que l'établissement ne dispose pas de pont-bascule et que la pesée des camions chargés de l'enlèvement des poulets gras doit donc s'opérer à l'extérieur, en l'occurrence au dépôt Walagri rue du Montys à Soheit-Tinlot. Cela ne génère toutefois aucune circulation supplémentaire car les camions pèsent à vide en rejoignant l'établissement au départ de la RN63 et pèsent chargés en sens inverse. Ils n'effectuent donc aucune rotation complémentaire pour le pesage.

En termes de circulations lentes, l'établissement du demandeur n'est pas traversé par un sentier ou un chemin vicinal et ne jouxte aucun itinéraire RAVeL officiel. La rue de Bihay et la Vieille Route de Huy sont toutefois empruntées par des itinéraires de promenade balisés et sont également repris dans le réseau point-nœuds.

Le réseau points-nœuds est un réseau cyclable fonctionnant par la présence de balises, sous forme de numéro, mis en œuvre au niveau de chaque intersection du réseau. L'établissement est localisé sur le tronçon compris entre les nœuds suivants :

- Nœud n°75 qui se trouve à 975 m au nord-ouest de l'établissement, à l'intersection entre la rue Ponsay et le Tige Hody.
- Nœud n°76 qui se trouve à 2.250 m au sud-est de l'établissement, à l'intersection entre la rue d'Ellemelle, prolongeant la Vieille Route de Huy et la rue de Hody.

Le fonctionnement de l'exploitation, qui engendre une circulation limitée et classique pour une activité agricole, ne compromet pas cette fonction en termes de déplacements doux.

5.9. AUTRES INCIDENCES

5.9.1. Lutte contre l'incendie

Dans ce cadre, plusieurs aspects sont à considérer, à savoir, essentiellement, les facilités d'accès pour les véhicules d'intervention, les possibilités de manœuvre sur place et la disponibilité en eau à proximité.

En termes de possibilité d'accès, on rappellera la nécessité d'emprunter des voiries locales pour rallier le site. Au niveau de l'établissement à proprement dit, les aires de desserte extérieures permettent aux véhicules d'intervention d'accéder aux bâtiments et de se positionner assez facilement.

On signalera que la Zone de Secours HEMECO (Hesbaye-Meuse-Condroz) dispose d'un poste PIS à Hamoir rue de Tohogne. La distance séparant la caserne de l'établissement est de l'ordre de 10 km, avec un temps de parcours d'environ 12 minutes en conditions normales.

Concernant la disponibilité en eau, les citernes de l'établissement offrent une capacité de 80 m³. Le puits permet également de disposer d'une petite réserve d'eau, avec une capacité de pompage de 3 m³/h. Il n'y a pas de bornes incendie à proximité.

On signalera par ailleurs que le mode de chauffage actuel avec des aérothermes est beaucoup plus sécurisant que les systèmes employés à l'origine, soit des canons à chaleur à pétrole. La plupart des sinistres causés par ces derniers dans les poulaillers, dont celui qui a lieu il y a quelques années au niveau de l'exploitation des demandeurs, surviennent lors de la mise à température du bâtiment, précédant l'arrivée des poussins. Ce sont des étincelles provenant du canon qui embrasent la litière paillée, qui est alors parfaitement sèche puisque non encore utilisée par les volailles.

Ce type d'incident ne se produit plus avec les aérothermes.

5.9.2. Gestion des déchets

En matière de déchets, les modes d'évacuation actuellement retenus et décrits au chapitre 4 sont satisfaisants et n'appellent guère de commentaires spécifiques.

5.9.3. Présence d'insectes, de vermine, de rongeurs

La vermine, vecteur de germes pathogènes, peut provoquer de nombreuses nuisances, d'une part aux animaux eux-mêmes et, d'autre part à l'homme. Les rongeurs, quant à eux, peuvent également causer des dégâts matériels aux poulaillers, porcheries, à l'isolation et aux câbles électriques. Pour ces différentes raisons, il y a grand intérêt à éviter toute pullulation de vermine par une lutte efficace.

Concernant les poulaillers, la première lutte est d'abord la propreté. En effet, dans un poulailler propre, la vermine aura moins de chance de se développer. Les nuisibles les plus répandus dans les poulaillers sont les rats et souris, les mouches, les poux et les puces.

Toutefois, la présence de mouches dans un poulailler de ce type et aux alentours est extrêmement limitée. En effet, une pullulation de mouches résulte d'une ponte qui est généralement favorisée par la présence d'un milieu humide. Dans la mesure où le fumier présent est très sec (60 à 75 % de matière sèche), le milieu n'est pas propice à la ponte des diptères, ceux-ci affectionnant les milieux où l'humidité dépasse les 60 voire 70 %.

Néanmoins, si un problème venait à survenir dans un poulailler (fuite d'eau, ventilation déficiente, p.ex.) et humidifiait le fumier, une prolifération de mouches n'est pas exclue. Dans ce cas accidentel, il existe des méthodes de lutte efficaces.

Pour ce qui est des rongeurs, il est à signaler qu'un poulailler d'engraissement est un bâtiment particulièrement bien fermé pour des raisons de gestion optimale des conditions climatiques intérieures. Le bâtiment est accessible uniquement via un sas et il n'y a aucune ouverture possible à la base des murs. Les accès étant ainsi réduits, voire nuls, le développement de colonies de rongeurs est pratiquement impossible.

5.9.4. Impacts cumulatifs

L'établissement des demandeurs présente une implantation relativement isolée et les autres exploitations agricoles de la zone sont suffisamment éloignées des poulaillers pour ne pas générer d'impact cumulatif significatif. On soulignera toutefois les aspects suivants :

- En termes de rejets atmosphériques, un impact cumulatif est à attendre en ce qui concerne les émissions de GES, celles-ci constituant une problématique globale. Pour les autres rejets, vu l'éloignement du site, aucun cumul spécifique n'est à attendre en termes de rejets atmosphériques.
- En matière d'eaux souterraines, aucune autre prise d'eau n'est proche du puits de l'exploitation. Pour les épandages, il n'y a pas d'impact cumulatif significatif avec les autres exploitations agricoles de l'entité, les surfaces agricoles disponibles permettant la valorisation de la totalité des effluents dans le respect des dispositions du Code de l'Eau.
- Au niveau paysager, vu l'isolement du site, aucun impact cumulatif particulier ne peut être mis en évidence, l'établissement ne s'inscrivant sur aucune vue commune avec une autre exploitation.
- L'implantation isolée de l'établissement garantit l'absence de tout impact cumulatif en matière de bruit.
- En termes de trafic, les circulations liées à l'établissement restant très faibles, elles n'engendrent aucun cumul d'impact significatifs.

5.9.5. Impacts sur une entité voisine

L'établissement se trouve à un peu plus de 1 km des limites communales de Tinlot et n'est pas susceptible d'y exercer un impact significatif.

5.9.6. Désinfection et aspects sanitaires

Entre deux rondes, les poulaillers sont vidés mécaniquement de leur fumier à l'aide d'un chargeur frontal, puis balayés. Ils sont ensuite nettoyés et désinfectés. Le système d'abreuvement est quant à lui assaini par drainage. Il est à noter que les produits utilisés sont considérés comme facilement bio-dégradables par la législation.

L'ensemble de ces eaux sont orientées vers les citernes de récupération et sont chargées d'un reliquat d'effluents.

Une ultime désinfection vient parfaire l'hygiénisation des locaux.

Elle consiste en une désinfection par atomisation. La solution désinfectante, dont le dosage varie selon le produit utilisé, est pulvérisée en très fines gouttelettes à l'intérieur des bâtiments. Il n'y a aucun écoulement puisqu'il s'agit d'un brouillard qui retombe sur les parois du poulailler, les désinfecte et s'évapore.

Au cours de l'engraissement, aucun antibiotique n'est administré aux animaux de manière systématique. Seul un antibiotique à large spectre (Amoxilline) est administré à l'initiative du vétérinaire en charge de l'exploitation en cas de nécessité. Il n'est pas rare que la ronde d'engraissement s'opère sans aucun traitement de ce type.

L'utilisation de ces médicaments doit être consignée dans un registre tenu à disposition de l'AFSCA qui contrôle l'établissement à raison d'un minimum de deux fois par an. Un autre contrôle est opéré dans le cadre de la filière de qualité différenciée BELPLUME que respecte l'élevage du demandeur.

Un délai doit être respecté entre l'administration d'antibiotiques et l'abattage des animaux. Si ce délai n'est pas respecté, et qu'un contrôle positif est opéré à l'abattoir par le vétérinaire de l'AFSCA, le lot de poulets est déclassé, ce qui engendre une perte très importante pour l'exploitant.

Concernant la grippe aviaire, il s'agit d'une maladie infectieuse d'origine virale affectant les oiseaux sauvages et en particulier le gibier d'eau comme les canards et les oies. Les virus aviaires ne se transmettent généralement pas à l'homme, mais certains font exception et ont franchi la barrière des espèces.

Les virus de la grippe aviaire peuvent parfois se transmettre aux volailles domestiques et être à l'origine de flambées épidémiques. Afin d'éviter le risque de transmission, des mesures de confinement sont prévues pour les volailles évoluant en plein air.

Pour les élevages intensifs, le risque de transmission est réduit étant donné que les volailles ne sortent pas en plein air et restent confinées à l'intérieur des bâtiments. Les occurrences de contact avec l'avifaune sauvage sont donc réduites.

En outre, l'alimentation et l'abreuvement se font également à l'intérieur, à l'aide d'aliments ou de céréales stockés en silos fermés et d'eaux de puits.

Les vecteurs de contamination sont donc assez réduits au niveau des élevages intensifs, à condition que toute personne ou tout matériel amené dans l'enceinte de l'élevage fasse l'objet des mesures sanitaires généralement prévues (utilisation de salopette spécifique, coiffe et couvre-chausse, désinfection,...).

Le risque de contamination est donc faible mais ne doit toutefois pas être négligé, au premier chef par l'exploitant.

En effet si les mesures sanitaires sont insuffisantes et qu'une contamination survient, ce type d'élevage présente alors une sensibilité accrue étant donné le nombre important d'animaux présents et leur similitude génétique, eu égard à la sélection dont ils ont fait l'objet.

On notera également que des cas de botulisme aviaire peuvent survenir sur les volailles. Le botulisme est une maladie animale et humaine caractérisée par une atteinte nerveuse, causée par l'action d'une toxine produite par une bactérie, *Clostridium botulinum*.

Cette atteinte nerveuse se traduit par une variété de signes cliniques, tous associés à la paralysie de muscles locomoteurs, respiratoires ou viscéraux. Chez l'homme, le botulisme est essentiellement lié à la consommation de conserves mal préparées ou altérées. Chez l'animal, la consommation de cadavres décomposés est la source majeure de contamination.

Le botulisme résulte de l'action d'une neurotoxine, celle-ci pouvant être de plusieurs types A, B, C, D, E, F ou G. Les oiseaux sont sensibles aux toxines de type B, C, D et E, avec une prédominance nette des types C et D. Le botulisme humain est dû aux toxines A, B (très majoritaire) et E.

La plupart des cas de botulisme aviaire signalés sont provoqués par des toxines de type C ou D, sans risque pour l'homme. Malheureusement, ces dernières années, on observe une émergence de botulisme aviaire de type E, rencontré uniquement chez *Gallus* pour l'instant et qui pourrait contaminer l'homme. Jusqu'à présent, aucun cas de botulisme humain n'a été associé à la consommation de produits des filières avicoles.

Le botulisme aviaire est généralement provoqué par l'ingestion par les poulets de spores de *Clostridium botulinum*. Ces spores peuvent être présents dans l'environnement et apportés dans l'élevage par des insectes, des petits mammifères ou des oiseaux sauvages. Dans le cadre d'élevage intensif comme celui des demandeurs, ce type de contamination est difficile, les volailles n'évoluant pas sur un parcours plein air. Des contaminations via les aliments ou l'eau d'abreuvement ne peuvent cependant pas être exclues, même si d'occurrence très réduite.

Dans ce cas, la mortalité du lot de volailles devient très importante et peut aller jusqu'à 100 %. Le lot doit alors être isolé et éliminé en veillant à l'évacuation immédiate et sécurisée des cadavres et à l'incinération des fumiers, ceux-ci pouvant s'avérer contaminant pour d'autres espèces animales s'ils sont épandus.

Enfin, on signalera que, depuis quelques années, un programme de lutte contre les salmonelles est en cours chez les volailles de reproduction, les poules pondeuses, les poulets de chair et les dindes de chair. Le programme comprend des mesures de prévention qui font partie des conditions d'autorisation pour la détention de volailles, un monitoring et des mesures en cas de lots positifs.

Chez les poulets de chair et les dindes de chair, depuis 1999, une analyse visant la détection de *Salmonella* est effectuée dans les 3 semaines précédant l'abattage. Si elle est positive, le lot fait l'objet d'un abattage logistique. Ces dispositions ont été reformalisées par une circulaire de l'AFSCA du 19 novembre 2013, mises à jour le 28 octobre 2020.

On soulignera notamment qu'après le vide sanitaire nécessaire et avant la mise en place d'un nouveau troupeau, un hygiénogramme est réalisé par un organisme accrédité. Cette disposition est respectée au niveau de l'établissement des demandeurs, comme attesté par les documents en annexe 4.

Dans le cas particulier de l'élevage du demandeur qui procède à l'éclosion sur site, (nestborn) une analyse de recherche de *Salmonella* est également effectuée sur les coquilles à l'arrivée du lot.

En outre, la circulaire du 25 novembre 2013, actualisée le 26 juillet 2018, fixe les conditions sanitaires générales pour la détention de volailles et définit un certain nombre de mesures préventives. Il s'agit de mesures générales, applicables à tous types de volailles (désignation d'un vétérinaire, présence d'un sas sanitaire, tenue de registre, confinement du bâtiment, programme de nettoyage,...) ainsi que de mesures spécifiques aux poulets de chair (analyses de l'eau d'abreuvement).

Ces dispositions sont des impositions légales auxquelles satisfait l'établissement du demandeur et qui font l'objet de contrôle régulier de l'AFSCA.

5.9.7. Pollution lumineuse

Les poulaillers sont éclairés à l'intérieur selon un rythme permettant aux animaux de bénéficier d'une période de repos minimale de 8h. Il n'y a aucun éclairage extérieur.

Lors du chargement, généralement effectué en période nocturne. La cour avant est toutefois éclairée. Les phares des camions peuvent également constituer une source de lumière dérangeante. Dans le cas présent, étant donné la localisation des habitations les plus proches et le relief local, aucune nuisance particulière n'est attendue à cet égard.

6. MESURES PROPOSEES

6.1. INTRODUCTION

La présente étude se rapporte au renouvellement du permis d'exploiter pour un établissement existant. Aucune modification ou extension de cet établissement n'est envisagée.

Les mesures suivantes sont proposées dans ce cadre et pourront être soit intégrées par le demandeur à sa demande, soit inspirer des conditions particulières d'exploitation qui seraient imposées par l'Autorité lors de la délivrance éventuelle du permis requis.

On rappellera ici qu'en vertu de l'article D73 du Code de l'Environnement, la demande qui sera déposée par l'exploitant à la suite de la présente étude devra être conforme à ce qui a été examiné dans le cadre de cette dernière. L'article précité établit en effet que:

" Le projet, objet de la demande de permis, peut comporter des modifications par rapport au projet qui a fait l'objet de l'étude d'incidences lorsque ces modifications trouvent leur fondement dans des suggestions faites par l'auteur de cette étude. Lorsque, nonobstant les suggestions faites par l'auteur de l'étude d'incidences, le demandeur de permis n'entend pas modifier son projet, il en rend compte de manière motivée dans sa demande".

Comme le rappelle également cet extrait, les mesures proposées par l'étude d'incidences, et reprises ci-après ne sont pas contraignantes. Dans ce cas, il appartient cependant au demandeur de motiver la raison pour laquelle les mesures proposées ne sont pas suivies.

6.2. RESPECT DU CADRE LÉGAL

L'établissement actuel présente un bon niveau de conformité par rapport aux dispositions légales et aux conditions auxquelles il est soumis. Toutefois, l'analyse développée au chapitre 5 ci-avant révèle tout de même quelques non-conformités récapitulées ci-après avec les recommandations qui en résultent.

1. Certaines installations annexes ne font pas spécifiquement l'objet des permis en cours et doivent être intégrées à la demande de permis à introduire.

Mesure 6.2.1. : Inclure la totalité des installations classées à la demande de renouvellement à introduire

2. La zone de prise d'eau n'est pas conforme aux conditions sectorielles

Mesure 6.2.2. : Demander une zone de prise d'eau dérogatoire et prévoir un panneau de signalisation conforme pour le puits

3. Directive IED, conformité aux nouvelles MTD

Mesure 6.2.3. : Envisager un suivi des émissions d'ammoniac par l'installation d'une sonde au sein des poulaillers

Mesure 6.2.4. : Demander une dérogation pour les MTD non appliquées

6.3. CADRE PHYSIQUE

Les incidences mises en évidence au chapitre 5 peuvent être synthétisées comme suit, avec les recommandations qui en résultent.

1. Retombées acidifiantes

Les alentours de l'établissement sont intégralement affectés à des terres de culture présentant une faible sensibilité aux retombées acidifiantes. On recommandera tout de même une surveillance des émissions d'ammoniac, comme préconisé en mesure 6.2.3.

2. Production de gaz à effet de serre et efficacité énergétique

L'efficacité énergétique peut être renforcée en mettant en œuvre les récupérateurs de chaleur. Ceux-ci ont en effet un double avantage :

- La partie de l'air extrait du poulailler qui est utilisée pour la récupération de chaleur est préalablement filtrée, ce qui évite la diffusion d'une partie des poussières et donc une réduction de la propagation des odeurs.
- La récupération de chaleur conduit à une diminution des quantités de combustibles utilisés pour le chauffage allant de 35 à 60 %, ce qui génère un intérêt financier pour l'exploitant.

Cela pourrait être couplé avec la mise en œuvre de nouveaux panneaux photovoltaïques.

Mesure 6.3.1. : Mettre en place des récupérateurs de chaleur pour les poulaillers et envisager de renforcer les panneaux photovoltaïques

3. Gestion des eaux pluviales

Compte tenu de l'absence d'exutoire suffisant au fossé de la Vieille Route de Huy, une rétention des eaux pluviales devrait être mise en œuvre au niveau du site. Celle-ci pourrait se faire en orientant l'égouttage interne de l'établissement, qui ne reprend que des eaux pluviales, vers une tranchée drainante implantée au point bas du site, par exemple, en dessous de la dalle bétonnée.

Sous réserve de tests de perméabilité, le bon drainage des sols en place devrait permettre d'infiltrer la majeure partie des eaux au sein de cette tranchée et d'ainsi éviter de surcharger le fossé de la Vieille Route de Huy.

Mesure 6.3.2. : Mettre en place un dispositif d'infiltration des eaux pluviales

4. Gestion des épandages

La gestion actuelle des épandages n'appelle pas de commentaires particuliers, les recommandations suivantes sont formulées pour mémoire.

Mesure 6.3.3. : Dans le respect des dispositions du Code de l'Eau, poursuivre la passation de contrats d'épandage afin de valoriser les excédents d'effluents résultant de l'exploitation actuelle et du projet dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Mesure 6.3.4. : Respecter les périodes d'épandage autorisées et les autres prescriptions du Code de l'Eau pour les fumiers poulets qui sont considérés comme des effluents à action fertilisante rapide, caractérisés par une forte teneur en azote immédiatement disponible.

Mesure 6.3.5. : Eviter les épandages le dimanche et les jours fériés et privilégier les journées grises et pluvieuses. Procéder par ailleurs à un enfouissement rapide des effluents au niveau des terres arables.

5. Le rapport de base effectué dans le cadre des dispositions de la Directive IED a mis en évidence de légères contaminations du remblai.

Mesure 6.3.6. : Suivre les recommandations du rapport de base et procéder aux vérifications périodiques des citernes.

6.4. CADRE ACOUSTIQUE

L'impact acoustique de l'exploitation n'est pas avéré dans la mesure où aucun dépassement des valeurs limites fixant les conditions d'exploiter n'est à attendre sur base des sources sonores de l'établissement. Aucune mesure particulière n'est donc à recommander à ce niveau.

6.5. CADRE PAYSAGER

Sur le plan paysager, aucun impact n'est à attendre dans le cadre de la demande qui ne comprend aucun volet urbanistique. L'établissement bénéficie déjà de mesures d'intégration visuelle mais celles-ci mériteraient d'être renforcée vers l'ouest en direction du village et vers le sud et la RN66.

Un bouquet arbustif et arboré pourrait ainsi utilement compléter le pré fleuri mis en place à l'extrémité ouest de manière à améliorer l'intégration du hangar B3. Au sud, une plantation pourrait être prévue le long du poulailler B2 pour atténuer la perception de la longueur de cette construction sur les vues lointaines.

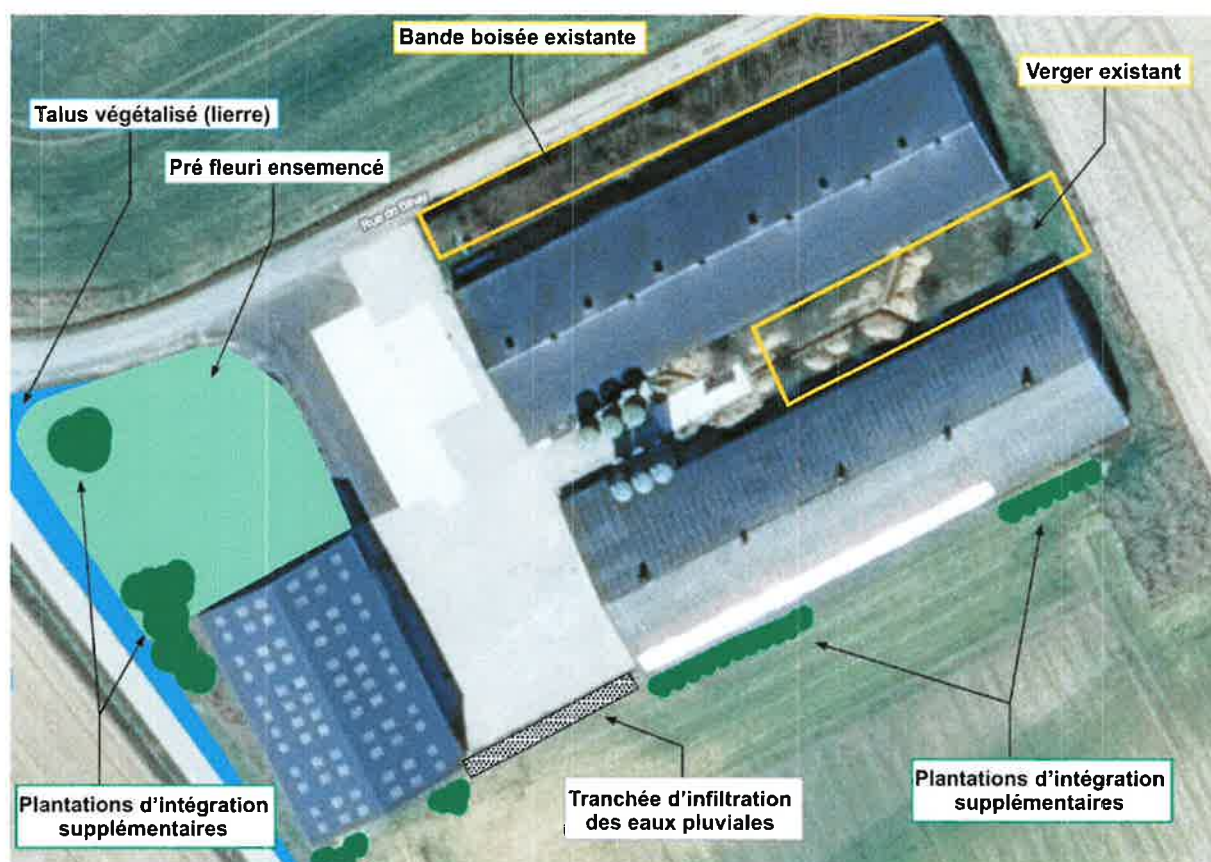


Figure 32 : proposition d'aménagements

Mesure 6.5.1. : Procéder à des plantations d'intégration supplémentaire

6.6. CADRE BÂTI

En ce qui concerne le cadre bâti, l'établissement ne génère pas d'impact significatif sur les monuments et sites classés et n'implique aucune déconstruction. Le site ne se trouve pas non plus dans une zone archéologique sensible. Aucune mesure particulière n'est donc à préconiser à ce niveau.

6.7. CADRE BIOLOGIQUE

En ce qui concerne le cadre biologique, aucune mesure spécifique n'est à préconiser au niveau de l'établissement.

Toutefois, si des plantations d'intégration sont mises en place, il conviendra de retenir les essences indigènes de Wallonie récapitulées ci-après. Les essences locales à haut potentiel biogènes, comme les chênes, les érables, les hêtres, les merisiers ou les saules sont à utiliser en priorité.

- Alisier torminal (*Sorbus torminalis*)
- Alouchier (*Sorbus aria*)
- Aubépine épineuse (*Crataegus laevigat*)
- Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*)

- Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*)
- Bouleau pubescent (*Betula pubescens*)
- Bouleau verruqueux (*Betula pendula*)
- Bourdaine (*Frangula alnus*)
- Buis (*Buxus sempervirens*)
- Camérisier (*Lonicera xylosteum*)
- Cerisier à grappes (*Prunus padus*)
- Cerisier de Ste-Lucie (*Prunus mahaleb*)
- Charme (*Carpinus betulus*)
- Chêne pédonculé (*Quercus robur*)
- Chêne pubescent (*Quercus pubescens*)
- Chêne sessile (*Quercus petraea*)
- Cornouiller mâle (*Cornus mas*)
- Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*)
- Épine-vinette (*Berberis vulgaris*)
- Érable champêtre (*Acer campestre*)
- Érable plane (*Acer platanoides*)
- Érable sycomore (*Acer pseudoplatanus*)
- Frêne commun (*Fraxinus excelsior*)
- Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*)
- Genévrier commun (*Juniperus communis*)
- Hêtre (*Fagus sylvatica*)
- Houx (*Ilex aquifolium*)
- If commun (*Taxus baccata*)
- Merisier (*Prunus avium*)
- Néflier (*Mespilus germanicus*)
- Nerprun purgatif (*Rhamnus cathartica*)
- Noisetier, coudrier (*Coryllus avellana*)
- Orme champêtre (*Ulmus minor*)
- Orme des montagnes (*Ulmus glabra*)
- Orme lisse (*Ulmus laevis*)
- Peuplier noir (*Populus nigra*)
- Peuplier tremble (*Populus tremula*)
- Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*)
- Poirier commun (*Pyrus pyraeaster*)
- Pommier sauvage (*Malus sylvestris*)
- Prunellier (*Prunus spinosa*)
- Saule à oreillettes (*Salix aurita*)
- Saule à trois étamines (*Salix triandra*)
- Saule blanc (*Salix alba*)
- Saule cassant (*Salix fragilis*)
- Saule cendré (*Salix cinerea*)
- Saule des vanniers (*Salix viminalis*)
- Saule marsault (*Salix caprea*)
- Saule pourpre (*Salix purpurea*)
- Saule roux (*Salix atrocinerea*)
- Sorbier des oiseleurs (*Sorbus aucuparia*)
- Sureau à grappes (*Sambucus racemosa*)
- Sureau noir (*Sambucus nigra*)
- Tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*)

- Tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*)
- Troène (*Ligustrum vulgare*)
- Viorne mancienne (*Viburnum lantana*)
- Viorne obier (*Viburnum opulus*)

L'utilisation d'essences ornementales telles le thuya ou le laurier-cerise ainsi que le recours massifs aux résineux (épicéas, abies,...) est à proscrire, de même que les espèces pouvant présenter un caractère invasif, comme par exemple le robinier faux-acacia ou le cerisier tardif (*Prunus serotina*)...

Mesure 6.7.1. : Réaliser les plantations d'intégration supplémentaire à l'aide d'essences locales et non invasives.

Mesure 6.7.2. : Réaliser les plantations sur une bande multi-rangs de différentes hauteurs, de façon à créer une zone de lisière propice à l'entomofaune et à l'avifaune.

6.8. CIRCULATION LOCALE

L'impact de l'établissement est limité en matière de circulation locale. Aucune mesure particulière n'est à prévoir à ce niveau.

7. SYNTHÈSE

7.1. PRÉALABLE

Le tableau présenté ci-après fournit une synthèse de l'évaluation environnementale et des recommandations qui peuvent être formulées quant à l'établissement étudié. Il faut néanmoins poser un préalable à l'examen de ce document synthétique dont l'utilisation, sans se référer au texte intégral, pourrait mener à des interprétations biaisées. Il importe donc de renvoyer le lecteur aux six chapitres précédents.

7.2. SYNTHÈSE

Domaine	Incidences	Niveau	Mesures
Cadre légal	Installations annexes non spécifiées dans les permis actuel	+	Inclure ces installations à la demande
	Conditions sectorielles et intégrales applicables	+	Mise en conformité du puits
	Directive IED	++	Envisager un suivi des émissions d'ammoniac
Cadre physique	Retombées acidifiantes	+	Envisager la pose d'une sonde de contrôle dans les poulaillers
	Dépenses énergétiques et gaz à effet de serre	++	Envisager le placement de récupérateurs de chaleur et de renforcer le dispositif de panneaux photovoltaïques
	Gestion des eaux pluviales	++	Envisager la mise en place d'un dispositif d'infiltration
	Gestion des épandages	++	Poursuivre la passation de contrats d'épandage pour la valorisation des fumiers excédentaires
		++	Respecter les prescriptions du Code de l'Eau en matière de techniques d'épandage
		+	Eviter les épandages le dimanche et les jours fériés. Privilégier les journées grises et pluvieuses et éviter les dimanches et les jours fériés
		++	Procéder à l'enfouissement des fumiers lors des épandages
	Rapport de base de la qualité des sols	+	Suivre les recommandations du rapport de base
Cadre paysager	Vues lointaines du site vers l'ouest et le sud	+	Prévoir des plantations d'intégration supplémentaires
Cadre biologique	Plantations d'intégration	+	Utiliser des essences locales et non invasives

+ = risque d'impact faible ++ = risque d'impact moyen +++ = risque d'impact important

Tableau 44 : synthèse des recommandations

8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

8.1. APERÇU DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée durant la réalisation de la présente étude.

8.2. GLOSSAIRE

AQUIFÈRE : formation du sol ou du sous-sol dans laquelle se trouve la nappe d'eau souterraine

ASSOLEMENT : voir "rotation"

AZOTE MINÉRAL : azote combiné à de l'oxygène ou à de l'hydrogène et présent dans le sol sous forme d'ions ou de molécules. Il peut soit être dissous dans la solution du sol, soit adsorbé (retenu) sur le complexe argilo-humique, soit rétrogradé (immobilisation, plus ou moins réversible, de l'ion ammonium NH_4^+ dans les espaces interfoliaires des argiles). Cet azote minéral correspond aux ions suivants :

- azote nitrique = ion nitrate (NO_3^-)
- azote nitreux = ion nitrite (NO_2^-)
- azote ammoniacal = ion ammonium (NH_4^+).

AZOTE ORGANIQUE : azote combiné aux différentes matières organiques présentes dans le sol (notamment à l'humus), dans les résidus de cultures ou dans les fertilisants organiques. Cet azote organique sera plus ou moins rapidement minéralisé, c'est-à-dire libéré sous forme d'azote minéral utilisable par les végétaux pour leur nutrition.

BUREAU D'ÉTUDES AGRÉÉ : le bureau d'études agréé pour la réalisation d'études d'incidences sur l'environnement en Région wallonne est une structure regroupant différents experts et qui a été agréée par arrêté ministériel. Il peut s'agir d'une structure privée (société commerciale, asbl,...) ou d'une personne de droit public (intercommunale, faculté universitaire,...). Seuls les bureaux d'études agréés peuvent réaliser une étude d'incidences sur l'environnement dans le cadre d'une demande de permis d'environnement, de permis unique ou de permis de lotir. Ils sont choisis par le demandeur qui prend en charge les honoraires relatifs à la réalisation de l'étude d'incidences. Cependant, le travail du bureau d'études agréé est contrôlé, notamment par le Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable, et le bureau risque un retrait de son agrément s'il apparaît que l'étude est réalisée de manière insatisfaisante ou complaisante par rapport au demandeur.

CYPRINICOLE (EAU) : eau dans laquelle vivent ou pourraient vivre les poissons appartenant aux cyprinidés ou d'autres espèces telles que les brochets, les perches ou les anguilles.

DBO (DEMANDE BIOCHIMIQUE EN OXYGÈNE) : quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes (bactéries) présents dans l'eau pour dégrader naturellement les matières organiques. Elle s'exprime en milligramme d'oxygène par litre.

DCO (DEMANDE CHIMIQUE EN OXYGÈNE) : quantité d'oxygène à fournir à une eau pour détruire par oxydation chimique toutes les matières organiques dissoutes. Elle s'exprime aussi en milligramme d'oxygène par litre.

DEMANDEUR : personne physique ou morale sollicitant l'autorisation urbanistique et/ou environnementale nécessaire à la mise en œuvre du projet faisant l'objet de l'étude d'incidences sur l'environnement.

EFFLUENTS D'ÉLEVAGE : les fumiers, les purins, les lisiers, y compris les effluents de volaille.

EMBLAVEMENT : (synonyme : emblavure) ensemencement d'une terre de culture

EMISSION : rejet de toute nature (gazeux, liquide, solide, sonore, ...) considéré à la source.

EUTROPHISATION : accumulation graduelle de débris organiques dans les eaux stagnantes, due à l'activité métabolique des organismes qui les habitent ou due à des apports extérieurs, provoquant la prolifération excessive de végétaux aquatiques et entraînant l'appauvrissement en oxygène des eaux profondes. Le phosphore et l'azote, sous formes minérales en sont les principaux agents responsables. Selon les teneurs d'une eau en ces éléments, celle-ci peut être caractérisée selon un degré d'eutrophisation croissant (oligotrophe, oligomésotrophe, mésotrophe, mésoeutrophe, eutrophe, polytrophe).

FERTILISANT ORGANIQUE : toute substance obtenue à partir de matière organique et contenant un ou des composés azotés et utilisée afin d'améliorer la croissance de la végétation, y compris les engrais de ferme, les résidus des élevages piscicoles, les gadoues de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues ainsi que les boues d'épuration.

FUMIER : mélange solide de litière, d'urine et d'excréments d'animaux et présentant un rapport C/N supérieur à 8. Au sens strict du terme, ne sont pas compris les effluents de volailles.

GLEYIFICATION : phénomène de réduction chimique des composants du sol suite à un engorgement permanent de celui-ci par la nappe d'eau (phénomène d'hydromorphie). Ce processus conduit à la formation d'un sol qualifié de "gley" ou sol gleyifié. Si l'engorgement est temporaire, il y a alors alternance de phénomènes de réduction (durant la période d'engorgement) et d'oxydation (durant la période de retrait de la nappe) avec transport des substances réduites. On parle alors de "pseudo-gley" caractérisé par la présence de taches de rouille dans le profil.

HORIZON STRUCTURAL : couche de sol se différenciant des autres par une structure (mode d'assemblage des constituants du sol) différente

HORIZON TEXTURAL : couche de sol se différenciant des autres par une texture (composition granulométrique) différente

HUMUS : matière organique décomposée du sol.

IMMISSION : effet d'un rejet de toute nature (gazeux, liquide; solide, sonore, ...) considéré au niveau d'un récepteur placé dans l'environnement d'une source émettrice.

KARSTIFICATION : formation de karst (phénomènes de dissolution de roches calcaires).

LISIER : mélange d'excréments et d'urines d'origine animale, sous forme liquide ou pâteuse et présentant un rapport C/N inférieur à 8.

LITHOSTRATIGRAPHIE : étude de la succession des couches constituant le sous-sol sur base de leur composition lithologique.

OLFACTOMÉTRIE : discipline visant à quantifier les émanations olfactives.

OBSERVATEUR ORDINAIRE : dans le cadre de l'analyse paysagère, se dit de toute personne susceptible d'apercevoir les éléments visuels considérés sans être placé dans une situation visuellement spécifique, c'est-à-dire se trouvant généralement sur le domaine public.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT : autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins et permettant d'exploiter une installation, un dépôt ou un établissement classé, c'est-à-dire repris dans une liste définie par la législation wallonne et identifiant les activités potentiellement dommageables pour l'environnement. Le permis d'environnement correspond notamment aux anciens permis d'exploiter. Il est délivré sur base d'un avis du Ministère de la Région wallonne que la commune peut suivre, ou ne pas suivre de façon motivée. La législation prévoit des permis d'environnement de classe 2 et de classe 1, ces derniers nécessitant préalablement la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement.

PERMIS D'URBANISME : autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins et permettant la construction d'un bâtiment ou d'une installation, la modification du relief du sol, la modification d'affectation d'un bâtiment, la réalisation de transformations, la démolition de bâtiments, etc. Le permis d'urbanisme correspond notamment aux anciens permis de bâtir. Il est délivré sur base d'un avis du Ministère de la Région wallonne que la commune peut suivre, ou ne pas suivre de façon motivée.

PERMIS UNIQUE : autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins et permettant la construction d'un bâtiment ou d'une installation ainsi que l'exploitation d'une activité classée au sein de ceux-ci. Il s'agit en fait d'une autorisation regroupant le permis d'environnement et le permis d'urbanisme dont il est question ci-avant. Cette autorisation permet au demandeur de pouvoir lancer un projet sur base d'un seul permis intégrant les problématiques de la construction et de l'exploitation.

PODZOLS : sols bruns dégradés parmi lesquels se distinguent les podzols drainés caractérisés par une migration verticale des complexes organométalliques et les podzols hydromorphes qui se forment dans les plaines sableuses à nappe phréatique peu profonde qui provoque une migration latérale des éléments complexés. Les podzols ont des propriétés physiques peu favorables aux cultures et sont chimiquement pauvres.

PÔLE ENVIRONNEMENT : le Pôle Environnement est un organisme indépendant qui regroupe différents acteurs de la société civile (syndicats, fédérations patronales, pouvoirs publics, association de protection de l'environnement, universités,...). Il a pour mission générale de conseiller les autorités publiques en matière d'environnement. Dans le cadre de la procédure de délivrance de permis pour les établissements de classe 1, il a pour mission de rendre un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet.

PURIN : urines animales diluées ou non, y compris les jus s'écoulant des fumiers.

ROTATION : (synonyme : assolement) en termes de cultures agricoles, succession de cultures différentes dans le temps, sur une même parcelle. Exemple de rotation triennale classique en terre de culture : betterave, froment, escourgeon.

SALMONICOLE (EAU) : eau dans laquelle vivent ou pourraient vivre les poissons appartenant à des espèces telles que les saumons, les truites, les ombres et les corégones.

SYNCLINAL : roches sédimentaires plissées se présentant en forme de creux (par opposition à un anticlinal se présentant en forme de bosse).

SYNCLINORIUM : succession d'une série de synclinaux.

SYSTÈME BUSE-PALETTE : dispositif de base placé à l'arrière des tonneaux à lisier et permettant que la veine liquide de lisier sortant du tonneau par une buse vienne s'éclater sur une palette afin de se disperser sur la terre d'épandage.

TÊTE DE ROTATION : la tête de rotation est habituellement la culture considérée comme venant en premier lieu dans l'assolement. Il s'agit généralement d'une plante dite "sarclée" qui permet d'améliorer le sol pour les années consécutives. Classiquement, on considère comme têtes de rotation, les cultures de betteraves, maïs, pommes de terre et colza. Peuvent également être considérées à ce titre les cultures, plus secondaires, de chicorée et de lin (bien que cette dernière ne soit pas une plante sarclée).

8.3. ABRÉVIATIONS

ADESA	: Action de Défense de l'Environnement de la vallée de la Senne et de ses affluents
AFSCA	: Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire
AGW	: Arrêté du Gouvernement Wallon
AR	: Arrêté Royal
AWAC	: Agence Wallonne de l'Air et du Climat
BREF	: Best available techniques REference
C	: Carbone
CH ₄	: Méthane
CO ₂	: Dioxyde de carbone
CoDT	: Code du développement territorial
COSW	: Carte d'Occupation du Sol de Wallonie
CORINE	: Coordination of information on the environment
CSIS	: Cavités Souterraines d'Intérêt Scientifique
CWATUP	: Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine
CWEDD	: Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable
Db(A)	: Décibel A
DCE	: Directive Cadre Européenne
DCO	: Demande Chimique en Oxygène
DEMNA	: Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole
DGARNE	: Directive Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement
DGATLP	: Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine
DPS	: Direction de la Protection des Sols
EIE	: Etude des Incidences sur l'Environnement
EVP	: Equivalent Voiture Particulière
FUSAGx	: Fédération Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux
GES	: Gaz à Effet de Serre
Ha	: Hectare
HAP	: Hydrocarbure Aromatique Polycyclique
HFC	: HydroFluoroCarbure
HT	: Haute Tension
IBGN	: Indice Biologique Global Normalisé
IBIP	: Indice Biotique d'Intégrité Piscicole
IBM.	: Indice Biologique Macrophytique en Rivière
IED	: Industrial Emissions Directive
IGN	: Institut Géographique National
IPO	: Indice de pollution organique
IPS	: Indice de Polluosensibilité Spécifique
ISIWAL	: Inventaire des Sites Wallons d'intérêt biologique
ISSeP	: Institut Scientifique de Service Public
IRM	: Institut Royal Météorologique

LS	: Taux de liaison au sol
MB	: Moniteur Belge
MES	: Matière En Suspension
MET	: Ministère de l'Équipement et des Transports
MO	: Matière organique
MS	: Matière Sèche
MSGBD	: Massif Schisto-Gréseux du Bassin de Dinant
MTD	: Meilleurs Techniques Disponibles
N	: Azote
NH ₃	: Ammoniac
NH ₄ ⁺	: Ion ammonium
NH ₄ OH	: Ammoniaque
(NH ₄) ₂ SO ₄	: Sulfate d'ammonium
NO ₂	: Dioxyde d'azote
NO ₃ ⁻	: Ion nitrate
NO _x	: Oxyde d'azote
N ₂ O	: Protoxyde d'azote
NQE	: Normes de Qualité Environnementale
O ₃	: Ozone
PACE	: Plan Air Climat Énergie
PASH	: Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique
PBT	: Polluants Persistants, Bioaccumulables et Toxiques
PCA	: Plan Communal d'Aménagement
PCDN	: Plan Communal de Développement de la Nature
PCDR	: Plan Communal de Développement Rural
PCM	: Plan Communal de Mobilité
PEB	: Performance Énergétique des Bâtiments
PFC	: PerFluoroCarbure
PIP	: Périmètre d'Intérêt Paysager
PM	: Particulate Matter
PGDA	: Plan de Gestion Durable de l'Azote en agriculture
RIP	: Réunion d'Information Préalable
RN	: Route Nationale
SAU	: Superficie Agricole Utile
SCS	: Soil Conservation Service of USA
SEQ-Eau	: Système d'Évaluation de la Qualité de l'Eau
SF ₆	: Hexafluorure de soufre
SGIB	: Site de Grand Intérêt Biologique
SRI	: Service Régional d'Incendie
UGB	: Unité Gros Bétail
ULg	: Université de Liège
ZHIB	: Zone Humide d'Intérêt Biologique
ZPS	: Zone de Protection Spéciale

8.4. SOURCES ET RÉFÉRENCES

- ADESA asbl – Convention Région wallonne - Analyse paysagère du PS Huy-Waremme – mars 2004
- Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) – Indicateur communal 2017-2019
- Aquaphyc.environnement.wallonie.be – Qualité physico-chimique des cours d'eau
- Arrêté Royal du 20 novembre 1981 définissant le plan de secteur de Huy-Waremme
- Arrêté Royal du 13 juin 2010 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande
- CAD-GIS Viewer – Administration Générale de la Documentation Patrimoniale – Service Public Fédéral Finances
- Carte géologique de Wallonie
- Carte des Sols de la Belgique
- Code de Développement Territorial
- Code Wallon du Bien-Être Animal
- Davids P., Lange M. (1986) Die TA LUFT'86. Technische Kommentar, Verlag des Vereins Deutscher Ingenieure, Düsseldorf.
- Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 – conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs
- Droeve E., Feltz C. et Kummert M., (2004) Les territoires paysagers de Wallonie
- Hassal J.R., M.Sc., Zaneri K., M. Phil. (1988) Acoustic noise measurements. Brüel & Kjaer
- IGN – toponmapviewer.ngi.be – 49/5-6 Hamoir
- IRM – Statistiques climatiques de Ouffet pour la période 1991-2020
- Khalil Z., Ponthieu E. (?) Maîtriser le bruit. DIRE SPRL.
- LUFA Nordwest - Oldenburg – mesures des émissions atmosphériques Earny Big Dutchman
- Meeus - Verdinne K., Scokart P.O. en Guns M. (1985) De emissie van ammoniak door dierlijke afval en de luchtverontreiniging. Landbouwtijdschrift nr.2, 237-249.
- Ministerie van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer (1991) Richtlijn ammoniak en veehouderij 1991 (richtlijn in het kader van de Hinderwet).
- Nicolas Jacques, Cobut Pierre, Otte Benoit, Finalisation et validation d'une formule de calcul de la distance minimale d'implantation des porcherie et des poulaillers applicables en Région wallonne – Université de Liège – Département "Sciences et gestion de l'Environnement" Unité "Surveillance de l'Environnement" Avenue de Longwy 185 6700 Arlon – Février 2006
- SPGE – Plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique
- SPW-DGO3 – biodiversité.wallonie.be – La biodiversité en Wallonie
- SPW-DGO3 - environnement.wallonie.be
- SPW-DGO3 – geoportail.wallonie.be - Walonmap
- SPW-DGO3 – Les indicateurs clés de l'Environnement Wallon 2020
- SPW-DGO4 – webgisdgo4-spw.wallonie.be
- Statbel – Chiffres agricoles 2020 – Exploitations agricoles et horticoles
- Vanderauwera L. (1991) Histograms of winspeed and statistics of Pasquill stability classes. IRM.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : *Agrément du bureau d'études*

Annexe 2 : *Procès-verbal de la réunion d'information préalable*

Annexe 3 : *Calculs officiels du lien au sol*

Annexe 4 : *Désinfection des bâtiments*

Annexe 5 : *Liste des études d'incidences réalisées par le bureau EurECO*

**Annexe 1 : Agrément du bureau
d'études**

ARRETE

Article 1^{er}.

L'agrément en tant qu'auteur d'études d'incidences en Région wallonne, faisant l'objet d'une demande introduite en date du 06 décembre 2018 par la **spri EUROPEAN ENGINEER CONSULTANT OFFICE**, sise Rue de Seraing-le-Château, 1 à 4537 VERLAINE et portant sur les catégories de projets **1. Aménagement du territoire, urbanisme, activités commerciales et de loisirs** et **8. Permis liés à l'exploitation agricole** est **OCTROYÉ** pour une durée de cinq ans.

L'agrément en tant qu'auteur d'études d'incidences en Région wallonne, faisant l'objet d'une demande introduite en date du 06 décembre 2018 par la **spri EUROPEAN ENGINEER CONSULTANT OFFICE**, sise Rue de Seraing-le-Château, 1 à 4537 VERLAINE et portant sur les catégories de projets **6. Gestion des déchets** et **7. Gestion de l'eau (captage, épuration, distribution et traitement)** pour une durée de trois ans.

L'agrément en tant qu'auteur d'études d'incidences en Région wallonne, faisant l'objet d'une demande introduite en date du 06 décembre 2018 par la **spri EUROPEAN ENGINEER CONSULTANT OFFICE**, sise Rue de Seraing-le-Château, 1 à 4537 VERLAINE et portant sur la catégorie de projets : **5. Processus industriels de transformation de matières** est **REFUSÉ**.

Art. 2.

Le présent arrêté ministériel entre en vigueur à la date du **30 mai 2019**.

Art. 3.

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite signée introduite par l'intéressé ou par un avocat, envoyée par pli recommandé à la poste ou déposée moyennant enregistrement préalable, sur le site internet du Conseil d'Etat.

Le recours au Conseil d'Etat doit être introduit dans les 60 jours à dater de la notification de la présente décision.

Namur, le 23 AVR. 2019

C. DI ANTONIO

Florence BRACKMAN

Directrice

COPIE CONFORME

**Annexe 2 : Procès-verbal de la réunion
d'information préalable**



ADMINISTRATION COMMUNALE D'OUFFET

Rue du Village, 3 – 4590 Ouffet

Tél. : 086/36.61.36 Fax : 086/36.73.79

Procès-verbal de la Réunion d'Information Préalable à l'étude d'incidences

Réveil Avicole SPRL – Renouvellement du permis d'exploitation

Intervenants :

- ❖ Mme Caroline MAILLEUX-CASSART, Bourgmestre d'Ouffet et Présidente de la réunion,
- ❖ M. Arnaud MASSIN, Echevin,
- ❖ M. Robert BISSOT, Auteur agréé d'études d'incidences sur l'environnement,
- ❖ Mr Jean-Paul COLLIN, Gérant du Réveil Avicole SPRL,
- ❖ M. Renaud IMHAUSER, Service Urbanisme-Environnement à Ouffet.

Synthèse de la réunion

La réunion se déroule dans la Salle du Conseil communal en date du 26/04/2022 à 18h30.

Indication à l'auteur de projet, Mr BISSOT, et au Gérant de l'exploitation, Mr COLLIN, de la réception d'un courrier émanant de Mr JADIN Benoît contenant plusieurs questions destinées à l'étude d'incidences.

Précisions apportées de Mr COLLIN sur la remarque concernant les eaux de rinçure et les eaux de ruissellement via la présentation de l'implantation de la future demande de permis d'environnement.

Aucun citoyen n'ayant fait le déplacement pour cette réunion d'information préalable, celle-ci se termine aux alentours de 18h50.


La Directrice Générale f.f.,
H. PREVOT




La Bourgmestre,
C. MAILLEUX-CASSART

Demande de renouvellement de permis d'environnement
pour un élevage d'engraissement de poulets de chair
introduite par
Le Réveil Avicole sprl
Rue de l'Église 22
4590 Warzée

22 avril 2022

Au Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune d'Ouffet,

Dans le cadre de la demande susmentionnée et de la possibilité pour toute personne de transmettre ses remarques et propositions avant le 10 mai 2022, je voudrais porter à l'attention du propriétaire, des décideurs et des réalisateurs de l'étude d'incidence, un problème d'égouttage.

Qu'y a-t-il actuellement de prévu pour l'égouttage du site ? C'est difficile à dire. Le plan des deux poulaillers (2002) mentionnent deux citernes de 20 000 litres pour la récupération des eaux pluviales et deux citernes de 20 000 litres pour la récupération des eaux de rinçure (figure 1). Le plan du hangar (2015) proche des poulaillers ne fait plus mention que de deux citernes d'eaux de pluie (figure 2). Qu'en est-il exactement ?

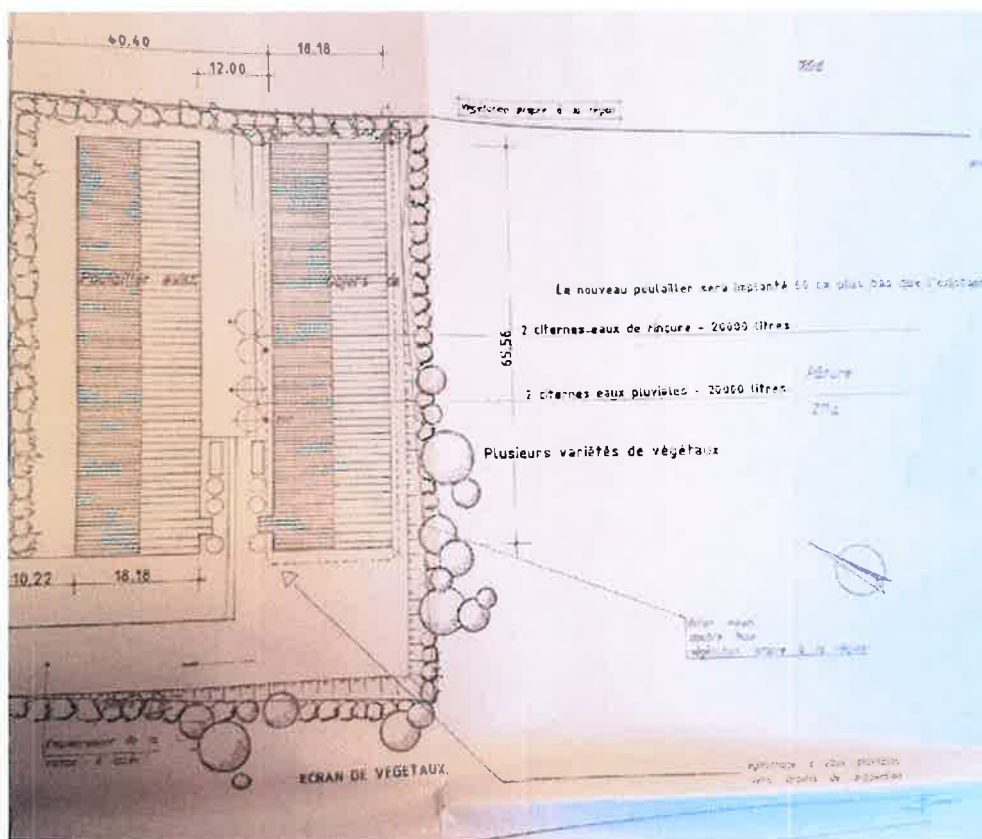


Fig. 1

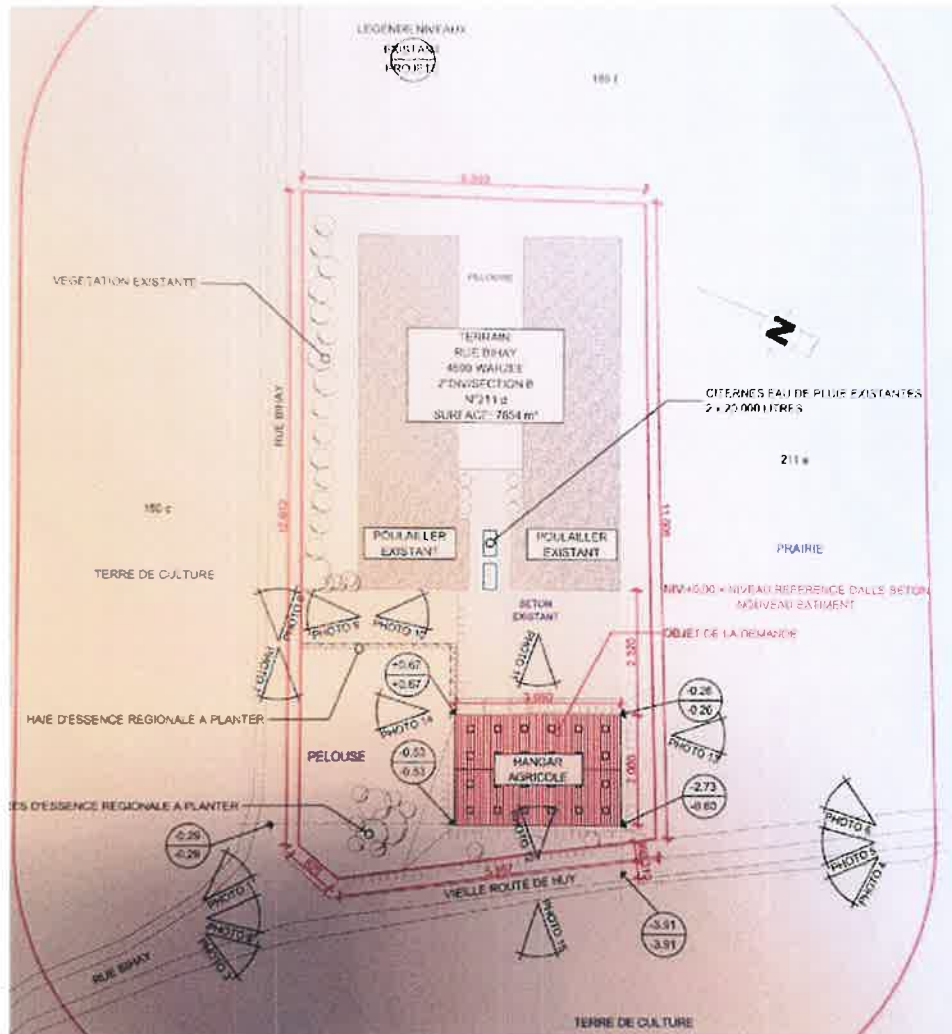


Fig. 2

Les surfaces au sol des toitures font plus de 3 000 mètres carrés et celle de la partie bétonnée fait plus de 1 000 mètres carrés. Imaginez un simple orage avec 30 à 60 litres d'eau au mètre carré, cela fait entre 120 000 et 240 000 litres. Où va cette eau ? Une chose est sûre : il n'est pas rare de voir la route inondée...

Et les eaux usées ? Soit elles vont en citerne d'eau de rinçure, si elle existe. Et encore faut-il que la citerne soit vidée avec une certaine régularité... Soit elles ne vont pas en citerne... Une chose est sûre : il existe un tuyau d'égout qui ne peut être issu que de l'implantation des poulaillers et du hangar, et qui débouche dans une rigole à gauche de la Vieille Route de Huy quand on va de Warzée vers Ouffet (figure 3 et 4).



Fig. 3



Fig. 4

Les liquides issus de ce tuyau suivent la rigole sur une petite cinquantaine de mètres (figure 5) avant de traverser la Vieille Route de Huy (figure 6).

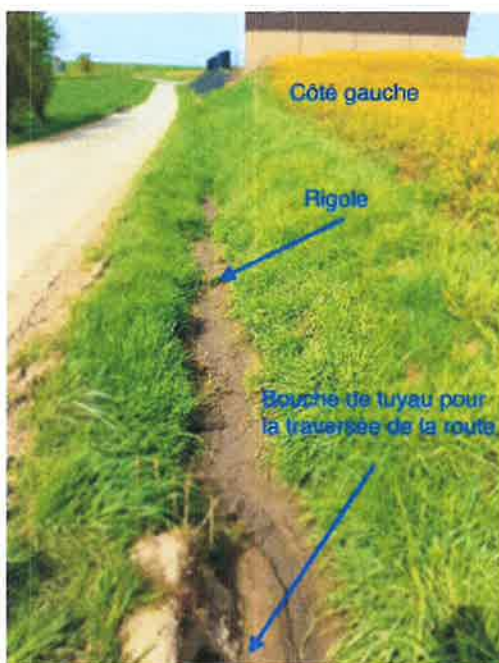


Fig. 5



Fig. 6

Une fois de l'autre côté de la route... On trouve un amas durci (figure 7) qui bouche presque la sortie et qui est fait de matières fécales (l'odeur ne trompe pas même si elle n'est pas perceptible sur la photo) et de pailles (figure 8). On constate que deux tas (un à droite et un à l'arrière) présentent la

même matière probablement dégagée par l'agriculteur exploitant le côté droit et craignant le bouchage...



Fig. 7



Fig. 8

Quand on repart en amont, en suivant la rigole côté gauche et qu'on remonte jusqu'au tuyau d'égout, on aperçoit les mêmes matières tout du long.

Et en aval ? Il y a une conduite de la CILE qui vise à la sécurisation de l'approvisionnement en eau. Celle-ci est surmontée d'un gravière sensée œuvrer à l'écoulement d'eaux pluviales et au drainage des parcelles cultivées (figure 9). Cette dernière ferait une bonne cinquantaine de centimètres de haut en dessous de la terre cultivée.

Le problème se trouve là et cela nous amène à poser deux questions auxquelles l'étude d'incidence devrait donner une réponse :

1. Comment des matières fécales et des pailles se retrouvent là où elles n'ont aucune raison d'être, d'abord parce que la rigole est sensée récupérer des eaux pluviales mais pas des purins ou d'autres matières ; ensuite parce qu'à droite de la route, la gravière ne peut dissiper que des eaux relativement « claires » et est mise en péril par ces matières solides ?
2. Quel est le remède au problème ? S'il n'y a pas de citerne de rinçure ou qu'elles existent et qu'elles sont mal utilisées, un bassin de décantation dans la culture jouxtant les poulaillers réglerait-il le problème ? Ce bassin pourrait-il de surcroît absorber les eaux pluviales excédentaires ?

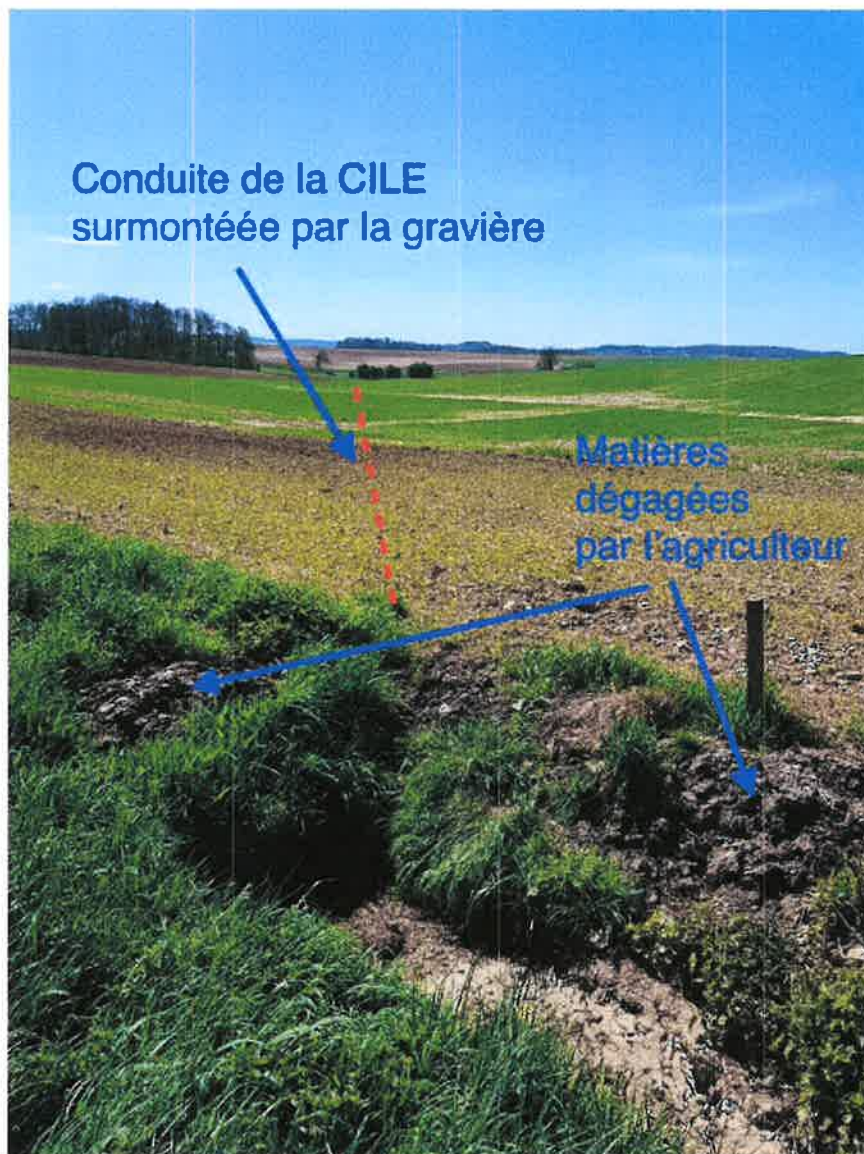


Fig. 9

Dans l'attente d'une réponse concrète et fiable, veuillez agréer Mesdames et Messieurs mes meilleurs sentiments.

Jadin

Benoît Jadin
Conseiller communal
Rue de l'Église 23
4590 Warzée
benjadin@gmail.com

Annexe 3 : *Calculs officiels du taux de
liaison au sol*



LE REVEIL AVICOLE * SPRL
RUE DE L EGLISE 22
4590 OUFFET

Nos Réf. : LS2021/DPS/Taliso/C2021/N2/061078040-50/01

Objet : - Détermination de la liaison au sol 2021 de votre exploitation.

Madame, Monsieur,

Vos taux de liaison au sol relatifs à l'année 2021 sont les suivants :

LS global (LS gl): 0,75 - LS zone vulnérable (LS ZV): 0,74

Comment ces taux sont-ils calculés ?

Les taux de liaison sont calculés sur base du Code de l'Eau à partir des données de votre exploitation reprises au verso.

Quelle incidence peut avoir un taux supérieur à 1 ?

Tout LS gl ou LS ZV supérieur à 1 constitue un élément de non-conformité susceptible d'entraîner des réductions des primes ou d'avoir des conséquences dans le cadre d'aides à l'investissement et/ou à la reprise. Il s'agit également d'une infraction à l'article R210§6 ou R214§3 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 (PGDA) passible de sanctions pénales.

Pouvez-vous contester ce taux de liaison ?

Oui. Pour cela, vous devez transmettre dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent courrier une contestation reprenant au minimum vos coordonnées, votre numéro de producteur et les éléments objectifs permettant à l'administration de prendre en compte votre requête, à l'adresse suivante :

SPWARNE – Olivier DEKYVERE, Directeur de l'Organisme payeur
Organisme Payeur de Wallonie - Direction de l'Identification et des Surfaces
Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La Directrice a.i.,

Evelyne FLORE



CONTACT

Organisme payeur de Wallonie
Direction de l'Identification et
des Surfaces
Chaussée de Louvain N° 14,
B - 5000 NAMUR

VOS GESTIONNAIRES

André WEISSMAN
Guillaume FULIN
Samuel JACQUET
Tél. : 081 232 132 (menu 2)
ls.agriculture@sew.wallonie.be

VOTRE DEMANDE

N° de producteur : 061078040-50
N° de TVA : BE460430492
Mentionnez votre numéro de
producteur chaque fois que vous nous
contactez.

Vos contacts asbl Protect'Eau
Gembloux : Tél. : 081/62 73 13
Huy : Tél. : 085/84 58 57

Libremont : Tél. : 087/40 46 18
Philippeville : Tél. : 071/68 55 53
Marquain : Tél. : 069/67 15 51

<http://www.protecteau.be>
Bourse d'échange d'engrais de ferme
www.lebeef.be

Pour information, un taux de liaison global MO égal à 0,75 et un taux de liaison zone vulnérable MO égal à 0,74 vous ont été attribués si des données étaient intégrées par le service compétent. Ces derniers tiennent compte de l'azote importé en provenance de matières organiques autres que les effluents d'élevage (source : producteurs de matières organiques). Ces derniers apports ne seront pas, cette année, pris en compte pour la détermination des critères de conditionnalité.

Année : 2021	N° producteur : 061078040-50
Exploitation : LE REVEIL AVICOLE * SPRL	N° TVA: BE460430492

Données du calcul

Cheptel
Quantité totale d'azote organique produit par le cheptel dérivé : 22.551,05 kg N
Mouvements
Effluents importés (EFB) : Quantité d'azote importée sur base de mouvements : 0 kg N
Effluents exportés (EEB) : Quantité d'azote exportée sur base de mouvements : 9.690,00 kg N
Quantité importée sur base de contrats (En provenance d'exploitations < 2500 Kg N) : 0 kg N
Quantité exportée sur base de contrats (Exploitation < 2500 kg N) : 0 kg N
Quantité importée sur base de contrats de pâturage : 0 kg N
Quantité exportée sur base de contrats de pâturage : 1.058,00 kg N
Quantité utilisée en Région wallonne par une exploitation frontalière : 0 kg N
Quantité importée en provenance de matières organiques, comptabilisée pour LS Gi et LS Zv : 0 kg N
Quantité totale importée en provenance de matières organiques : 0 kg N
Surfaces
Quantité totale d'azote organique exportable épendable hors Région wallonne : 0 kg N
Quantité totale épendable en Région wallonne (norme 115/230): 15.663,00 kg N
Quantité totale épendable en Région wallonne tenant compte de la limite à 170 en ZV: 15.927,30 kg N

Inventaire

Types d'animaux	Nombre têtes.an	Types d'animaux	Nombre places.an
Vaches laitières	0	Truies et verrats	0
Vaches mixtes	0	Porcs à l'engrais	0
Vaches viandeuses	59,73	Porcs à l'engrais sur lière biomérisée	0
Vaches de réforme	0	Porcelets (4 à 10 sem.)	0
Autres bovins de plus de 2 ans	32,94	Poulets de chair (40 j.)	52.000
Bovins de moins de 6 mois	31,33	Poules pondeuses / reproductrices (343 j.)	0
Génisses de 6 à 12 mois	14,52	Poulettes (127 j.)	0
Génisses de 1 à 2 ans	27,09	Cocks de reproduction	0
Taureillons de 6 à 12 mois	10,49	Canards (75 j.)	0
Taureillons de 1 à 2 ans	2,81	Oies (150 j.)	0
Ovins caprins de - d'1 an	0	Dindes, dindons (55 j.)	0
Ovins caprins de + d'1 an	0	Pinfades (79 j.)	0
Equins < 200 kg	0	Lapins mâles	0
Equins 200-600 kg	0	Autres	0
Equins > 600 kg	0	Autruches, émeus	0
Cervidés	0	Cailles	0

Surfaces agricoles en Région wallonne	
Terres arables : 51,18 ha Dont 51,18 ha en zones vulnérables Dont 0 ha hors de ces zones	Prairies : 42,51 ha Dont 42,51 ha en zones vulnérables Dont 0 ha hors de ces zones
Surfaces agricoles hors Région wallonne	
Terres arables : 0 ha	Prairies : 0 ha (Voir remarque ci-dessous)

Remarques importantes :

- Un détail plus complet des données est repris sur le site «Simulation» de la DPS (<https://dps.environnement.wallonie.be/simulation/>). Pour y accéder, une inscription préalable est obligatoire et nécessite l'utilisation d'un code d'activation qui vous sera transmis par courrier après demande à l'adresse suivante : la.silviculture@rww.wallonie.be



Contrat d'épandage de fertilisants organiques

Référence du contrat : **540109**

Entre d'une part, le cédant

Exploitation agricole
Cédant : **LE REVEIL AVICOLE** ^A
SPRL LE REVEIL
N° de Producteur : 061078040-50
N° de TVA : BE460430492
N° BCE :
Adresse : **RUE DE L'EGLISE 22**
Localité : **OUFFET**
CP : **4590**
Tél :

Et d'autre part, le preneur

Exploitation agricole
Preneur : **MULLENS**
CHRISTOPHE MULLENS
N° de Producteur : 000503263-27
N° de TVA : BE808846970
N° BCE :
Adresse : **RUE AUTOUR DE L'EGLISE**
7
Localité : **OUFFET**
CP : **4590**
Tél :

Quantités de fertilisants organiques à transférer

Le contrat porte sur les quantités estimées suivantes :
1180 kilo(s) d'azote, correspondant à 200 tonne(s) de Fumier de bovins (code : 11-Fumier de bovins).

Soit un total de 1180 kilos d'azote cédés sous forme de fertilisants organiques.

Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du 25/04/2022.
Et est conclu pour une durée de 1 an(s).

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter les conditions générales relatives aux contrats d'épandage définies par l'arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Fait en 2 exemplaires à Ouffet le 25.04.22

Le Cédant	Le Preneur



Contrat d'épandage de fertilisants organiques

Référence du contrat : **540110**

Entre d'une part, le cédant

Exploitation agricole
Cédant : **LE REVEIL AVICOLE ***
SPRL LE REVEIL
N° de Producteur : 061078040-50
N° de TVA : BE460430492
N° BCE :
Adresse : **RUE DE L'EGLISE 22**
Localité : **OUFFET**
CP : **4590**
Tél :

Et d'autre part, le preneur

Exploitation agricole
Preneur : **MULLENS**
CHRISTOPHE MULLENS
N° de Producteur : 000503263-27
N° de TVA : BE808846970
N° BCE :
Adresse : **RUE AUTOUR DE L'EGLISE**
7
Localité : **OUFFET**
CP : **4590**
Tél :

Quantités de fertilisants organiques à transférer

Le contrat porte sur les quantités estimées suivantes :
7743 kilo(s) d'azote, correspondant à 290 tonne(s) de Fumier de volaille (code : 16-Fumier de volaille).

Soit un total de **7743 kilos d'azote** cédés sous forme de fertilisants organiques.



Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du **25/04/2022**.
Et est conclu pour une durée de **1 an(s)**.

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter les conditions générales relatives aux contrats d'épandage définies par l'arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Fait en 2 exemplaires à **Ouffet** le **25.04.2022**

 Le Cédant	 Le Preneur
--	--



Contrat de pâturage d'animaux

Référence du contrat : **539716**

Entre d'une part, le cédant

Exploitation agricole
Cédant : **LE REVEIL AVICOLE ***
SPRL
N° de Producteur : **061078040-50**
N° de TVA : **BE460430492**
N° BCE :
Adresse : **RUE DE L'EGLISE 22**
Localité : **ELLEMELLE**
CP : **4590**
Tél :

Et d'autre part, le preneur

Exploitation agricole
Preneur : **FERME DE LA BELLE**
THERESE * SPRL Gary
N° de Producteur : **000502921-73**
N° de TVA : **BE896448957**
N° BCE :
Adresse : **CHAUSSEE DE**
TIRLEMONT 37
Localité : **BRAIVES**
CP : **4261**
Tél :

Quantité de fertilisants organiques transférée par le pâturage des animaux

Catégorie : **Bovins**

Nombre de bêtes : **25**

Quantité d'azote échangée en kg : **975**

Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du **13/04/2022**.
Et est conclu pour une durée de **210** Jour(s).

Situations des prairies pâturées

Rue ou lieu-dit : **rue du chateau**

CP : **4261**

Localité : **braives**

Parcelle(s) :

Coordonnée géographique (X) :

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter les conditions générales relatives aux contrats de pâturage définies par l'arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrats d'épandage et des documents de suivi. En aucun cas ce contrat ne constitue un bail à ferme.

Fait en 2 exemplaires à **Cuffel** le **13.04.22**

Le Cédant	Le Preneur



Contrat d'épandage de fertilisants organiques

Référence du contrat : 536992

Entre d'une part, le cédant

Exploitation agricole
Cédant : LE REVEIL AVICOLE *
SPRL LE REVEIL
N° de Producteur : 061078040-50
N° de TVA : BE460430492
N° BCE :
Adresse : RUE DE L'EGLISE 22
Localité : OUFFEY
CP : 4590
Tél :

Et d'autre part, le preneur

Exploitation agricole
Preneur : FERME DE LA BELLE
THERESE * SPRL
N° de Producteur : 000502921-73
N° de TVA : BE896448857
N° BCE :
Adresse : CHAUSSEE DE
TIRLEMONT 37
Localité : BRAIVES
CP : 4261
Tél :

Quantités de fertilisants organiques à transférer

Le contrat porte sur les quantités estimées suivantes :
885 kilo(s) d'azote, correspondant à 150 tonne(s) de Fumier de bovins (code : 11-Fumier de bovins).

Soit un total de 885 kilos d'azote cédés sous forme de fertilisants organiques.



Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du 14/01/2022.
Et est conclu pour une durée de 1 an(s).

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter les conditions générales relatives aux contrats d'épandage définies par l'arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Fait en 2 exemplaires à Ouffey le 14.01.22

 Le Cédant	 Le Preneur
--	--

Annexe 4 : Désinfection des bâtiments



Certificat de Conformité

BEPC18012

Nous pouvons certifier que

Agriclean SNC

*Route de Nalamont 284
B- 5351 Ohey*

À été audité et a été trouvé en conformité avec le cahier des charges:

“BPS - Volaille”,

version dd. 20.12.2012

Ce certificat couvre

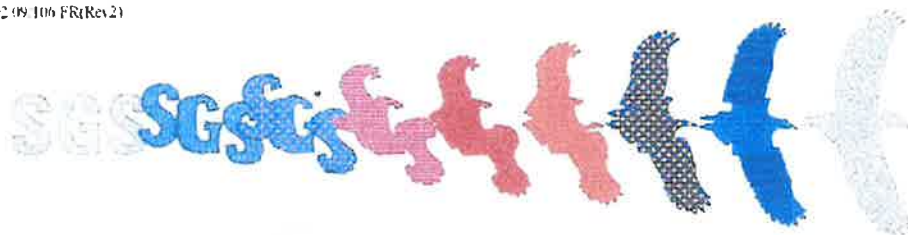
- 1) *La désinfection*
- 2) *Le nettoyage*

Geert Laerte
Manager Operations
Anvers, le 04/03/2021

Période de validité : 15/3/2022

Organisme de Certification :
SGS Belgium NV – SGS Agro Food Services - AgroControl
Registered Office : Noorderlaan 87 - B-2030 Anvers
R P R Anvers : N T V A : BE 0404 882 750
Tél : (32-3) 545 47 33
Fax : (32-3) 545 47 45

DocRef AGRI-301-02 (9/10) FR(Rev 2)



Le Reveil Avicole sprl
Rue de l'Eglise, 7
4590 WARZEE

Fiche de travail

Coordonnées

Contact : COLIN Jean Pol & Bernadette	Nbre de bâtiments	
Tel./fax	086/36.62.42	Elevage
GSM	0476/30.40.97	Classification
N°Troupeau	600 46 571	Catégorie
Déplacement	103Km	Type

Désinfection

Effectué par :		Date et heure :	
Type de désinfection :		Type de produit/ Dosage :	
Type d'eau et quantité :		Durée du traitement :	
Température Intérieure :		Prise d'hygiénogramme :	
Température extérieure :		Salmonelle :	
Produits fournis :		Date reprise des poussins :	

Divers

Diesel de roulage	9L	Prix du jour 1,56€/L htva	Total → 14,04€
-------------------	----	---------------------------	----------------

Remarque :

Travail vu par le responsable :

Signatures:

Rue Pont du Levisse 5b, haillot 5351 Nicolas 0487/01 06 44
TVA :BE 0627.686.505
ou
Compte bancaire:Be42 7320 3294 1554 Bic: CREGBEBB
Agrée Belplume - Agrée Biocide

**Annexe 5 : Liste des études réalisées par
le bureau EurECO**

LISTE CHRONOLOGIQUE DES ETUDES D'INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

European Engineer Consultant Office sprl

1. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'exploiter un élevage de 600 bovins à Châtelet (1995 – demandeur: Jean Pierard – Châtelet)
2. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'exploiter un terrain permanent de sport moteur à Anhée (1997 – demandeur: asbl Motoclub Molignard – Anhée)
3. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisme pour l'implantation d'un établissement de karting indoor électrique à Dolhain (1999 – demandeur: Bernard Evrard – Limbourg)
4. Etude d'incidences sur l'environnement relative aux demandes de permis d'urbanisme et d'exploiter un élevage de poules pondeuses d'une capacité de 60.000 animaux à Villance (2000 – demandeur: sprl Agrijerhe – Libin)
5. Etude d'incidences sur l'environnement relative aux demandes de permis de permis d'urbanisme et d'exploiter un établissement de karting indoor à Ampsin (2000 – demandeur: sprl Karting Indoor 2000 – Amay)
6. Etude d'incidences sur l'environnement relative aux demandes de permis d'urbanisme et d'exploiter un élevage porcin d'une capacité finale de 4.000 animaux à Happe (2000 – demandeur: Joseph Pirson – Ciney)
7. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de renouvellement de permis d'exploiter un abattoir pour porcs à Fléron (2000 – demandeur: Abattoir Marquet sa – Fléron)
8. Etude d'incidences sur l'environnement relative aux demandes de permis d'urbanisme et d'exploiter un élevage bovin d'une capacité finale de 1.100 animaux à Châtelet (2000 – demandeur: Jean Pierard – Châtelet)
9. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'exploiter un élevage bovin d'une capacité de 500 animaux à Braine-le-Comte (2000 – demandeur: sa Les Elevages Brainois – Braine-le-Comte)
10. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'exploiter un abattoir pour petits animaux à Marchienne-au-Pont (2001 – demandeur: CPAS de Charleroi – Charleroi)
11. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de renouvellement de permis d'exploiter une piste de karting outdoor à Bouillon (2001 – demandeur: Karting Bouillon sprl – Bouillon)

12. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain de plus de 3 hectares à Binche (2001 – demandeur: société immobilière De Warande – Binche)
13. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de bâtir et de permis d'exploiter pour la mise en service d'une piste de karting indoor à Argenteau (2001 – demandeur: Indoor 2000 sa – Visé)
14. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain de plus de 3 hectares à Vedrin (2001 – demandeur: sa CCR, Famille Bracke et Comte Josse de Lalaing – Namur)
15. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain de plus de 3 hectares à Durnal (2001 – demandeur: Administration communale d'Yvoir – Yvoir)
16. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'exploiter un établissement de karting indoor à Dolhain (2001 – demandeur: Bernard Evrard – Limbourg)
17. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de renouvellement de permis d'exploiter une piste de karting indoor à Orp-le-Grand (2001 – demandeur: Progestor sa – Orp-Jauche)
18. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisme pour l'aménagement des berges de la rive gauche de la Meuse au droit de l'ancien barrage d'Hermalle-sous-Argenteau (2002 – demandeur: Direction des Voies Hydrauliques de Liège)
19. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de bâtir et à la demande de permis d'exploiter pour la mise en place d'une piste de karting indoor à Romsée (2002 – demandeur: Compagnie Financière de Neufcour – Fléron)
20. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis unique pour la régularisation et l'extension d'un élevage bovin d'engraissement à Graux (2003 – demandeur: Benoît Frennet – Mettet)
21. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis unique pour l'implantation et la mise en service d'une station d'épuration publique de 446.500 EH à Liège-Oupeye (2003 – demandeur: AIDE – Saint-Nicolas)
22. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis unique pour l'implantation et la mise en service d'une piste de karting indoor à Alleur (2003 – demandeur: Gilbert Bailly – Saint-Georges-sur-Meuse) [projet abandonné]
23. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis unique pour l'implantation et la mise en service d'une piste de karting indoor à Eupen (2003 – demandeur: Ronny Bonneux – Sint-Truiden)

24. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis de bâtir et une demande de permis d'exploiter pour un terrain permanent de motocross à Francorchamps (2003 – demandeur: Intercommunale du Circuit de Spa-Francorchamps) [projet abandonné]
25. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'un centre de perfectionnement pour la conduite automobile et la construction d'un nouveau bâtiment à Hermalle-sous-Argenteau (2004 – demandeur: Centre de Maîtrise du Volant – Visé)
26. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'un élevage bovin et la construction d'un nouveau bâtiment à Beho (2004 – demandeur: André et Jean-Marie Lenz – Gouvy)
27. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de renouvellement de permis d'exploiter une station d'épuration de 400.000 EH à Wasmuel-Quaregnon (2004 – demandeur: IDEA – Mons)
28. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'implantation et la mise en service d'une piste de karting indoor à Colfontaine (2004 – demandeur: Emes s.a. – Waterloo)
29. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'un élevage bovin et la construction d'un nouveau bâtiment à Thon (2004 – demandeur: Bernard Baudouin – Andenne)
30. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une exploitation agricole existante et l'extension d'un élevage porcin à Ochamps (2004 – demandeur: David et José Paquet – Libin)
31. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une piste d'écologie automobile à Nivelles (2005 – demandeur: Ecole Peugeot de Maîtrise Automobile – Malmédy)
32. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour un terrain d'entraînement de sport moteur à Rochefort (2005 – demandeur: Ville de Rochefort)
33. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une piste d'écologie automobile à Malmedy (2005 – demandeur: Ecole Peugeot de Maîtrise Automobile – Malmedy)
34. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une exploitation agricole existante et la mise en œuvre d'une nouvelle infrastructure de stockage d'effluents d'élevage (2005/2007 – demandeur: Philippe Lefèvre – Gouy-Lez-Piéton)

35. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension et la régularisation d'un commerce non spécialisé de vente au détail ("EUROBAZAR") sis rue d'Armentières, 144 à Ploegsteert (2006 – demandeur: Lesage-Huysentruyt bvba – Harelbeke).
36. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement du permis d'exploiter un établissement de karting indoor sis rue de la Glacerie 6 à Floreffe (2006 – demandeur: Emes s.a. – Genval)
37. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'implantation d'un centre de formation à la pratique du golf rue Belle-Vue à Pepinster (2006 – demandeur: Golf du Haras asbl – Pepinster)
38. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'une nouvelle unité d'engraissement de poulets de chair portant la capacité totale de l'élevage à 50.000 animaux (2006 – demandeur: François Collart – Hastière)
39. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la modernisation d'une station d'épuration d'eaux résiduaires urbaines à Rosières avec accroissement de sa capacité de 125.000 à 140.000 EH (2006 – demandeur: IBW – Nivelles)
40. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain de 4 hectares 15 ares 99 centiares sis chaussée de Tongres à Wihogne (2006 – demandeur: Consultances, Services et Développement du Pays de Liège s.a.)
41. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'une porcherie d'engraissement d'une capacité maximale d'hébergement de 4.032 porcs à l'engrais et de 640 porcelets au post-sevrage (2006 – demandeur: SA Renkens et fils – Blegny)
42. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la modernisation de la station d'épuration de la Dyle, chaussée de Longchamps à Basse Wavre, portant la capacité finale de l'installation à 200.000 équivalents-habitants et comprenant une unité de digestion des boues d'épuration (2007 – demandeur: IBW – Nivelles)
43. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique portant sur la régularisation d'une exploitation agricole existante comprenant un élevage bovin d'une capacité totale de 740 animaux et son projet global de modernisation portant la capacité finale de l'élevage à 880 animaux (2007 – demandeur: S.Desert – Rendeux)
44. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain d'une superficie de plus de deux hectares, sis entre la Route du Christ et la Voie Jocquée à 6830 Bouillon – création de 22 lots (2007 – demandeur: R.Maqua – Corbion)

45. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'un terrain de camping de 587 emplacements à La Roche-en-Ardenne (2007- demandeur: asbl Joie et Vacances - Bruxelles)
46. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la suppression d'une porcherie sur litière et l'extension d'un élevage d'engraissement de poulets de chair à Thuin (2008 – demandeur: Paul et Jean Marlier)
47. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation et l'extension d'une exploitation agricole comprenant un élevage bovin de plus de 500 animaux à Natoye (2008 – demandeur: Luc Baudoin)
48. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain d'une superficie de plus de deux hectares sis rue Isolée à Aiseau-Presles – création de 47 lots (2008 – demandeur Antiak sprl)
49. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un commerce non spécialisé de grande surface à Ploegsteert (2008 – demandeur: Immo Lesage – Harelbeke)
50. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un centre funéraire de crémation à Court-Saint-Etienne (2009 – demandeur: IBW – Nivelles)
51. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement du permis d'exploiter le Centre d'Enfouissement Technique de Hallembaye à Oupeye (2009 – demandeur: INTRADEL srl – Herstal)
52. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'une maternité porcine à Ploegsteert, portant la capacité totale de l'élevage à 2.750 truies (2009 – demandeur: Taveirne s.a. – Comines-Warneton)
53. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique portant sur la régularisation et la modernisation d'un établissement de stockage et de traitement mécanique de charbon industriel et des gypses résiduels dans le port de l'île Monsin à Liège (2009 – demandeur: Terval s.a. – Liège)
54. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de deux nouveaux poulaillers d'engraissement à Ligney, portant la capacité totale de l'élevage à 84.000 animaux (2009 – demandeur: Catoule sprl – Geer)
55. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain de 15 hectares sis rue Fût-Voie à Vivegnis, sur le territoire de la commune de Oupeye (2009 – demandeur: Simfi s.a. – Beaufays)

56. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une exploitation agricole porcine sise entre les villages de Tournay et Verlaine, sur le territoire de la commune de Neufchâteau (2009 – demandeur: M. Patrick Vanquaethem – Neufchâteau)
57. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de lotir un terrain d'une superficie de 17 hectares 14 ares et 17 centiares sis entre la rue de l'Yser et la rue Mitoyenne à Welkenraedt, au lieu-dit Dickenbush (2009 – demandeur: Nosbau GmbH, Daneels project s.a. – Kelmis)
58. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour la régularisation d'une exploitation agricole comprenant un élevage bovin de plus de 500 animaux, sise à Han-sur-Lesse (2010 – demandeur: association Herman – Rochefort)
59. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement du permis d'exploiter un élevage d'engraissement de 50.000 poulets de chair sis au bois de Lens, près du village d'Inzemont (2010 – demandeur: Pierre Delaive – Hastière)
60. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'une étable pour vaches laitières venant en extension d'une exploitation agricole autorisée et portant la capacité de l'établissement à plus de 500 bovins sevrés (2011 – demandeur: élevage de la Rouge Cense – Ath)
61. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisme pour la construction d'un ensemble d'unités commerciales d'une superficie globale de l'ordre de 9.000 m², le long de la chaussée de Bruxelles à Hognoul (2011 – demandeur: Benelux Master Builders – Wiltz, Grand Duché de Luxembourg)
62. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis à Paliseul, entre la rue de la Station, la rue Nouvelle et la rue des Prés (2011 – demandeur: Société Wallonne de Logement – Charleroi)
63. Etudes d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'une porcherie d'engraissement de 4.450 animaux sise à Les Waleffes (2011 – demandeur: Socebli sprl – Faimés)
64. Etude d'incidences sur l'environnement relative à l'urbanisation d'un terrain de plus de deux hectares sis à Mons le long du chemin de l'Inquiétude, création de 214 logements (2011 – demandeur: Ville de Mons – Mons)
65. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement du permis d'exploiter une exploitation agricole existante, comprenant un élevage bovin de 400 animaux et un élevage avicole de 52.000 animaux (2011 – demandeur Dominique Van Belleghem – Walcourt)

66. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de 2 hectares sis à Huy rue des Chinisses (2011 – demandeur: Meuse Condroz Logement – Huy)
67. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la régularisation d'une exploitation porcine d'une capacité de 5.477 places sise à chemin du Chenoï à Neufchâteau (2012 – demandeur: Patrick Vanquaethem – Neufchâteau)
68. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour la régularisation d'une piste de karting outdoor sise voie Jocquée, 115 à Bouillon (2012 – demandeur: KARTING BOUILLON sprl représentée par Eddy Gourmet – Bouillon)
69. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la transformation et l'exploitation d'un poulailler de poules pondeuses portant la capacité de l'élevage avicole à 29.000 places de poules au sein d'une exploitation agricole comprenant également un élevage bovins d'une soixantaine d'animaux de plus de 6 mois (2012 – demandeur: Société Agricole de la Flaminette-Leboutte)
70. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour la transformation d'un poulailler de poules pondeuses existant et autorisé sis à Namoussart (Neufchâteau) et portant la capacité finale de l'élevage à 75.000 animaux (2012 – demandeur: Francis et Jean-Claude Huberty – Neufchâteau)
71. Etude d'incidences sur l'environnement relative à une demande de permis de construction de constructions groupées pour un terrain de plus de deux hectares, sis à Mons chemin de l'Inquiétude (2012 – demandeur: DOMOVOI s.a. – Jambes)
72. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'une exploitation agricole autorisée à Inzémont par la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement, portant la capacité de l'établissement à 76.800 volailles (2012 – demandeur: Société agricole de la Praule – HASTIERE)
73. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande permis unique pour le déplacement d'un établissement de karting existant et autorisé sur un site voisin dans le zoning industriel d'Eupen (2012 – demandeur: Eupener Karting GmbH – EUPEN)
74. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un établissement d'engraissement de poulets de chair, portant la capacité finale à 99.334 animaux (2012 – demandeur: SA Baymont – NANDRIN)

75. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour l'extension d'un élevage de poulets de chair existant et autorisé, portant la capacité finale de l'établissement à 67.695 animaux (2013 – demandeur: Willy Bogers – BEAUMONT)
76. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement de 37.000 animaux, venant en extension d'une exploitation agricole autorisée (2013 – demandeur: Raphael Van Hove – SENEFFE)
77. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis entre la rue Xavier Bauchau et la rue du Petit Bois à Anhée (2013 – demandeur: MATEXI Namur&Hainaut – NAMUR)
78. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la transformation de deux porcheries sur litière bio-maîtrisée en installations d'engraissement sur caillebotis, portant la capacité de l'élevage à 3.450 animaux (2013 – demandeur: Denis Hautenne – WALCOURT)
79. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un centre de formation à la pratique du golf sur le territoire des communes de Pepinster et Verviers (2013 – demandeur: Golf du Haras asbl – PEPINSTER)
80. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un élevage d'engraissement de poulets de chair sis à Samart, portant la capacité finale à 80.000 animaux (2013 – demandeur: Etienne Barbier – PHILIPPEVILLE)
81. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un élevage de poules pondeuses au sol avec parcours sis à Maredret, portant la capacité finale à 49.717 animaux (2014 – demandeur: Quentin Bocart – ANHEE)
82. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour la conversion de deux poulaillers de parentales en poulaillers d'engraissement, portant la capacité finale de l'élevage à 96.000 animaux (2014 – demandeur : Groupement Martine Jonckheere et Damien Dendauw – MERBES-LE-CHATEAU)
83. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation existante et autorisée, portant la capacité finale de l'élevage à 132.000 animaux (2014 – demandeur : Catoule sprl – GEER)
84. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un établissement d'engraissement de poulets de chair, portant la capacité finale à 102.612 animaux (2015 – demandeur : SA Baymont – NANDRIN)

85. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un établissement d'engraissement de poulets de chair, portant la capacité finale à 77.156 animaux (2015 – demandeur: Jérôme Danneels – PHILIPPEVILLE)
86. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'un élevage de poules pondeuses, portant la capacité finale à 160.000 animaux (2015 – Demandeur : Francis et Aurélien Huberty – NEUFCHATEAU)
87. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis sur le territoire de la commune de Dison, au lieu-dit Wesny, le long du chemin de Botister (2015 – Demandeur : Primabel sa – NESSONVAUX)
88. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'une exploitation agricole autorisée par la construction et l'exploitation de deux poulaillers d'engraissement, portant la capacité finale à 126.389 animaux (2015 – Demandeur: José et Johan Lamboray – NASSOGNE)
89. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour l'extension d'une exploitation autorisée par la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement, portant la capacité finale à 113.400 animaux (2015 – Demandeur : Bernard et Pierre Lemielle – WALCOURT)
90. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation existante et autorisée et portant la capacité finale à 89.300 animaux (2016 – Demandeur : Jean-Michel Clause – CERFONTAINE)
91. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter un élevage avicole et son extension par la construction et l'exploitation de deux poulaillers d'engraissement supplémentaires, portant la capacité totale de l'établissement à 119.000 animaux (2016 – Demandeur : Stéphane Kinet – MARCHE-EN-FAMENNE)
92. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de deux poulaillers d'engraissement venant en extension d'une exploitation agricole existante et autorisée sise à Oneux, portant la capacité totale de l'élevage avicole à 102.984 poulets (2016 – Demandeur: Olivier Lardinois – COMBLAIN-AU-PONT)
93. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une exploitation agricole existante comprenant des étables pour bovins et deux poulaillers d'engraissement ainsi que pour la construction et l'exploitation d'un poulailler supplémentaire, portant la capacité totale de l'élevage avicole à 87.278 animaux (2016 – Demandeur: René, Roger et Benoit Clause – WALCOURT)

94. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'exploiter une exploitation agricole comprenant des étables pour bovins et quatre poulaillers d'engraissement d'une capacité totale de 100.000 animaux (2016 – Demandeur : Jean-Pol Walhin – MARCHE-EN-FAMENNE)
95. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation agricole et autorisée sise à Haillot, portant la capacité totale de l'élevage avicole à 63.000 poulets (2016 – Demandeur : Guy Arnold – OHEY)
96. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares situés rue du Poilsart à Andenne (2013/2017 – Demandeur : Société Wallonne du Logement – CHARLEROI)
97. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation existante à Obaix, portant la capacité totale de l'élevage avicole à 58.459 poulets (2017 – Demandeur: Nicolas Oost – PONT-ACELLES)
98. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation existante sise à Wembay, portant la capacité de l'élevage à 65.830 poulets (2017 – Demandeur : Nicolas Bodelet – TENNEVILLE)
99. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis à rue Grégoire Wincqz à Soignies (2017 – Demandeur : Société Wallonne de Logement – CHARLEROI)
100. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'une étable venant en extension d'une exploitation existante et autorisée sise à Ramont, portant la capacité de l'établissement à plus de 500 bovins (2017 – Demandeur : Daniel Maréchal – TENNEVILLE)
101. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de trois poulaillers d'engraissement venant en extension d'une exploitation agricole existante et autorisée sise à Hastière, portant la capacité d'élevage à 196.000 poulets (2017 – Demandeur : Société agricole de la Praule – HASTIERE)
102. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisme pour l'extension du parcours du club de golf de Liège Gomzé à Gomzé-Andoumont (2017 – Demandeur : GESTFIM s.a. – SPRIMONT)

103. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation d'une exploitation agricole existante sise à Wicourt, sur le territoire de la Ville de Bastogne, ainsi que pour la construction et l'exploitation d'une étable pour bovins supplémentaire (2017 – Demandeur : Groupement Marc Lenfant et Nathalie Bergh – BASTOGNE).
104. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis entre la rue Victor Libert et la rue Bois Notre-Dame sur le territoire communal de Marche-en-Famenne (2018 – Demandeur : Société Wallonne du Logement – CHARLEROI)
105. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction de trois poulaillers d'engraissement sur une exploitation existante et autorisée sise chaussée d'Audenarde à Herinnes, sur le territoire de la commune de Pecq, portant la capacité de l'établissement à 237.780 poulets de chair (2018 – Demandeur : Patrick Velghe – PECQ)
106. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement, venant en extension d'une exploitation agricole autorisée sise rue des Grands Champs 1 à Florée, sur le territoire de la commune d'Assesse (2018 – Demandeur : Groupement Henri Housiaux et Françoise Romainville – ASSESSE)
107. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation d'un poulailler d'engraissement venant en extension d'une exploitation agricole existante et autorisée, située à Fontaine-Valmont, sur le territoire de la commune de Merbes-le-Château (2018 – Demandeur : Groupement Martine Jonckheere et Damien Dendauw – MERBES-LE-CHÂTEAU)
108. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de deux poulaillers d'engraissement venant en extension d'une exploitation existante et autorisée située à Villers-le-Peuplier sur le territoire de la Ville de Hannut (2019 – Demandeur : Ferme du Vivier s.a. – HANNUT)
109. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis à Aubel entre la rue des Bocages et la rue Gorhez, au lieu-dit « La Driesch » (2019 – Demandeur Groupe Horizon – LIEGE)
110. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de construction groupée pour un terrain de plus de deux hectares sis rue Gomelevay à Nessonvaux, sur le territoire de la commune de Trooz (2019 – Demandeur : Lamy Construction – TROOZ)

111. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de construction groupée pour un terrain de plus de deux hectares sis rue Les Bocages à Mons-lez-Liège, sur le territoire de la commune de Flémalle (2019 – Demandeur : Lamy Promotion – TROOZ)
112. Etudes d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'une exploitation agricole comprenant un élevage de poulets de plus de 40.000 animaux sis Ferme de Bivernelle à Hanzinnelle sur le territoire communal de Florennes (2019 – Demandeur : Ferme Hussin Association – FLORENNES)
113. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation et l'extension d'une exploitation agricole comprenant un élevage de poulets de 170.755 places sis chemin de la Croix des Dames à Lautenne, sur le territoire communal de Philippeville (2019- Demandeur : Jérôme Danneels – PHILIPPEVILLE)
114. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation et l'extension d'une exploitation agricole comprenant un élevage de poulets de 190.000 places sis rue de Libut à Saint-Germain, sur le territoire communal d'Eghezée (2020- Demandeur : François Agie – EGHEZEE)
115. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis entre la rue Belle Croix et la rue aux Petites Croix à Awan, sur le territoire de la commune d'Aywaille (2020 – Demandeur : Consorts Lawarée – AYWAILLE).
116. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation et l'extension d'une exploitation agricole par la construction d'un poulailler supplémentaire, portant la capacité totale à 79.600 animaux, rue Cortil Mozet à Fosses-la-Ville (2020 – Demandeur : Christophe Crombez – FOSSES-LA-VILLE)
117. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation et l'extension d'une exploitation agricole par la construction de deux poulaillers supplémentaires, portant la capacité totale à 170.000 animaux, rue d'Acosse à Meefe (2020 – Demandeur : D'Aux Bâtis sprl – WASSEIGES)
118. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares, sis rue des Aubépines, rue des Sorbiers et rue des Charmilles à Tilff-Cortil, sur le territoire de la commune d'Esneux (2020 – Demandeur : Groupe Horizon – LIEGE)
119. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares, sis rue du Stade à Aulnoy, sur le territoire de la commune de Quévy (2020 – Demandeur : Ets Maurice Wanty – BINCHE)

120. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus deux hectares, sis entre la rue Joseph Wauters et la rue du Bos Scarcez, sur le territoire de la commune de Farciennes (2020 – Demandeur : Ets Maurice Wanty – BINCHE)
121. Etude d'incidences l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation et l'extension d'une exploitation agricole par la construction d'un poulailler supplémentaire, portant la capacité totale à 69.000 animaux, rue de Nalamont à Haillot, sur le territoire de la commune d'Ohey (2020 – Demandeur : Guy Arnold – OHEY)
122. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation d'un circuit de sport moteur sis chemin Lutun à Warneton (2020 – Demandeur : Camso sprl – COMINES-WARNETON)
123. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de trois poulaillers d'engraissement sur un site sis rue de Mâvelin à Solières, pour une capacité totale de 145.200 animaux (2020 – Demandeur : Thierry Nicolas – HUY)
124. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus deux hectares sis rue des Neuf Prés à Saint Léger (2020 – Demandeur : Société Wallonne du Logement – CHARLEROI)
125. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus deux hectares sis rue de Goreux, sur le territoire des communes de Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher (2020 – Demandeur : Consorts Grutman – BURDINNE)
126. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de construction groupée pour un village de vacances sis au hameau de Borzée, sur le territoire de la Ville de La Roche-en-Ardenne (2020 – Demandeur : Domaine de Borzée – NESSONVAUX)
127. Etude d'impacts environnementaux et sociaux relative à la mise en œuvre et à l'exploitation d'une unité de production d'énergie à partir de biomasse ligneuse renouvelable dans le quartier du Beach à Yangambi en République Démocratique du Congo (2020 – Demandeur : Ressources and Synergie Development Construction sia – RIGA-LETTONIE)
128. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour le renouvellement d'autorisation d'une exploitation agricole bovine de plus de 500 têtes sise rue de Givet à Matagne-la-Petite, sur le territoire de la commune de Doische (2020 – Demandeur : Association Bodart – DOISCHE)

129. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis unique pour la construction et l'exploitation de deux étables venant en extension d'une exploitation agricole existante sise à Pessoux et portant la capacité d'hébergement à plus de 500 bovins (2020 – Demandeur : Karel et Vanessa Tindemans – CINEY)
130. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'exploitation d'un élevage bovin et porcin existant sis à Ohey et la conversion d'une étable de taureaux en étable de veaux à l'engrais (2021 – Demandeur : Laurent Renson – OHEY)
131. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'exploitation d'un élevage bovin d'engraissement de 810 taureaux sis rue de Tripsé à Meux (2021 – Demandeur : Association Philippe et Pierre Marneffe – LA BRUYERE)
132. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'exploitation d'un élevage de poules pondeuses d'une capacité de 91.020 animaux, sis rue Hougaerde à Leernes, sur le territoire de la Ville de Fontaine-l'Evêque (2021- Demandeur : Oeufontaine sprl - FONTAINE-L'EVÊQUE)
133. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis rue du Temple à Ghlin, sur le territoire de la Ville de Mons (2021 – Demandeur : SBMI – MONS)
134. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis de constructions groupées sur un terrain de plus de deux hectares sis rue du Petit Pont à Ploegsteert, sur le territoire de la Ville de Comines-Warneton (2021 – Demandeur : Immo Taveirne – COMINES-WARNETON)
135. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'une exploitation agricole comprenant un élevage bovin de plus de 500 animaux et un élevage caprin de plus de 2.000 animaux, sur le territoire de commune de Philippeville (2022 – Demandeur Chèvrerie du Try Moussoux – PHILIPPEVILLE)
136. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'urbanisation pour un terrain de plus de deux hectares sis rue du Progrès à Courcelles, sur le site des anciennes Forges de Courcelles Centre (2022 – Demandeur : Immo Bolckmans – BRECHT)
- 137. Etude d'incidences sur l'environnement relative à la demande de permis d'environnement pour le renouvellement d'autorisation d'une exploitation agricole comprenant deux poulaillers d'engraissement pour une capacité de plus de 40.000 animaux sis rue de Bihay à Warzée, sur le territoire de commune d'Ouffet (2022 – Demandeur : Le Réveil Avicole SRL – OUFFET)**